N° 458 — Tome CXXII 16 Juillet 1917

MERCVRE

DE

FRANCE

Vingt-huitième Année

Paraît le 1er et le 16 de chaque mois



EDMOND BARTHÈLEMY, JULES BERTAUT, JULES DUHEM, JEAN DE GOURMONT, CH. HAGEL, RAOUL LABRY, P.-G. LA CHESNAIS, CAMILLE MARBO, JEAN MARNOLD, ALEXANDRE MAVROUDIS, PAUL MORISSE, LOUIS NARQUET, JEAN NOREL, GEORGES PALANTE, THÉODORE STANTON, G. ZALDUMBIDE

PRIX DU NUMÉRO

France : 1 fr. 50 *net.* | Étranger : 1 fr. 75

DIRECTEUR

ALFRED VALLETTE

PARIS

MERCVRE DE FRANCE

XXVI, RVE DE CONDÉ, XXVI

—

MCMXVII

SOMMAIRE

N° 458. — 16 JUILLET 1917

REVUE DE LA QUINZAINE

LES MANUSCRITS NE SONT PAS RETOURNÉS

Les auteurs non avisés dans le délai de DEUX MOIS de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la Revue, où ils restent à leur disposition pendant un an.

Les avis de changement d'adresse doivent nous parvenir accompagnés de 0.50 en timbre-poste, au plus tard le 10 pour le numéro du 16, le 25 pour le numéro du 1er mois suivant.

Œuvres Poétiques

de

Charles-Adolphe Cantacuzène

Nombreux exemplaires sur Hollande, notamment de **Amour de Juliette, Hypotyposes,** *etc. : tirage restreint. — Quelques opuscules chez Veldt, à Amsterdam et à La Haye.*

« M. Charles-Adolphe Cantacuzène est un des plus originaux parmi nos poètes. »
GUSTAVE KAHN.

« Une naturelle et élégante badine qui ingle des fleurs et par instants, rythme, ongeur, un souvenir .. »
STÉPHANE MALLARMÉ, 1898.
Billet.

« C'est toujours un plaisir de feuilleter un des opuscules de Charles-Adolphe Cantacuzène. »
REMY DE GOURMONT.

« Charle'Adolphe, le vent du soir dans [les cyprès,
le parfum redouté des roses... »
F. VIELÉ-GRIFFIN.

Voici, tiré d'un prochain recueil, inédit, un

SONNET

Sonnet, tombe dorée enserrant la vivante :
Sous le premier quatrain j'aperçois les cheveux,
Ce beau dôme embaumé protégeant les heureux
Vœux, candeurs ou soucis de la tête charmante.

Le deuxième quatrain recèle en sa charpente
le buste, citadelle aux ouvrages neigeux,
qui sur un mont de rose élève tous ses feux
bien au-delà du siècle absurde et dur, qui chante.

Dans mon premier tercet on devine le corps
où la fraise et la nacre ont fondu leurs trésors :
la vie est concentrée en cette grave taille.

Et mon tercet second ne clôt, en vérité,
la robe que la jambe, en nos jours, entrebâille ;
mais ces pieds tendant vers, déjà, l'éternité.

CHARLES-ADOLPHE CANTACUZÈNE.

SES COLLECTIONS :

Les Maîtres de l'Amour

L'Œuvre du Divin Arétin, 2 volumes, *le volume*	7.50
L'Œuvre du Marquis de Sade	7.50
L'Œuvre de Nicolas Chorier (Satire Sotadique)	7.50
Le Livre d'Amour de l'Orient : I. *Ananga Ranga*	7.50
— II. *Le Jardin parfumé*	7.50
— III. *Les Kama Sutra*	7.50
L'Œuvre de John Cleland (*Fanny Hill*)	7.50
Les Liaisons dangereuses (12 illustrations)	7.50

Etc., etc., 38 volumes parus.

Le Coffret du Bibliophile

Mémoires d'une Femme de chambre (1786)	6 fr.
Ma vie de garçon 1774 (Caylus)	6 fr.
La beauté du sein des Femmes (Mercier de Compiègne)	6 fr.
Les tendres épigrammes de Cydno la Lesbienne	6 fr.
Le Divan d'amour du Chérif Soliman	6 fr.

Etc., etc. 42 volumes parus.

L'Histoire Romanesque

La Rome des Borgia, par G. Apollinaire (12 ill.)	5 fr.
La Fin de Babylone — —	5 fr.
Les Trois don Juan — —	5 fr.

Romans

Irène grande première, par O. Diraison Seylor	3.50
Le Poète assassiné, par Guillaume Apollinaire	3.50
L'art de séduire les hommes, par Une femme curieuse	3.50
Souvenirs galants de Monsieur X..., par Monnereau	3.50
Le Journal de Marinette, par Une femme curieuse	3.50
La Nuit d'été, par Charles Derennes	3.50
La Lanterne rouge, par F. Boutet	3.50
Souvenirs d'une odalisque, par Jehan d'Ivray	3.50

ENVOI FRANCO CONTRE MANDAT OU CHÈQUE SUR PARIS

(Prière de recommander les envois d'argent)

Catalogue Général Illustré 1917

96 pages 70 illustrations 0 fr. 50

L'Edition — Bibliothèque des Curieux, 4, rue Furstenberg, Paris (6e)

VUE GÉNÉRALE

SUR LA

QUESTION D'ALSACE-LORRAINE

—

A dater du jour où les armées allemandes se sont ébranlées contre la France, la Question d'Alsace-Lorraine a cessé d'exister. Les deux provinces sont aujourd'hui des territoires français, momentanément occupés par l'ennemi, qui seront repris par la force des armes, comme Lille et les départements du Nord. Mais il importe de fixer, au début de cette étude, les justes limites de la question. L'Alsace et la Lorraine françaises, unités provinciales définies, unités géographiques, historiques et politiques, mutilées par les traités de Vienne et de Francfort, sont délimitées vers l'Est par la vieille frontière de 1789, laquelle, remontant jusqu'aux sources de la Nahe, englobait, outre les territoires annexés en 1871, toute la région comprise entre la Lauter et la Queich, avec Landau, Deux-Ponts, Sarrelouis.

Tout a été dit, depuis quarante-cinq ans, sur la destinée malheureuse de cette Alsace-Lorraine, dont la mission historique, selon Michelet, était d'être « l'intermédiaire conciliatrice entre deux races », et qui devint tant de fois la rançon innocente des guerres qu'elle ne désirait pas. En dépit des apparences, les générations nouvelles, celles qui n'ont connu le désastre qu'à travers des visions étrangères, n'ont jamais perdu la mémoire des défaites passées. Et la France moderne, à la veille de la guerre actuelle, trouvait une sorte de revanche morale à observer les efforts impuissants de l'assimilation germanique, la

résistance de ces populations demeurées incapables de supporter sans colère un vasselage humiliant, une survie de la vieille conscience nationale française que Bismarck lui-même, le MILES GLORIOSUS de l'unité allemande, n'avait point prévues. Or, c'est en étudiant la véritable signification géographique et historique des provinces annexées que l'on peut découvrir le sens profond de la Question d'Alsace, et, par là-même, les sources organiques de l'irrédentisme alsacien-lorrain.

I. — SENS GÉOGRAPHIQUE

La vieille vallée de l'Ill, cœur de l'Alsace, s'étend comme une large voie naturelle, parallèle à celle du Rhin, depuis l'antique Porte de Bourgogne ou trouée de Belfort, jusqu'à Strasbourg. Il semble que la nature a accumulé sur les terres qui l'environnent, avec la fertilité du sol et la douceur relative du climat, les ressources abondantes et variées, nécessaires à l'existence de l'homme. La vigne, les arbres fruitiers, le houblon, le tabac enrichissent la plaine. Les eaux qui descendent des hautes vallées vosgiennes ont fait la fortune des cités laborieuses qui s'échelonnent à la limite des hautes terres. La montagne elle-même est riche, avec ses pâturages et ses forêts méthodiquement exploitées. Aussi, cette belle région était déjà au Moyen-Age un lieu de passage très fréquenté, jalonné de cités commerçantes, dont quelques-unes devinrent extrêmement prospères, Mulhouse, Colmar, Schlestadt, et Strasbourg enfin qui occupe, près du confluent de l'Ill et du Rhin, la situation géographique privilégiée. Les villes de la montagne, comme Sainte Marie-aux-Mines, ou de la lisière, comme Thann, Guebwiller, Ribeauvillé, Molsheim, conservèrent toujours une physionomie patriarcale et paisible.

Mais la partie du plateau lorrain que le traité de Francfort a détachée et qui reste liée, dans le REICHSLAND, au sort de la province voisine, présente, à tous égards, une personnalité distincte. Les Romains déjà l'avaient bien compris, qui l'avaient rattachée à la BELGICA PRIMA dont la capitale était Trêves. Deux vallées couvertes de champs fertiles et de vignobles, comme celle du Rhin jusqu'à Coblentz, en occupent la plus belle part. C'est d'abord la Moselle, qui sort de France en

aval de Pagny, traverse Metz, Thionville, la série des places fortes que les Prussiens appellent orgueilleusement leur « ligne de Berlin à Metz », et coupe l'ancienne frontière en aval de Sierck. A l'Est, c'est la Sarre, avec son chapelet de villes toutes régionales, Sarrebourg, Sarreguemines, Sarrebrück, et qui a cessé de couler en France depuis 1871. Entre les deux s'étend une région curieusement ondulée, pittoresque et riche, coupée d'étangs, de bois et de salines. L'ensemble apparaît comme un plateau de faible altitude, assez semblable aux terrasses de Souabe et de Franconie, incliné en pente douce des Vosges à la vallée de la Moselle. La géographie botanique et la géographie humaine y trahissent très nettement la diversité des éléments géologiques. A l'Est, une zone gréseuse, couverte de forêts, d'aptitudes agricoles moyennes, de climat rude, où la population est clairsemée. Au centre, une table marneuse sillonnée par la Sarre, la Seille et les deux Nied, abondant en richesses minérales et possédant deux forts groupements démographiques, l'un dans le pays du sel, avec Château-Salins, Vic, Marsal, Dieuze, l'autre dans la région houillère, avec Sarreguemines, Sarrebrück, Neunkirchen. A l'ouest, les côtes calcaires qui longent la belle vallée de la Moselle, où l'abondance du minerai de fer a déterminé une immigration très intense depuis Hayange et Thionville, jusqu'à Metz, la vieille métropole lorraine postée, comme Strasbourg, dans une situation stratégique exceptionnelle.

La valeur économique et stratégique de ces territoires ne saurait être exagérée. De toutes les routes naturelles qui relient l'Europe du nord à l'Europe méridionale, aucune ne connut dans l'histoire l'importance de cette plaine alsacienne dont on peut dire qu'elle fut véritablement le *carrefour de la vieille Europe*. Les commodités d'accès y conduisaient naturellement les populations du Nord par la dépression hessoise et la vallée rhénane, de Bonn à Bingen, celles du midi par la Porte de Bourgogne et la route Suisse, sans qu'un obstacle sérieux vînt s'opposer, dans ce couloir privilégié, aux migrations transversales, puisque les nombreux passages des Vosges et de la Forêt-Noire assurent les communications faciles de la France vers les pays du Main, du Neckar et du Danube. Aussi, de toute antiquité, la plaine fertile où se rejoignent les

deux vallées de l'Ill et du Rhin eut une grande importance commerciale et militaire. Elle reste aujourd'hui le point de croisement de plusieurs voies capitales : d'une part, la route et le canal arrivant par le col de Saverne, avec le chemin de fer qui, franchissant le Rhin à Kehl et la Forêt-Noire à la dépression de Pforzheim, constitue un tronçon de la grande ligne Paris-Vienne ; d'autre part, la route, le canal et la voie ferrée qui débouchent par la trouée de Belfort et suivent la vallée de l'Ill ; enfin, le Rhin lui-même qui permet à Strasbourg, surtout depuis la construction du port fluvial en 1892, de participer à l'énorme trafic fluvial westphalo-rhénan. Quant à la métropole mosellane, si elle est encore loin d'atteindre un semblable développement économique, elle ne saurait manquer de devenir le grand centre de l'industrie lorraine après la réalisation des vastes projets dont la presse allemande, en novembre 1915, demandait au gouvernement impérial l'exécution rapide : la canalisation de la Moselle, la construction d'un grand port fluvial messin, et l'annexion des riches bassins miniers de Meurthe-et-Moselle, selon les programmes pangermanistes. Ce dernier point surtout rallie toutes les convoitises. Les six grandes associations économiques de l'empire, la LIGUE PANGERMANISTE, le COMITÉ INDÉPENDANT POUR UNE PAIX ALLEMANDE veulent réparer la faute commise par Bismarck qui, mal informé en 1871 sur la valeur du sous-sol lorrain, annexa les charbonnages de la Sarre et le fer de Thionville en oubliant un gage inconnu, le fer du bassin de Briey.

Mais ces terres ont été trop souvent labourées par les batailles. Presque toutes les villes ont connu les souffrances des sièges, les massacres et les pillages. Les paysages mêmes semblent encore révéler les luttes terribles où se jouait naguère la fortune des nations. Là s'est développée, au cours des siècles, une population souvent mêlée aux vicissitudes des autres peuples et qui sut pourtant conserver, par ses mœurs plutôt que par ses lois, des institutions sévères, une vie digne et ordonnée, au milieu des pires bouleversements politiques. Nulle ne semble avoir eu dans l'histoire une conscience plus riche de sa destinée. Sous les pires jougs étrangers, la sauvegarde de son autonomie morale fut toujours une

réalité attingible à ses efforts. Ainsi qu'on le remarque chez les peuples qui ont beaucoup souffert, elle se distingue par son énergie tenace, son extrême sagacité, son attachement à son sol. Lorrains et Alsaciens se rejoignent sur ce trait essentiel de leur mentalité nationale, le culte de la tradition. Il n'est presque pas de villes alsaciennes-lorraines, surtout parmi les petites cités pittoresques que la germanisation a presque épargnées, Rouffach par exemple, qui ne conservent pieusement quelques coutumes locales, toujours respectées, perpétuant le souvenir des scènes douloureuses ou touchantes du passé. Dans aucun pays du monde l'âme des choses n'est plus vivante que dans cette province antique où les aspects de la nature et les monuments des hommes, la forêt d'Andlau comme la plaine d'Obernai, la flèche de Steinbach comme la cathédrale de Strasbourg, évoquent à la pensée un monde de légendes et de souvenirs.

Le fond même de la psychologie nationale du peuple alsacien semble constitué par un goût inné du fédéralisme politique et du mutualisme social, un attachement profond, basé sur une tradition millénaire, aux institutions libérales issues des vieilles franchises municipales et arbitrales du temps de la Décapole alsatique. Louis XIV lui-même, occupant les villes alsaciennes, se garda d'innover à l'excès ; et c'est même là le secret des bons résultats de l'annexion de 1648. Au reste, ce qui atteste mieux encore l'unité géographique de l'Alsace, c'est que la vieille fédération alsatique comprenait des villes libres situées aux confins du territoire, Mulhouse, Colmar, Munster, Turckheim, Kaisersberg, Rosheim, Obernai, Schlestadt, Hagenbach, Seltz, Landau, Wissembourg, unies par leur seule volonté nationale et conservant à travers l'histoire, malgré des fortunes diverses, une même physionomie morale. Au surplus, elles offrent encore aux yeux avertis, après un demi-siècle de germanisation, le témoignage vivant de cette antique communauté d'esprit civil et politique (1).

En Lorraine, ce respect des traditions nationales n'est pas

(1) Quant à la république de Mulhouse, s'il est vrai, comme le répètent les historiens allemands, qu'elle quitta volontairement la Décapole alsatique pour entrer dans la Confédération Helvétique, il importe aussi de remarquer qu'elle s'est donnée à la France non moins volontairement le 28 janvier 1798. Et malgré la sympathie qu'elle manifeste pour les institutions démocratiques suisses, Mulhouse ne se distingue pas aujourd'hui du reste de l'Alsace pour la force de la conscience nationale française.

moins fort. Il a trouvé son expression dans les mœurs, dans le vieux fonds légendaire, dans les lettres surtout, et aussi dans les arts locaux, depuis Ligier-Richier, Mansuy Gauvain, Florent Droin, César Bagard, jusqu'à la moderne et brillante Ecole de Nancy. Epinal, Toul, Lunéville, Fontenoy-le-Château, Lorquin, Darney, Saint-Mihiel, Vaucouleurs, Saint-Dié, Neufchâteau, Nancy, Mirecourt, Metz, Château-Salins, Thionville et les villes de la Sarre abondent en signes concrets de leur tradition française, et les théoriciens du germanisme y cherchent en vain les traces d'une vieille barbarie gothique. L'habitant semble plus dur, plus avisé, plus froid, comme s'il portait l'empreinte douloureuse des malheurs passés ; et l'on a dit que sa pensée était une sorte d'ébauche voulue, où tranchait le trait essentiel, comme dans un dessin du lorrain Callot ; mais cette pensée acquiert dans les circonstances graves une étrange force de persuasion et d'évidence. Sous une calme apparence, il défend avec rage ses convictions et réagit contre les invasions avec une singulière vigueur. Le Lorrain, comme l'Alsacien, a toujours témoigné son attachement à la France, et leur loyalisme commun, à certaines époques troublées, fut un vrai miracle d'intuition historique. L'un et l'autre sont essentiellement des Français de race, de tradition, de volonté. Il n'est pas besoin d'autres preuves autour d'un fait aussi patent. Et pourtant, ne s'est-il pas trouvé, outre-Rhin, de nombreux savants officiels, historiens modernes ou médiévistes patentés, pour en faire des Germains authentiques, comme aussi du Champenois, dont le professeur Hummel disait déjà, en 1876, dans son fameux manuel de géographie, qu'il était son frère de race « par sa stature imposante, ses cheveux blonds et ses yeux bleus (1) »?

L'argument ethnographique, dans la poursuite du grand dessein pangermaniste, se complète communément d'autres raisons tirées de la linguistique. C'est un étrange sophisme que développent les professeurs allemands lorsqu'ils affirment que la frontière établie par le traité de Francfort a été construite sur les données les plus récentes de la géographie linguistique. Que de fois ne nous ont-ils pas accablés nous-

(1) Voir, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1876, la sévère étude de Brunetière sur le « Handbuch der Erdkunde » du professeur A. Hummel.

mêmes sous les coups de leur statistique redoutable et cruelle, réduisant chaque fois le contingent non germanique dans les quinze districts d'Alsace où le privilège de la langue française a été jusqu'à présent maintenu. Ils reconnaissent bien, à cet égard, le caractère français des vallées alsaciennes du Lac Noir, occupées, disent-ils, par raison stratégique. Mais ils protestent du bon germanisme foncier des autres annexés, y compris les 300.000 Lorrains des départements de la Meurthe et de la Moselle, qui ignoraient complètement la langue allemande au moment de l'annexion et qui parlent encore la langue française, surtout dans les arrondissements de Sarrebourg et de Château-Salins. Les administrateurs prussiens, il est vrai, prétendent qu'ils l'utilisent seulement par simple esprit de rébellion, et non par préférence naturelle. Mais il suffit de voir comment Château-Salins, Thionville (SALZBURG, DIEDENHOFEN) et des centaines d'autres noms de localités ont su résister à toutes les campagnes de débaptisation, pour saisir le caractère fallacieux de tous ces arguments. Il est facile de fixer les sources celtiques et les analogies latines ou françaises de tous les vocables étrangement transformés, qu'une débaptisation patiente, destinée à préparer les droits historiques de la germanisation, n'a pas réussi à rendre méconnaissables. On s'en convainc sans peine en lisant les judicieuses observations de M. Ch. Pfister, où l'on retrouve par exemple, dans la germanique STRASSBURG, une bien naïve déformation de la Strateburgum de nos vieux chroniqueurs. On découvre facilement Bebris et Bièvre dans BIBISCH; Rubiacum et Roffiac dans RUFFACH ; Columbarium, Colombières, Colombey, Coulommiers, Coulmiers et Colmars dans KOLMAR (1)...

Ce qui est sûr, c'est que l'autorité allemande, dans toute la zône frontière, du val de Munster à la vallée de Schirmeck principalement, affiche régulièrement ses avis dans la double forme française et allemande, en dépit d'une très intense germanisation linguistique. Dans la plupart des grandes villes, à Mulhouse, à Strasbourg, à Colmar, l'usage du français, loin de décroître, se répand de plus en plus. Et il ne s'agit plus ici du patois roman des hautes vallées, mais d'un français très honnête, à peine déformé par l'accent alsacien. Au reste, l'usage de notre langue, pas plus que la proximité de la frontière, n'a

(1) Patiens : *L'Alsace-Lorraine devant l'Europe*, p. 142. Paris, Ollendorf, 1894.

jamais donné en Alsace-Lorraine la mesure des sympathies françaises. Il suffit de rappeler que les districts qui fournirent les plus fortes proportions d'optants sont précisément ceux de Wissembourg, de Schlestadt, de Haguenau et de Molsheim, c'est-à-dire ceux qui emploient exclusivement un langage alémanique et qui subirent le plus dans l'histoire l'influence germanique du Palatinat et du duché de Bade.

Marche géographique, ethnographique, linguistique, aux diverses époques de l'histoire, les vallées de l'Ill et de la Moselle conservent surtout l'aspect d'une marche politique et militaire. Ce n'est pas sans raison que Louis XIV, après l'annexion de 1648, faisait frapper une médaille commémorative avec cette inscription éloquente : CLAUSA GERMANIS GALLIA. On vit l'Etat-major allemand, dès 1872, affirmer à son tour ce caractère spécifique en faisant de l'Alsace-Lorraine le terrain d'essai pour tous les perfectionnements touchant l'art de la guerre. Il exploita les avantages stratégiques de cette nouvelle frontière, habilement calculée, dont on a dit qu'elle n'était qu'une ligne d'attente ou d'armistice. L'armistice, dans la pensée de Bismarck, ne devait pas dépasser 1875. Mais la politique européenne ne permit pas de réaliser cet espoir. On sait comment les côtes qui dominent la ligne Metz-Thionville furent couronnées d'ouvrages formidables, à très grande distance des deux villes; comment la garnison de Metz, dépassant 30 000 soldats, devint la plus forte garnison allemande; comment le plateau lorrain se couvrit de voies ferrées, de routes aménagées, destinées à permettre la grande attaque brusquée qui devait se déverser dans notre plaine de Woëvre défendue seulement dans sa partie Sud ; et comment, en 1912, la création fiévreuse du 21e corps, à Sarrebrück-Saint-Avold, vint encore resserrer la jonction très étroite avec le système alsacien. Car Strasbourg, de son côté, n'a point perdu son rôle historique de tête de pont. A l'endroit où les terrasses de lœss se rapprochent du fleuve, comme pour en faciliter le passage, l'autorité militaire établit une ceinture de quatorze forts avancés sur les deux rives du Rhin, et disposés de manière à protéger puissamment le débarquement des troupes. Mais c'est surtout en 1910, date où prit corps l'idée d'une invasion par la Belgique, que l'état-major allemand, pour faciliter le rôle

des troupes de couverture, acheva l'organisation des défenses naturelles de la région frontière, surtout vers Dieuze, Marsal, Avricourt, Lorquin, Nomény, Château-Salins, tandis qu'on procédait, d'autre part, à un renforcement général de fortifications. Toutes les voies ferrées qui, franchissant le Rhin entre Huningue et Cologne, avancent en faisceau convergent vers l'Alsace-Lorraine, furent aménagées en vue d'une guerre prochaine. Le REICHSLAND apparut alors comme une formidable marche militaire allemande.

De l'autre côté de la frontière, d'ailleurs, le même effort se développait dans le sens de la défensive. L'ancienne barrière fortifiée étant perdue, la France bâtissait sa nouvelle frontière militaire. Selon le plan défensif du général Séré de Rivière, l'état-major français élevait sur les Côtes lorraines et sur les Hauts-de-Moselle une nouvelle ligne de forteresses avec Belfort, Epinal, Toul, Verdun, barrière sérieuse, discréditée à tort par la jeune école militaire, et qui obligeait l'ennemi à chercher le passage de la Meuse au nord de Verdun, celui de la Moselle dans la trouée de Charmes, réserves étant faites, bien entendu, sur l'éventualité d'une offensive par la Belgique. Plus que jamais dans l'histoire, la partie du plateau lorrain que le traité de Francfort avait épargnée conservait son rôle de bastion de l'Est.

L'Alsace-Lorraine annexée, formée de deux lambeaux de provinces éminemment françaises, dont l'unité actuelle, créée par le malheur, est tout entière dans la communauté des conditions politiques, semble un défi aux réalités de la géographie humaine. Ce sont des raisons militaires et économiques, des raisons d'intérêt unilatéral, purement allemand, qui déterminèrent les limites du REICHSLAND. La division géographique et statistique de l'état-major prussien avait soigneusement calculé, avant la guerre, cette unité politique nouvelle comprenant le Haut-Rhin, le Bas-Rhin, les arrondissements de Metz, Thionville, Sarreguemines, Château-Salins et Sarrebourg, dont le gouvernement fut confié, dès le 21 août 1870, au comte de Bismarck-Bohlen, et qui reçut bientôt des frontières précises par la fameuse carte au liseré vert de février 1871. L'argument ethnographique, ici, ne saurait avoir nulle valeur, puisqu'il est établi, aux yeux mêmes de certains savants alle-

mands, tel M. Werner Wittich, que dans les régions les plus germaniques des deux provinces, l'élément alémanique est fortement mêlé de sang celto-romain. Au surplus, le gouvernement prussien n'a-t-il pas réalisé lui-même une violation spécifique du principe des races en annexant l'Alsace purement française et les territoires mosellans? Si quelques théories ingénieuses peuvent trouver des prétextes à une incorporation de la Basse-Lorraine ou Lothier, nul sophisme historique ne saurait justifier l'annexion d'une partie quelconque de la Lorraine mosellane. Les hommes sérieux et rudes qui ont fait l'unité allemande faisaient bon marché de cette créance chimérique. L'ambition territoriale, l'avidité économique et le souci de la puissance militaire, de leur propre aveu, ont été leurs seuls mobiles. Bismarck en a donné un brutal témoignage à Jules Favre le 19 septembre 1870.

D'autre part, tous les biographes de l'Alsace-Lorraine, et spécialement M. Georges Delahache, ont fait justice de cette argumentation plus récente qui tendait à présenter l'annexion de 1871 comme un rétablissement de la frontière naturelle à laquelle l'Allemagne aurait droit. Or, c'est une bien étrange frontière naturelle que celle qui dépasse à la fois le Rhin et les Vosges, deux obstacles dont le premier seul peut être regardé comme une barrière. Au reste, les tractations incessantes qui apportèrent jusqu'à la fin des négociations de Francfort des modifications nouvelles au tracé primitif suffisent à réfuter cette raison fallacieuse. Les prétentions sur Belfort, injustifiables de ce point de vue, n'avaient pas d'autres causes que les exigences de l'état-major. N'a-t-on pas vu les commissaires allemands enfreindre au gré de leur fantaisie le principe fondamental, invoqué par eux-mêmes, de la ligne de faîte sur la chaîne des Vosges, en annexant plusieurs villages situés au-delà du versant occidental, comme Raon-sur-Plaine et Raon-les-Leau (1)? Ce sont enfin des raisons économiques qui déterminèrent l'attitude déloyale de ces mêmes commissaires et leurs habiles systèmes de compensations, dans un grand nombre de secteurs en litige, notamment pour le bois d'Avril, Moyeuvre et le tronçon Avricourt-Moussez de la ligne ferrée

(1) L'article 10 de la Convention additionnelle du 12 octobre 1871 détruit cette interprétation abusive en rétrocédant les deux villages à la France, avec Igney et une partie de la commune d'Avricourt.

d'Avricourt à Dieuze. Oublié comme l'argument ethnographique, pendant toutes ces opérations, l'argument géographique n'eut aucune espèce d'influence réelle. Les plénipotentiaires allemands étaient mûs par un désir très clair. Soucieux d'épargner à la prochaine offensive les longueurs d'un passage du Rhin au nord de la Lauter et les difficultés d'une invasion par la Sarre, ils s'efforcèrent d'ouvrir largement les routes de la Moselle et de la Meuse.

Décrire le mal, certes, n'est qu'un vain exercice de philosophie. Des historiens ont nié que l'expérience ait jamais instruit les hommes et surtout les nations. Les vaincus de 1870 n'ont que trop justifié, pendant un demi-siècle, la thèse décevante du scepticisme historique. Pourtant, ils se sont réveillés aux heures graves, en 1875, en 1887, en 1905, en 1908, en 1911, en 1913, en 1914, pour revenir à cette histoire douloureuse qu'ils voulaient toujours apprendre comme s'ils ne l'avaient jamais entendue. Ils peuvent en escompter aujourd'hui la réparation glorieuse, parce qu'elle n'est plus un de ces espoirs à longue échéance où s'émoussent les meilleures volontés, mais une réalité prochaine. Le retour des deux provinces à leur véritable patrie sera aussi le rétablissement des frontières véritables, basées sur l'histoire et la géographie humaine, de la nation française vers l'Est. Evitons avec soin les ambitions territoriales excessives que suggèrent la mémoire des souffrances passées et la haine, même justifiée. Saisir Trêves, Mayence, Cologne, Coblentz et toute la rive gauche du Rhin, c'est dépasser le droit absolu, c'est exercer une vengeance peut-être légitime, mais à coup sûr dangereuse. On tire de l'histoire des enseignements imprévus, et souvent ceux qu'on attend le moins. Gardons le souvenir des paroles éloquentes que Tachard, député du Haut-Rhin, prononçait à la tribune de l'Assemblée Nationale, le 1er mars 1871. C'était au moment de la discussion tragique sur la cession de l'Alsace-Lorraine. Avant la séparation douloureuse, l'orateur alsacien voulut fixer les justes limites de l'Alsace française, et demander, pour rendre plus sûr notre irrédentisme, que deux noms trop souvent prononcés dans notre histoire, Coblentz et Mayence, fussent désormais écartés de notre programme national et de nos espoirs de revanche. « C'est pour eux, déclarait-il, que nous

subirons le triste sort qui nous attend. » Et il ajoutait avec émotion : « Nous sommes justes parce que nous sommes Français, et nous ne voulons pas qu'on fasse à autrui ce que nous ne voudrions pas qu'il nous fût fait. » Le règlement légitime est celui qui, dépassant la cession territoriale fixée par le traité de Francfort, réparant à la fois l'annexion de 1871 et celle de 1815, comporte la restitution intégrale de l'Alsace et de la Lorraine, avec Landau, Sarrelouis et les terres françaises enlevées par le traité de Vienne.

II. — SENS HISTORIQUE

Les travaux historiques les plus sévères, pas plus que les subtilités de la chronologie, de l'archéologie, de l'ethnographie et de la linguistique, ne sauraient avoir de valeur démonstrative lorsque la simple observation fait découvrir en Alsace-Lorraine un fait indéniable, fondamental, patent, qui est la communauté de conscience nationale avec la France. Cette donnée objective, échappant aux vaines polémiques, suffit à expliquer, à la fois, l'iniquité monstrueuse du traité de Francfort et les attitudes politiques si différentes des vaincus de 1870, des annexés et des vainqueurs. Les savants allemands renversent les termes du problème lorsqu'ils construisent artificieusement, sur d'ingénieuses études du passé, la physionomie actuelle de l'Alsace-Lorraine. C'est l'effort inverse qui s'impose, et l'histoire, incapable d'établir en valeur absolue la force actuelle de la conscience nationale alsacienne-lorraine, permet néanmoins d'en mieux comprendre les sources, l'évolution et la destinée. Elle abonde ici en témoignages de premier ordre.

Les historiens allemands, habiles à travestir le passé pour le faire servir à leurs grands desseins politiques, se sont vainement efforcés de justifier l'annexion de 1871 en évoquant les grandes invasions germaniques des IVe, Ve et VIe siècles, l'expansion allemande du IXe siècle et les temps lointains du Saint-Empire romain germanique. Toutefois, en ce qui concerne spécialement la question lorraine, les bases ethnographiques et historiques cèdent communément le pas, dans leurs écrits, aux raisons d'ordre militaire. Bien que l'école historique allemande ait construit une table minutieuse des droits historiques impé-

riaux, remontant pour cela au traité de Verdun de 842, et surtout au partage de la Lotharingie sanctionné par la convention de Mersen, en 871, ces raisons idéales demeurent au second plan. La partie du plateau lorrain annexée à l'empire conserve aux yeux des savants officiels la signification d'un bouclier protecteur, acquis pour sa valeur stratégique et propice à l'établissement d'un puissant système de fortifications préventives. Il en va tout autrement de l'Alsace. Quelques-uns reconnaissent bien la réalité de l'influence française à partir de 1648. Mais aucun ne met en doute, avant cette date, le germanisme foncier des territoires alsaciens. Il faut reconnaître, d'ailleurs, que les historiens français n'ont pas toujours échappé à cette erreur. Un éminent érudit a pu soutenir, dans une récente lecture à l'Académie des Sciences morales (1), qu'en dépit de la primitive communauté de race et d'histoire, l'Alsace n'était pas française au moment de son annexion par Louis XIV (2). Mais il a suffi à M. Jacques Flach de présenter une analyse très perspicace du caractère national alsacien et de rappeler fort judicieusement le fonds commun d'aspirations et de souvenirs qui unissait l'Alsace à la France, au moment de l'annexion, pour établir la vérité de la thèse inverse (3). D'autres ont montré depuis qu'à l'époque de la grande expansion médiévale de la civilisation gallo-romaine dans les pays allemands, l'Alsace avait reçu l'empreinte définitive du génie propre de la France, et que même aux temps troublés du Saint-Empire, elle conserva toujours le caractère d'une marche gauloise en deçà du Rhin. Il suffit enfin de relire les belles études de M. Camille Jullian (4), ainsi que les brochures et les articles publiés par des Alsaciens éclairés comme le docteur Dollinger et le docteur Kiener, et même par quelques Allemands, tel le professeur Werner Wittich (5), pour embrasser du regard les deux pôles de cette laborieuse évolution historique qui a formé

(1) Séance du 15 mai 1915.
(2) Albert Petit : *Comment l'Alsace est devenue française*. Paris, Librairie Boivin, 1915.
(3) Jacques Flach : *Les affinités de l'Alsace avant Louis XIV et l'iniquité de sa séparation de la France*. Paris, Librairie Tenin, 1915.
(4) Camille Jullian : *Ce que l'Alsace doit à la Gaule*. Cahiers alsaciens, Strasbourg, janvier 1913.
(5) Werner Wittich : *Le Génie national des races française et allemande en Alsace*. Traduction française, par André Korn. Paris, Giard et Brière, 1903.

en Alsace un peuple remarquable, essentiellement français par sa race, son passé et ses aspirations, jaloux de ses institutions libérales, foncièrement attaché au régime français à la fois républicain et bourgeois, sympathique à la démocratie suisse, mais irréductiblement rebelle à tous les essais d'assimilation germanique.

L'Alsace gauloise, en lutte contre les Germains pillards, apparaissait déjà comme une véritable unité géographique et politique, une individualité collective, et non comme une simple ramification d'une race ou d'un peuple. M. Camille Jullian a fort bien montré comment les habitants de ce territoire gardé par de puissantes barrières naturelles avaient acquis peu à peu le sentiment de leur originalité vivante. Cependant, de ces premiers conflits entre les Celtes et les Germains, les annales nous sont inconnues. A peine peut-on essayer d'en reconstruire l'évolution générale par des rapprochements chronologiques, ethnographiques et linguistiques, et surtout par l'intuition de l'historien. M. V. Henry, après d'Arbois de Jubainville (1), caractérise très justement cette histoire d'avant l'histoire en déclarant que, « d'une manière générale, on peut tenir le Rhin pour la ligne de départ de la Celtique et de la Germanique, encore que les Celtes d'Ambicatos aient plus d'une fois et sur plus d'un point franchi cette limite naturelle, autrement importante pourtant qu'elle n'apparaît de nos jours. » Les invasions répétées finirent par imposer les idiomes germaniques, auxquels certaines régions, les vallées du Lac Noir par exemple, parvinrent cependant à échapper. Mais la population resta nettement gauloise, comme les mœurs et la tradition. Les Vosges, qui la séparaient de la grande nation celte, lui donnaient seulement un caractère local, sans la détacher de la race mère, tandis que le Rhin, de l'autre côté, servait de cloison étanche contre le monde germain. Le nom même que le pays conserva à travers les invasions successives, et dans lequel on peut retrouver, malgré Spach, Schœpflin et certains linguistes allemands qui en nient la possibilité, d'incontestables racines celte et latine (EL, ALSA), reste un témoignage vivant de l'antique tradition gauloise (2). Au reste, l'Alsace

(1) D'Arbois de Jubainville : *Les premiers habitants de l'Europe*. II, 336.
(2) M. Ch. Pfister admet une étymologie différente. Le nom dériverait de la

abonde en vestiges de l'époque celtique, inscriptions, autels votifs, monuments de toutes sortes, tandis que rien ne vient attester la filiation directe avec les peuples d'outre-Rhin. Quant aux Triboques d'Arioviste, restés entre les Vosges et le Rhin après la victoire de César, ils se fondirent très vite dans la population indigène, plus dense et plus civilisée.

C'est en vain que les historiens de l'école allemande se sont efforcés de travestir l'ouvrage célèbre dont ils ont fait la bible de leurs origines historiques, la *Germanie*, de Tacite, et d'étayer avec patience, selon le mot de Brunetière, « le sophisme suranné du Barbare d'outre-Rhin régénérant le monde romain » (1). Toute cette rive gauche du Rhin, partagée entre trois grandes provinces, reçut une empreinte latine aussi profonde que les autres régions de la Gaule, comme l'attestent encore le tracé des grandes voies impériales et les nombreuses villes fondées par les légions, comme Strasbourg, Metz, Verdun, Saverne. Et jusqu'au moment où le Ducatus alsatiœ et le Lotharii regnum se séparent pour entrer, à un demi-siècle d'intervalle, dans le Saint-Empire germanique, la marche rhénane subit toutes les grandes secousses de ces âges lointains, l'expansion du christianisme au IIIe siècle, les invasions germaniques des IVe, Ve et VIe siècles, la formation et la dislocation du vaste empire carolingien, sans que ces fortunes diverses parviennent à effacer son caractère essentiel de territoire celto-latin. Rien ne le montre mieux que la participation de sa population à la grande résistance romaine et franque contre l'invasion des Alamans, notamment en 377, sous les ordres de Mellobaudes, à la bataille de Colmar, et en 496 à Tolbiac.

L'Alsace du moyen-age, comprise dans la Fédération hétéroclite du Saint-Empire, ne formait pas un organisme politique homogène. Elle était partagée en plusieurs centaines de seigneuries d'inégale importance, au milieu desquelles vivaient

vieille expression alémanique « alesacianes », avec le sens de « résidents sur la terre étrangère », employé avant le VIe siècle par les Germains transrhénans pour désigner les Alamans demeurés en Alsace après les invasions. M. [illegible] remarque excellemment que ce nom même de l'Alsace, ainsi forgé par les Allemands, « témoigne qu'à leurs propres yeux, elle était pour eux une terre étrangère ».

(1) Brunetière : *Un manuel allemand de géographie*. « Revue des Deux Mondes » 1er juin 1876.

et prospéraient des villes libres. En fait, jamais les empereurs allemands ne parvinrent à exercer sur elle un pouvoir absolu, comme sur la Bavière ou la Saxe. Elle jouissait d'une indépendance presque complète, qu'assurait la dignité sévère de ses habitants, et la ville de Strasbourg, recevant le souverain, l'accueillait comme un visiteur de marque, non comme un maître. C'est là un fait essentiel que les observations de M. Ernest Lavisse ont mis en relief, et qu'il ne faut pas perdre de vue si l'on veut dénoncer le sophisme d'une Alsace germanique, et, d'une manière générale, si l'on veut comprendre la destinée de ses institutions. Il suffit, pour s'en rendre compte, de voir comment les Alsaciens se soulèvent, à la fin du XIIIe siècle, contre les prétentions de l'empereur Adolphe de Nassau. Et vers le milieu du XVe siècle, cette indépendance pratique atteindra un tel degré qu'on verra des cités comme Strasbourg conclure en leur nom propre et pour leur propre compte plusieurs traités politiques, avec la France et la Suède notamment. Ces villes, d'autre part, supportaient impatiemment le régime seigneurial, chaque fois qu'il portait atteinte à leurs franchises traditionnelles. Les Strasbourgeois se révoltèrent à plusieurs reprises et finirent par conquérir une indépendance presque parfaite vers 1262, après avoir battu leur seigneur dans les champs d'Oberhausbergen. Ultérieurement, les cités rhénanes connurent un concours de circonstances heureuses qui assura leur fortune politique. Cités impériales de nom, villes libres de fait, elles s'organisèrent en républiques municipales et réalisèrent même parfois de véritables essais de communauté collectiviste. Leur situation équivoque entre les Vosges et le Rhin permit seule ce magnifique développement. Car, tandis qu'elles portaient sans effort le poids léger de la domination impériale, elles échappaient en même temps à la fureur centralisatrice des deux puissantes dynasties voisines, les rois de France et les ducs de Bourgogne.

L'influence allemande ne parvint pas à s'inscrire d'une manière sensible dans l'Alsace médiévale. Remarquons d'abord que le traité de Mersen, cédant la province à Louis le Germanique en 871, ne lui attribue aucunement un caractère allemand, la cession n'étant pas autre chose qu'une compensation personnelle, et l'Empire germanique n'étant lui-même qu'un trialisme monarchique dont la part essentielle est le royaume

d'Italie. Après son entrée dans la nouvelle fédération, nous verrons d'ailleurs ses poètes et ses chroniqueurs, tels Alfred de Wissembourg et plus tard Conrad Fleck, Materne Berler, suivis de beaucoup d'autres, affirmer leurs origines celto-latines et leur sympathie pour la nation franque. Au surplus, pendant toute la durée de cette domination fallacieuse, nos rois ne considéreront jamais l'Alsace comme un territoire allemand. On peut rappeler à cet égard que Henri Ier, Louis le Gros et Louis VII revendiquent successivement leurs droits sur ce pays, que Philippe le Bel oblige l'empereur Albert d'Autriche à les reconnaître solennellement en 1299, qu'une armée du roi Charles VII, conduite en 1444 par le dauphin Louis, est accueillie en Alsace avec de grandes démonstrations d'amitié, et qu'au début du XVIIe siècle, en dépit des traités, Henri IV étend sur la province une sorte d'emprise morale, un véritable protectorat bénévole qui est le prologue du retour à la France.

L'histoire de la Lorraine, pendant cette période, diffère assez peu de celle de l'Alsace. Il s'agit ici, bien entendu, de la seule Lorraine mosellane ou Haute-Lorraine, avec Metz, Toul, Verdun, Nancy, et non plus du vieux royaume carolingien de Lorraine, duquel s'était déjà détaché, au IXe siècle, le vaste tronçon Lothier qui s'étendait de la Basse-Moselle à la mer. L'histoire médiévale de la Lorraine mosellane présente cependant quelques modalités particulières. Comme l'indique M. Delahache, son développement affecte une évolution plus régulière, moins traversée par les complications territoriales ou juridiques. La précision des accords diplomatiques qui règlent son sort dans les traités ultérieurs témoigne de cette sécurité relative et contraste avec la grande part d'équivoque que l'on retrouve dans ceux qui concernent l'Alsace (1). Il convient de rappeler, également, que le duché de Lorraine, pas plus que les comtés de Bar, de Metz, de Toul et de Verdun, ne se sentit jamais lié aux destinées du Saint-Empire, et que des contingents lorrains combattirent glorieusement avec les troupes du roi de France, depuis Crécy jusqu'à la grande croisade patriotique soulevée par Jeanne d'Arc.

LA FIN DU MOYEN-AGE ET LE COMMENCEMENT DES TEMPS MODERNES, dans les provinces rhénanes, furent l'ère des hobe-

(1) Voir notamment l'article 87 des traités de Westphalie.

reaux avides profitant de la faiblesse impériale et des guerres incessantes pour supprimer les franchises, asservir les cités et décimer les communes rebelles. L'Alsace perd une grande part de son indépendance pratique et la prospérité qu'elle devait au maintien de ses libertés communales. A la fin de la guerre de Trente ans, elle ne rappelle plus la riche province qu'elle était au Moyen-Age. Il importe de remarquer, cependant, qu'il s'en faut de peu, au cours de cette longue guerre, qu'elle n'obtienne l'autonomie complète à laquelle elle a toujours aspiré. Bernard de Saxe-Weimar meurt trop tôt pour cette œuvre, à laquelle il s'est secrètement attaché, en dépit du traité de Saint-Germain qui le lie sans réserves au service de la France. La tradition des libertés politiques est si fortement ancrée dans la province qu'on la voit solliciter, au même titre que les cantons suisses, une reconnaissance officielle par les traités internationaux de cette autonomie pratique dont elle a bénéficié pendant quatre siècles sous la domination nominale de l'empereur allemand. Mais les traités de 1648 reconnaissent seulement l'indépendance de la fédération helvétique.

Ainsi, pendant les deux siècles qui s'écoulent depuis la fin du moyen-âge jusqu'à l'annexion par la France, l'Alsace traverse une des périodes les plus tristes de son histoire. A la faveur des grandes rivalités politiques, l'évêque de Strasbourg, le comte palatin, le duc de Lorraine poursuivent leurs querelles incessantes sur ces terres déjà dévastées par les Armagnacs, les Suisses et les Bourguignons du Téméraire. Entre temps, les luttes religieuses achèvent ce tableau lamentable en donnant de nouveaux prétextes de luttes aux féodaux rhénans. Il ne faut pas oublier, cependant, que le développement si rapide de la Réforme dans les grandes cités alsaciennes ajouta un lien politique nouveau aux vieilles relations qu'elles avaient conservées avec la France. La destinée des protestants alsaciens s'identifia de plus en plus à la politique de Henri IV et de Richelieu, pendant la lutte contre la maison d'Autriche intolérante et catholique dont les luthériens d'Alsace craignaient l'intransigeance confessionnelle. C'est un point qu'il importe de noter, parce qu'il explique, à la veille des traités de Westphalie, pourquoi l'occupation française fut souhaitée et préparée

dans la plupart des villes qui, comme Hanau, Haguenau, Saverne, Schlestadt, avaient le plus souffert des brigandages armés.

Quant aux Lorrains, leur histoire politique présente deux caractères essentiels dus en partie à la présence d'une dynastie très française, la dynastie angevine : d'une part, les efforts pour réaliser l'indépendance, et d'autre part, la culture des vieilles sympathies françaises. Dès 1542, la Diète de Nuremberg accorde l'autonomie complète au duché de Lorraine, tandis que les trois évêchés, Metz, Toul et Verdun, se détachent presque complètement du Saint-Empire. C'est à peine si l'empereur conserve encore à Metz certaines prérogatives juridiques, et dans le pays quelques charges obscures de judicature provinciale. Nous voyons bientôt l'union avec la France s'affirmer progressivement au XVI[e] siècle pendant la rivalité des maisons de France et d'Autriche, comme en témoignent les propres déclarations des cités lorraines et des princes protestants eux-mêmes. L'occupation de Metz par les troupes françaises, en 1552, consacrée par les traités de Westphalie en 1648, ne fit que sanctionner politiquement l'unité de conscience nationale qui ne s'était jamais démentie. Au surplus, la Lorraine et l'Alsace, désolées par deux siècles de querelles féodales et par les grandes luttes entre les maisons de France, de Bourgogne et d'Autriche, allaient connaître les bienfaits de la paix française comme elles avaient connu jadis les bienfaits de la paix romaine.

C'est là qu'il faut mettre en relief le rôle salutaire de L'INCORPORATION A LA FRANCE. Remarquons d'abord que cette annexion, tant exploitée par les historiens allemands, ne fut pas une mesure brutale. Les traités de Westphalie reçurent en effet la sanction de la province elle-même, qui déclara accepter sa nouvelle nationalité par le traité spécial d'Illkirch. La bourgeoisie alsacienne espérait ainsi échapper à la tyrannie intolérable des féodaux. Elle ne se trompait pas. Avec le gouvernement rigide de Louis XIV, la puissance politique des principicules rhénans tomba au niveau de ce qu'elle était au XIII[e] siècle, après les révoltes communales. Fait remarquable, la monarchie française sut épargner à l'Alsace la plupart des excès d'un régime centralisateur à outrance. La nouvelle con-

quête conserva ses franchises municipales essentielles ainsi que le libre exercice du culte luthérien. La rentrée de l'Alsace dans la nation française coïncidait avec l'apogée de la monarchie absolue. Aussi, la première grande transformation apportée par la France fut la diminution de ce morcellement infini qui était le mal organique des pays du Rhin, et la constitution d'une province homogène, solidement organisée, nullement sécessionniste.

De fait, l'Alsace des traités de Westphalie, avec ses seigneuries héréditaires, ses terres dépendant des grandes maisons voisines de Würtemberg, de Palatinat, de Bade et de Lorraine, ses villes impériales et ses républiques libres, ses principautés féodales et ses enclaves ecclésiastiques, présentait un tel enchevêtrement de privilèges et de servitudes juridiques que les plénipotentiaires de Munster, rebutés par ces difficultés innombrables, renoncèrent à faire la balance exacte des droits politiques et se contentèrent de fixer la nouvelle situation des territoires cédés par des formules équivoques, imprécises qui permirent plus tard à Louis XIV d'étendre sur toute la province l'unité de son administration royale. Le roi se garda pourtant de priver les nouveaux annexés de leurs vieilles institutions traditionnelles. Il se contenta de substituer à la vieille cour impériale d'Ensisheim un conseil supérieur royal qui fut installé à Brisach et qui ne se départit jamais d'une habile modération politique. C'est en étudiant cette Chambre royale de Brisach, au moment de sa substitution à la vieille *Regierung* d'Ensisheim, juridiction seigneuriale et archiducale armée de tous les droits souverains de la maison d'Autriche, que l'on peut toucher du doigt le sens politique et le mérite des ministres de Louis XIV. Comme l'indique très justement M. E. Glasson, le nouveau conseil de Brisach ne fut qu'une transformation de la *Regierung* autrichienne dans un sens très libéral, « un corps moitié judiciaire, moitié administratif, chargé surtout de veiller aux intérêts du roi et à ceux de son domaine (1) ». Les Alsaciens conservaient l'intégrité de leurs prérogatives. Et la ville de Strasbourg, tard venue dans le royaume de France, annexée définitivement par le traité de Ryswick en 1697, garda aussi, malgré ses fluctuations

(1) Consulter, sur ce point, l'article de M. E. Glasson sur le « Rôle politique du Conseil souverain d'Alsace ». *Revue historique*, janvier-février 1900.

maladroites, sa constitution propre et ses institutions libérales.

Pour la Lorraine, les traités de 1648 consacraient définitivement la réunion des trois évêchés à la France et l'indépendance du duché. Cette autonomie ducale, d'ailleurs, était purement factice, et Louis XIV pouvait bientôt, sans rencontrer d'obstacle, exercer de véritables privilèges juridiques, occuper des forteresses, placer une garnison à Nancy en 1702 et installer peu à peu l'organisation administrative française. Ultérieurement, toutes les tractations diplomatiques qui entourèrent la politique polonaise de l'Empereur Charles VI, la cession conditionnelle du duché de Lorraine au roi détrôné Stanislas Leczinski, et enfin, à la mort du souverain intérimaire, le retour de ce territoire à la France, ne furent qu'une adaptation de la politique internationale à un état de fait patent, la force du sentiment français dans le pays. En 1766, cette incorporation pacifique est un fait accompli. Bientôt, rien ne distingue plus le domaine lorrain des vieilles provinces françaises. Son assimilation est parfaite, et le rôle qu'il va jouer dans la politique intérieure française attestera cette union définitive.

Ainsi, les deux provinces que les contingences historiques avaient séparées depuis neuf siècles, l'Alsace et la Lorraine, retrouvent une destinée commune, conforme à leur même origine celto-latine. Elles forment une marche militaire solide, soutenue par une ligne de bastions avancés comme Thionville, Sarrelouis, Sarrebrück, Bitche, Landau, Wissembourg, Phalsbourg, devant les grandes forteresses de Strasbourg et de Metz, avec une frontière qui est restée, aux yeux de beaucoup de patriotes avertis, l'idéal de la frontière française vers l'Est. A la veille de la Révolution, leur union intime avec la France s'affirme de plus en plus malgré la maladresse des derniers ministres de la monarchie. L'Alsace proclame cet attachement d'une manière éclatante dans les fêtes qui célèbrent, èn 1781, le centenaire de l'occupation de Strasbourg par les troupes françaises. Elle s'indigne de la suspicion dans laquelle la tiennent nos derniers rois, qui remplissent ses garnisons de troupes étrangères commandées en langue allemande. Il faut relire, à cet égard, dans l'Histoire d'un paysan les plaisantes récriminations du père Michel contre tous ces

régiments de Saxe, de Royal-Allemand, ces Suisses de Schœnau et ces hussards de Chamboran qu'on envoie en Alsace pour garder des Français. Un des meilleurs régiments de Rochambeau pendant la guerre d'Amérique, le Royal-Deux-Ponts, qui s'embarque en 1780 et rejoint Landau en 1783 après une glorieuse campagne, est recruté en Alsace-Lorraine et commandé par des officiers alsaciens-lorrains. Enfin, l'adresse solennelle que les citoyens de Strasbourg envoient aux Etats-Généraux, le 7 juillet 1789, est un éloquent témoignage de leur patriotisme.

La Révolution française poursuit cette fusion intime, non point seulement par l'élan patriotique qu'elle soulève dans les deux provinces et qui ne pouvait manquer de se produire chez des populations éprises de libéralisme, mais en supprimant définitivement les vieilles complications territoriales et juridiques issues du régime féodal et des contradictions millénaires de la situation politique. C'est précisément la suppression des privilèges de certains princes possessionnés d'Alsace, tels le Margrave de Brandebourg, le landgrave de Hesse, le duc de Wurtemberg, le duc des Deux-Ponts et les évêques des grandes villes rhénanes, suppression acclamée par leurs sujets alsaciens, qui provoque le premier conflit entre la France révolutionnaire et l'Autriche. Les sentiments loyalistes se révèlent dans toutes les classes. Il est inutile d'en rappeler ici toutes les manifestations éclatantes, comme les grandes fêtes révolutionnaires célébrées à Strabourg et à Metz, les déclarations adressées à l'Assemblée Nationale par les gardes nationales des deux métropoles, et le patriotisme ardent d'un homme comme le maire Frédéric de Diétrich. Les aspirations alsaciennes-lorraines vers la France sont telles qu'au moment des plus grands revers, à l'époque héroïque de la « Patrie en danger », la Convention reçoit de nombreuses pétitions patriotiques émanant de communautés non comprises dans les annexions antérieures, qui sollicitent l'honneur d'une incorporation à la France. Et ces demandes, loin d'être acceptées en toute hâte, à la manière du larron satisfait, provoquent même chez les membres du Comité diplomatique, et surtout chez Lazare Carnot, ces admirables scrupules de droit constitutionnel que M. Albert Sorel a judicieusement rappor-

tés (1). Le 21 mars 1793, à l'unanimité moins sept voix, la Convention Rhénane vote la réunion de la rive gauche du Rhin à la France.

La communion des peuples alsacien-lorrain et français dans un même génie national s'achève au milieu des gloires et des angoisses de la Révolution. Les descendants des vieux bourgeois des cités libres la comprennent admirablement, et c'est précisément l'habitude et l'exercice des libertés municipales qui expliquent la part si grande qu'ils prennent à cette rénovation politique. Strasbourg, Metz, Thionville, Phalsbourg, Colmar, Saverne, fournissent des députés pleins d'initiative et de nombreux officiers républicains. Leurs représentants se distinguent dans les assemblées par leur civisme réfléchi et leur patriotisme, tandis que leurs volontaires se couvrent de gloire avec les armées républicaines. Des hommes comme Dietrich, comme aussi le vieux père Chauvel, marchand ambulant qui faisait métier de vendre les ouvrages de Rousseau et de Voltaire, avant d'être élu député, sont à cet égard des personnages révélateurs. Kléber, Kellermann, Rapp, Lefebvre, généraux alsaciens, Custine, Lassalle, Richepanse, Ney, Molitor, généraux lorrains, illustrent la défense de leur patrie française. Rien de plus réconfortant que cette union définitive des deux peuples au milieu de l'enthousiasme révolutionnaire, comme elle apparaît dans cette épopée simple et naïve qu'Erckmann-Chatrian ont si bien su conter Et c'est un fait qn'en Allemagne même, des historiens rarement guidés par la stricte impartialité ont dû reconnaître qu'au début du XIX[e] siècle, l'Alsace devait être considérée comme une véritable province française de sentiments et d'aspirations (2).

L'Alsace moderne est proprement l'œuvre de la France moderne. A mesure que se déroule l'histoire contemporaine, elle partage, comme la Lorraine, les succès et les revers français. Les deux provinces reçoivent leur part des souffrances de l'invasion, leur très large part. Elles sont si nettement françaises

(1) Albert Sorel : *L'Europe et la Révolution Française*, Première partie. Paris, Plon, 1885.

(2) Voir notamment le témoignage du professeur Werner Wittich, Allemand immigré, dont l'impartialité réelle mérite d'être justement estimée. — Werner Wittich : *Civilisation et patriotisme en Alsace*. Traduction par Henri Lichtenberger. Edition de la « Revue alsacienne illustrée », Strabourg, 1909.

que les négociateurs de Vienne, Metternich, Alexandre de Russie, Castlereagh même, mûs par le souci de la légitimité dynastique, renoncent à les détacher de la France. Le chancelier Hardenberg, appuyé par le comte Wintzingerode, ministre de Würtemberg, insiste en vain, le 4 août 1815, pour que « l'Alsace et les forteresses des Pays-Bas, de la Meuse, de la Moselle et de la Sarre » soient annexées aux Etats allemands. Il n'obtient qu'une mutilation partielle au bénéfice du Palatinat. Mais les traités de 1814 et de 1815, qui rognent les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Moselle et leur enlèvent de vieilles villes françaises comme Landau et Sarrelouis, n'atteignent en aucune façon leur patrimoine moral (1). Nous les verrons participer de plus en plus à la vie politique de la France, donner à la monarchie parlementaire des ministres, comme Humann, Schneider, et des hommes de caractère qui représenteront parfois, à des époques difficiles, la tradition un peu surannée d'une politique étrangère digne et fière. Et s'il est vrai que l'esprit français du xixe siècle s'incarne dans la bourgeoisie républicaine, il est également juste de dire que l'Alsace, qui fut pendant un demi-siècle à l'avant-garde du parti républicain, auquel elle fournit des chefs de valeur, est éminemment une province française (2). Elle accueille avec dérision la tentative de l'Allemand Hoffmann von Fallersleben, l'auteur du *Deutschland über alles*, qui essaie d'organiser un mouvement germanophile à Strasbourg à l'occasion du congrès scientifique de 1842. Elle multiplie les preuves de son patriotisme. La solennité des fêtes qui furent célébrées en 1848 dans la plupart des grandes villes et surtout à Strasbourg, pour commémorer le bi-centenaire de l'annexion à la France, est restée à cet égard un trait symptomatique.

L'assimilation économique complétant l'assimilation morale, l'histoire de l'Alsace-Lorraine ne se distingue plus de l'histoire de France. La belle contrée qui est détachée en 1871 de la nation mère, avec sa population de plus d'un million d'âmes, sa prospérité économique, ses richesses artistiques et ses richesses morales, son histoire glorieuse, son profond sentiment de la conscience nationale française, est un merveilleux

(1) Arthur Chuquet : *L'Alsace en 1814*. Paris, Plon, 1900.

(2) Consulter, sur ce point, le récent ouvrage de M. Georges Weill sur *L'Alsace Française de 1789 à 1870*. Paris, Félix Alcan, 1917.

épanouissement de la malheureuse province que les plénipotentiaires de Westphalie avaient incorporée à la France, en 1648, ravagée par les excès de la Guerre de Trente ans et peuplée seulement par 250.000 habitants misérables chez qui l'ancienne tradition gauloise restait cependant plus forte que le souvenir lamentable du Saint-Empire germanique. La physionomie démographique de l'Alsace-Lorraine, à la veille même de l'annexion allemande, offre encore aujourd'hui un très précieux enseignement. Le dernier recensement français, en 1866, dénombrait une population de 1.597.200 âmes dans les 1690 communes qui devaient constituer la rançon du désastre. Total considérable, qu'on voit tomber, malgré les efforts du gouvernement prussien et l'intensité de l'immigration germanique, à 1.517.400 en 1871, à 1.499.000 en 1875, accusant ainsi une déperdition de 100.000 habitants portant presque exclusivement sur la population mâle valide. Grave symptôme d'un bien grave malaise politique. Quand Bismarck soumet au Reichstag les clauses territoriales du traité de Francfort, il n'a pas l'impudeur d'énoncer une justification idéale. Il recommande seulement « de la bienveillance et de la patience » à l'égard de ces provinces qu'il n'appelle pas des terres allemandes recouvrées, mais des « acquisitions allemandes ».

Telles sont les grandes étapes historiques de la France de l'Est, et les phases douloureuses d'une évolution souvent traversée. Chacune apporte sa lumière à cette question d'Alsace-Lorraine dont la cruelle réalité n'a pas cessé de s'obscurcir, depuis un demi-siècle, sous les sophismes d'outre-Rhin. De cet ensemble synthétique, l'esprit tire cette conclusion essentielle que nulle province plus que l'Alsace-Lorraine ne justifie *historiquement* sa nationalité française. Remontant le cours de l'histoire, il découvre les sources précises d'un fonds patrimonial que chaque siècle enrichit, jusqu'aux lointains obscurs d'une perspective millénaire. En dépit des combinaisons dynastiques et des tractations innombrables, dont quelques-unes sont de véritables solécismes politiques, la population des marches rhénanes sait conserver sa part de la conscience nationale française, l'intégrité de ses vieilles traditions, la survie d'un patrimoine sacré. C'est à cette donnée historique qu' i

faut rapporter aujourd'hui la Question d'Alsace-Lorraine, pour en découvrir la gravité, l'urgence et le sens profond.

III. — SENS POLITIQUE

Les questions de nationalités, par nature, ne sauraient être résolues à la faveur d'empiriques compensations, puisqu'elles naissent précisément de ces traités artificiels qui choquent les aspirations des peuples. Et les Allemands, qui opposent aux revendications françaises, depuis quarante-cinq ans, l'article Ier du traité de Francfort, signé par le gouvernement français, ne font illusion à personne.

Le problème alsacien-lorrain, en effet, apparaît dans l'histoire comme un fait nouveau, parfaitement étranger aux conséquences politiques des traités de Westphalie, et nullement comparable à la situation créée par l'annexion de 1648. L'Alsace quittait alors un empire chimérique, dépourvu de toute conscience nationale, en sorte qu'on peut mettre au défi les historiens allemands de citer un Alsacien qui ait éprouvé, en 1648, un déchirement semblable à celui de 1871, et un Allemand de cette époque qui ait songé à s'en étonner. Les termes mêmes du traité, les conditions de l'annexion, l'attitude ultérieure des vaincus, des vainqueurs et des annexés, nous sont garants du caractère légitime des décisions de Westphalie. Les envoyés de Louis XIV établissent avec la ville de Strasbourg, sur le ton de la meilleure cordialité, un protocole capitulaire qui assure aux nouveaux Français les plus larges garanties matérielles et morales, l'exemption d'impôt pour la bourgeoisie alsacienne, la liberté absolue du culte protestant, la libre disposition des grandes charges de magistrature civile et de judicature provinciale. Aussi, les Alsaciens acceptent avec joie cette domination nouvelle qui leur réserve la totalité de leurs institutions libérales, avec la garantie d'une protection efficace et de la sécurité politique. On trouve dans tous les partis, dans toutes les classes, un véritable courant français, dirigé par des hommes politiques comme l'évêque Egon de Fürstemberg, qui fait de la défense de Strasbourg, assiégée en 1681 par les troupes de Louvois, une démonstration purement fallacieuse, devançant et préparant même la cession diplomati-

que (1). Et la courageuse résistance des Alsaciens contre les invasions nouvelles et spécialement contre les retours germaniques qui se produisent à l'occasion de nos malheurs, en 1676, en 1677, en 1708, en 1709, en 1713, en 1793, en 1814, en 1815, et aussi en 1870, atteste le patriotisme profond des nouveaux Français.

Tels sont, après les traités de 1648, les sentiments des vainqueurs et des annexés. L'attitude des vaincus n'est pas moins éloquente. Elle justifie l'annexion française de cette Alsace qui, par un tour étrange de sa destinée, trouve des défenseurs chez ses pires ennemis. On a beaucoup fait état, à cet égard, du fameux mémoire que le baron de Schmettau, ministre du roi de Prusse, présentait en 1709 au duc de Marlborough, à Heinsius, grand pensionnaire de Hollande, et au prince Eugène, pour les dissuader d'envahir la province, où « ils ne trouveraient qu'un amas de terre morte pour l'Auguste Maison d'Autriche, et qui conserverait un brasier d'amour pour la France ». Que le ministre des Hohenzollern, très aumônier de ses conseils, ait masqué par cette démarche les propres ambitions de son souverain, qu'il ait voulu prendre une sorte d'avancement d'hoirie sur l'avenir, le document n'en a pas moins une signification profonde. Il témoigne qu'un ministre prussien, soixante ans après le retour de l'Alsace à la France, légitimait lui-même cette annexion pacifique que ses successeurs, un siècle plus tard, s'efforceront artificieusement de présenter comme une violation de la réalité nationale. Le baron de Schmettau n'attardait point ses gens à des berquinades historiques. « Il est notoire, écrivait-il expressément dans sa lettre, que les habitants de l'Alsace sont plus français que les Parisiens. » Quel enseignement dans ces paroles, quand on songe aux efforts des hommes d'Etat prussiens pour créer de toutes pièces, après la chute de Napoléon Ier, cette question de l'Alsace allemande dont Becker, Rückert, Arndt et Schenkendorf feront le sujet de leurs poèmes populaires tout pleins d'un sentimentalisme farouche.

Il faut aussi remarquer que l'Empereur allemand, en 1648, accepte explicitement la « vente » de l'Alsace-Lorraine, pour

(1) Voir, dans *le Correspondant* du 25 juillet 1908, l'étude de M. L. Lefébure sur « Le drame de l'âme alsacienne au XVIIe siècle. De l'autonomie à l'annexion : 1635-1681 ».

laquelle il reçoit une somme de trois millions. On voit les souverains de Prusse, le Grand Electeur, le Grand Frédéric, se féliciter plus tard des bons résultats des traités de Westphalie. Dans la population allemande elle-même, rien ne trahit la moindre colère, le moindre regret, le moindre espoir de retour pour la belle province que beaucoup nommaient déjà le PAYS WELCHE ou la FRANCE RHÉNANE. Quant aux récriminations mi-plaisantes, mi-amères de Moscherosch et de Grimmelshausen, elles n'ont point d'autre rôle que d'orner les merveilleuses visions de leurs héros, le bon Sittewald et l'aventureux Simplicissimus. Il faudra près de deux siècles pour que les Allemands s'avisent de regretter l'Alsace, dont la cession, du reste, aura été solennellement confirmée par le traité de Nimègue en 1679 et par l'article 16 du traité de Ryswick en 1697. C'est à la faveur du désastre français, vers 1815, que leurs écrivains commencent de cultiver ce sentiment nouveau. Contradiction étrange, d'ailleurs, puisque la Prusse, victorieuse, ratifie au Congrès de Vienne la cession de 1648. Après les traités de Westphalie, tout est pour le mieux, semble-t-il, dans cette Europe nouvelle où les vaincus ne sont pas les moins satisfaits. Or, l'Europe moderne, issue des décisions de Francfort avec son appareil guerrier, ses querelles incessantes, ses rancunes, ses coalitions armées et menaçantes, offrit-elle jamais un spectacle aussi pacifique?

L'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne, violation flagrante des réalités géographiques et historiques, était-elle plus justifiable du seul point de vue des races? Des hommes de grand savoir, David Strauss, Henri de Treitschke, le prince de Bülow, n'ont pas craint d'étayer l'Empire sur de fausses théories de philosophie sociale issues des doctrines de Hegel ou des paradoxes de Gobineau. Beaucoup de savants authentiques ont fait état de ces formules aventurées, soit que, prenant à la lettre la thèse hégélienne du droit des plus civilisés, ils aient affirmé pour l'Allemagne le droit d'absorber sa conquête; soit que, tenant pour absolue la supériorité de la race allemande, et jugeant légitime l'exploitation des races mineures, ils aient préconisé en Alsace-Lorraine ce même programme d'expropriation qu'un de leurs élèves, le Dr Reimer, étendait en 1905 à tout le monde latin; soit qu'ils soit trouvé chez

les Alsaciens-Lorrains les purs indices ethnographiques allemands, et justifié ainsi leur incorporation à l'empire; soit encore qu'ils aient vu chez eux, par un miracle d'artifice, la volonté de s'unir à la nation allemande. Au service de la politique impériale, ces hommes, sensés par ailleurs, déliraient excessivement. Ils découvrirent chez les annexés les marques du germanisme et prophétisèrent leur assimilation rapide. Les événements ont fait écrouler leurs espoirs.

A la lumière des faits actuels, ce sont d'étranges arguments que les rapprochements ethnographiques. Il est facile de voir que l'identité de race n'a jamais impliqué l'identité de valeur, bien moins encore l'identité d'aspirations. Deux peuples de même race physique peuvent avoir des âmes incompatibles. L'histoire abonde en exemples fameux, à commencer par celui que Thucydide illustre éloquemment dans sa *Guerre du Péloponèse*. Et l'on pourrait alléguer aussi, comme Fustel de Coulanges dans son admirable *Réponse à Mommsen*, cette preuve patente que donne le tableau des nationalités de l'Europe moderne. Pourtant, les anthropologistes officiels d'outre-Rhin ont maintes fois opposé à ces vérités évidentes, tantôt une dialectique ingénieuse et ornée, tantôt les données de leur science redoutable, prétendant avaliser, selon le mot de M. Delahache, « une revendication politique au XIXe siècle par des signatures ethnographiques mérovingiennes ». Mais le paradoxe d'une Alsace germanique par sa race et ses origines, communément professé dans les chaires allemandes, est très facilement réfutable. Selon les propres méthodes des professeurs allemands, les recherches scientifiques récentes, portant sur les grands symptômes ethnographiques et même sur le fameux indice craniométrique dont Woltmann et Reimer ont fait une arme dérisoire, ont établi sur des bases proprement ethnographiques cette donnée essentielle que les Alsaciens-Lorrains sont des Celto-Latins, des Français, mêlés d'éléments alémaniques en voie d'assimilation. C'est là une notion évidente pour quiconque a parcouru l'Alsace annexée en sachant voir. Derrière la masse des immigrés qui, après un demi-siècle de présence, ressemblent plus à des garnisaires qu'à des amis, on découvre la véritable population alsacienne, la survie de la conscience nationale française, et surtout, selon la propre expression d'un témoin allemand, M. Werner

Wittich, « l'indifférence irrémédiable de l'Alsacien devant l'état politique et social de l'Allemagne ».

En dépit des diplomates allemands, le problème alsacien, nié ou dénaturé par eux, n'est en aucune façon une question de compensations territoriales, de rançon militaire, dont la mesure et la valeur auraient été mal calculées. Il ne naît point de l'établissement tout artificiel d'une frontière dont le tracé kilométrique, parfaitement étranger à la géographie humaine des pays traversés, entamerait d'une manière excessive l'un des pays belligérants. Il réside dans le déni de justice qui impose aux populations annexées une nationalité étrangère à leur destinée historique et à leur volonté formelle. Et c'est parce qu'il frappe un peuple d'une civilisation élevée qu'il a pris de plus en plus un caractère très grave, intéressant non seulement les anciennes nations belligérantes, mais l'Europe tout entière. Tel est le sens de la Question d'Alsace. Il n'a jamais varié. C'est ainsi qu'on le retrouve dans la protestation si belle et si digne que Fustel de Coulanges adressait aux vainqueurs à la veille même de l'annexion (1). Deux plébiscites solennels l'ont affirmé : l'un à l'Assemblée Nationale, le 16 février 1871, par les trente-six représentants des deux provinces, l'autre au Parlement de Berlin par les quatorze députés protestataires élus au scrutin de 1874. Et le mandataire de ces derniers à la tribune du Reichstag, Edouard Teutsch, député de Saverne, en référait sur ce point à un ouvrage allemand même, au DROIT INTERNATIONAL CODIFIÉ du professeur Bluntschli, dans sa fameuse déclaration du 18 février 1874.

On a très bien senti, en Allemagne, qu'une discussion du problème alsacien-lorrain, posée dans le sens du droit des peuples annexés, ne pouvait manquer, malgré les plus habiles dissertations historiques ou politiques, de tourner à la confusion des vainqueurs. Cette idée liminaire explique le soin extrême que l'on a pu constater, dans les milieux officiels, à nier l'existence même de la question, et dans les milieux scientifiques, à porter le débat sur les droits comparés de la France et

(1) Fustel de Coulanges : *L'Alsace est-elle allemande ou française ?* Réponse de M. Fustel de Coulanges, ancien professeur à Strasbourg, à M. Mommsen, professeur à Berlin. Paris, Dentu, 1870.

de l'Allemagne à la possession des territoires contestés. En 1870, après la chute de l'Empire, l'historien Ranke affirmait déjà que les armées allemandes faisaient la guerre à Louis XIV. Or, de Léopold de Ranke à Hans Delbrück, il n'est presque pas d'exemple d'écrivains allemands qui n'aient fait des pseudo-droits historiques de l'Allemagne la base même de tous leurs essais de justification en faveur des décisions de Francfort. Les plus outranciers accusent même les Français, selon le mot de Gaston Moch, de vouloir reprendre un BUTIN acquis au peuple allemand par le sort de la guerre et devenu possession légitime. Le mot, ici, a une valeur symptomatique. C'est en effet l'idée de butin légitime que l'on retrouve dans la réponse retentissante que le professeur Delbrück, un modéré cependant, adressait en juin 1913 à l'enquête du DAILY MAIL, pour affirmer que l'Allemagne ne rendrait jamais des territoires « achetés et payés de sang allemand à Gravelotte, à Mars-la-Tour, à Saint-Privat et à Sedan ».

Rien ne fait mieux ressortir ce caractère spécifique de la Question d'Alsace que l'exaltation de l'irrédentisme alsacien-lorrain telle qu'on a pu la constater chez les générations plus jeunes, qui n'avaient pas connu la guerre et qui, pourtant, résistèrent mieux que leurs aînées à la pression allemande. Si le problème s'était dessiné comme un simple différend diplomatique entre deux nations rivales, la rancune des populations annexées se serait apaisée avec la disparition de ceux qui avaient souffert les horreurs de l'invasion, et la blessure serait aujourd'hui cicatrisée. Or, chacun sait, au contraire, que les nouvelles générations se révoltent plus que les autres contre la germanisation, et que c'est précisément chez les annexés de la première heure que l'on retrouve quelques types d'assimilés, désabusés, amers, ralliés par découragement à la domination allemande. « Nous autres, jeunes, déclarait Preiss, député de Colmar, à la tribune du Reischtag, le 31 janvier 1895, nous ne sommes pas comme la génération de 1870, que l'option et l'émigration ont privée de ses éléments les plus résistants; avec nous, on n'a pas à faire à un sentiment lassé et détendu qui se laisse comprimer et façonner. Dans les cœurs de la jeunesse vit avant tout un sentiment plus fort que tous les autres : la dignité personnelle, le sentiment de valoir autant que n'importe qui. Si vous n'in-

troduisez pas un régime libéral, vous ferez l'expérience que cette jeune génération s'opposera bien plus énergiquement à la fusion que ce n'a été le cas depuis 1870. » Ce trait est peut-être le plus éloquent. Il montre que le problème alsacien-lorrain n'est pas un différend d'Etat à Etat, susceptible d'être résolu par d'empiriques tractations, mais un mal organique issu des aspirations profondes des annexés eux-mêmes.

La gravité angoissante de la Question d'Alsace, pendant ces dernières années, est née d'une antinomie fondamentale, d'un conflit irréductible entre deux forces politiques inconciliables: d'une part, la politique allemande, selon les destinées de l'Empire, telles que les ont préparées Niebuhr, Ranke, Mommsen, Sybel, Treitschke, Lamprecht, Spahn, Delbrück et la plupart des historiens de l'Allemagne nouvelle, Moltke, Bismarck, Bülow et les hommes d'Etat de la Prusse moderne, Stewart Chamberlain, Naumann, Wolf, Rohrbach, Bernhard Calwer et la nuée des écrivains pangermanistes; d'autre part, le génie national des Alsaciens-lorrains, épris d'institutions libérales et meurtris par les violences douloureuses de leur incorporation à l'Allemagne. Les deux provinces subissent, depuis près d'un demi-siècle, l'application impitoyable des grands principes de la politique prussienne, qui ont contaminé toute la pensée allemande contemporaine, dont la philosophie de Nietzsche fut le symbole. C'est auprès des allogènes de l'empire, d'abord, et spécialement en Alsace, que le gouvernement de Berlin se proposa d'entreprendre la fameuse « expropriation morale et territoriale des races incompétentes ». Berlin fit dans ce but une énorme dépense de moyens insidieux et violents, de 1874 à 1891, de 1911 à 1914, notamment. Or, cette erreur politique fondamentale, frappant un pays habitué depuis des siècles à un régime libéral, suffit à expliquer la résistance irréductible de ses habitants et l'échec des tentatives d'assimilation. A cet égard, aucun progrès véritable n'a été réalisé par les ministres allemands. La dépression morale qui semblait peser sur l'Alsace autour de l'année 1900 ne fut qu'une atteinte passagère. Les discussions sur la loi électorale, en 1911, et les événements de Saverne, à la fin de 1913, en témoignent éloquemment. Quel aveu plus riche de sens que celui du chancelier Theobald von Bethmann-Hollweg, docteur

en droit, constatant avec tristesse devant le Reichstag, le 4 décembre 1913, « qu'on ne peut arriver à rien en Alsace-Lorraine ». Un témoin neutre, M. David Starr Jordan, à la veille de la guerre actuelle, a pu résumer le débat dans une formule rigoureuse en présentant l'Alsace-Lorraine, la France et l'Allemagne comme des personnes morales exprimant elles-mêmes l'irrémédiable antinomie de leur situation politique (1).

Ainsi l'annexion des deux provinces, douloureuse aux Alsaciens-Lorrains et aux Français, portait aussi, pour l'Allemagne, son châtiment en elle-même. Ce n'est pas ici le lieu de faire l'historique du malaise alsacien dans l'empire et de ses conséquences politiques infinies. Rappelons seulement que les plus grosses erreurs de la politique impériale, depuis un quart de siècle, sont nées de cette question, que plusieurs chanceliers ont trébuché au contact des affaires alsaciennes, et que la suite incohérente d'avances et de provocations, de courtoisies et de menaces qui constitue depuis dix ans la politique allemande à l'égard de la France trouve son explication dans l'impossibilité de donner au problème alsacien-lorrain une solution respectant à la fois le droit des annexés et l'orgueil allemand. Cette contradiction a frappé tous ceux qui se sont efforcés, pendant ces dernières années, de pénétrer la structure et les vices organiques de l'Allemagne impériale. « Une contradiction posée par Bismarck, a dit M. Moysset, mine le Hohenzollern » (2). Au reste, à dater de 1880, on voit un certain nombre d'Allemands réfléchis, depuis M. Maas jusqu'à M. Werner Wittich, considérer avec amertume la Question d'Alsace comme une plaie ouverte au flanc même de la nation allemande (3). Il aura donc suffi de deux malheureuses provinces et de leur résistance morale pour faire échec à la volonté impitoyable de cet empire qui prétendait étendre sa domination sur l'univers.

La Question d'Alsace-Lorraine, dans sa gravité émouvante, est fonction du développement intellectuel des temps modernes. C'est à la perfection récente du principe des nationalités qu'elle doit d'avoir intéressé tant de consciences étrangè-

(1) *The Atlantic Monthly*, mars 1914.
(2) *Le Correspondant*, 10 septembre 1909.
(3) Maas : *Für Deutschland, Frankreich und Elsass-Lothringen*. Leipzig, Wolff, 1883.

res, car ce principe place aujourd'hui la volonté des peuples au-dessus des signes fallacieux de la race et des signes incertains de l'histoire. C'est la morale sociale nouvelle qui a créé la grandeur et la noblesse des causes faibles, car elle réprouve et combat l'idée de gage territorial et de rançon collective, naguère encore très légitime. Certes, on pourrait objecter que la sympathie vouée par les grandes nations aux petits peuples n'est pas dans l'histoire un fait nouveau, et considérer justement, avec M. Lavisse, « que la France a pleuré jadis sur Athènes, sur Varsovie, sur Venise, et qu'elle n'a point donné que ses larmes aux opprimés ». Mais ces nobles dévouements deviennent rares, à mesure que l'on remonte le cours des siècles. La gloire qui les entoure naît justement de leur étrangeté. Et ce fut bien, semble-t-il, la destinée particulière de la France d'être sympathique aux nations malheureuses, de combattre et de souffrir pour elles ; on peut le dire à la face du monde sans excès d'orgueil. En tout état de cause, c'est au droit public nouveau sorti de la Révolution française que l'Alsace-Lorraine, comme aujourd'hui la Belgique et la Serbie, doit d'avoir soulevé toute la pitié du monde.

Au reste, ce serait une erreur de croire que Bismarck ne concevait pas, en février 1871, le caractère monstrueux de l'annexion. Il craignait, sans le dire, les suites de cette opération pleine de menaces, la résistance des populations annexées et l'indignation de l'Europe. C'est pourquoi on le vit déployer toutes les ressources de son habileté politique pour faciliter l'élection et la réunion de l'Assemblée Nationale, développer ensuite, auprès d'elle, une diplomatie pleine de ruses, de menaces suivies d'avances imprévues, dans l'espoir qu'elle serait favorable à la paix, sous la pression des faits de guerre, qu'elle voterait la cession territoriale exigée, et qu'ainsi l'annexion de l'Alsace-Lorraine recevrait en France même, aux yeux du monde, la consécration du suffrage universel. Il conçut le projet diabolique, selon le mot d'un représentant, d'étayer la prise de possession territoriale sur les principes politiques nouveaux inaugurés par la Révolution Française. Nul mieux qu'Edgar Quinet, après Gambetta, Keller, Scheurer-Kestner, Floquet, Tirard, Claude, ne sut stigmatiser du haut de la tribune, le 1er mars 1871, les desseins tortueux de la politique bismarkienne. « Faire servir une Assemblée natio-

nale à démembrer la nation, déclara-t-il, voilà le dessein de l'ennemi. Ainsi l'esprit féodal se vengerait de nos libres institutions démocratiques en faisant d'elles l'instrument de notre ruine. » Jusqu'à la fin, Bismarck craignit de pousser la France à un effort désespéré en exigeant l'Alsace, Metz et une indemnité supérieure à deux milliards. Il ne fallut rien moins que la proposition votée le 17 février pour chasser ses appréhensions, proposition résignée qui révélait les intentions pacifiques de l'Assemblée de Bordeaux.

Le malaise n'a point cessé depuis 1871. Il a touché profondément quelques consciences droites comme Bebel, Liebknecht, Jacoby, Sonnemann, Louis Simon, Charles Vogt, le schleswigois Kryger, le guelfe Ewald, faible groupe de témoins allemands qui compta pourtant, en 1874, jusqu'à trente-trois députés au Reichstag. Il a poussé des hommes de savoir comme les professeurs Karl Lamprecht, Martin Spahn, Hans Delbrück, à justifier scientifiquement l'annexion de l'Alsace-Lorraine sur les données les plus récentes de l'économie politique, de la géographie et de l'histoire. On sait le culte de l'Allemagne pour la science historique et l'habileté de ses historiens à soumettre leur érudition aux intérêts de leur dialectique. Ils rappellent les invasions subies par la nation allemande à travers les portes de Strasbourg et de Metz. Ils invoquent sa soif de vengeance et son besoin de réaliser une défense préventive contre les invasions futures par l'annexion de l'Alsace et d'un bouclier protecteur sur le plateau lorrain. Ils font école. D'anciens protestataires allemands font amende honorable. Bebel, esprit de grand vol, tient l'irrédentisme français pour une erreur morte. Il atteste gravement, dans un des derniers congrès internationaux, que la question d'Alsace-Lorraine a été réglée définitivement par le traité de Francfort.

Ce même point de vue historique oblige aujourd'hui les partis gouvernementaux, appuyés d'ailleurs par les socialistes majoritaires, à préparer l'annexion de la Courlande, qui n'est point allemande, mais qui couvre la Prusse Orientale, et à conserver à tout prix l'Alsace-Lorraine, qui couvre le Rhin. Les chefs du socialisme rallié, Scheidemann, Südekum, Heine, Molkenbuhr, ont affirmé que l'Alsace devait rester allemande. Certains même ont déclaré même qu'il vaudrait mieux pour l'Empire perdre Breslau et Posen que de renoncer à Strasbourg et à

Metz. L'assemblée générale des démocrates populaires allemands a confirmé dans le même sens la thèse intransigeante du vieux parti historique et idéaliste de 1848. Et c'est en se basant sur des arguments historiques, en rappelant notamment que la démocratie allemande de 1848 formula au parlement de Francfort une solennelle revendication de l'Alsace, que le *Vorwaerts*, organe officiel du socialisme allemand, vient de condamner formellement les prétentions des socialistes français à une réacquisition, *Rückerwerb*, de l'Alsace-Lorraine, et qu'il s'oppose à cette nouvelle annexion, *Angliederung*. Le mémoire des délégués impériaux à la conférence socialiste internationale de Stockholm atteste encore le germanisme foncier des Alsaciens-Lorrains. « A Francfort, dit-il, en 1871, ils ont recouvré leur position ancienne dans l'Etat. » Doctrinaires modérés ou *Weltpolitiker*, avec des méthodes différentes, pangermanisent pareillement.

Le besoin d'une justification idéale n'apparaît pas, certes, dans les buts de guerre énoncés par les groupements anonymes comme la LIGUE PANGERMANISTE, le COMITÉ INDÉPENDANT POUR UNE PAIX ALLEMANDE et les six grandes associations économiques de l'empire. Mais il est prouvé que le gouvernement de Berlin, plein de modération apparente, excite en secret ces manifestations, pour assurer ses conquêtes passées et couvrir son programme d'annexions des vœux de la conscience populaire. Il y a dans sa manœuvre un aveu. Enfin, c'est un fait qu'au point actuel de la guerre, la presse allemande, secrètement alarmée par les menaces qui semblent en entourer l'issue, s'efforce de développer à l'usage des neutres un sentimentalisme tardif, propre à justifier spéculativement les droits de l'empire sur les provinces sécessionnistes.

JULES DUHEM.

JOSÉ ENRIQUE RODÓ

—

Le plus grand écrivain de l'Amérique latine est mort. De l'aveu même d'un critique espagnol, M. Gonzalez Blanco, il était, comme déjà notre Montalvo à son époque, le meilleur prosateur contemporain de langue castillane. — Il était aussi, pour nous, le maître qui montrait de plus haut la direction de nos âmes...

Il meurt, en pleine force, au moment où il exerçait, non sans une certaine majesté solitaire, une sorte de tranquille royauté spirituelle sur le Continent.

A la nouvelle de sa mort, d'innombrables voix ont dû retentir dans le Nouveau-Monde pour clamer notre deuil. Ici nous devons nous borner à signaler brièvement ce que pour nous signifie ce nom.

§

Il faudrait évoquer l'atmosphère, qu'on croyait chargée de présages, de l'époque où il surgit à la vie intellectuelle, pour bien voir, maintenant, combien étaient inévitables les inquiétudes de son initiation. Elles donnent à ses premiers essais ce ton anxieux, pathétique, qui bientôt ne résonnera plus dans le calme alcyonien de son œuvre. Dans son désir de tout comprendre, il s'appropria, vers 1895, tous les doutes, toutes les audaces de la pensée de cette fin de siècle. Parmi tant de sollicitations contradictoires, il cherchait une certitude. Il était doué du pouvoir de ressentir, au fond des plus abstraits systèmes, la puissance dramatique des idées. Il semblait engager réellement, dans ses premières méditations, la paix de son âme en face de la vie au sens incertain. Il comprenait alors

passionnément la tragédie d'un Amiel. Mais déjà, le pressentiment de son immunité s'éveillait en lui.

Il parcourait avec sérieux les *Dialogues philosophiques* du plus souriant des professeurs de néant, plus sensible malgré tout au charme des pages ailées, qu'à l'attraction des abîmes qu'elles survolent. Il abordait de préférence les livres vertigineux. Il s'attardait dans la volupté de ne point trouver de foi résistante, d'espérance persuasive, de charité vivifiante : mais ce n'était que dilettantisme pensif et grave, car dans le secret de son cœur une lumière veillait. Dans le nihilisme artificiel de ses premières lectures, une voix intérieure s'annonçait comme pour lui dire : tu te dégageras de cette angoisse, tu trouveras ta voie.

Du désenchantement philosophique, propre à son époque, il se réfugiait dans la poésie. Il demandait aux poètes, comme le d'Annunzio « convalescent de maux exquis », « le vers qui exalte et console ». Il leur demandait aussi des augures, le pressentiment de la voie inconnue, ou la promesse de l'apaisement. Plus malheureux que jamais, les poètes cédaient tous au douloureux désir de ne chercher que l'oubli, et ne savaient que répondre.

Cependant, — dit Rodó, avec cette ferveur qui donne à son ardente perplexité un accent prenant, — il y a dans notre cœur et dans notre pensée bien des angoisses auxquelles personne n'a donné une forme. Toutes les tortures qu'on a essayées sur le verbe, tous les raffinements désespérés de l'esprit n'ont pu suffire à apaiser la soif infinie d'expansion de l'âme humaine.

Dans la libation même du rare et de l'extravagant on est arrivé jusqu'à la lie et nos lèvres s'embrasent dans l'anxiété de quelque chose de plus grand, de plus humain, de plus pur. Seule l'espérance messianique, la foi en celui qui doit venir, cette fleur qui a pour calice l'âme de tous les temps où s'exaspèrent la douleur et le doute, fait vibrer mystérieusement notre esprit.

Révélateur ! Prophète que redoutent les obstinés des formules caduques et qu'attendent les âmes nostalgiques ! Quand arrivera-t-il jusqu'à nous, l'écho de ta voix dominant le murmure de ceux qui s'efforcent à tromper leurs angoisses solitaires avec le monologue de leur cœur endolori ?...

De toutes les routes nous avons vu revenir les pèlerins, et ils nous ont assuré que devant leurs pas ils n'ont trouvé que le désert et l'ombre. Dans quelle mer ton navire trace-t-il donc son sillon ? Où donc

est la route nouvelle ? De quoi nous parleras-tu, ô Révélateur, pour que nous trouvions dans ta parole la vibration où s'allume la foi, la vertu qui triomphe de l'indifférence et la chaleur où se fond le dégoût ?

Au milieu de leur solitude, nos âmes se sentent dociles, toutes disposées à suivre un guide.

Nous ressemblons au voyageur abandonné qui à chaque instant applique son oreille sur le sol du désert pour découvrir dans la rumeur de ceux qui pourraient venir une lueur d'espérance ; notre cœur et notre pensée sont gonflés d'une anxieuse incertitude...

Révélateur ! Révélateur ! L'heure est venue !... Le soleil à son déclin illumine sur tous les fronts la même pâleur stérile, il découvre au fond de toutes les pupilles la même étrange inquiétude ; le vent du soir recueille sur toutes les lèvres le balbutiement d'une même aspiration infinie. C'est l'heure où « la caravane de la décadence » s'arrête lasse et angoissée, dans la profondeur confuse de l'horizon.

La Vida Nueva était gonflée de cette attente et de cette clameur. Mais attendre une réponse à des angoisses éternelles, n'était-ce pas de la candeur ? Bientôt il cessa d'espérer. Il reconnut que son anxiété venait de l'anarchie intérieure et tâcha de se rasséréner. Il tourna son attention vers la seule vérité de son être et commença à se mettre d'accord avec lui-même. Sa dialectique était avant tout un besoin de concorde.

Apaisé, il put alors mieux écouter les « voix intérieures ». Elles ne tardèrent pas à préluder à cette mélodie de sérénité qui est la musique même de son âme.

Ce Rodó jeune, inquiet, cherchant sa voie n'en sera pas moins intéressant à étudier dans un essai plus approfondi.

Ce fut un Rodó momentané, d'initiation ; bien vite sa vie intérieure se développe et se dégage comme ces climats au printemps furtif et brusque où la sève pressée jaillit presque tout à coup, et fleurit à la hâte, pour céder la place aux radieux jours d'été qui étalent leur splendeur tranquille comme s'ils devaient durer toujours.

Et il y a en vérité, dans l'œuvre de Rodó, des pages d'une sérénité si radieuse, qu'elles inspirent la même mélancolie que des jours trop beaux.

§

Je ne sais quelle fibre indocile, je ne sais quoi de trouble et d'irréductible a souvent révélé, chez nos grands écrivains

américains, le péché originel. Instinctifs, pour la plupart, « géniaux », presque sans le savoir, ils laissaient éclater, avec l'élan des forces élémentaires, un talent soudain et inégal. C'est ainsi que nous avons eu à foison des poètes « inspirés », des orateurs « irrésistibles », des polémistes bondissants, beaux exemplaires de tous les genres faciles, dans le sens de l'aptitude innée. Mais, paresse ou romantisme, nos littérateurs dédaignèrent surtout la mesure. Et cela les ennuyait de se mettre à construire solidement la demeure de la pensée d'un jour en des pays convulsés, instables, en perpétuelle improvisation. Ces romantiques, poètes par « fatalité », plus attentifs aux beautés orageuses de la passion qu'aux exigences « de l'art sévère et du silence », exhalaient leur plainte comme elle venait à leurs lèvres, sanglotante ou imprécatoire, disproportionnée.

Mais voici presque tout à coup, parachevé en Rodó, le type du parfait écrivain, de l'âme la plus discrète et de la pensée la plus civilisée. Maître de son art autant que de lui-même, unissant les plus hauts dons littéraires à la conscience esthétique la plus aiguë, l'amour ardent et grave de la vérité à la plus sensible intelligence des formes, Rodó est bien le modèle le plus rare et le plus précieux en des pays où le défaut de culture classique héréditaire laisse chacun livré à la spontanéité native.

Pour trouver dans la prose le ton d'une noblesse constante, l'envol d'une pensée maintenue en beauté par l'expression la plus pure, sans faiblesse pour l'affluence incolore, ni défaillance devant « la rébellion de la parole qui se refuse à donner toute son âme », il faut, en effet, arriver à Rodó. La prose de Montalvo elle-même, — dont il a fait le suprême éloge, en des pages qui n'ont pas leurs pareilles, par la magnificence du style, dans la critique espagnole, — est une prose d'exception, admirable à titre d'élégance très personnelle, archaïque et intransmissible.

Rodó, lui, consacre superbement une nouvelle prose, vivifiée par le rythme. Déjà sa logique elle-même, toute en courbes harmonieuses et en délicats procédés d'ennoblissement et d'épuration, remplissait son esprit d'une immanente musique. L'ondulation de sa pensée se déployait suivant un rythme intérieur et vivant, sans jamais se figer dans la froideur d'une

correction inerte. Par cette harmonie infuse, son don de persuader est de vertu musicale. Ainsi ailé de rythmes, un livre aussi grave qu'*Ariel* paraît vraiment aérien, d'une insaisissable grâce.

Il mit aussi, un des premiers, dans notre prose aux prétoriennes déclamations, le sens de la mesure, la réserve, le pouvoir de suggestion indéfinie. « Personne ne se refusa autant que lui, avec un si juste sens de la musique, à élever la voix », dit, en parlant de la prose d'*Ariel*, ce parfait connaisseur qu'est M. Ventura Garcia Calderon, dans une étude, de tout point admirable, qu'il a écrite sur Rodó, et qui est vraiment, de beaucoup, ce qu'il y a de mieux parmi celles qui furent publiées jusqu'ici sur le maître uruguayen (1).

Ecrivain réfractaire, s'il en fut, à tout mièvrerie, il affectionne cependant, dans ses raisonnements, les transitions nuancées et fondues, la grâce et la facilité des beaux mouvements graduels, la circulation rythmique des idées et des sentiments dans la période harmonieuse. Quand son lyrisme va s'exalter, le prélude en est long et ténu. Il aime passer d'une idée à l'autre par des pentes douces et fleuries, s'accompagnant d'une ronde de belles images entrelacées de guirlandes. Son art offre partout les lignes calmes et pures des paysages classiques. Même plus tard, quand le souffle devient plus large, et que la période, plus ample, ramassant à son passage nombre de richesses, s'en va puissante et rapide, les phrases se succèdent sans se bousculer, avec l'ondulation profonde de grands fleuves tranquilles, où s'est apaisé le tumulte de tous les torrents tributaires. Jamais les cris de révoltes brusques, ni les saillies de l'humour n'en altèrent la grave cadence.

Avec la plus lucide connaissance de lui-même, il a esquivé tout risque de montrer peut-être les lacunes ou les défaillances de son tempérament.

Nulle part ne s'accuse en lui cette disparité, chez d'autres si fréquente, entre l'homme et l'œuvre : l'âme de ses livres fut son âme pour ainsi dire journalière. De là cette haute unité de ton. Depuis *El que Vendrá* jusqu'à *Los que callan*, la même mélodie spirituelle se déroule.

(Une telle égalité, même dans la perfection, finit toujours par

(1) Dans une histoire de la littérature uruguayenne, écrite en collaboration avec M. H. Barbagelata.

dépasser le but : on admire de confiance une fois pour toutes. Dans sa belle barque aux voiles latines tendues aux souffles d'un vent égal et toujours propice, il nous mène sur des mers si calmes qu'elles semblent d'éternité. Nous voudrions, parfois, le voir rompre sa sereine courbe ascendante par quelque audacieuse fugue, par quelque saut mortel dans l'antre des passions, ou entendre du moins une aigre dissonance qui vînt ranimer le charme de sa mélodieuse méditation. Mais tout en elle est translucide. Et il n'est pas jusqu'à ses inquiétudes spirituelles qui ne baignent dans une lumière de béatitude : tout est là indemne de contagion ; il a beau avoir scruté toutes les perversions, imbibé sa sensibilité des plus captieux philtres, ils lui sont devenus inoffensifs en révélant le secret de leur composition.)

L'eurythmie intérieure préside à son enseignement. Pour lui, même le sentiment de la justice n'est qu'un sens délicat de la mesure, de la proportion. Le mal, la grossière erreur, la passion mesquine sont une dissonance désagréable dans « l'esthétique de la conduite ». Aussi croit-il à la vertu de l'art, à la force régulatrice du sentiment de la beauté. L'art étant le sommet d'où le regard peut le mieux embrasser l'ampleur de l'horizon humain, il voudrait que tous, même les plus humbles, puissent y atteindre. Ce serait la façon de fraterniser par en haut. Il voudrait qu'on fraternisât non seulement en Jésus, mais aussi en Renan. Prêcher l'amour de la beauté, prouver la morale par l'esthétique, apprendre la poésie du précepte, est pour lui « une sorte d'éloquence sacrée ». « La vertu est aussi un genre d'art, un art divin », dit-il. Avec une grâce toute hellénique, il dépouille sa « vertu » de toute austère gravité. Et sa balsamique onction n'a rien d'un mysticisme amollissant. « Faire sentir le beau est une œuvre de miséricorde », dit-il. La mission d'un art cordial lui paraît rédemptrice. Il voudrait réveiller chez les plus abandonnés, chez les oublieux d'eux-mêmes, le sentiment de la haute noblesse humaine; voir en tout homme, en chaque homme, l'intégrité de ce qui est humain, et non seulement des échantillons plus ou moins mutilés de l'espèce. Pour cela, il enseigne le culte de la vie intérieure, où dorment, ignorées, les innombrables possibilités. Il veut que chacun, dans une trêve intime, se souvienne de son être réel et de sa vérité propre; qu'il

« s'aide de la solitude et du silence », pratique la méditation désintéressée et jette sur les choses un regard rasséréné et libre.

Personne en Amérique ne fut, de par la culture, plus européen, ni ne se sentit plus authentiquement citoyen du monde. Personne, cependant, ne tourna vers l'Amérique un regard chargé d'amour plus inquiet et de plus vigilant espoir. Afin de susciter en chacun de nous l'homme total, ayant droit, comme l'esclave de Térence, à tout ce qui est humain et intéressé au drame de l'univers, personne ne s'est plus évertué que cet évocateur de possibilités à découvrir des « perspectives indéfinies ». Mais personne, également, n'a touché avec une plus précise efficacité — (par exemple dans ses glorieuses études sur Montalvo et sur Bolivar) — les ressorts d'un orgueil plus exclusivement sud-américain.

Ce qu'il voulait, c'était que, comme il le dit lui-même, « à côté du fils fidèle de notre Amérique, qui porte, entre les choses propres de son esprit, le reflet d'une certaine latitude de la terre, se trouvât le disciple de Renan ou de Spencer, le spectateur d'Ibsen, le lecteur d'Huysmans et de Bourget ». Il voulait qu'on eût l'intelligence ouverte aux quatre vents de l'esprit et le cœur planté avec force au plus profond du terroir. Il voulait que le coin natal ne fit qu'un, avec le reste de son Amérique, pour former la patrie vaste et unique qu'il aimait, non seulement parce qu'elle est belle et promise au plus grand avenir, mais surtout parce qu'il la sentait *sienne*, toute, dans son unité morale et sa diversité.

Il nous a fait magnifiquement sentir la chaleur de son âme, par ailleurs distante et secrète, en ces portraits de héros américains qu'il a peints avec une touche puissante et tendre. Aussi est-il devenu, par ses prédilections et ses espérances, notre écrivain le plus aimé et le plus représentatif.

Moins original, quant à la manière, moins génial, dans le sens de la fraîcheur et de la joie créatrices, que Montalvo, par exemple, plus cordial, plus harmonieux qu'Andres Bello, Rodó, tout en étant si européen, est, précisément pour cela, l'écrivain en qui s'incarne, avec la plus grande pureté de lignes, l'esprit de notre civilisation.

Un autre, qui trancherait davantage par quelque originalité

étonnante ou quelque violente saveur régionale, ne représenterait pas l'inspiration de nos âmes, ni la teneur de nos habitudes intellectuelles, aussi réellement que cet écrivain qui a su, de façon si triomphale et si persuasive, dissimuler notre pauvreté d'invention autochtone. C'est dans son œuvre que se reconnaissent, dans sa plus haute expression, notre désir et notre pouvoir d'arriver à notre tour, après l'apprentissage rapide, à la parfaite maîtrise, notre aptitude à nous mettre, — puisque nous n'avons pu créer une civilisation exclusivement *nôtre*, — à l'unisson de « l'esprit des peuples à qui appartient, selon les propres termes de Rodó, le droit à l'initiative et à la direction, de par la force et l'originalité de leurs pensées ».

Pour cela, il voulait qu'au lieu de s'isoler dans une mesquine et jalouse indépendance spirituelle, dans le pauvre orgueil d'une espérance, illusoire d'ailleurs, d'autonomie intellectuelle, au lieu de prendre exclusivement la couleur du milieu chaque jour plus denué d'âme et plus dépouillé des prestiges primitifs, les littérateurs rendissent un culte plus attentif aux aspirations du monde.

Ils n'y ont jamais manqué, d'ailleurs. Aucun courant n'a agité le Vieux-Monde sans aller faire de profonds remous sur le Nouveau. L'antique attente des galions continue pour notre Amérique, mais convertie maintenant à de plus nobles nécessités spirituelles. Et comme ce fut toujours la France qui incarna à nos yeux l'expression la plus belle et la plus humaine des aspirations universelles, nous l'avons toujours écoutée et suivie.

§

Ainsi dans cette Amérique « qu'on représente encore, dit Rodó, avec les attributs de la candeur primitive, vierge qui dort sur la plage », une génération fébrile et désenchantée d'initiations prématurées errait aussi, vers la fin du siècle, à la recherche de la parole qui pût lui rendre, avec la foi en elle-même, l'amour d'agir. Comme le Barrès de *Sous l'œil des Barbares*, Rodó appelait EL QUE VENDRÁ.

« Révélateur, Révélateur, l'heure est venue! »... — Toute l'Amérique entendit, surprise, la mélopée du müezzin, et devant sa pathétique interrogation demeura en suspens.

Nous attendions que lui-même, un jour, nous annonçât l'ap-

proche de *celui qui viendra*. Celui qui devait venir n'est pas encore arrivé!

Les jeunes gens de la génération qui, derrière Rodó, se levait durent l'écouter avec une anxiété que, même nous autres, venus plus tard, avons connue. Il dut leur apparaître comme le précurseur, cet *adelantado* qui venait d'écouter et de comprendre les plus troublantes révélations et savait, selon le mot de Barrès, de ces « endroits intacts où veillent mille chefs-d'œuvre ». Peut-être auraient-ils préféré un complice de plus, mais sans doute virent-ils en lui, sinon le maître que lui-même annonçait et qu'ils désiraient et ne désiraient pas, du moins le conseiller, le frère débarrassé des fièvres, quoique frissonnant encore, qui saurait peut-être, sans méconnaître cette sensibilité ambiguë et si chère par laquelle ils se créaient « les maux exquis » du poète, alléger le désespoir inerte qui paralysait leur élan.

Pendant que se répandait l'inquiétude de cette attente messianique, un grand, un divin poète nous la faisait oublier. Il allait, à travers le continent, charmant au son de sa cornemuse les esprits juvéniles qui soupiraient pour qu'en Amérique se développât, malgré son exotisme ou plutôt à cause de cet exotisme même, la vertu du lointain renouveau.

Malgré l'assurance du triomphe, Dario voulait sans doute que le fait d'admirer sa poésie ne dispensat point de la bien comprendre; il voulait même qu'on le comprît avant de l'admirer. L'horreur de l'avilissement de sa manière commençait déjà à le crisper chez ses innombrables imitateurs. Nul n'avait déterminé cependant la vérité et l'âme du poète, ni les distances qui le séparaient de sa cohorte. Il trouva alors, dans Rodó, plus qu'une sensibilité jumelle ou une identique conception de l'art, l'intelligence la plus ouverte, la mieux parée du goût le plus exquis et le plus conscient. Le poète exilé « d'un Versailles dolent » trouva quelqu'un qui le présenta royalement. Poète et penseur étaient des esprits dissemblables, unis seulement par l'amour et la subtile compréhension de ce genre de beauté inconnu jusque-là en Amérique. Cette conjonction heureuse entre toutes marque le point culminant de l'ère nouvelle, la plus brillante dans notre histoire littéraire.

Grâce à cette union, le « frisson nouveau » qui, déjà, avait

secoué les initiés, passa en une seule vibration dans l'âme même du continent. Jamais la parole qui commente et la poésie qui suggère ne résonnèrent en harmonie plus délicate.

Unissant en faisceau l'œuvre et l'interprétation, Dario et Rodó abrégèrent, pour l'Amérique et l'Espagne, un labeur d'initiation, d'assimilation et de raffinement de je ne sais combien de lustres, étant données la lenteur et l'intermittence de nos apprentissages directs.

L'admirable essai parut, sans nom d'auteur, comme prologue de *Proses profanes* ; mais il n'y eut pas un lecteur qui, se rappelant le rythme aérien, la haute émotion spirituelle de cette suprême invocation *au Révélateur*, par exemple, hésitât un instant à l'attribuer à José Enrique Rodó. Qui sinon lui ? Aucun de ceux qui, en Espagne, avaient déjà loué Dario, aucun écrivain connu n'avait coutume de mettre en sa prose cette musique contenue et palpitante. En Amérique, Ventura Garcia Calderon, qui a publié, ici, depuis, sur ce même Dario, des pages magnifiques et puissantes, également harmonieuses, était alors un inconnu, à peine adolescent.

Ce savoir élégant et si sûr, cette sensibilité de « paysage choisi » comme chez Verlaine, ce rythme insinuant et si pur ne pouvaient être que de Rodó !

Le poète de *Proses profanes* se trouve là tout entier. Dario, un peu plus tard, comme en un vague reproche, dit en parlant de sa poésie : « On la crut en marbre, elle était en chair vivante. » Si Rodó ne découvrit pas ou du moins ne s'appliqua pas à dégager dès lors cette âme qui devait se montrer par la suite « sentimentale, sensible, sensitive », c'est qu'en vérité, elle y respirait secrète et insaisissable. Si elle passait furtive comme un souffle dans certains rythmes soupirants, elle ne voulait point qu'on la remarquât, à moins que ce ne fût seulement dans son geste de pudique retenue. Prisonnière parmi les marbres, elle montrait les trésors les plus rares de la demeure enchantée, mais non ses peines de captive, ni son angoisse sous le philtre d'oubli. Elle aurait fui le maladroit qui eût voulu la réveiller.

Plus tard, le poète aborda l'existence commune et chanta avec une haute mélancolie. Mais dans ce livre superbe il ne fut que le poète « exquis » et pour cela solitaire, — admirablement défini par Rodó.

Délicieux dilettantisme que celui de Rodó en poésie. Par raffinement autant que par largeur d'esprit, il cédait à tous les charmes. Mais, derrière le critique ondoyant, on sentait, mûrissant sa doctrine, le jeune homme qui voulait rappeler à tous, par-dessus les innombrables beautés de l'art, l'essentielle beauté d'être un homme. Sa précoce et douce gravité ne fut que le haut sentiment de cette vocation d'apôtre délicat et intime. Lui qui semblait n'avoir connu de la jeunesse que l'angoisse de l'attente et la soif d'idéal qui dépasse tous les credos, sentit aussi la fraîcheur d'un enthousiasme purificateur et vint nous dire son évangile platonicien.

Aussi, quand Prospero, invoquant le génie de l'air, adressa son exhortation à la jeunesse qui pense, toute l'Amérique reconnut qu'un puissant guide spirituel avait surgi pour le Continent. Cet *Ariel*, qui rayonne d'une grâce sereine vraiment hellénique, dissipa une trouble atmosphère.

Ce fut son chef-d'œuvre. Il se propagea comme l'annonce de la « vie nouvelle » pour laquelle Rodó avait soupiré durant sa crise de jeunesse. Il relâchait en heureuse plénitude les forces qu'un illusoire barrèsisme avait retenues dans une frémissante inhibition. Le don de persuasion, la pureté cordiale de son appel étaient tels, que nul alors ne remarqua combien impropre et peut-être nocif était en Amérique cet enseignement si sain par ailleurs. Si l'on n'avait senti en ses accents l'impossibilité d'ironie qui caractérise son austère et douce générosité, vraiment on aurait pu sourire de ce danger de prêcher le désintéressement à des prodigues, l'amour de l'idéal à une race de Quichottes, le culte des héros à la terre promise des *caudillos*, le doux *otium* classique à des oisifs invétérés, la culture de la vie intérieure à des natures réfractaires à l'action, la morale du beau à l'époque où l'on raffinait sur l'esthétique du mal, l'universalité au pays de l'improvisation...

Un tel évangile était plutôt de nature à être prêché aux Etats-Unis, dont Rodó analysait au reste le sens de la vie dans des pages d'une sagacité merveilleuse, en nous présentant le progrès comme le modèle de perfection que, précisément, nous ne devions pas imiter.

Mais, l'inopportunité n'était qu'apparente, il n'y avait de danger qu'à ne pas bien comprendre. Rodó précisait, avec son sentiment exquis des nuances et ses facultés à la fois idéalis-

tes et réalisatrices, la part de l'action et celle du rêve, ou plutôt l'ennoblissement des réalités quotidiennes par leur compénétration avec l'esprit tutélaire et intime d'un idéal, d'une vertu qui donne son sens supérieur à la vie. Il prônait la beauté du bien désintéressé, sans souci du profit qui en résulte toujours, suivant cette autre *arithmétique morale* que conseillait Franklin.

Bien qu'il eût pu paraître inactuel ou surabondant de nous prêcher l'idéalisme, son exhortation n'était pas pour cela moins persuasive. Sa vérité résidait toute dans sa beauté. Elle se propagea avec le charme d'une religion pour des hommes raffinés et sages.

Tout le monde, dès lors, reconnut en lui un maître. Et ce fut ainsi que commença, avec la réussite de sa vocation, la fatalité d'une « mission ».

Avec les ans et la science des âmes, qu'il a approfondie avec prédilection, stimulé aussi par l'autorité qu'on lui a reconnue, ce don de persuader devient en lui un besoin assidu de guider, de préserver, de rétablir l'ordre et la beauté dans les esprits troublés. Ce fut toujours le côté cordial, l'impulsion première de son œuvre. C'en est maintenant la force vive de persévérance, sa vocation irrésistible. Celle-ci s'est exaltée en pitié, en idéal rédempteur. Si les « intérêts de l'âme » furent toujours sa préoccupation la plus haute, il veut maintenant les servir de plus près, dans la conscience de chacun. Il voit les possibilités sans nombre qui attendent l'appel efficace dans l'âme la plus dévastée. Il contemple l'infinie virtualité de la vie, non avec le vertige, le regret et la perplexité d'un Amiel, mais avec une volonté lucide et opérante. Son but est de susciter ces résurrections de tant de vivants ensevelis dans leur propre inconscience. Par son amour de la vie et sa fierté d'homme, il veut régler selon le temps et les lois universelles la direction de nos changements inévitables. Et avec une puissante abondance, avec une inventive obstination de missionnaire, il reprend infatigablement — ce sont ses *Motif de Protée* — toutes les raisons d'espérer, changeantes comme nous et avec nous. Il se penche sur tous les malades de la volonté, soutient les vocations chancelantes, fait jaillir de nouvelles sources d'espoir là où le total découragement a tari les anciennes. Il croit sauver des richesses ignorées,

même chez les plus pauvres d'esprit. Il prend en vérité charge d'âmes.

Condescendance généreuse, mais excessive. « Parfois, nous dit Ventura Garcia Calderon, parfois cela nous importune que Prospero, pour nous consoler, vulgarise les conseils d'hygiène sentimentale que nous apprîmes dans les manuels anglicans de Smiles (1). » Il ne nous force jamais à cette « gymnastique emersonienne » qui nous fait « aller de sommet en sommet » avec « une âme toute hérissée comme de pointes infinies pour la foudre ». Cela effraierait peut-être ceux qui viennent en quête de confiance en soi. Rodó préfère employer, inépuisablement, la persuasion lente et discursive.

Etant donné le but qu'il se propose, il n'y a pas de possibilité, vraiment, d'en sortir avec une allure plus fière. La confiance optimiste en la raison est peu favorable au lyrisme que nous aimons. Il est tellement plus facile de nous émouvoir avec les voix pathétiques du doute et de l'anxiété de l'âme. Il fallait un artiste puissant pour faire resplendir en beauté ces espoirs défraîchis par les familiarités du sens commun panglossien. Rodó y réussit merveilleusement.

Mais si on pense à tant de régions inexplorées de la vie et de l'histoire d'Amérique, qui purent donner à sa plume l'occasion de peindre des fresques aussi impressionnantes que celles où se détachent les figures, qu'il fait si puissamment revivre, de Bolivar et de Montalvo, on est tenté de regretter qu'une si haute intelligence se soit longuement évertuée à prouver des choses d'une évidence immédiate.

Oubliant l'aérienne, l'exquise légèreté d'*Ariel*, tout le monde crut à cette nouvelle œuvre comme si elle était son chef-d'œuvre. Un souffle tellement magnanime élève, vivifie ces pages. Elles nous font penser à la hauteur d'âme d'un Marc-Aurèle non désabusé par l'expérience de l'empire, plutôt qu'aux leçons de savoir vivre d'un Lord Chesterfield qui aurait su écrire en aussi grand style. Et de même que Rodó transforme en larges visions poétiques les vues d'un simple éducateur, de même on ne peut pas confondre ses apologues de moraliste avec ceux dont un Franklin usait avec une bonhomie familière.

(1) Une note signée par les deux collaborateurs de *La Literatura Uruguaya* dit que les opinions sur Rodo qui s'y trouvent appartiennent à M. Garcia Calderon. M. Barbagelata a énoncé les siennes ailleurs.

« Par ces courts récits, — dit M. Garcia Calderon, dans cette étude qu'il faudrait citer à chaque pas, tellement elle a défini tous les aspects de la pensée du maître, — Rodó mérite d'être considéré comme un de nos meilleurs romanciers. » Il peut être aussi considéré comme un poète de la pensée, dans ce sens qu'il a imprégné son œuvre de l'harmonie de son âme.

§

La mort s'est abattue brutalement sur ce penseur qui en écarta toujours l'ombre de devant son âme. Rodó est mort presque subitement, loin de tout regard ami, à Palermo, au moment où il s'apprêtait à venir ici. Il voulait connaître cette douce France qu'il avait tant aimée, toujours, et surtout maintenant.

La mort est venue le surprendre sur son chemin de pèlerin. Ce sage, qui avait conseillé les nécessaires ingratitudes de l'Enfant Prodigue pour préparer les retours profonds, aurait tiré, de ses jours errants, d'émouvantes leçons pour son âme, qu'il voulait renouvelée par eux. Ainsi reste inachevée une vie qui montait vers sa perfection. Artisan avant tout de son propre esprit, Rodó cherchait dans les voyages « cette émancipation complète qui est, selon lui, le terme idéal d'une existence progressive ».

La plénitude de la gloire, de la force et de la sagesse l'attendait avec toutes les couronnes. Et il aurait su vieillir magnifiquement, lui qui dans sa jeunesse pensive et grave ne voulut point être jeune. Cet homme sans mélancolie ni condescendences envers les voluptés ne connut qu'un peu tard peut-être la souffrance des rêves mutilés, des ambitions déçues. La politique n'accepta pas tout entier l'homme d'action que guidait ce rêveur sagace. Il s'exila doucement, loin de ces luttes contre les forces inférieures qui mènent le monde de l'action. Déjà il retrouvait sa limpidité dans la solitude. Il travailla toujours dans le calme et l'isolement, ignorant presque ses succès, ne faisant rien pour les accroître et encore moins pour en profiter.

La vie si pure de ce solitaire ami des foules est aussi un enseignement. Condamné par sa propre grandeur, même au milieu de ses disciples, à une des plus vastes solitudes d'esprit, il ne s'en est jamais plaint. Peut-être même, n'aima-t-il pas

sa gloire : parmi ses innombrables admirateurs, sa prédilection intime allait vers *ceux qui se taisent.*

Jamais, en Amérique, ne s'éteindra l'écho de la voix de Prospero, congédiant ses amis ; chaque génération l'entendra à nouveau : émerveillée et doucement pensive, elle s'avancera vers la vie terrible, se sentant meilleure après l'avoir entendue (1).

GONZALO ZALDUMBIDE.

(1) Rodó laisse quelques continuateurs de son impulsion idéaliste. Parmi eux, le plus brillant et le plus fort est sans nul doute M. Francisco Garcia Calderon. Rodó avait mis en lui son espoir de voir grandir et triompher en Amérique le type d'écrivain qui convenait le plus à notre avenir intellectuel. Dans ses livres les plus notoires, *Les Démocraties latines de l'Amérique* et *La Creacion de un Continente*, M. Francisco Garcia Calderon a développé, en leur donnant un tour philosophique et scientifique, les raisons de cet idéalisme essentiel dont la générosité lucide, fertile en directions civilisatrices, est en somme, pour nous, la forme la plus agissante et la plus réalisatrice. Ayant debuté avec *De Litteris* par une sorte de suite a *Ariel*, il est arrivé en ses derniers livres à nous donner la plus haute synthèse de notre vie politique et morale. Dans ces ouvrages magistraux, nos vastes et turbulentes démocraties prennent conscience d'elles-mêmes et de leurs destinées. De bonne heure on avait reconnu à ce jeune maître une autorité qui, maintenant, le désigne tout naturellement comme le véritable continuateur et le successeur de Rodó.

EN FRANCE

—

SERÉNITÉ

Douceur, repos des yeux, des nerfs et des mémoires,
Repos du cœur qu'usa la meule des regrets,
Douceur! par cette paix effacer son histoire,
Etre comme un bateau qui dépend ses agrès...

Charme apaisant! fraîcheur ruisselante des sources,
Le décor s'est drapé d'une ample robe verte
Et chaque chose ici, jusqu'aux humiles mousses
Est d'accueil amical comme des mains ouvertes.

Tendresse! odeur des foins, souffles soyeux des brises,
L'éclairage est mineur et la musique basse,
Nul cri n'y désespère et nul sanglot n'y brise :
On n'y sent presque plus qu'on est un rien qui passe...

Le bonheur est réel, tangible, sous la main,
Fait de l'infinité des rythmes qu'on perçoit;
Pour nous qui vivions trop d'escompter des demains,
Voici la volupté d'être soi, rien que soi.

Car nous avons souffert de traquer l'apparence
Et nos pieds ont saigné de suivre des mirages :
C'est entre des moments que coulait l'existence,
Des moments qu'on cherchait comme on cherche un rivage.

C'était toujours là-bas, c'était toujours plus loin,
C'était le soir fumeux dont s'empourprait l'Afrique ;
En dehors d'espérer, vivre n'existait point :
Là-bas, nous nous mourions du mal d'être mystique,

Du mal d'avoir son cœur qui s'en va devant soi
Et d'aspirer toujours à plus qu'on peut étreindre.
Mais, enfin, te voici, le seuil où l'on s'asseoit ;
Les choses, vous voilà, que la main peut atteindre !...

Peut-être est-ce le temps de guérir nos misères
Et d'essayer de vivre uniquement la vie.
Sauve-nous, si tu peux, ô patrie, ô ma mère,
De tout anticiper par fièvre ou par envie.

O France, doux pays vêtu de prés en fuite
Où le ciel s'amenuise au miroir gris des fleuves,
A nous, fils de l'Afrique ardente et comme cuite,
Ne vas-tu point refaire une ame toute neuve ?

Et vous, les horizons de brouillards bleus,
Vous l'élégant décor piqué de nobles arbres,
Serez-vous à ces fronts brûlés d'autant de feux
Comme un baiser de clair de lune au front des marbres ?



FIÈVRE

Là-bas, sous les climats merveilleux où l'Afrique
Erige ses décors de luminosité
Par les verts orangers gardant les blancs portiques,
Vivre semblait hagard de tant d'intensité.

Là-bas, par les matins de transparente nacre,
Quand c'était presque aussi le matin de nos cœurs,
Nous avons respiré cet on ne sait quoi d'acre
Qui monte de la chair des femmes et des fleurs.

Là-bas, lorsque Midi brûlait ses flammes blanches,
Nos lits étaient plus creux et nos bras plus puissants ;

Collines, seins d'amour, et golfes, souples hanches,
L'Afrique avait versé sa lave en notre sang.

Notre âme était brutale autant que la lumière,
Le désir aux doigts tors pétrissait nos esprits,
Et le regard filtrant des mi-closes paupières
Nous disait que l'Amour n'a hontes ni mépris !...

Là-bas, par les grands soirs aux reflets de bataille,
Quand nos yeux s'éperdaient dans l'épouvantement,
Au soir, boucher géant qui découpe et qui taille,
Qui nous a dit des mots d'amour, des mots d'amants ?

Au soir de fuligine et de si morne gloire,
Quand la mer indigo s'émaillait de carmin,
Qui s'appuyait sur nous dont nous, n'avons mémoire,
Dans la communion des larmes et des mains ?

Et la nuit, vaste lune et gémissantes palmes,
Quelle femme en nos bras sentions-nous se pâmer,
Quand l'odeur des jasmins montant des jardins calmes
Donnait un goût d'opium au goût du verbe aimer ?...

O nuit ! nuit marmurante et confuse harmonie,
Nous avons dans nos mains tenu ta volupté ;
Il en demeure en nous cette angoisse infinie
Dont Caïn regretta le paradis quitté.

O nuit, nuit de là-bas dont s'embaumait l'Afrique,
Solennité des soirs orfévrant vos métaux,
O pourquoi, mon pays, dans nos cœurs romantiques
Mets-tu ces souvenirs comme autant de couteaux ?...



NOVEMBRE A VERSAILLES

Ici c'est la tristesse affreuse de l'hiver,
C'est le vent, c'est la pluie et les cieux toujours ternes,
Des arbres effeuillés dressant leurs bras morts vers
Un soleil sans reflets qui semble une lanterne.

Le paysage est blanc, muet, comme en coton ;
Nous avons les doigts gourds et l'âme endolorie.
Cela qui fut les bois n'est plus que des bâtons
Roussâtres, broussaillant sur des feuilles pourries.

Grisaille les maisons, grisaille les chemins,
Grisaille aussi les cœurs aux cordes monotones.
Le froid, c'est comme un chien qui nous mordrait aux mains.
Et c'est à peine ici la mi-temps de l'automne.

Brouillards, toits ardoisés apparus aux confins,
Eau glauque des étangs où se miraient les reines,
C'est d'un peu de tiédeur que notre cœur a faim
Et c'est d'être ainsi seul qu'est faite notre peine...

Soldats venus mourir pour notre dignité,
Surpris de vivre encore après tant de batailles,
Nos yeux sont éblouis d'autant de majesté :
Ici, c'est la cité-royale de Versailles,

C'est la ligne et le nombre et le balancement,
C'est la pierre eurythmique et la flèche en prière.
Mais ce qui fut l'orgueil semble renoncement
Et notre gloire humaine est sordide poussière...

Car les jardins royaux autour des Trianons
S'habillent du regret des fêtes en allées ;
La rouille usa la feuille et l'oubli sur le nom
Met le même manteau qui jonche les allées;

Les perrons sont déserts et lavés les bassins
Des visages jolis qui s'y voyaient sourire,
Et la Diane au beau corps dont florissent les seins
Semble écouter le vent sangloter sur ses lyres...

Perspectives, jets d'eau, balustres, le décor
S'émeut infiniment et se mélancolise.
On songe, et le passé se pleure dans les cors.
On songe à tout cela que la mort égalise...

Silence, pas furtifs, silence, glissements,
On s'écrase du poids de cette splendeur morte :

Voici les reposoirs où chantaient les serments
Et les anges joufflus qui défendaient les portes.

Silence, écho lointain des rires effacés,
Les lits sont sépulcraux où s'exaltait la joie.
O charme évanoui des beaux gestes lassés,
Ton parfum s'éternise aux tons mourants des soies.

Art noble du grand siècle, art stylisé d'après,
Décor double où l'amour était le faste unique,
Vous évoquez en nous les funèbres cyprès
Qui gardent les tombeaux aux champs de notre Afrique.

Silence ! main qui tord nos cœurs exagérés,
Nos cœurs d'âpre anarchie où persiste la femme,
C'est par tes sourds chemins que nous avons erré
Et c'est ta cendre aussi qui chutait sur notre âme,

Ce jour que, libéré d'un morose hôpital,
Nous vînmes, intermède à d'atroces batailles,
Te voir et nous bercer de ton ennui royal,
O Cité somptueuse et morte de Versailles !...



CELLE D'ICI

Nous l'avons rencontrée au hasard de nos pas :
Son nom, c'est l'Inconnue et son histoire... mystère ?...
Des mots bruissaient en nous que nous n'osâmes pas,
Tant il nous a paru qu'elle honorait la Terre.

Fine et souple, ondoyante et rapide, ah combien !
Elle était parfois belle et plus souvent parfaite ;
Et Bagdad et sa gloire et Golconde et ses biens,
Qu'est toute la légende auprès de cette fête ?...

Nous l'avons vu passer sans rien présumer plus
Que l'on pouvait juger sur la foi d'apparence,
Et pourtant elle a su qu'on l'aime et qu'elle a plu
Et qu'elle est le meilleur et l'âme de la France.

Chiffon d'art qui souligne et qui montre en cachant,
Roses qui rosissez au creux des mousselines,
Nous la vîmes, sonate où les mers et les champs
Musiqueraient leurs voix en caresses câlines.

Sous la jupe à godets et la tunique à pans
Notre rapide esprit fourragea la batiste.
Si nous avons parfois chiffonné vos rubans,
Pardonnez-le, madame, à nos ferveurs d'artiste.

Pardonnez à ceux-là dont le geste est empreint
Du tragique et du vrai du temps des barbaries.
Nous, notre Cœur est rouge, et de n'avoir de frein
Nous semblons des enfants à la pâtisserie.

Nous sommes ceux venus des lointains horizons
Qui mourrons sans goûter à votre bouche, Elvire,
Ni sans vous révéler qu'ils vous veulent, Lison,
Jusqu'à la frénésie et sans oser le dire.

Nous sommes les soldats venus de l'outre-mer
Qui mettons à vos pieds notre force en hommage,
Fils du climat torride et des sables amers :
O femme, c'est bien toi le plus beau des mirages !

Nous sommes ceux dressés au nom du droit humain
Qui s'en vont à la mort les yeux pleins de vous-même.
Madame, est-ce permis qu'on vous baise la main
Et qu'avant de partir on dise qu'on vous aime ?...

CH. HAGEL.

LA FEMME
DANS LA FRANCE DE DEMAIN

—

I

Il n'est pas téméraire d'affirmer, dès maintenant, que la condition sociale de la femme, dans la France reconstituée de demain, ne sera pas la même qu'avant les hostilités. Le problème national de la femme est d'ores et déjà virtuellement posé comme une conséquence fatale de la guerre, et il faudra le solutionner. Je voudrais essayer de préciser, en toute impartialité, quelles en sont les données sociologiques.

Les revendications féminines étaient, hier, incarnées par le féminisme. Quelles étaient donc, avant la guerre, l'organisation du féminisme français, sa situation morale et ses aspirations (1)?

Les organisations féministes assuraient que plus de 100.000 adhérentes étaient inscrites sur leurs feuilles de contrôle. Ce nombre n'est pas très important par rapport au chiffre total de la population féminine en France, mais il n'est pas non plus négligeable. Ces bataillons féministes étaient enrôlés sous la bannière de divers groupements, au sommet desquels se trouvait « le Conseil national des femmes », créé à Paris le 18 avril 1901. Celui-ci comprend six Sections : 1° Section d'assistance et d'hygiène; 2° Section d'éducation; 3° Section de législation; 4° Section du travail; 5° Section du suffrage; 6° Section des sciences, arts et lettres. Il réunit 34 groupements

(1) Marguerite Martin : *Les Droits de la femme*. Marcel Rivière, éditeur, 1912.

dont 8 syndicats ouvriers, 9 Sociétés féministes et des œuvres de bienfaisance.

Parmi les autres organisations féministes, il convient de citer « l'Union Nationale pour le suffrage des femmes », constituée à Paris le 13 juillet 1909 sous la présidence de Mme Jeanne Schmahl, avec Mme Jane Misme pour secrétaire. De très nombreuses organisations représentent la philanthropie féminine, entre autres « La Solidarité des femmes », dont la doctoresse Madeleine Pelletier est la présidente, et « Le Groupe féministe primaire » fondé par les institutrices de France sur l'initiative de Mlle Guérin (1).

Les principaux organes du féminisme étaient *L'Action féministe*, publiée par « le Conseil National des femmes », *L'Action féminine*, *La Française*, *la Suffragiste*. Il faut y ajouter maintenant *La Vie féminine*.

Le féminisme français possédait donc, avant la guerre, sinon des effectifs considérables, du moins une organisation susceptible de former la base d'une action méthodique et coordonnée.

Quelle était, maintenant, sa situation morale, et quelles étaient ses aspirations?

Il est certain que la majeure partie de l'opinion, en France, affectait de ne voir dans le féminisme qu'une agitation insolite pour la conquête des droits politiques de la femme. Nul

(1) Depuis que cette étude a été écrite, il s'est produit une initiative intéressante en vue de la protection de la mère ouvrière et de son enfant. Les usiniers de Levallois-Perret et de Neuilly, qui travaillent pour la Défense nationale, ont fondé une Association collective, qu'ils ont dénommée *La Maternité ouvrière*, et qui a pour objet l'étude et la réalisation des diverses institutions susceptibles d'assurer la protection des femmes qu'ils emploient.

L'article 2 des Statuts est ainsi libellé :

« *Art. 2.* — L'organisation, par tous moyens appropriés, de crèches et de garderies d'enfants, la création de chambres d'allaitement, l'élaboration d'un règlement commun pour le travail des femmes enceintes et pour les femmes qui allaitent leurs enfants, l'étude de toutes les questions concernant la protection des employées dans les usines. »

On voit que ce programme correspond exactement à celui dont les grandes lignes ont été indiquées au cours de cette étude. L'industrie privée devance ainsi l'action législative et prouve qu'elle est prête aux sacrifices nécessaires, de même qu'elle est consciente de ses devoirs nationaux. Bien mieux, elle entre dans la voie d'une organisation collective qui sera la première coalition des efforts sociaux dans l'industrie française. D'ores et déjà on peut donc croire que la protection du travail féminin sera assurée demain dans les meilleures conditions de garantie pour la santé de la mère et de l'enfant et pour l'avenir de la race.

Signalons également que la question de l'introduction de la semaine anglaise a été brusquement mise à l'ordre du jour par la récente grève des midinettes, et que le gouvernement s'y est déclaré favorable.

n'ignorait que le féminisme tend à l'amélioration de la condition sociale de la femme, mais fort rares étaient ceux qui *ne voulaient pas* l'ignorer. Encore que les suffragettes françaises ne se livrassent pas aux excès par quoi se ridiculisaient et se démonétisaient les adeptes anglaises de Mistress Pankhurst et de ses filles Christabel et Sylvia, on les accablait sous tout ce que le féminisme d'outre-Manche offrait d'échevelé, d'outrancier et de contraire au bon ordre.

C'est que le féminisme, particulièrement en France, se heurte d'abord à l'omnipotence légale, politique et sociale de l'homme. Il se heurte, par surcroît, à l'indifférence pour l'injustice de leur sort de la plupart des femmes elles-mêmes, façonnées par des traditions vieilles comme notre histoire, nos traditions et nos mœurs. Il serait inutile de méconnaître que nous en sommes restés à l'idée de l'infériorité de la femme et, par conséquent, de sa nécessaire sujétion à l'homme.

Nos mœurs ont, à vrai dire, poétisé et anobli cette sujétion de la femme par la beauté de sa mission : elle est la mère, la gardienne du foyer, la pierre angulaire de la famille. Et si, au nom de cette mission, l'homme l'éloigne de la vie publique, c'est, assure-t-il, pour mieux soustraire sa dignité et sa délicatesse aux promiscuités douloureuses et aux violences qu'elle comporte trop souvent. En revanche, bon prince et généreux, il lui concède l'absolue domination dans le domaine du sentiment. D'ailleurs, ajoute-t-il, la femme n'est pas mécontente de son sort, puisqu'elle reste sourde aux appels du féminisme. Aussi ne voulait-il apercevoir celui-ci que sous l'aspect qui lui permettait plus facilement de le critiquer et d'en médire.

Cette attitude se fortifiait encore, il faut bien l'avouer, par l'indifférence trop certaine de l'opinion, en France, à l'égard des problèmes sociaux. Pourtant, il serait injuste de ne pas constater qu'une élite masculine et féminine s'était ralliée avant la guerre à la cause du féminisme, et que le féminisme international compte dans ses rangs, en tous les pays, des hommes et des femmes d'une intelligence supérieure.

Mais si l'opinion masculine française, tenace dans son opposition au féminisme, était logique, à son point de vue, en ridiculisant ses prétentions politiques, il suffit d'un peu de justice pour reconnaître que le droit de vote n'est, pour lui, que le moyen de parvenir à l'amélioration morale et matérielle du

sort de la femme, et qu'il ambitionne aussi des transformations sociales de la plus haute portée. « Dans un pays de suffrage universel, a écrit la doctoresse Madeleine Pelletier, qui ne vote pas, ne compte pas. » Et Mme Marguerite Martin commente : « Notre vassalité économique est la conséquence naturelle et inévitable de notre vassalité politique. Les hommes font les lois, ils les font à leur profit... » De vrai, le féminisme international et français n'a jamais oublié les intérêts moraux, sociaux et économiques de la femme, pas plus que les intérêts généraux. En 1906, lors des élections municipales, « La Solidarité des femmes » avait fait placarder sur les murs de Paris une affiche ainsi libellée :

Les Françaises sont aussi nombreuses que les Français.

Pourquoi ne peuvent-elles pas prendre part aux affaires de la France?

Nous aussi, les femmes, nous avons des intérêts à défendre. Pourquoi nous en refuse-t-on le droit?

Peut-on dire que le suffrage est universel alors que les hommes seuls votent?

Les femmes veulent voter.

En 1910, lorsque M. Ferdinand Buisson fut chargé, par la Commission du suffrage de la Chambre, d'un rapport sur la question du suffrage des femmes, « Le Conseil national des femmes », interrogé par lui, institua un référendum dont voici le texte :

SECTION DU SUFFRAGE

Etes-vous d'avis qu'à travail égal la femme a droit à un salaire égal?

Etes-vous d'avis que la Chambre et le Sénat doivent faire une loi combattant l'alcoolisme?

Ne trouvez-vous pas injustes les lois actuelles contre la fille-mère et son enfant?

Ne doit-on pas rechercher le père pour l'obliger à supporter sa part des charges pour élever l'enfant?

Ne trouvez-vous pas que, dans le mariage, les droits du père et ceux de la mère doivent être égaux?

Etes-vous lasses, femmes, d'être sacrifiées dans les lois qui vous créent un état d'infériorité sur l'état de l'homme, presque en tout et pour tout?

Si vous voulez vos droits égaux à ceux de l'homme dans la famille et dans la société, demandez partout et toujours, chaque fois que

vous en en aurez l'occasion, le droit de vote, qui, seul, vous conduira à faire régner la justice dans la famille et dans la société.

L'appel du féminisme aux suffrages des électeurs n'eut d'ailleurs, comme il fallait s'y attendre, qu'un médiocre succès.

En 1908, à Paris, Mlle Laloé et d'autres candidates ne recueillirent qu'un nombre minime de voix, 4 à 500 au plus. A Toulouse, une candidate en obtint 511. A Vienne, dans l'Isère, Mme Elisabeth Renaud en obtint pourtant 2813. C'est le record électoral du féminisme français.

Quoi qu'il en soit, il serait profondément injuste d'encercler le féminisme dans ses revendications politiques. Il vise plus haut et plus loin, Il prétend, en tout cas, que l'accession de la femme à la vie publique aura pour conséquence un adoucissement et une meilleure tenue de nos mœurs politiques, de même qu'elle introduirait, dans l'étude et la solution de toutes les questions, plus d'humanité et de justice. Et, bien que ces résultats ne puissent se vérifier que par l'usage, il faut reconnaître que, dans les pays où les femmes ont acquis la capacité politique et certains droits civiques et civils, l'expérience ne s'est pas inscrite contre cette prétention.

Avant la guerre, le féminisme français s'était surtout occupé des questions du chômage, de l'alcoolisme, du travail à domicile, de la protection de l'enfance, de l'hygiène de l'ouvrier et de l'habitation. Grâce au « Conseil national des femmes », il avait obtenu la suppression des veillées pour les ouvrières de la couture, de même que l'entrée des femmes au Conseil supérieur de l'assistance et de l'hygiène, la substitution du personnel féminin au personnel masculin dans les prisons de femmes et les asiles, l'admission des femmes en qualité de témoins dans les actes de l'état civil, la libre disposition de son salaire par la femme mariée, la recherche de la paternité. Les femmes françaises ont accès dans certaines administrations publiques telles que les P. T. T., l'enseignement et les chemins de fer : la sténo-dactylographie leur a ouvert les portes des préfectures et des mairies.

Ici, et bien que notre dessein ne soit pas d'étudier le féminisme dans tous les pays, nous croyons nécessaire de dire quelques mots de son organisation internationale et d'énumérer ses principales conquêtes à l'étranger. Il y a là en effet un élément moral et une précision de faits qui apportent

naturellement leur appui à la cause du féminisme français.

Le féminisme international est représenté par le « Conseil international des femmes » organisé à Washington le 31 mai 1888. Ce Conseil est la Fédération des Conseils Nationaux, et il choisit lui-même dans son sein son Comité exécutif. Il tient un Congrès tous les 5 ans, et il comprend sept grandes Commissions. A côté de lui se trouve « L'Alliance Internationale pour le suffrage ». Les conquêtes du féminisme à l'étranger sont fort importantes. En Amérique, le Wyoming, l'Utah, le Colorado, l'Idaho et le Montana ont accordé aux femmes les droits politiques, et le Montana vient d'envoyer, pour la première fois, une femme au Congrès américain ; depuis 1893, les femmes de la Nouvelle-Zélande possèdent les droits civiques ; en 1905, tous les Etats de l'Australie concédèrent aux femmes l'électorat intégral ; en 1906, la Finlande fit de même et le Parlement de 1907 y compta 29 femmes sur 200 députés ; au Danemark, les femmes votent aux élections municipales depuis le 12 mars 1900, et, depuis le mois de mai 1906, les Anglaises jouissent, en grande partie, du même droit ; en Norvège, les femmes célibataires ou mariées, âgées de plus de 25 ans, bénéficient du suffrage restreint, ce qui a conféré le vote législatif à 300.000 femmes sur 550.000.

Dans l'ordre des droits publics et individuels, les femmes ont été admises aux Universités de Suède, en 1870. En Norvège, dès 1885, on les assimila aux étudiants pour les bourses. Au Danemark, elles ont acquis l'entrée aux cours et l'accès aux grades, sauf dans la Faculté de théologie. Il en est de même en Italie et en Suisse. En Russie, on leur a ouvert des instituts spéciaux, et, dans les assemblées du mir, la femme veuve ou dont le mari est absent exerce les mêmes droits que les hommes. En France, elles ont forcé les portes des Universités et des Facultés et ont été admises au barreau de même qu'elles peuvent être doctoresses.

Tel était, brossé en touches très larges, le tableau de la situation matérielle et morale du féminisme international et français avant la guerre. Il n'est pas inutile, avant d'entrer dans le fond de notre discussion, d'indiquer comment celui-ci s'est comporté depuis le commencement des hostilités.

Il a d'abord fait preuve d'un sens pratique très avisé.

Il s'est appliqué à parer au chômage forcé dans un grand

nombre de métiers et à organiser le travail féminin dans les meilleures conditions possibles, en lui assurant un gain suffisant. Dès le 10 août 1914, la Section du Travail du « Conseil national des femmes » créa une « Union pour l'organisation du travail », et,sur beaucoup de points en province, « la Solidarité des femmes » installa des « Offices d'utilisation des femmes ». L' « Union pour l'organisation du travail » a eu pour cliente l'administration militaire et presque partout les salaires ont été doublés.

Le féminisme français s'est ensuite honoré par un patriotisme du meilleur aloi. Les plus importantes organisations féministes ont fondé un service de propagande française à l'étranger et des conférencières éloquentes sont allées faire retentir la bonne parole notamment aux Etats-Unis et en Suisse. *La Vie féminine* a organisé « la Fédération du jouet français » et une exposition de cette industrie qu'elle transporta dans l'Amérique du Nord après l'avoir offerte à l'admiration des Parisiens. Avec l'appui du Touring-Club, le même journal fonda une école hôtelière qui, pendant la saison estivale de 1916, a mis le personnel formé par ses soins à la disposition des patrons d'hôtels, commençant ainsi le remplacement des Austro-Allemands dans une industrie où il avaient pris l'habitude de s'embusquer pour se livrer au plus dangereux espionnage.

Les organisations féministes ont encore fondé « l'Assistance aux dépôts d'éclopés », des ouvroirs pour la confection des sous-vêtements chauds destinés aux soldats dépourvus, des salles-abris d'où l'alcool est proscrit ; pour garantir l'existence de la famille privée de son chef tué à l'ennemi, elles se sont efforcées de faire appliquer la loi du 12 juillet 1909 sur le « homestead », elles se sont occupées de l'hospitalisation des réfugiés, de la reconstruction des maisons détruites (10 villages de la Marne et de la Meuse ont été repeuplés) ; elles ont créé un Office de renseignements pour les familles dispersées, et un autre pour l'aide fraternelle aux réfugiés et évacués de l'Alsace-Loraine. Enfin, pressentie par les organisations féministes internationales au sujet de la propagande en faveur de la paix, la Section Française, d'accord avec le sentiment national qui repousse énergiquement toute paix prématurée et nécessairement boiteuse, ne voulut pas y participer. « Le Conseil

National des femmes », de son côté, refusa d'assister, en avril 1915, au Congrès féministe international de la Haye, où le féminisme allemand espérait le faire tomber dans le piège d'un pacifisme qui ne pourrait que se retourner contre nous tant que la victoire n'est pas assurée.

Toutefois, on voit, par ce qui précède, qu'on ne pouvait conclure, avant la guerre, de la situation du féminisme français à aucune certitude de succès décisif en ce qui concerne la condition de la femme. Son action, certainement, avait obtenu des résultats qui n'étaient pas négligeables, mais rien ne faisait prévoir une orientation nouvelle de l'opinion permettant d'affirmer que la femme serait prochainement soustraite à la sujétion de l'homme, et que la loi lui accorderait une situation moins injuste, moins opprimée, moins contradictoire, en l'intégrant dans l'exercice de sa liberté et de ses droits. Nous allons voir comment la guerre a posé, d'une façon inattendue et impérieuse, le problème national de la femme.

II

Avant la guerre, l'homme refusait à la femme le droit intégral au travail. Il s'était réservé l'immense majorité des emplois publics, il l'écartait de presque tous les métiers qui demandent une certaine dépense de force physique, et il en accaparait un grand nombre qui n'exigent que de l'adresse, du tour de main et du savoir-faire. Bien mieux, dans quelques métiers, l'entrée de la femme aux ateliers était considérée par les syndicats ouvriers comme un motif de grève et de boycottage. L'homme, il est vrai, arguait que le travail féminin, parce que moins payé, faisait une concurrence déloyale au travail masculin. Mais, par une singulière contradiction, il repoussait énergiquement la revendication du féminisme concrétée dans la célèbre formule : « A travail égal salaire égal. » En outre, toutes les fois que l'homme employait la femme dans des métiers qu'elle seule pouvait exercer, il ne lui consentait que des salaires dérisoires. En sorte que, mise à l'index par certains syndicats ouvriers, dépréciée par tous sous le rapport de sa capacité de rendement du travail, exploitée par les patrons, la femme voyait se liguer contre elle le syndicalisme prolétarien et le patronat quand ceux-ci lui accordaient le droit au travail. Situation douloureuse et inextricable. Au surplus, il

faut reconnaître que la femme montrait une évidente indifférence, voire une indéniable répugnance, à l'endroit du syndicalisme; non pas qu'elle songeât ainsi à protester contre l'injustice dont il la poursuivait, mais plus probablement parce qu'elle n'a pas encore appris les bienfaits de l'association, et peut-être aussi parce que, trop habituée à la sujétion légale, elle se méfie de la loi, même quand elle est à son avantage.

Eh bien, le grand fait social, issu de la guerre, est que la femme, sous l'empire des nécessités et des périls qui pressaient inexorablement la Patrie, a démontré son aptitude à la plupart des métiers que les hommes s'étaient arbitrairement réservés. Elle a fait mieux ; elle a prouvé que souvent elle y était capable d'une meilleure adaptation, et, partant, d'un meilleur rendement. Dès que l'exode des hommes vers les tranchées raréfia le personnel et la main-d'œuvre masculins, l'Etat n'eut qu'à faire appel à la femme pour assurer le travail dans les administrations publiques et dans les manufactures et usines nationales. Il en alla de même pour le commerce et l'industrie. Ce fut, de la part de la femme, un admirable geste de patriotisme, en même temps qu'une irrésistible poussée vers la conquête du droit au travail. Sans doute la femme profitait avec empressement des circonstances et satisfaisait ainsi le besoin de gagner sa vie, qu'un chômage forcé compromettait, et que ne supprimait pas complètement la libéralité officielle de l'allocation journalière. Mais elle se ruait également au travail pour apporter son effort au secours de la Patrie en danger, et qui pourrait dire qu'elle ne fût pas, en dépit de son apparente indifférence pour le féminisme organisé, comme mue par un obscur sentiment que les événements lui offraient l'occasion inespérée de prouver qu'elle ne méritait pas le rigoureux ostracisme dont l'homme frappait inexorablement son sexe et sa capacité de labeur ?

Cette adaptation de la femme à de multiples métiers ne saurait surprendre d'ailleurs que ceux qui n'ont jamais voulu tenir compte de son extraordinaire faculté d'assimilation, et de l'aisance avec laquelle elle exécute des travaux qui réclament quelque force musculaire. Qui pourrait ignorer pourtant que la villageoise accomplit très souvent des labeurs exigeant une grande résistance physique ? Comme on demandait à une femme, employée par l'administration militaire, si son service

ne la fatiguait pas trop, elle répondit : « Avant la guerre, j'étais porteuse de pain, et c'est un travail autrement dur. » Combien d'autres auraient pu faire la même réponse ! Dira-t-on que le métier de coiffeur, par exemple, que les hommes se sont presque entièrement réservé, est plus dur que celui d'une femme qui travaille dans l'industrie textile?

Les femmes remplacèrent donc les hommes dans une foule de professions et de métiers. Dans l'administration de la guerre, elles furent dames auxiliaires, chargées de détail, cuisinières, trieuses de chiffons, menuisiers (1)..... Parfaitement, menuisiers. Elles furent receveuses des tramways, employées du Métro, etc... En province, nous avons vu des femmes occupées par un industriel ayant reçu une commande de l'Etat pour des baraquements en bois. Elles déchargeaient les madriers, les débitaient et les assemblaient avec aisance et facilité, et sans fatigue apparente. Les femmes furent employées aussi à la fabrication des obus et des explosifs. Et presque partout où elles remplacèrent les hommes, non seulement elles s'assurèrent un gain rémunérateur, mais elles se révélèrent capables d'un rendement supérieur. Dans les ateliers de menuiserie de Vincennes, on a constaté que la production avait triplé ; dans le service de l'habillement, la femme lavait 50 paires de godillots retour du front, dans le même temps où l'homme n'en lavait que 20. Dans les travaux délicats de la pyrotechnie, elle se mit rapidement au courant, et elle prouva péremptoirement qu'on avait tort de redouter son inattention quand il s'agit d'exécuter des tâches dangereuses. Ne le savait-on pas déjà, au surplus, par le petit nombre des accidents féminins dans l'industrie mécanique? Par surcroît, et du même coup, la femme démontra qu'à salaire égal elle *était apte à gagner autant et plus même que l'homme pour un travail égal.*

Voilà évidemment un grand fait social, acquis certes sous la pression d'événements exceptionnels, mais qui n'en reste pas moins un fait indiscutable. Or demain, quand la paix aura été signée, la main-d'œuvre masculine fera, hélas, défaut dans des proportions qu'on ne peut encore chiffrer, mais qui, de toute évidence, seront considérables. La femme sera là, toute prête à continuer à travailler comme elle l'a fait pendant la guerre. Lui en refusera-t-on la possibilité et la rejettera-t-on

(1) « La femme au service du pays » *Les Lectures pour tous*, du 15 septembre 1916.

à sa sujétion et à sa prétendue incapacité dans le domaine d
travail, comme auparavant ? Alors, comment suppléerait-on
la main d'œuvre masculine déficitaire ?

Seulement, l'utilisation de la femme, particulièrement da
l'industrie, soulève une foule de questions complexes do
quelques-unes intéressent l'avenir, l'existence même du pay
et qui auront des répercussions économiques fort important
Voilà pourquoi il faut serrer de près le problème national
la femme dans la France de demain.

Les adversaires du féminisme ne manqueront pas de di
qu'il sera possible de remédier au déficit de la main d'œuv
masculine en faisant appel à la main-d'œuvre étrangère. N
tons ici que la plupart des nations belligérantes devront elle
mêmes remplacer pas mal de leurs ouvriers tués ou infirme
Mais ne tenons pas compte de cette nécessité. La France en
ployait déjà, avant la guerre, beaucoup d'ouvriers étrange
industriels et agricoles. Elle n'aurait qu'à les appeler en pl
grand nombre pour remplacer les hommes tombés sur l
champs de bataille. Il n'y a là, évidemment, rien d'imposs
ble. Elle pourrait même s'adresser à ses populations coloni
les, aux Kabyles, aux Marocains, aux Annamites, qui ont pe
dant la guerre fourni un appréciable contingent aux usin
travaillant pour la Défense Nationale. Toutefois, se poser
alors la question des droits politiques à accorder à ces no
veaux venus, et, à brève échéance, l'extension de ces dro
aux indigènes de nos colonies ; question délicate, d'autant pl
qu'il ne faudrait pas toucher à leur statut civil et juridiqu
Quoi qu'il en soit, il y aurait tout de même une injustice p
trop criante à enlever à la Française désireuse de gagner
vie un travail pour lequel elle s'est affirmée parfaitement ap
et adaptable. Mais il n'est pas douteux que la France n'au
pas besoin de s'adresser à ses sujets coloniaux si, comme a
trefois, elle donne libre entrée à la main-d'œuvre étrangè
Les Allemands, en particulier, se précipiteront à l'assaut du tr
vail français, et il est probable que nous verrons également ar
ver beaucoup d'ouvriers d'autres nationalités. Seulement, si c
afflux d'étrangers présente peu d'inconvénients en ce qui co
cerne les nationaux des pays alliés de la France, il n'en se
pas de même en ce qui concerne les Allemands, les Autrichie
les Bulgares et les Turcs. Vraisemblablement, ceux-ci ne vie

draient nous demander du travail que pour se livrer chez nous, en gagnant de bons salaires, à l'espionnage dont nous n'avons que trop eu à mesurer le danger. La prudence la plus élémentaire nous commande d'écarter tout au moins les Austro-Allemands et leurs complices. Mais, en outre, il est indispensable de surveiller de très près l'immigration, pour des raisons d'ordre supérieur et général. L'étranger qui arrive dans un pays pour y travailler n'est, pour ce pays, un appoint de force et de richesse qu'à la condition d'y venir pour y rester, y faire souche, s'y établir, sans esprit de retour dans sa patrie d'origine. Aux Etats-Unis (1), le recensement de 1910 a révélé que, sur 9 millions d'émigrants débarqués au cours des 10 années précédentes, 4 millions avaient disparu. En tenant compte des morts, le nombre de ceux qui avaient abandonné l'Amérique après fortune faite ne laissait plus qu'un gain annuel d'environ 500.000 personnes, et on a calculé que la grande République perdait, de ce chef, plus d'un milliard et demi de francs tous les ans. En sorte que l'immigration étrangère draine une bonne part de la richesse américaine. Autre danger : en 1907, commencement du krach fameux qui faillit bouleverser la puissance financière des Etats-Unis, plus de 600.000 immigrés regagnèrent l'Europe dans l'espace de quatre mois, après avoir retiré, des banques et des caisses d'épargne, 1.825 786 987 francs.

Mais ce n'est pas tout. Ce qui se passe aux Etats-Unis depuis le début des hostilités est la preuve du danger d'une immigration sans mesure. Bien qu'on y ait pris des précautions pour la purger des éléments *indésirables*, le recensement de 1910 a établi que, sur une population de 91 972 666 âmes, on comptait plus de 13 millions de personnes nées à l'étranger, et près de 19 millions d'enfants d'immigrants nés aux Etats-Unis. En sorte que, si l'on ajoute 10 millions de nègres, 270.000 Peaux-Rouges, 71.000 Chinois, 72.000 Japonais, le nombre des Américains d'Amérique ne représente que les 3/5 de la population blanche. Tant et si bien que les Pro-Germains ont constitué aux Etats-Unis, pendant la guerre, un véritable danger national. Il est inutile de rappeler leur propagande allemande et les attentats auxquels ils se sont livrés : on a pu

(1) « Au seuil de la terre promise. — L'Ile des Emigrants dans la baie de New-York. » *Les Lectures pour tous*, du 1er septembre 1916.

croire, pendant quelque temps, que, minorité effrontémen oseuse et active, entreprenante et ne reculant devant aucun moyen, capable de tous les crimes, elle dicterait la loi à la majorité américaine. On peut aussi se demander si, dans l'avenir, l'immigration allemande s'intensifiant, les Américains ne finiront pas par être dominés, dans leur pays, par les Pro-Germains auxquels ils auront délivré imprudemment des lettres de naturalisation.

L'immigration et la naturalisation demeurent, par conséquent, des questions graves et singulièrement délicates, spécialement pour les peuples à faible natalité, à plus forte raison pour ceux à natalité décroissante. Trop accentuées, elles risquent de faire submerger l'élément national par l'élément immigrant ; elles peuvent modifier l'esprit national, lui enlever ses caractères constitutifs, l'adultérer jusqu'au point qu'il ne soit plus reconnaissable. Les peuples qui veulent durer doivent se garder d'ouvrir leurs portes inconsidérément à l'immigration et d'accorder la naturalisation à des postulants *indésirables*.

Sans doute, il est permis de croire qu'on pourrait éviter ces dangers par des précautions minutieuses et rigoureuses. Ici encore l'exemple de l'Allemagne prouve combien ce palliatif peut être fallacieux. Quand un Allemand se fait naturaliser, il n'a pas adopté les idées, l'esprit, le caractère, les mœurs des peuples dont il demande à devenir le concitoyen. Il reste Allemand, foncièrement Allemand, uniquement Allemand. Bien plus, grâce à la loi Delbrück, il ne perd pas la nationalité allemande lorsqu'il se fait naturaliser Américain ou autre. Il n'est en réalité qu'un espion au service de l'Allemagne, d'autant plus dangereux que la naturalisation lui confère plus de droits et lui acquiert plus de confiance.

En tout état de cause, l'appel à la main-d'œuvre étrangère reste donc, pour la France, une question de la plus grande importance et d'une inquiétante délicatesse, comme d'une acuité vitale. Mais elle n'écarte pas notre problème national de la femme. Que l'on ouvre plus ou moins grandes les portes à la main-d'œuvre coloniale et étrangère, on n'évitera pas que la Française réclame demain son droit intégral au travail, et on ne pourra pas le lui refuser. J'ai indiqué que ce sera une révolution dans les mœurs : pénétrons plus avant dans les données sociologiques du problème.

III

Constatons tout d'abord que la généralisation du travail de la femme est toutefois limitée par l'impossibilité de lui confier des labeurs qui excéderaient évidemment sa capacité physique. Il est tels métiers qui épuisent facilement les forces et la santé de l'homme lui-même, et que la femme ne saurait exercer. Elle n'a jamais demandé d'ailleurs d'y être admise. Sur ce point donc, pas de discussion.

Seulement la généralisation du travail féminin est étroitement liée chez nous, plus que partout ailleurs, à la question angoissante de la natalité. En raison de notre natalité restreinte et décroissante, il importe que la femme ne se livre pas à des travaux susceptibles de porter une atteinte irrémédiable à sa fécondité. Le patron industriel y a également intérêt parce que l'ouvrière est la créatrice de la main-d'œuvre ouvrière de l'avenir ; il en découle que le métier exercé par la mère ne doit pas être non plus une cause de l'augmentation de la mortalité infantile. La question de la main-d'œuvre féminine est donc subordonnée à trois intérêts connexes : l'intérêt de la mère, l'intérêt de la nation, l'intérêt de l'industrie nationale.

Mais, en principe, la question de la natalité n'est pas uniquement liée à celle du travail féminin. Elle est d'ordre beaucoup plus général ; mieux, elle est essentiellement d'ordre général. Si, en 1911, la France, pour la septième fois, a perdu 35 000 citoyens futurs par excédent des décès sur les naissances, tandis que l'Allemagne en gagnait plus de 600 000, l'Italie plus de 500 000, l'Angleterre plus de 400 000, cela tient à des causes douloureuses, parmi lesquelles il ne faut pas hésiter à dénoncer notre égoïsme, notre besoin de jouissances matérielles surexcité par la facilité de la vie dans notre pays, qui nous poussent au malthusianisme et à la pratique criminelle de l'avortement. Cela tient aussi à notre système d'éducation qui incite la bourgeoisie, jalouse de tenir son rang, avide de hausser sa lignée dans la hiérarchie sociale, à ne désirer pour ses fils que des carrières de tout repos, emmaillotées dans un nombre respectable de billets de banque, ce qui la porte à la restriction procréatrice, et ce qui éloigne également beaucoup de capitaux du risque des entreprises les plus fécondes. Cela

tient encore à l'augmentation du coût de la vie, à la mésestime odieuse dans laquelle nous tenons la fille-mère et sa progéniture, au manque d'hygiène urbaine et rurale, à l'extension de l'alcoolisme, aux difficultés que les familles nombreuses rencontrent pour se loger dans les villes, à notre négligence dans la surveillance de l'hygiène infantile.

Mais notre natalité accuse néanmoins les chiffres les plus élevés dans la population rurale et dans la population ouvrière.

Cette dernière constatation permet de répondre à ceux qui redoutent pour la fécondité de la femme certains travaux de force. Il fut un temps, pas très éloigné, où la villageoise était intimement associée, je l'ai constaté plus haut, aux labeurs les plus durs de la ferme. Elle bénéficiait sans doute de l'air plus large et plus pur des champs, mais ne peut-on pas dire aussi qu'elle tirait profit pour sa santé du jeu de ses muscles, et n'est-ce pas d'ailleurs une loi physiologique indiscutable que la résistance à la maladie et la facilité d'accomplissement des fonctions naturelles s'accroissent par l'exercice des muscles et des nerfs ? En tous cas, la villageoise cultivatrice était une mère féconde, elle l'est restée depuis qu'elle a remplacé dans tous les travaux agricoles l'homme parti pour les tranchées, et il n'est pas interdit de croire que la femme qui se livrera à des métiers pour lesquels la dépense musculaire ne dépassera pas sa force physique s'y habituera sans difficulté et n'y compromettra ni sa santé ni sa fécondité.

Au surplus, il est évident que, tant dans l'agriculture que dans l'industrie, nous sommes acculés à un développement du machinisme qui devrait être réalisé d'ailleurs depuis longtemps. Bon gré mal gré, l'agriculteur devra nécessairement employer de plus en plus la machine : il le devra pour suppléer en partie à la main-d'œuvre masculine déficitaire comme pour diminuer ses frais généraux et augmenter le rendement cultural. L'emploi des tracteurs, des charrues et des semeurs automobiles se généralisera, soit individuellement, soit syndicalement, soit par entreprise, de même que s'est déjà généralisé celui des faucheuses, des râteleuses, des moissonneuses-lieuses et des batteuses. Il n'en ira pas autrement pour les machines-outils dans l'industrie. Si l'Allemagne et les Etats-Unis ont pu conquérir une situation industrielle prépondé-

rante, c'est, pour une bonne part, grâce au développement rationnel du machinisme. Or, la machine facilite et économise l'effort humain, elle l'allège des tâches les plus fatigantes; elle est donc de nature à venir en aide à l'effort de la femme. Dans l'industrie, déjà, les matières premières les plus lourdes sont apportées mécaniquement au pied du métier, et c'est encore la machine qui manie les objets fabriqués d'un poids trop difficile à soulever et à manœuvrer même par l'homme. Nous nous sommes bien aperçus de notre retard et de notre infériorité, comme outillage mécanique, pendant la guerre; il a fallu nous procurer à grands frais les machines-outils qui nous manquaient. Ce matériel servira évidemment après la signature de la paix, mais il faudra l'augmenter, car c'est un des meilleurs moyens pour que nous puissions lutter contre la concurrence étrangère.

Il est vrai que l'atmosphère de l'usine est peu favorable en particulier à la santé féminine. Il est vrai aussi que, dans les industries qui emploient des femmes, la mortalité infantile est généralement plus élevée; dans l'industrie textile du Nord, par exemple, elle est plus forte de 65 à 70 o/o environ que dans les régions où la femme ne travaille pas à l'usine. C'est que l'ouvrière d'usine accouche dans de mauvaises conditions, et que, une fois accouchée, elle est obligée, pour continuer son travail, de confier son enfant à une mercenaire.

L'hygiène de l'usine est affaire de réglementation, d'organisation, de surveillance administrative; mais c'est également affaire de solidarité sociale et d'intérêt patronal. Le Parlement a voté des lois et le Conseil d'Etat a élaboré des règlements d'administration publique, qui, malheureusement, ne furent pas toujours scrupuleusement observés, et à l'observance desquels les agents responsables n'ont pas suffisamment tenu la main. Les patrons ont souvent montré à leur endroit une mauvaise volonté irréductible; ils se sont plaints de la gêne qu'ils apportaient au fonctionnement de leurs industries, des frais considérables qu'ils leur occasionnaient. Ils manquaient ainsi à la solidarité sociale et méconnaissaient leur propre intérêt. L'heure n'est plus où la seule considération des bénéfices du capital industriel peut prévaloir contre l'intérêt général; le patronat a déjà dû accepter les lois sur les accidents du travail et les retraites ouvrières; vraisemblable-

ment il devra accepter demain une plus équitable répartition des profits. En assainissant l'usine, il se montrera respectueux de la solidarité sociale, et, en dernière analyse, il fera une bonne opération ; il a intérêt en effet à ménager son matériel humain, afin que celui-ci ménage son matériel industriel et travaille dans les meilleures conditions d'entretien et de rendement. Le patron ménagera ainsi, du même coup, l'avenir de l'industrie nationale, en permettant à ses ouvriers de procréer des enfants plus sains et plus vigoureux.

C'est au même étalon de la solidarité sociale qu'il convient de mesurer la protection de la mère ouvrière. Un certain nombre de grands industriels ont déjà pris dans ce but des mesures et réalisé des fondations qui leur font le plus grand honneur. Chez eux, l'ouvrière enceinte a droit à un repos payé pendant plusieurs semaines avant et après son accouchement. Des crèches sont annexées à l'usine, où les nouveau-nés sont gardés, soignés, pendant les heures de travail, et où la mère peut allaiter son enfant. Même des vacheries fournissent un lait sain pour les enfants que les mères n'allaitent pas. Des dispensaires, dotés par la caisse patronale, procurent les soins médicaux et les médicaments gratuits. Des boulangeries coopératives permettent aux ouvriers d'acquérir le pain au meilleur compte, de même que des épiceries pour toutes les denrées qui rentrent dans ce genre de commerce. Tout le monde connaît les économats des chemins de fer qui mettent à la disposition du personnel les produits d'alimentation.

Parallèlement à l'extension nécessaire, fatale, du travail féminin industriel, voilà des mesures et des œuvres qu'il conviendra de généraliser, sinon d'imposer. Vraisemblablement aussi, l'Etat devra intervenir pécuniairement, fournir des subventions aux patrons et des primes à la natalité, de même que le Parlement devra décréter la semaine anglaise qui permettra à la femme de nettoyer sa maison, de raccommoder le linge, de goûter plus complètement et de mieux utiliser la trêve du repos dominical.

Certes, le développement du machinisme et toutes ces mesures de solidarité sociale entraîneront de nouvelles charges. C'est indiscutable : j'y reviendrai tout à l'heure. Il faut également prévoir que les charges patronales seront encore accrues par l'élévation du salaire féminin.

La femme, en effet, aura appris pendant la guerre qu'elle est capable de gagner des salaires aussi forts que ceux de l'homme, meilleurs par conséquent que ceux qui lui avaient été concédés jusqu'ici : elle en conclura, naturellement, que son travail a été indignement exploité, et, comme elle se saura indispensable, elle inclinera davantage à exiger des salaires plus rémunérateurs. Il ne fut pas rare que pendant la guerre la femme gagnât 6 à 7 francs par jour (1). Son salaire, en moyenne, atteignait 4 francs au minimum, et pour un nombre d'heures de travail moins considérable que dans la pratique ordinaire. Dans les services de la guerre, les dames dactylographes ont gagné 5 francs pour 7 heures de présence et 7,50 pour 9 heures ; les dames auxiliaires 4 francs pour 7 heures de présence ; les chargées de détail 5 francs ; les cuisinières du Val de Grâce recevaient 3 repas par jour et 40 francs par mois pour 11 heures de travail ; les femmes menuisiers étaient payées 3,50 à la journée et gagnaient 4,60 à la tâche ; les ouvrières aux chiffons arrivaient à gagner 6 francs. Assurément l'Etat s'est montré généreux, mais que nous voilà loin des salaires féminins de l'avant-guerre !

La femme aura donc appris, pendant la guerre, sa vraie capacité de travail et la valeur réelle de ce travail. Il y a des chances pour qu'elle ne l'oublie pas après la guerre, et comme, très vraisemblablement, la cherté de la vie augmentera, tout au moins pendant une période que l'on peut croire assez longue, on ne voit pas comment on pourrait lui refuser des salaires plus justes et plus élevés.

Pour parler le langage syndicaliste, les événements auront rendu la femme « consciente », et, au point de vue du travail, elle se trouvera dans une situation totalement modifiée, complètement retournée à son profit. On ne pourra plus lui opposer sa prétendue incapacité pour certains métiers ; on ne pourra plus lui refuser le droit au salaire égal pour un travail égal ; on ne pourra plus l'étrangler avec l'étau de « l'offre plus abondante que la demande sur le marché du travail féminin », puisqu'elle devra suffire à une partie du travail masculin ; à son tour elle pourrait retourner l'argument et imposer sa volonté.

(1) « Les femmes au service du pays. » *Les Lectures pour tous*, du 1er septembre 1916.

Au surplus, l'Etat lui-même, prenant les devants, a consacré officiellement le droit de la femme au travail intégral dans tous les emplois qu'elle est susceptible d'occuper. Le *Journal officiel* du 2 décembre 1916 contenait une circulaire de M. le ministre de la guerre prescrivant l'utilisation de la main-d'œuvre féminine dans l'armée. L'article 2 dit textuellement : « Tout travail pouvant être exécuté par une femme, et actuel« lement confié à un militaire, devra être désormais effectué « par le personnel féminin dans la limite des disponibilités du « recrutement. » Voilà qui est net. La femme a donc conquis le droit au travail dans l'administration de la guerre. Ce n'est qu'une consécration partielle du fait social dont nous nous occupons, mais le féminisme français n'en a pas moins le droit d'enregistrer cette date du 2 décembre 1916 comme celle du premier acte officiel inaugurant la situation nouvelle de la femme dans la France de demain.

Par surcroît, M. le Ministre de la guerre n'a reculé devant aucune des conséquences de la réforme considérable, de la révolution, disons le mot, dont il a pris l'initiative. D'abord, il a décidé que « les salaires seront fixés par le général com« mandant la région, sur avis d'une commission qui étudiera « les salaires normaux payés dans chaque place pour des tra« vaux similaires dans les administrations publiques ou l'in« dustrie. Ces évaluations seront révisées tous les ans. » Autrement dit, à travail égal les femmes employées dans les services de la guerre toucheront un salaire égal à celui des hommes. Ces salaires même ne seront pas fixés d'une manière intangible, ils seront révisés tous les ans, et suivront, par conséquent, l'augmentation qui pourrait résulter de l'accroissement du coût de la vie ou d'autres causes : à partir du 1er janvier 1917, ils ont été fixés, pour le département de la Seine, avec un maximum de 9 francs et un minimum de 4 francs.

Rompant ensuite avec l'avancement automatique, créateur de la nonchalance et de la routine dans les administrations publiques, M. le Ministre de la guerre a prescrit que l'avancement, consistant en augmentation de salaire ou en changement de catégorie, aurait lieu exclusivement au choix. On ne saurait qu'applaudir à une telle initiative.

M. le Ministre de la guerre a également eu la claire com-

préhension de l'indispensable protection due à la femme employée ou ouvrière. Après avoir créé sept catégories d'emplois, il a décidé que « la durée du travail est fixée à sept heures et « demie pour les cinq premières, à neuf heures pour les autres, « avec une demi-journée de repos hebdomadaire obligatoire ». C'est l'institution de la semaine anglaise et la presque réalisation des fameux « trois-huit » réclamés par les syndicats ouvriers et la Confédération générale du travail.

En outre, une permission annuelle de huit jours, avec salaires payés, sera accordée à chaque employée. Enfin, toute une série de dispositions d'ordre social sont prévues pour protéger les femmes en cas de maladie, de couches, d'accident, de cessation de travail. La paye sera effectuée tous les huit jours, et les repas seront facultatifs à l'ordinaire du corps, dans une salle spéciale, contre remboursement d'un prix modique, d'environ 1 fr. 50 par jour.

Cet acte de M. le Ministre de la guerre n'a pas seulement une importance considérable en lui-même. Il est également capital parcequ'il prouve que l'Etat est résolu à tenir compte de toutes les nécessités sociales qu'exige l'emploi de la main-d'œuvre féminine, et que, du même coup, il constitue un exemple décisif pour les employeurs privés.

Constatons, d'ailleurs, que, le 9 mars 1915, la Chambre avait voté, sans débat, une motion invitant le gouvernement « à utiliser la main-d'œuvre féminine en remplacement de la « main-d'œuvre masculine, partout où il sera possible ».

Ajoutons que, le 29 février 1916, la Commission mixte départementale de la Seine avait émis le vœu que « fût insti- « tué un organisme analogue à celui qui fonctionne en Angle- « terre pour veiller au bien-être et à la santé des femmes tra- « vaillant dans les industries de guerre ». Ce vœu fut porté à M. le sous-secrétaire d'Etat aux munitions, qui créa bientôt un *Comité du travail féminin*, lequel, entre autres mesures protectrices, s'est occupé de l'hygiène des locaux, de l'installation de cantines, de l'aménagement de pièces où les mères peuvent déposer et allaiter leurs enfants, de la répartition en trois équipes des ouvrières, qui font huit heures de travail avec un repos au milieu. Les entrepreneurs adjudicataires n'ont fait aucune difficulté pour accepter ces justes exigences.

Signalons, enfin, que l'Académie de médecine s'est préoc-

cupée des conséquences hygiéniques, familiales et sociales, de la généralisation du travail de la femme, notamment dans les usines. En dehors des mesures visant la protection de la femme enceinte, de la mère et de l'enfant, elle a émis le vœu que le travail féminin soit limité à la demi-journée. L'inconvénient de cette méthode serait que la femme verrait son salaire diminué de moitié, mais, en revanche, elle aurait tout le temps de pourvoir aux soins du ménage et de préparer les repas de la famille. Il y a là l'indication d'une solution qui mérite de n'être pas repoussée *a priori*, car, en pareille matière, il faut viser à concilier l'intérêt individuel avec l'intérêt social et national. Cette intervention de l'Académie de médecine, qui a suscité de longues controverses, prouve, tout au moins, que la question est désormais à l'ordre du jour et qu'elle s'impose à l'attention du Parlement et de l'industrie.

On peut affirmer, en tous cas, que la voie est bien préparée pour la généralisation de l'emploi de la main-d'œuvre féminine.

IV

Mais, dira-t-on, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, avec l'inévitable accroissement des charges budgétaires qui sera la conséquence directe de la guerre et qui se répercutera fatalement sur le coût de toutes choses pour l'augmenter, les dépenses nouvelles qui incomberont à l'industrie rendront la concurrence bien difficile? Comme une forte proportion de notre or aura émigré à l'étranger, comme nos emprunts de guerre ont été également souscrits par lui pour une bonne part, le taux du change sera d'autant plus lourd que nous aurons davantage d'intérêt à payer précisément en or à nos concurrents, que la difficulté des transactions diminuera nos exportations, et que nous ne trouverons pas la contre-partie en lettres de crédit sur les marchés fournisseurs de nos importations. Sommes-nous donc condamnés à ne plus connaître qu'une balance du commerce déficitaire et une diminution de la fortune publique? Nous ne croyons pas à une situation aussi déplorable.

Les charges qui résulteront de la guerre ne seront pas spéciales à la France. Tous les pays belligérants les supporteront dans une proportion plus ou moins forte. Parmi les grandes nations industrielles qualifiées pour concurrencer l'industrie

européenne, les Etats-Unis seuls bénéficieront des avantages exceptionnels acquis pendant et par la guerre, et d'une abondance d'or telle qu'aucun pays n'en connut jamais dans les bilans de son encaisse métallique. La France n'en sera pas plus touchée que ses concurrents européens, et personne ne peut rien contre l'enrichissement des Etats-Unis en métal jaune, sinon de s'arranger pour en souffrir le moins possible. Les pays de l'Entente pourront y parer, en partie, par des accords économiques mûrement étudiés et qui leur permettront d'interchanger les matières premières dont ils sont producteurs, de façon à atténuer, dans la mesure du possible, la maîtrise américaine sur le cours du change.

Mais ce sera aux industriels eux-mêmes qu'incombera la charge, tout en satisfaisant avec bonne humeur aux nécessités nouvelles, aux besoins de l'Etat et de la solidarité sociale, de trouver le remède qui permettra à l'industrie française de se développer et de lutter dans d'heureuses conditions. Il leur faudra un esprit d'initiative adéquat et une totale rénovation de leurs méthodes d'organisation, de fabrication et de commerce. La guerre aura été pour nous, à cet égard, la plus rude et peut-être la plus bienfaisante école. Pendant que le commerce extérieur de l'Allemagne augmentait de près de 100 p. 100 en 10 ans, le nôtre gagnait péniblement de 25 à 30 p. 100. Nous ne savions ni améliorer notre outillage, ni mettre en valeur les decouvertes de nos savants, ni développer nos moyens de transports, ni combiner leurs tarifs, ni rechercher la clientèle, ni nous plier à ses besoins et à ses préférences, ni adapter notre crédit aux habitudes commerciales des pays dont nous sollicitions les achats, ni organiser l'enseignement technique et professionnel, ni trouver de l'argent pour les travaux qui sont la condition de l'essor économique. Bien mieux, nous prêtions nos capitaux à nos concurrents les plus dangereux. Nous devons rompre avec de tels errements.

Ce programme demande évidemment autant le concours de l'Etat et des grandes organisations économiques que l'initiative, la sagacité, la volonté d'action, l'esprit d'entreprise et de sacrifice, la méthode aussi, de la part des industriels et des commerçants. Mais l'Etat, les industriels et les commerçants ne peuvent manquer d'y retrouver leur compte. L'Allemagne y retrouvait bien le sien avant la guerre, et avec

une mise de jeu singulièrement inférieure à celle dont nous pouvons encore disposer.

Dans cette transformation et cette rénovation économiques de la France, le rôle de la femme surgit au tout premier plan. Qu'on le veuille ou non, il est fatal que la Française brise le carcan des conventions sociales qui la confinaient à la maison, et, sous le prétexte de continuer nos traditions familiales, la maintenait dans la sujétion légale, morale et économique. Elle a pris conscience de ses droits et de sa force. Elle a appris la pauvreté de sa condition au regard de sa capacité de travail, de gain et, partant, d'émancipation. Elle se sait indispensable à la résurrection nationale. On n'endigue par le torrent de pareilles certitudes morales, économiques et sociales.

Est-ce à dire que la généralisation du travail féminin doive avoir nécessairement pour corollaires la destruction de la famille française et l'effondrement du foyer, qui furent, dans le passé, parmi les meilleures forces de notre race et de notre civilisation? Ce serait un grand dommage, un désastre irréparable. Mais les mœurs qui évoluent sous la poussée du progrès ne sauraient être en déliquescence. La condition de la femme ne peut échapper à la grande loi de l'évolution. Celle-ci porte sur sa bannière la Justice et la Solidarité sociales, qui sont les plus moralisateurs et les plus puissants moteurs du progrès moderne; elle ne peut pas être fâcheuse dans ses conséquences. C'est une question d'adaptation. Certes, il sera toujours préférable que la femme reste au foyer, mais sera-ce toujours possible demain, alors que tant de femmes étaient obligées de travailler dehors avant la guerre ? Peut-être pourrait-on y remédier par une meilleure organisation du travail à domicile. En tous cas, la femme n'en aurait pas moins conquis son droit à l'émancipation. Et d'ailleurs, dans les fonctions publiques qu'elle occupe dès maintenant, dans les métiers et les professions qu'elle exerce déjà, est-ce que la Française ne se montre pas toujours bonne mère de famille, épouse modèle, gardienne du foyer sérieuse, digne et attentive? Pourquoi redouterait-on que la femme ouvrière perdît l'esprit de famille, alors qu'on ne fait ce reproche ni à la mondaine, ni à la bourgeoise, dont la vie de futilité, de plaisirs, de réceptions et de représentation se passe trop souvent presque tout entière en dehors de la maison, et pour qui la maternité n'est

la plupart du temps qu'un accident et, parfois, une charge insupportable ?

Telles sont, à notre humble avis, les données sociologiques du grand fait social nouveau issu de la guerre, et qui pose chez nous, avec l'obligation d'une inéluctable solution, le problème national de la femme. La Française marche à l'émancipation par la conquête inattendue de son droit au travail intégral, et elle y marche dans des conditions tout à fait favorables, puisqu'elle a démontré victorieusement sa capacité et qu'elle est devenue indispensable à la reconstitution économique de la France. C'est, au fond, le féminisme complètement retourné. La femme revendiquait jadis les droits politiques pour conquérir l'amélioration légale, morale, économique et sociale de son sort. Par la force même des événements, cette amélioration s'impose dans le domaine du travail comme une nécessité patriotique et un besoin de justice ; elle ne peut plus être éludée. Le reste suivra, par l'enchaînement logique et irrésistible de l'évolution désormais déclanchée. La Section du suffrage du « Conseil national des femmes » n'a plus qu'à savoir attendre. La poire est mûre, et, si elle met plus ou moins longtemps à la cueillir, elle est sûre de la récolter. Le mardi 9 janvier, M. Latappy présidait, en qualité de doyen d'âge du Sénat, la séance de rentrée de la session ordinaire de 1917, et il terminait ainsi son discours :

La guerre aura été une grande éducatrice ; elle a réveillé une force nouvelle qui sommeillait, je veux parler du rôle de la femme, qui s'est révélée.

Aux champs, c'est elle qui a ensemencé le blé qui doit nourrir nos soldats. A l'usine, les munitions sont son œuvre. Dans les administrations, dans les ministères, elle a avantageusement remplacé les bureaucrates.

Il ne faut pas y mettre d'amour-propre ; vous jugerez, j'en suis sûr, comme moi, que la femme fait son stage pour de futurs électorats. Les Etats-Unis nous ont devancés, il n'est que temps de les suivre.

Ce sera l'âge heureux où l'on verra le patriotisme féminin fraterniser avec les amours. Qui de nous refusera de s'y associer ? En tous cas, ce ne sera pas moi !

Cette « fraternisation du patriotisme féminin avec les amours » évoque l'éloquence de certains Conventionnels. Mais,

que M. Latappy nous permette de lui dire qu'il ne peut plus être question de « l'amour-propre masculin ». Il s'agit d'une œuvre de justice dont la réalisation s'impose au Parlement par la force souveraine des choses : il s'agit non pas seulement de « futurs électorats », mais de l'émancipation politique et sociale de la femme. Elle se fera, et c'est une éventualité à l'idée de laquelle le Français doit sagement et patriotiquement s'habituer dès maintenant.

LOUIS NARQUET.

MADAME DE STAËL ET L'ANGLETERRE

—

Les Anglais auraient autant le droit que nous de célébrer, en ce mois de juillet 1917, le centenaire de la mort de Mme de Staël, car s'il est un écrivain qui ait eu le respect de leur esprit, qui ait voué un culte profond à leurs idées et à leurs illustrations, c'est bien l'auteur de *Corinne.*

Elle a pu avoir des amours plus passionnées, des toquades plus retentissantes, comme le coup de foudre pour l'Allemagne intellectuelle de Schlegel et sentimentale de *Werther*, elle a pu aimer la France d'un mouvement plus instinctif, elle n'a rendu à aucune autre nation que l'Angleterre un hommage aussi respectueux et continu.

C'est un amour de tête, si l'on veut, mais c'est une élection faite à l'âge mûr où la raison a parlé avant le cœur, c'est un choix qui repose sur des arguments réfléchis et sur une expérience propre de la vie. Sans doute il sera toujours possible de souligner le caractère politique d'une semblable inclination, d'y voir une des manifestations de cette haine contre Bonaparte qui aura été vraiment le pivot de l'existence de Mme de Staël : celle-ci n'eût pas été femme si elle n'avait transformé parfois en idées les sentiments qui l'agitaient. Néanmoins, dans cette prédilection pour le génie anglais, il y a mieux qu'une flatterie à l'égard du plus puissant ennemi de l'Empereur, il y a un choix véritable, fait en connaissance de cause et dont l'auteur de *Delphine* a développé les raisons assez souvent et avec assez de détails pour qu'on puisse les grouper et en chercher ainsi le sens véridique.

§

Mme de Staël, passé sa jeunesse, a mis deux fois seulement le pied en Angleterre, à deux heures mémorables de son

existence : une première fois pendant l'orage révolutionnaire où elle vécut plusieurs mois à Juniper Hall, dans cette charmante société des émigrés français qui s'intitulaient les « constitutionnels » ; et une deuxième fois en 1813-1814, à son retour de Russie, lorsque, à Londres même, elle assista à la chute de Napoléon. Pendant aucun de ces deux séjours l'on ne peut dire que l'auteur de *Corinne* se livra sérieusement à l'observation des mœurs d'outre-Manche, et c'est presque uniquement l'étude, la lecture, la fréquentation des insulaires qu'elle rencontra au cours de sa vie cosmopolite qui la renseignèrent sur la Grande-Bretagne, qui lui firent connaître et aimer le génie anglais.

La première fois qu'elle passe la Manche, c'est un peu en fuyarde, dans ce vent de folie qui emporte en tourbillon, loin de la sainte guillotine, tout ce qui se sent plus ou moins inféodé à l'ancien régime, partant plus ou moins suspect. Mais elle ne ressemble en rien à ceux qui constituent le lamentable troupeau des émigrés, dont beaucoup, nobles authentiques, doivent tendre la main sur les routes du Surrey ou vivre de la charité des grandes dames anglaises. Mme de Staël passe en Angleterre, mais c'est dans une fort belle propriété de ce même comté de Surrey qu'elle s'installe, un château avec un parc centenaire dont Locke lui a offert la jouissance et où elle peut faire tout à l'aise ce qu'elle a le plus adoré dans sa vie : recevoir ses amis, c'est-à-dire causer.

Les conversationnistes qui se groupent autour d'elle ne lui apportent pas beaucoup de documents sur l'âme anglaise, car, à quelques exceptions près, ce sont tous des Français, ses amis d'hier, sinon de toujours. C'est Jaucourt, c'est Mme de la Châtre, c'est Mathieu de Montmorency et d'Arblay, et la princesse d'Hénin et le gros Lally-Tollendal et le fidèle Narbonne et Talleyrand qui, de son exil de Londres, n'a pu tenir de venir passer plusieurs semaines auprès d'elle. Tout ce beau monde discret se voit chaque jour, se reçoit, converse, en buvant force tasses de thé, se renseigne sur les événements, se tient au courant des potins de Londres et de Paris, reconstitue pour un instant, dans cette grasse campagne anglaise, un peu de cette « vie inimitable », qu'aucun d'eux, en effet, ne connaîtra plus maintenant.

Quoi d'anglais dans ce microcosme de la Société de Ver

sailles égarée sous les ombrages épais de Juniper Hall? Vraiment rien, si ce ne sont les filles d'un voisin de campagne, le Dr Burney, dont l'une, miss Fanny, auteur d'*Evelina*, gardera toute sa vie l'éblouissement de telles conversations. Et, par un choc en retour assez curieux, ce ne seront pas les Français qui s'inspireront des mœurs d'alentour, ce seront les *gentleman-farmers* des environs qui se pénètreront de cet incomparable esprit de sociabilité, qui se « civiliseront » vraiment, selon le mot de miss Burney, au contact des exilés.

Le deuxième séjour de Mme de Staël en Angleterre ne lui fut pas plus profitable que le premier dans la connaissance des mœurs d'outre-Manche. Sans doute elle demeura plus longtemps à Londres que jadis à Juniper Hall, mais, déjà, son siège était fait touchant le génie anglais, et les circonstances agitées où elle vécut dans la capitale de l'Angleterre n'étaient guère favorables aux observations patientes.

Sa vie, à Londres, est en quelque sorte une fête éblouissante qui se prolonge tout le long de son séjour. Reçue comme un roi ne l'aurait pas été, entourée par tout ce qui avait un nom dans tous les ordres d'arts et de sciences, adulée, cajolée, portée en triomphe dans chaque journal et dans chaque salon, elle a atteint l'apogée de sa gloire. Au fur et à mesure que le trône de Napoléon chancelle, grandissent les honneurs dont on entoure la femme de génie qui a su tenir tête à l'Empereur. C'est, en somme, une alliée que fête l'Angleterre et Mme de Staël a très finement senti cette nuance de l'admiration qu'on lui porte. Elle l'avoue avec franchise : « Une des plus aimables qualités des Anglais, c'est leur disposition à l'enthousiasme. Ce peuple ne peut rien voir de remarquable sans l'encourager par les louanges les plus flatteuses. On a donc raison d'aller en Angleterre, dans quelque situation malheureuse que l'on se trouve, si l'on possède en soi quelque chose de vraiment distingué. » Mais, dans le fond, sa joie est tempérée, et, à la fin de son séjour, il y a comme une mélancolie en elle. A-t-elle senti plus vivement qu'ailleurs la tristesse de l'exil ? A-t-elle souffert malgré tout dans son cœur de Française d'élection en voyant Paris pris par les Alliés, Londres en fêtes et le retour des Bourbons ? Ou plutôt malgré tant de réceptions, de si belles fêtes et de si magnifiques compliments, a-t-elle compris que la vie anglaise ne s'harmoniserait jamais avec son tempérament

et que ces gens qu'elle admirait si fort de loin étaient, vus chez eux, les plus opposés à ses goûts profonds ?

Cette dernière raison est peut-être la véritable si l'on se réfère à un passage fort suggestif des *Considérations sur la Révolution française* (1) où il est facile de lire, entre les lignes, la grande désillusion qui a atteint l'auteur de *Corinne*, le jour qu'elle s'est trouvée mêlée à cette société londonienne qui l'accueillit, cependant, à bras ouverts.

Quand un étranger, dit-elle, entend bien l'anglais et qu'il est admis à des réunions peu nombreuses, composées des hommes transcendants du pays, il goûte, s'il en est digne, les plus nobles jouissances que la communication des êtres pensants puisse donner ; mais ce n'est point dans ces fêtes intellectuelles que consiste la société d'Angleterre. On est tous les jours invité à Londres à d'immenses assemblées où l'on se coudoie comme au parterre ; les femmes y sont en majorité, et d'ordinaire la foule est si grande que leur beauté même n'a pas assez d'espace pour paraître, à plus forte raison n'y est-il jamais question d'aucun agrément de l'esprit. Il faut une grande force physique pour traverser les salons sans être étouffé et pour remonter dans sa voiture sans accident ; mais je ne vois pas bien qu'aucune autre supériorité soit nécessaire dans une telle cohue. Aussi les hommes sérieux renoncent-ils de très bonne heure à la corvée qu'en Angleterre on appelle le grand monde et c'est, il faut le dire, la plus fastidieuse combinaison qu'on puisse former avec des éléments aussi distingués.

En France (sous l'ancien régime) la conversation menait à tout ; en Angleterre ce talent est apprécié, mais il n'est utile en rien à l'ambition de ceux qui le possèdent : la conséquence est qu'on néglige ce qui ne sert pas dans ce genre comme dans tous les autres. Le caractère national des Anglais étant, d'ailleurs, très enclin à la réserve et à la timidité, il faut un mobile puissant pour en triompher, et ce mobile ne se trouve que dans l'importance des discussions publiques.

L'aveu n'est-il pas explicite ? Au sortir de ces réunions, ou, plutôt, de ces cohues que sont les fêtes chez la duchesse d'York, chez lady Grey, chez lady Castlereagh ou chez la duchesse de Glocester, comment Mme de Staël n'eût-elle pas songé avec infiniment de mélancolie à ces fêtes de l'esprit, ordonnées, harmonieuses et d'une intellectualité si pure qu'étaient les réceptions chez M. Necker, son père, ou chez tous ses amis de l'ancien

(1) Edit. Charpentier, 1843, p. 592.

régime ? Habituée au jeu de l'esprit, à l'art subtil de la conversation, comment aurait-elle pu goûter ce défilé monotone de centaines d'invités qui s'écrasent pour serrer la main du maître de la maison et n'ont même pas l'espace nécessaire pour danser ?

La société anglaise telle qu'elle était à cette époque et telle que nous la décrivent tous les voyageurs de ce temps était vraiment trop opposée aux habitudes, aux inclinations et aux désirs de l'auteur de *Corinne* pour que celle-ci pût songer à s'y plaire. Elle accepta avec reconnaissance et orgueil les compliments dont on la chargea, elle jouit de la royauté incontestée qu'elle exerça sur tous ceux qui l'approchaient, mais son opinion était faite et aussitôt qu'il lui fut possible de regagner le continent, c'est à Paris qu'elle dirigea ses pas, Paris, le dernier salon d'Europe où l'on pût encore causer !...

§

Puisque Mme de Staël n'a jamais eu le loisir de visiter à fond la Grande-Bretagne, puisqu'elle n'y a fait que de très brefs séjours, puisque, par tempérament, elle se sent inclinée vers une société différente de la société anglaise, quelles sont donc alors les raisons qui l'ont poussée dans tous ses ouvrages à confesser un amour si profond pour l'âme anglaise, pour les institutions anglaises, pour la beauté anglaise et pour le caractère anglais ?

Il en est une, d'abord, à laquelle elle tient essentiellement et qu'on trouve à chaque page des *Considérations*, qui fait même l'étoffe, si l'on veut, de tout le chapitre sur l'Angleterre, c'est que la Grande-Bretagne est, par définition, la terre de la liberté et que la liberté à son tour, c'est la base de toute constitution politique. Sans liberté, pas de nation, au sens moderne du terme ; sans liberté, pas de progrès ; sans liberté, pas de possibilité pour l'homme de se manifester dans les œuvres de son intelligence et de sa force. A l'origine de toutes choses, c'est le levier, par excellence, qui permet de soulever les énergies et de vaincre les difficultés, c'est l'arme terrible à laquelle rien ne résiste et qui vient à bout de tout conquérir, en permettant à l'homme de garder l'orgueil de sa conquête et l'amour-propre de son action. En vingt passages différents, Mme de Staël s'est appliquée à souligner les

caractères particuliers de cette liberté salvatrice, et, en particulier, à démontrer que la grandeur du peuple anglais était née justement de ce qu'il avait voulu et de ce qu'il avait su être libre.

Comment la Grande-Bretagne a-t-elle pu résister financièrement à la pression effroyable que le système napoléonien a exercée contre elle durant des années? Par l'élan avec lequel chaque citoyen anglais a mis une partie de sa fortune à la disposition de son pays, et cet élan n'était possible que sur une terre de liberté.

Les journaux de France, avoue franchement Mme de Staël, en comparant l'état des finances des deux pays, représentaient toujours l'Angleterre comme abîmée de dettes, et la France comme maîtresse d'un trésor considérable. Le rapprochement était vrai, mais il fallait y ajouter que l'Angleterre disposait, par le crédit, de moyens sans bornes, tandis que le gouvernement français ne possédait que l'or qu'il tenait entre ses mains. La France pouvait lever des milliards de contributions sur l'Europe opprimée, mais son souverain despotique n'aurait pu réussir dans un emprunt volontaire (1).

De même, c'est à la libre constitution anglaise, c'est à la confiance du pays dans ses représentants que la Grande-Bretagne a dû, malgré des années de guerre ininterrompue, l'accroissement d'une prospérité et d'une richesse sans exemple.

Le peuple anglais, loin d'avoir perdu par vingt ans de guerre, avait gagné sous tous les rapports, au milieu même du blocus continental. L'industrie, devenue plus active et plus ingénieuse, suppléait d'une manière étonnante aux produits qu'on ne pouvait plus tirer du continent. Les capitaux, exclus du commerce, avaient été employés à l'agriculture ; le nombre des maisons s'était augmenté partout, et l'accroissement de Londres depuis peu d'années est à peine croyable. Une branche du commerce tombait-elle, une autre se relevait aussitôt. Les propriétaires, devenus plus riches par la hausse des terres, consacraient une grande portion de leurs revenus à des établissements de charité publique... Tous ces miracles, à quoi les attribuer? A la liberté, c'est-à-dire à la confiance de la nation dans un gouvernement qui fait de la publicité le premier principe des finances, dans un gouvernement éclairé par la discussion et par la liberté de la presse (2).

(1) *Considérations*, *op. cit.*, p. 554.
(2) *Ibid.*, p. 555.

Enfin cette liberté, dispensatrice des richesses, apporte avec elle un bienfait plus précieux que tous les autres peut-être, et c'est la garantie individuelle dont est entourée la vie, l'honneur et la liberté de chaque citoyen. On sait à quel point les Anglais sont jaloux de ce noble privilège et comme ils ont adapté à lui leur appareil judiciaire. Cette particularité, si éloignée des mœurs françaises, frappe Mme de Staël qui s'étend longuement sur toutes les garanties données, outre-Manche, aux accusés, sur la lenteur volontaire avec laquelle procède la justice dans ses investigations, sur la répugnance visible qu'éprouve chacun à faire mettre son semblable sous les verroux. Prodigieux contraste avec le pays de Calas et de Lally où la justice napoléonienne, héritière des traditions de l'ancien régime, déployait un zèle si extraordinaire à frustrer de sa liberté chaque citoyen simplement suspect!

Comprend-on maintenant la raison principale pour laquelle Mme de Staël porte une admiration sans bornes à tout ce qui est anglais ? C'est dans cette nation qu'elle a rencontré le respect le plus absolu envers la liberté, c'est-à-dire envers ce que l'homme doit avoir de plus cher au monde : « La liberté! Tout ce que nous aimons, tout ce que nous honorons est compris dans ce mot », s'écrie-t-elle dans les pages de lyrisme qui clôturent les *Considérations sur la Révolution*. Et il est bien vrai qu'elle-même qui avait tant souffert du despotisme, de l'arbitraire et de l'orgueil impérial, avait singulièrement le droit de voir dans ce noble sentiment le plus beau des principes.

§

Ce n'est pas la seule raison, au reste, qui la pousse vers la Grande-Bretagne. Par la formation de son esprit, elle est essentiellement fille du XVIIIe siècle et ses idées ne sont pas d'une autre essence que celles qui furent chères aux contemporains de Voltaire, mais agrandies et, en quelque sorte, épurées. La religion de l'homme ou, plutôt, de l'individu en constitue la base : tout ce qui concerne les droits de la personne humaine devient sacré, et, l'homme étant perfectible à l'infini, les erreurs mêmes de l'individu sont pardonnables aux yeux du moraliste. Or, entre toutes les nations, l'Angleterre est celle où ces droits intangibles ont été reconnus plus tôt et avec plus de force que partout ailleurs. Non seulement la liberté de chacun s'y développe dans la plus large sphère, mais tout y paraît subordonné

à la grandeur de l'homme, et, comme nous dirions aujourd'hui, à la culture de l'individualisme. Aussi apparaît-elle tout de suite à Mme de Staël comme « un admirable monument humain ».

D'abord, on y instruit mieux l'enfant et l'adolescent que partout ailleurs. Les institutions favorisent tous les genres de progrès intellectuels : « Il vaudrait mieux causer sur des questions politiques avec un fermier anglais qu'avec la plupart des hommes, même les plus éclairés, du continent. » Les grands seigneurs eux-mêmes n'ont pas cette fatuité d'ignorance qu'on reproche aux gentilshommes français, beaucoup de ministres sont des savants.

Cette culture solide n'éclaire pas seulement l'électeur, mais aussi l'élu. Les débats des chambres anglaises ne rappellent en rien les séances fiévreuses de la Constituante ou de la Convention. On n'y recherche jamais le genre d'éloquence qui soulève les multitudes, « la discussion domine, l'esprit d'affaires préside », et toute la sévérité de l'assemblée est réservée pour les mouvements oratoires intempestifs.

Du reste, l'Anglais ne défend pas seulement le citoyen contre l'Etat, mais encore contre les autres citoyens : de là les soins de protection dont il entoure la femme et qui semblent, de prime abord, en contradiction avec la réputation d'impolitesse qu'on lui a faite. Légende peut-être, note finement Mme de Staël, qui ne serait qu'une certaine habitude d'indépendance, une certaine aversion pour la gêne. Nul, au fond, n'est plus dévoué à la femme :

> S'agit-il d'un danger, d'un embarras, d'un service à rendre, il n'est rien qu'ils négligent pour secourir les êtres faibles. Depuis le matelot qui, dans la tempête, appuie vos pas chancelants, jusqu'aux gentilshommes du plus haut rang, jamais une femme ne se voit exposée à une difficulté quelconque (1).

Cet esprit chevaleresque qui plaît tant à l'auteur de *Corinne* et que celle-ci souligne avec d'autant plus de malice peut-être qu'elle-même l'a moins connu dans la France napoléonienne à son égard, lorsqu'il est uni au sentiment de la liberté, produit des êtres d'une mentalité supérieure. Et comme il est répandu dans la nation entière, c'est celle-ci qui devient, si

(1) *Considérations*, p. 600.

l'on peut dire, et Mme de Staël l'écrit en toutes lettres, « un corps entier de gentilshommes ». Noblesse incontestable de la race qui s'observera jusque dans les rangs de l'armée :

Le désintéressement de l'armée anglaise et de ses chefs ne saurait être contesté; on les a vus payer chez leurs ennemis comme ces ennemis ne payaient pas chez eux-mêmes, et jamais ils ne négligent de mêler les soins de l'humanité aux malheurs de la guerre. Sir Sidney Smith, en Egypte, gardait les envoyés de l'armée française dans sa tente, et, plusieurs fois, il a déclaré à ses alliés, les Turcs, qu'il périrait avant que le droit des gens fût violé envers ses ennemis. Lors de la retraite du général Moore, en Espagne, des officiers anglais se précipitèrent dans un fleuve où des Français allaient être engloutis, afin de les sauver d'un péril auquel le hasard, et non les armes, les exposait... L'éclat de la bravoure anglaise, il faut le reconnaître, n'est jamais obscurci ni par la cruauté, ni par le pillage (1).

Enfin ce respect magnifique de l'individu amène les Anglais à régir partout les habitants des pays conquis d'après les lois de ces pays eux-mêmes, et c'est encore un motif d'admiration pour Mme de Staël. La force qui entend n'en appeler qu'à la persuasion, la force qui essaie avant tout de fonder chez les peuples le respect du serment et l'amour de l'école, la force mise au service du droit et jamais des passions, ce sont là des sentiments trop voisins de ceux des hommes du XVIIIe pour ne pas toucher profondément cette petite-fille de Rousseau et de Voltaire. Comment ne demeurerait-elle pas saisie d'admiration devant cette image si noble d'un des plus grands peuples de l'univers et n'écrirait-elle pas dans sa préface de l'*Allemagne* :

L'Angleterre, c'est un chevalier armé pour la défense de l'ordre social, un chevalier qui a préservé l'Europe pendant dix ans de l'anarchie et pendant dix ans du despotisme.

§

A-t-elle aussi bien aperçu la littérature et les mœurs anglaises qu'elle a compris l'esprit général de la Grande-Bretagne ? C'est une autre question.

Pour la littérature, on sait l'admiration qu'elle vouait à toutes celles du nord de l'Europe : « Toutes mes impressions, toutes mes idées me portent de préférence vers elles, » déclare-

(1) *Considérations*, p. 606.

t-elle au début des chapitres qu'elle consacre à l'art anglais. Et elle s'efforce de définir l'un après l'autre la poésie, le théâtre et l'humour de nos voisins.

La poésie d'outre-Manche lui plaît surtout par sa mélancolie. Non qu'elle-même soit très sensible, mais cette douce gravité lui paraît l'accompagnement presque nécessaire des idées philosophiques, et elle en veut un peu à la poésie voluptueuse du midi d'ignorer si totalement la tristesse. Toujours le monde des idées et ses alentours l'attire plus que le domaine des sensations.

Elle a très bien compris la naissance de l'humour sur le sol anglais et l'a parfaitement expliqué :

La plupart des hommes, dit-elle, absorbés par les affaires, ne cherchent, en Angleterre, le plaisir que comme un délassement ; et de même que la fatigue, en excitant la faim, rend facile sur tous les mets, le travail continuel et réfléchi prépare à se contenter de toute espèce de distractions. La vie domestique, des idées religieuses assez sévères, des occupations sérieuses, un climat lourd, rendent les Anglais assez susceptibles des maladies d'ennui, et c'est pour cette raison même que les amusements délicats de l'esprit ne leur suffisent pas. Il faut des secousses fortes à cette espèce d'abattement, et les auteurs partagent le goût des spectateurs à cet égard en s'y conformant. La gaieté qui sert à faire une bonne comédie suppose une observation très fine des caractères. Pour que le génie comique se développe, il faut vivre beaucoup en société (1)...

Et plus loin :

Il y a de la misanthropie dans la plaisanterie même des Anglais, et de la sensibilité dans celle des Français ; l'une doit se lire quand on est seul, l'autre frappe d'autant plus qu'il y a plus d'auditeurs.

Autre vérité neuve pour l'époque : elle réhabilite entièrement Shakespeare. On sait dans quel discrédit il était tombé après la frénésie voltairienne : il suffit de relire quelques-uns des feuilletons de Geoffroy aux *Débats* pour en avoir une idée : charlatan, obcène, ridicule, menteur, absurde sont les qualificatifs ordinaires que l'on accole alors à son nom. L'auteur de *Delphine* se garde de tomber dans le même travers, et sans comprendre encore entièrement la beauté de l'œuvre shakespeariene, elle fait un grand effort pour y atteindre. Elle note surtout — grande nouveauté — l'« humanité » des héros de

(1) *De la Littérature*, tome I, p. 346.

Shakespeare, l'intense frisson de vie qui anime ses rois, ses princes, ses mendiants et ses fous. Elle fait preuve ainsi, comme toujours, de cette intelligence lumineuse, *mais pas très artiste*, de cet esprit clair, *mais pas très original* qui est bien sa caractéristique.

Quant aux mœurs, nous l'avons dit, Mme de Staël n'a guère eu le loisir d'observer de très près et chez eux les insulaires, emportée qu'elle était par le tourbillon des événements, lors de ses rapides passages outre-Manche. Ce n'est point à dire qu'elle ignore l'art de l'observation : le tableau pittoresque, à la fois si nuancé et si prestement enlevé de la Russie napoléonienne qu'elle a brossé dans *Dix ans d'exil* nous est une garantie de ce qu'elle sait faire quand elle le veut. Mais ici, en présence de ce peuple qu'elle s'imaginait si bien connaître dans son essence, n'a-t-elle pas succombé à quelque paresse d'esprit, se fiant d'avance à ses idées, ne songeant guère à les vérifier? C'est un peu en aveugle qu'elle se dirige sur ce terrain : parfois elle marche droit, souvent aussi elle fait un faux pas et glisse dans l'erreur.

Elle a très bien vu que les Anglais n'étaient d'un caractère calme qu'en apparence, que, dans le fond, leurs passions étaient très violentes, mais elle a eu le grand tort d'imputer à l'activité de leur imagination la recherche des périls et des choses extraordinaires à laquelle ils s'adonnent. Si peuple fut dépourvu d'imagination, c'est à coup sûr celui de la Grande-Bretagne. Et c'est précisément par l'impuissance où ils sont de se représenter des états violents de leur âme qu'ils cherchent à les réaliser, de même qu'ils voyagent, en partie, pour avoir la sensation directe de contrées qu'ils ne sauraient apercevoir par les yeux de l'esprit.

D'autre part, elle n'a pas manqué d'observer, nous l'avons dit, combien la société anglaise était différente de la société française. Peut-être n'a-t-elle pas suffisamment rendu justice à l'éclat magnifique de certaines fêtes londoniennes, à l'affluence extraordinaire qui s'y pressait : son besoin d'interlocuteur était tel qu'il la rendait capable de toutes les partialités. Elle en veut aux Anglais de ne pas savoir causer et elle le leur fait entendre. C'est ainsi qu'après avoir noté le goût profond qu'ils manifestent pour la campagne, pour le délassement physique et les promenades, elle remarque avec amertume

que, évidemment,ce sont là distractions qui conviennent à ceux qui abhorrent la conversation « dans laquelle il faut penser et parler presque avec autant de soin que dans les affaires les plus sérieuses ».

Elle a compris que le bonheur anglais était fondé sur la vie domestique, mais elle a aussi observé avec justesse que, si les liens de famille étaient très intimes dans le mariage,ils l'étaient fort peu dans les rapports des parents avec les enfants. Les majorats lui apparaissent comme « un reste de féodalité » dont les conséquences sociales sont désastreuses : « La plupart des jeunes filles sont sans dot et, dans un pays où l'institution des couvents ne saurait exister, il y a une quantité de jeunes filles que leurs mères ont grande envie de marier, et qui peuvent avec raison s'inquiéter de leur avenir. » D'autre part, « les hommes non mariés y occupent trop l'attention des femmes, et la richesse, en général, loin de servir à l'agrément de la société, y nuit nécessairement ». La preuve en est encore dans ces fêtes somptueuses auxquelles Mme de Staël a décidément voué une haine profonde et qu'on ne saurait donner, outre-Manche, sans un étalage ridicule de luxe et de « *comfortabilités* dispendieuses ». Différence énorme avec l'aimable société de Paris « où l'on osait suppléer à un mauvais dîner par de jolis contes ».

Une des premières, elle a esquissé la silhouette du *fashionable* tel qu'on le rencontrait déjà dans les salons de Londres et aux parties de campagne du Surrey. Elle a aperçu fort bien le contraste entre l'élégant français et l'élégant britannique et elle l'a indiqué en deux petites phases : « Les élégants, en France, cherchaient à faire effet, et tâchaient d'éblouir par tous les moyens possibles, bons ou mauvais. En Angleterre, cette même classe de personnes veut se distinguer par le dédain, l'insouciance et la perfection du blasé. » Et elle ajoute : « C'est assez désagréable ; mais dans quel pays du monde la fatuité n'est-elle pas une ressource de l'amour-propre pour cacher la médiocrité naturelle ? » Au reste, l'un des traits de cette classe sociale réside dans l'excentricité, c'est-à-dire dans l'indépendance de l'opinion d'autrui, et c'est toujours là un sentiment curieux à observer chez une âme anglaise faite à la fois d'indépendance et de timidité.

Enfin, toujours éprise de vérité, Mme de Staël n'a point man-

qué de célébrer comme il convient la sûreté de l'amitié britannique, la loyauté parfaite avec laquelle les Anglais la pratiquent : « Ce que vous possédez en fait de liaison et d'amitié vous ne pouvez le perdre que par votre faute, et vous n'avez jamais aucune raison de douter des expressions de bienveillance qui vous sont adressées ; car les actions les surpassent, et la durée les consacrera. » La mauvaise fortune elle-même ne saurait distraire de vous vos amis anglais, jamais ceux-ci n'imaginent de s'éloigner ou de se rapprocher de votre personne par ces calculs d'ambition « qui sont toujours dominants en France ». Sans doute,en écrivant ces derniers mots,l'auteur de *Corinne* songeait-elle avec mélancolie à tant de jeunes et de vieilles amitiés brisées par la Révolution, à la froide et égoïste conduite d'un Talleyrand. Et son âme droite regrettait une fois de plus la vérité qu'elle avait regardée dans ce beau miroir anglais reflétant des figures si harmonieuses et si pures...

§

Que restait-il donc à cette femme d'esprit pour nous faire connaître toute son opinion sur nos voisins d'outre-Manche? Tracer la figure idéale de l'Anglais, non plus calquée sur la réalité, mais brossée par l'imagination, mais correspondant à l'image très chère que l'auteur s'en était formé toute sa vie. Et ce sera le portrait d'Oswald, lord Nelvil, pair d'Ecosse, l'un des principaux personnages, et le plus représentatif, du roman de *Corinne*.

Avec quel amour patient l'a-t-elle sculptée, cette statue idéale de l'Anglais généreux, brave, chevaleresque et sincère! Avec quel art s'est-elle efforcée d'embellir cette mâle figure, avec quelle habileté a-t-elle groupé toutes les vertus autour de cette âme calme et énergique ! Oswald est magnifique, il a « une figure noble et belle », il a un grand nom, il a une fortune indépendante, il a « un caractère mobile, sensible et passionné », il est adroit à tous les exercices physiques, il monte à cheval comme un jeune dieu, « passant les montagnes du Tyrol sur un cheval écossais qu'il a emmené avec lui et qui, comme les chevaux de ce pays, galope en gravissant les hauteurs » (1), il se précipite à travers les flammes d'un incen-

(1) *Corinne*, éd. illustrée de 1853, pp. 4, 5, 7. etc...

die pour arracher des malades à la mort, il est inouï de courage, d'intrépidité et de sang-froid.

Aussi, quels murmures flatteurs l'accueillent où qu'il se montre! Prend-il passage à bord d'un bateau, tout l'équipage se presse autour de lui pour écouter ses conseils d'abord, pour le remercier ensuite d'avoir rassuré les passagers, aidé à la manœuvre, pris la place du pilote! Parcourt-il les rues de Rome, une foule respectueuse s'écarte devant cet être de parfaite beauté masculine qui porte empreints sur son visage « les plus nobles sentiments de l'âme ». Chacun demeure frappé de cette noblesse et de cette dignité qu'Oswald sait conserver dans tous les actes de son existence. Voyez-le, après un exploit, animé par le danger qu'il vient de courir, « les cheveux épars, le regard fier et doux, frappant d'admiration et presque de fanatisme la foule qui le considère ». Les femmes se jettent à ses genoux devant lui en s'écriant : « Vous êtes sûrement saint Michel, le patron de notre ville, déployez vos ailes, ne nous quittez pas, allez là-haut sur le clocher de la cathédrale, pour que de là toute la ville vous voie et vous prie (1). » Et Oswald a toutes les peines du monde à se débarrasser de ses admiratrices qui vont l'étouffer en l'embrassant.

Non seulement lord Nelvil est admirable de corps et d'âme, mais tout ce qui l'entoure et qui rapelle son pays n'est pas moins digne de louanges : les femmes anglaises qu'il rencontre au cours de ses pérégrinations en Italie ont toutes des figures de keepsakes et des cœurs angéliques, leurs enfants sont « beaux comme le jour », la race entière témoigne de la même santé et de la même virilité. A Naples, Oswald imagine d'emmener Corinne visiter un bateau anglais ancré dans le port, et c'est un motif nouveau d'admiration. La chaloupe anglaise, « conduite par dix matelots vêtus de blanc, portant sur leur tête un bonnet de velours noir, et le léopard en argent brodé sur ce bonnet », amène les voyageurs sur le vaisseau « dont l'intérieur est entretenu avec les soins et la propreté la plus recherchée... La subordination, le sérieux, la régularité, le silence qu'on remarquait dans ce vaisseau étaient l'image d'un ordre social libre et sévère... » Ainsi, tout, hommes et choses, concourt à renforcer l'observateur dans

(1) Ibid., p. 19.

cette opinion que l'Angleterre est le premier pays du monde et les Anglais les plus grands citoyens de l'univers.

Il n'est pas possible, on en conviendra, de pousser plus loin la dévotion. Le fait serait curieux, venant d'un esprit comme celui de Mme de Staël, aussi critique, aussi libre de préjugés et aussi objectif, si l'on ne se rappelait dans quelles conditions fut composée *Corinne* et à quel but mystérieux tendait ce roman, si inoffensif d'apparence, si vindicatif en réalité. C'est contre Napoléon, contre son despotisme, contre « l'abaissement des caractères français », comme elle disait, contre la mort de la liberté et de l'enthousiasme qu'ont été écrites ces pages où, derrière une évocation historique, une description de paysage, des réflexions psychologiques, on sent parfois une telle indignation. Et le personnage de Oswald a été créé précisément pour symboliser en lui toutes ces vertus, toutes ces noblesses, tout cet idéal que l'auteur reprochait si amèrement à l'Empereur d'avoir arraché des cœurs français. C'est avec une sorte de rage patiente et implacable qu'elle le compose, ce portrait, qu'elle l'achève trait par trait, qu'elle en renforce à chaque page la signification, qu'elle souligne davantage son symbolisme. En pleine lutte avec l'Angleterre, un mois après Friedland, alors que toute l'Europe retentissait du génie napoléonien et du prestige de ses armes, c'était une entreprise hardie jusqu'à la témérité d'exalter ainsi l'ennemi impérial, de le proposer en exemple à l'univers intellectuel et aux âmes sensibles.

Mme de Staël sut, par la suite, ce qu'il en coûtait à sa liberté d'avoir abordé de front la puissance de l'Empereur, mais, sur le champ, son âpre désir de vengeance se doubla certainement d'une volupté singulière en burinant ces figures d'Oswald et de Corinne où elle faisait passer le meilleur d'elle-même. Oswald, n'était-ce pas tout ce qu'elle aimait dans la beauté masculine, tout ce qu'elle avait admiré chez un peuple magnifique, tout ce qui lui paraissait le plus conforme à son idéal d'homme selon la formule du XVIIIe siècle? Et Corinne, la femme célèbre que tout un peuple exalte, « avec ses bras d'une éclatante beauté, sa taille grande, mais un peu forte, à la manière des statues grecques », n'était-ce pas son vivant portrait, mais idéalisé, sublimisé, si l'on peut dire? Tous les traits dont elle pare son héroïne sont empruntés à sa propre

personne, et Corinne parcourant l'Italie en compagnie de Oswald, s'exaltant avec lui sur les ruines du passé, lui enseignant la signification de ce qu'ils admirent, à la fois le guide, l'amante, la confidente du jeune Anglais, c'est Mme de Staël elle-même accomplissant un voyage idéal avec un compagnon irréel qui eût été tout ensemble Benjamin Constant et Narbonne avec quelque chose d'autre que n'avaient pas toujours ces deux amants, une tenue morale, une dignité, un respect de soi-même, un côté *gentleman* qui était peut-être justement ce que Corinne prisait le plus dans le caractère viril.

Comprend-on maintenant pourquoi elle l'a toujours chéri d'une ardeur si passionnée, ce roman fameux? Elle y avait versé le meilleur d'elle-même, à la fois le désir et le regret de cette âme britannique, qui lui semblait un modèle inégalé, et l'illusion d'accomplir avec ce pèlerin idéal la plus magnifique des randonnées sous le ciel comblé d'un pays unique. Décors italiens emplis d'une sombre mélancolie ou éclaboussés de soleil, paysages enchanteurs ou fameux, foules en délire acclamant une poétesse illustre, gloire, turbulence et passion, et, dans un coin, la figure si belle et si mélancolique de lord Nelvil contemplant toutes ces choses avec gravité, quel sujet pour une estampe romantique! N'hésitons pas à le proclamer : Oswald a été le plus tendrement aimé d'entre tous les amants chers au cœur de Mme de Staël!

JULES BERTAUT.

LE SURVIVANT

(Suite[1])

—

TROISIÈME CHAPITRE

V

Octobre 1915.

— Le bonheur? Croyez-vous, Marcel, que le but de la vie soit de chercher le bonheur, pour soi-même ou pour les autres?

Nous sommes au fond du Capharnaüm. L'élève boiteux n'est pas là; c'est moi qui aide le Maître pour la mise au point de certaines pièces. Une longue flamme de gaz s'échappe en sifflant hors d'une lampe à soudure, une odeur de goudron s'épaissit dans l'air; le mélange à calfater durcit dans un récipient de fonte. Le Maître s'arrête un instant, les deux mains posées sur la lave blanche de la table. Il vient de développer quelques idées sur la reconstitution de la société après la guerre. J'avais cru pouvoir les résumer dans le principe du bonheur individuel et du bonheur social maximum.

— Ce n'est pas cela, Marcel. Le but de chaque individu ne peut pas être de chercher son bonheur. Son but est de vivre simplement, de continuer à vivre un jour après l'autre. La France veut vivre, en ce moment, et ses ennemis veulent la tuer. Nos jeunes gens viennent d'un cœur magnifique d'aller à l'assaut de Champagne parce qu'ils sentent la farouche simplicité de la situation.

(1) Voy. *Mercure de France*, nos 456 et 457.

— En ce moment, nous sommes en pleine crise. Quand un désastre menace la ruche, les abeilles interrompent la récolte du miel et foncent sur l'envahisseur... Mais quand le péril sera passé?

— Quand le péril sera passé les abeilles recommenceront à récolter du miel, non pas afin que chaque abeille soit heureuse, mais afin que la ruche vive dans le présent et dans l'avenir. De même pour l'humanité, Marcel. Le souci du bonheur est entravant et mesquin. Le bonheur n'est pas l'essentiel, il vient à ceux qui ne l'ont pas pris comme principal objectif. C'est un fruit qu'on ne cueille jamais... il mûrit toujours ou trop tard, ou trop tôt...j'entends pour ceux qui le guettent ..

L'élève boiteux revient et je m'absorbe dans ma besogne. J'ai conscience du terrible égoïsme qui s'est développé en moi depuis ma résurrection. Je l'ai senti déjà, un jour de la fin de septembre, au Luxembourg. Je revois ce crépuscule d'automne. Une odeur mouillée s'exhalait de la terre et des feuilles, les crieurs de journaux couraient derrière les grilles, le mot d'offensive volait sur les lèvres, emplissait le jardin. Des femmes, debout, se penchaient à deux sur le même communiqué, des inconnus se rapprochaient pour échanger quelques mots... Moi, je restais immobile, solitaire, et je souffrais parce que je me sentais pareil à un mort au milieu de ces vivants. Je suis détaché de mes semblables...

Au laboratoire seulement, par un sortilège que je ne m'explique pas, me revient la faculté de m'intéresser à ce qui ne touche ni Lucette, ni moi. Hors du laboratoire, je ne connais que des émotions refroidies, disséquées, théoriques, des squelettes d'émotions... Ici elles palpitent sans que j'en comprenne le mécanisme intérieur. Et je bénis le Maître. J'ai envie de lui crier :

— Mon sang s'était séché et figé dans mes veines. Vous m'avez touché et mon sang circule de nouveau, prêt à jaillir pour une Idée.

Le Maître me représente un aspect de ma conscience. Ma conscience s'effarouche quelquefois de l'attitude que je prends vis-à-vis de Lucette. Je lui écris fréquemment. Mais étant dans l'impossibilité de lui révéler mes pensées réelles, je lui écris en m'étant fabriqué une psychologie, conçue de façon à

l'amener peu à peu où je veux en venir. Je me suis demandé dans quelle mesure je devais lui insinuer que mon appui pourrait lui être utile, et dans quelle mesure il conviendrait au contraire de lui persuader lentement que, en m'épousant, elle ferait avant tout œuvre de dévouement. Fallait-il insister sur le fait qu'un soutien sera nécessaire à sa solitude ou fallait-il indiquer que ma détresse morale nécessite une consolatrice?

Je me suis arrêté à ce dernier point de vue. Je pèse par avance les termes de la lettre que je lui écrirai le soir. Je m'applique à balancer les suggestions diverses auxquelles je tiens. J'évoque Jacques : « *L'amitié merveilleuse qui nous liait* » et « *cette extraordinaire concordance de nos deux natures, identiques par tant de côtés.* » Je la prépare ainsi à me retrouver. Puis, je tente de la flatter en lui exprimant à quel point je ne saurais me passer d'elle,à quel point la moindre ligne de son écriture me transporte. Ce n'est pas exact. Il est vrai que j'attends avec impatience les petits mots qu'elle m'envoie, mais je les attends sans fièvre sentimentale; il s'agit pour moi de mesurer où elle en est et quel chemin je parcours dans son cœur. Ses lettres ne sont pas un « *talisman, témoignage d'une amitié qui m'est précieuse comme ma vie* ».

Le pis est que je prends goût à cette comédie bizarre. Partout, sauf au Laboratoire, je me sens amusé d'avoir à écrire : « *Chère Amie, je cherche à me figurer que je vais bientôt* « *entendre venir la douce infirmière si habile à tancer mes* « *découragements...* » ou : « *Je me représente sans cesse les* « *heures où je vous voyais assise, penchée sur votre tricot,* « *dans ma fenêtre qui s'est assombrie depuis que vous n'y* « *venez plus* », alors que, en réalité, je ne me souviens jamais spontanément de la période où je voyais Lucette à l'hôpital, ma mémoire me représentant constamment des périodes plus anciennes : nos soirs or et rose de Bellagio, des promenades en Hollande, des soirées au coin de notre feu.

Lucette prend très au sérieux son influence sur moi. Elle tombe dans chacun des pièges que je lui tends. Elle est ravie si j'écris qu'elle est « forte », ou « courageuse », ou « décidée » et que « j'envie son attitude ferme en face de l'existence alors qu'elle a tant souffert... »

Cependant je songe qu'elle est une malheureuse enfant, pleine

de bonne volonté, qui a besoin d'un guide et je me promets d'être son guide. Ma duplicité ne me gêne pas. Pourtant, j'étais sincère autrefois et je souhaite vivement pouvoir le redevenir...

J'en arrive à croire que tous les hommes, inconsciemment ou non, transposent plus ou moins leurs sentiments réels ainsi que je le fais moi-même. Je me dis que beaucoup d'entre eux les transposent même vis-à-vis de leur propre conscience...

Près du Maître, près de l'élève boiteux, je sors parfois de mes préoccupations, et, avec un élan aussi sincère que le leur, je songe à la Guerre et au travail que nous faisons en vue de la Guerre.

Nous avons modifié le front de Champagne sur la carte d'Etat-Major fixée au mur et nous promenons chaque jour nos doigts sur les cartes du front occidental. Ces conversations, ces échanges de vues me font rentrer dans l'ambiance normale du temps où nous sommes. Il m'arrive de m'apercevoir subitement que j'ai *oublié* ma situation, et j'en éprouve un allègement extraordinaire. Je me demande alors si la sagesse ne serait pas de rester ici, de me consacrer à la science, d'accepter d'être un être nouveau et de renoncer à rattacher les maillons du passé à la chaîne de mes jours actuels? Je veux me cramponner à la joie supérieure que me donne la recherche scientifique... Puis la pensée de Lucette vient et balaye tout. Et je tente de me leurrer en me disant que j'ai des devoirs envers elle, envers Charles et qu'il est impossible que je les abandonne. Au fond de moi cependant une lucidité impitoyable m'indique que c'est pour moi-même, non pour Lucette ou pour Charles, que je me suis lancé dans l'aventure...

Les jours se déroulent. Je vais passer devant une Commission de réforme, puis aller à Arcachon attendre les décisions prises. Et je sens, sous ma vie apparente et régulière, qui va de l'hôpital au Luxembourg et au Laboratoire, s'établir les courants de deux préoccupations presque contradictoires qui se heurtent en tourbillons, se séparent, se rejoignent... Enthousiasme d'une part, égoïsme de l'autre : il y a le Maître, l'ardeur patriotique, le désir du travail; il y a Lucette, la vie sentimentale... Mais je suis tellement sûr que c'est Lucette qui l'emporte...

VI

Novembre 1915, Arcachon.

La mer s'étale au bas de la pente, contre le sable. Elle est grise et la ligne blanche du rivage d'en face la coupe comme une barre. Je la regarde et je presse dans ma main une pomme de pin aux écailles gluantes...

J'ai quitté le Maître et j'ai revu Lucette. A la gare, brusquement, le Maître m'a embrassé. Une fois de plus, j'ai cru sentir que cette étreinte allait à ma personnalité réelle et j'ai été ébloui par cette pensée une partie du trajet... Et j'étais triste en songeant à quel point le Maître sera peiné lorsqu'il saura que je renonce à retourner près de lui à Paris.

Oui, ma décision est irrévocable. Je veux me faire nommer directeur de *ma* petite usine, et, devenu, redevenu le mari de Lucette, retrouver ma ville et ma maison...

J'ai revu Lucette. Comment se fait-il que, confusément, je désire presque ne pas l'avoir revue? Est-ce parce que, autour d'elle, la chère maison, le jardin, tout m'a semblé triste, noirci, moins beau que je ne l'imaginais? Est-ce parce que Lucette elle-même m'a paru autre et que je souffre des transformations constantes de cette femme ? Oui, j'ai reçu un choc parce que ses yeux paraissaient plus grands que naguère dans un visage plus rose et parce qu'elle marche tout autrement. Sur la route qui vient de la gare, n'ai-je pas remarqué, avec un mélange d'irritation et d'admiration, cette allure décidée et ample, qu'elle prenait sous sa cape noire? Ce n'était plus la frêle enfant blonde, dont les pas avaient presque encore le sautillement léger de l'enfance.

... Et sa voix? Est-il exact que sa voix est devenue plus sonore, plus basse, avec des notes chaudes qu'elle n'avait pas?

Le souvenir de ce matin où nous nous sommes trouvés près de la plate-bande de buis mouillé d'où montait une odeur amère, me reste seul précieux. Elle tenait Charlot serré contre sa robe, — car n'a-t-elle pas toujours placé quelqu'un entre nous, comme pour empêcher que certains mots ne soient dits ? Elle n'avait pas de chapeau et baissait la tête. De nouveau, elle paraissait toute jeune, et faible, et abandonnée dans les plis de sa robe noire. Comme je souhaitais prendre sa main pendante, et la porter à mes lèvres ! Et comme j'ai été

ému d'une sympathie mystérieuse quand elle a dit qu'elle avait froid et que j'ai deviné, à son frisson peureux, à sa voix plaintive, que c'est du fond de son âme que lui venait la sensation d'une solitude glacée ! Du haut du platane une goutte d'eau, ronde et transparente, avait coulé sur son épaule, y roulait et, je ne sais pourquoi, je la voyais pareille à une larme divine, et je sentais le plus beau des chants d'espérance s'éveiller dans mon cœur.

Arcachon, décembre. Un jeudi.

Le soleil inonde la route du Moulleau. J'ai marché sans canne assez longtemps. Il est exact que je peux marcher, maintenant, sans boiter, du moment que je n'atteins pas la fatigue. J'ai presque honte de la joie que j'éprouve de me retrouver jeune et bien portant. Il y a des moments où une fièvre de légèreté se développe en moi, où je me sens le désir de me cabrer, de sauter, de développer mes muscles... Je ressens la faim et la soif avec une violence animale que je n'avais jamais connue, et une plénitude vigoureuse que j'ignorais s'empare de moi après les repas. De même que mes pensées sont plus aiguës, plus rapides, plus nettes, de même la sensation que j'ai de ma vie me paraît décuplée. La vue de la lumière entre les fûts tailladés et rouges des pins me procure une joie intense, et j'ai frissonné de plaisir devant l'aspect d'un nuage qui s'étirait, se reflétait dans la mer.

Comme j'étais couché sur le sable, au-dessus des dunes, j'ai vu venir un homme et une femme et j'ai surpris leur regard. Alors, il m'est venu une fureur d'imaginer que, en cet instant, Lucette, dans les rues d'une petite ville, offre à tous les passants le spectacle de cette démarche rythmée qu'elle n'avait pas autrefois. Et je me suis surpris à arracher les feuilles d'un arbousier qui se trouvait à portée de ma main, à les déchirer, à les éparpiller avec exaspération... Et puis je me suis retrouvé comme m'éveillant d'un accès de sauvagerie et je suis rentré lentement, la gorge sèche, l'esprit mécontent.

Même jour, vers le soir.

Le coin que je préfére, dans le jardin du petit hôtel, transformé en maison de convalescence et qui m'hospitalise, c'est ce banc, sous la treille. Les dernières roses, petites et sans

odeur, pendent au-dessus de ma tête : en face de moi, la pelouse est tranquille. Le grand chat fauve bondit, s'étire, franchit les touffes de chrysanthèmes, puis s'allonge avec une magnifique souplesse et s'endort...

Le vent, doucement, soulève les feuilles mortes qui s'entrechoquent avec un bruit de soie froissée. Je suis seul sur ce banc et je me recule comme pour faire place à quelqu'un à mes côtés. Un désir pénétrant m'envahit, de pouvoir poser ma tête sur une épaule, et de presser une main entre les miennes... Je me sens, subitement, si isolé, si abandonné, que prenant le grand chat qui se frotte à mes jambes, je l'installe près de moi, je le caresse, je lui parle. Tout le crépuscule paraît entrer dans mon âme et l'assombrir.

Et pour la première fois depuis longtemps, voici que je doute de pouvoir recommencer à vivre comme un autre. Que signifient ce dégoût sournois, cette méfiance qui s'insinuent en moi et me conduiraient vite à sangloter comme un enfant? Arriverai-je à me reposer jamais dans une existence organisée avec la confiance et la sécurité du bel angora qui a fini par s'endormir sur mes genoux ?

Le lendemain.

Je suis oppressé par la mauvaise nuit que j'ai passée, et ce rêve absurde que j'ai fait pèse sur moi.

C'est cela : j'étais assis en haut des dunes, comme hier, et je voyais Lucette venir vers moi, Lucette telle que la représente la petite photographie qui était dans l'enveloppe aux lettres, en robe blanche avec des volants froncés et de ridicules manches, bouffant aux poignets. Elle venait toute tranquille et souriante, je l'attendais et une angoisse indescriptible me possédait parce que *je savais* qu'un danger mystérieux était sur nous. Arrivée au pied des dunes, la personne qui venait leva la tête et je vis que son visage avait changé. Ce n'était plus tout à fait Lucette; je reconnus la femme dont j'avais surpris hier le regard ardent et qui accourait en me tendant les bras... Elle escalada le talus. — Je la saisis par le bras. Nous étions alors enfermés dans une sorte de cour aux hautes murailles lisses et je cherchais la formule qui allait rendre Lucette à sa forme habituelle. Toute drapée dans une robe écarlate, la femme me regardait avec défi. Elle tenait un bou-

quet de roses à la main et je comprenais que ces roses étaient la cause de l'enchantement. Je fis un mouvement pour les saisir, aussitôt la femme disparut et je n'eus plus devant moi qu'une grande chatte tigrée dont les yeux verts continuaient de me considérer avec une expression d'insoutenable moquerie. Des pétales de roses s'entassaient autour de moi, la chatte ricanait, et tout d'un coup, je me rendis compte que j'étais étendu et que le sang, à larges flots, coulait de ma tête entr'ouverte... Alors, je m'éveillai en criant.

VII

Arcachon, 28 décembre 1915.

Je reviens après avoir accompagné le Maître à la gare... Je suis remonté lentement de la ville d'été à la ville d'hiver. D'un bout à l'autre du petit chemin qui contourne le funiculaire, l'image de la soirée d'hier m'a poursuivi... Chose étrange : tant que le Maître était là, j'ai pensé presque constamment à Lucette, à la réponse que j'allais recevoir d'elle, et, maintenant que le Maître est reparti, c'est son souvenir à lui qui m'obsède...

Certes, je n'attendais pas la visite du Maître ici. Je lui avais écrit que je venais de recevoir l'avis officiel de ma mise en réforme et une évidente dépression devait se trahir dans ma lettre. Dépression due en grande partie à l'anxiété où je me trouve vis-à-vis de ma vie future. J'ai passé une dizaine de jours à douter de tout, ne pouvant me résoudre à écrire à Lucette pour lui demander de devenir ma femme... il y avait des moments où il me semblait que je commettais un crime en redevenant le mari de Lucette sous une autre apparence que celle sous laquelle elle m'a aimé... La petite treille qui n'a plus de roses, les pentes qui dévalent jusqu'à la mer parmi les pins et les larges routes garde feu, au milieu desquelles se dressent de jeunes pins pareils à des arbres de Noël, ont vu tour à tour mes hésitations. Enfin j'ai écrit, j'ai tâché d'exposer les choses de façon que Lucette comprenne qu'il ne saurait s'agir, en aucune manière, de lui faire oublier les années passées et que je n'ai pas la prétention de trouver en elle une jeune femme insouciante et heureuse; j'ai cherché à lever les scrupules qui la tourmenteront certainement, je lui ai beaucoup parlé de Charles, de son éducation, de son avenir. Le

sentiment de la tragique ironie de ma situation me poignait le cœur et je suis resté plusieurs fois, immobile, le front dans mes mains, devant ma lettre interrompue. La misérable banalité des vocables que je me trouvais forcé d'employer m'était odieuse. Et il m'arriva d'éclater d'un rire convulsif en comparant l'état intérieur de mon âme,les problèmes que je ne cesse de me poser, avec les petites phrases appliquées, d'un sentiment artificiel par bien des points, que j'alignais patiemment...

La lettre partit cependant, il y a quatre jours... Et,ce même soir, je vis arriver le Maître. Il me prit le bras et me dit que je l'avais inquiété par le ton triste de ma correspondance. Je compris vite qu'il attribuait cette tristesse au regret de ne pouvoir repartir pour le front. Il ajouta que je pouvais être utile à la défense du territoire par des travaux scientifiques. Nous étions assis tous deux sous la tonnelle. Je l'écoutais et une honte cuisante brûlait mes joues parce que je savais qu'il se trompait. Je ne regrette pas réellement de me trouver mis hors l'armée, je crois que j'ai l'impression d'avoir déjà donné ma vie il y a plus d'un an, de sorte qu'il n'y a plus rien à exiger de moi. Ma personnalité a échappé à l'anéantissement par un miracle tellement étrange qu'il me semble qu'elle a le droit de se replier sur elle-même et de se prendre comme centre du monde...

... Dois-je avouer que la certitude que le Maître serait d'un avis tout différent m'a rendu sa présence plutôt lourde pendant ces quatre jours ? Par les heures de clarté, pendant que je me promenais à ses côtés dans la forêt monotone, je regardais de droite et de gauche la suite indéfinie des troncs rougeâtres, entaillés au-dessus des godets de terre grossière, La terreur de l'entendre aborder de nouveau ma collaboration à son œuvre m'environnait de malaise. Avec une précipitation fébrile, je l'aiguillai vers les sujets de conversation les plus disparates. Et je songeai :

« Quand et comment lui dirai-je que je ne veux pas retourner à Paris, que je compte épouser Lucette et reprendre la direction de l'usine ? »

Après avoir tant désiré être admis dans le Capharnaüm, après avoir marqué une si vive ardeur pour les machines en construction, n'était-il pas absurde et incompréhensible que

je me désintéresse entièrement des travaux entrepris ? Cette pensée me poursuivait sans cesse, mêlée à l'anxiété d'attendre la réponse de Lucette. Plusieurs fois je vis le Maître me regarder avec inquiétude :

— Ne parlez pas si cela vous fatigue, mon ami, — me dit-il une fois, — il est doux de se trouver côte à côte et l'on s'entend parfois mieux lorsqu'on ne se parle pas. Il arrive si souvent que, par suite de préoccupations intérieures incommunicables, les mots trahissent l'âme au lieu de la révéler...

Je lui en voulus de m'avoir deviné, je lui en voulus de me voler la solitude que je croyais maintenant désirer de toutes mes forces après en avoir souffert si vivement. Le crépuscule tombé, nous nous asseyions, ou dans ma chambre, ou sur la petite terrasse vitrée qui surplombe le jardin. Là aussi je me sentais mécontent...

Puis voici qu'hier soir... Le souvenir de ces heures vit en moi avec un relief singulier. C'est une douceur pénétrante, une sorte de charme voilé, une ambiance de mystère. Nous étions seuls sur la terrasse vitrée, la pluie tombait sur la toiture de zinc, et, dans la demi-obscurité où nous étions plongés, le bruit de l'averse prenait une importance considérable. J'avais depuis quelques instants le pressentiment vif que nous touchions à l'explication. Et cela fut pour moi une délivrance lorsque le Maître me demanda quels étaient mes projets. Je lui parlai de mon désir d'épouser Lucette ; il n'en parut pas surpris ; il hésita un peu :

— Cette jeune femme est venue me voir un peu avant de quitter Paris, — me dit-il, — elle vous a recommandé à moi. Et j'avais cru deviner dès lors qu'elle s'intéressait à vous pour des raisons légèrement différentes de celles qu'elle se donnait à elle-même... Elle pensait ne vous aimer que parce que Jacques vous aimait...

Il me dit aussi :

— Si je vous parle très franc, je vous dirai que, il y a quelques mois, le projet d'une telle union m'aurait peiné ; je vous voyais très différent de ce qu'était Jacques, il m'aurait semblé que vous ne pouviez pas élever son fils ainsi qu'il l'eût souhaité. Mon opinion actuelle est tout à fait différente... Il y a entre vos deux natures des analogies extraordinaires dont

je ne me suis pas douté pendant des années. Maintenant, je dirais simplement qu'il ne faut pas que le souci de votre bonheur personnel vous empêche de donner au pays ce que vous pouvez lui donner...

C'est à ce moment que, avec une soudaineté dont je reste encore stupéfait, m'est venue aux lèvres une proposition à laquelle je n'avais pas songé encore. Je dis au Maître que je désirais devenir directeur de la petite usine provinciale et je lui offris d'installer à mes frais, dans les locaux de l'usine, un petit laboratoire ou je poursuivrais la partie des recherches dont il m'avait spécialement chargé. Déchaîné par cette offre, un tourbillon de projets assaillit mon cerveau. Je repensai avec intensité à ces machines que j'avais si complètement oubliées, j'en vis les imperfections, j'indiquai un ou deux points à étudier. En même temps les raisons que je pouvais donner pour ne pas revenir à Paris se présentèrent en foule ! J'alléguai ma santé, les désirs de Lucette (dont je ne sais rien, ignorant même si elle consent à m'épouser). Le Maître, d'ailleurs, avait arrêté son attention sur les points scientifiques touchés par mon discours. Nous discutâmes. La nuit devenait de plus en plus dense ; la toiture, au-dessus de nous, résonnait toujours sous les gouttes. Il fut convenu que je travaillerais dans le sens indiqué. Notre conversation s'élargit. Je perdis le sentiment des bizarres contingences actuelles et, peu à peu, nous en vînmes à nous entretenir des préoccupations scientifiques qui me dominaient naguère. J'en parlai sans effort ; le Maître, avec la flamme juvénile qui le caractérise, présentait des objections. La discussion, comme il arrive souvent, aiguisait nos esprits : soulevés au-dessus de terre nous abordâmes plusieurs faces du problème. Soudain, sortant d'un rêve, j'entendis distinctement le Maître dire :

— Rien, voyons, Jacques, ne vous autorise à faire cette hypothèse...

Malgré moi, je bondis :

— Ah, — dis-je passionnément, — vous m'avez appelé Jacques. Pourquoi ?

Mû par je ne sais quel instinct, je me précipitai sur le commutateur et le tournai. La vérandah s'emplit de lumière. J'étais debout, les yeux probablement hagards, claquant des dents. J'effrayai le Maître...

— Pardonnez-moi, mon enfant, — dit-il, — je vous fais trop parler alors que vous êtes faible encore. Mon erreur n'a rien qui doive vous émouvoir à ce point. Je vous ai dit que depuis quelques mois, vous me rappelez Jacques d'une manière frappante... Et je ne me doutais même pas encore de la connaissance étroite que vous aviez de ses idées, ni de la façon dont vous les partagiez... Mais vous êtes bien pâle. Sortons d'ici, Marcel, vos mains brûlent... La pluie a cessé, nous regarderons les étoiles.

VIII

Arcachon, 3 janvier 1916.

J'ai relu sa réponse au bord de la mer, sur la route du Moulleau, dans les pins. Je savais qu'elle consentirait. Il ne pouvait en être autrement.

Mon ami, — Je dois avouer que je m'attendais à votre lettre. La délicatesse avec laquelle vous parlez de Jacques, de ma vie passée et de mon chagrin, me touche infiniment. Je suis votre amie et je veux bien devenir votre femme, du moment où je puis vous être bonne en quelque chose, et du moment où je sens que je ne ferai que du bien à mon fils en lui donnant un protecteur tel que vous.

. . . .

La mer est calme. Un rayon de soleil illumine la bande de rivage, en face, y crée un aspect féerique de châteaux enchevetrés. Je palpe le sol feutré d'aiguilles de pins, afin de me convaincre que je suis bien réellement là, que l'heure de la réparation a sonné et que je vais retrouver Lucette. Dans un recueillement presque religieux, j'attends la joie. Et la voici. C'est un hymne qui s'enfle en moi, éclate enfin, chante avec la mer, se mêle au vent dans les cimes, à l'ample ondulation des vagues, et me berce et me submerge, et me roule...

Je reste tremblant, ébloui à la façon d'un pèlerin qui a marché des années dans le désert parmi d'affreuses solitudes, qui s'est meurtri les pieds, qui s'est écorché les mains et qui arrive, après avoir douté de jamais trouver une route, aux portes de la Ville qui était son but.

Et le jeu de mon imagination me fait évoquer, dans le rivage illuminé d'en face, le Pays Magnifique où je vais aborder.

Sans doute, il y a là, sur cette bande de terre, bien des misères et des désespoirs humains, mais pour moi, pendant quelques instants, elle devient un céleste mirage, la réalisation tangible de mon bonheur...

Je suis seul, une troupe d'oiseaux passent au-dessus du bassin, une voile blanche s'enfle au-dessus d'une carène rouge... Plutôt que le Pèlerin, je suis l'Exilé; j'ai été jeté hors de la Cité qui était la mienne, j'ai erré, mordu par le froid, la détresse et la faim et me voici en face des portes de la Ville dont je connais toutes les pierres. Et je sais que je pourrai finir mes jours là où je le souhaitais si passionnément.

Oui, parmi les traînées jaunes que le soleil jette entre les constructions blanches, ce que je vois, c'est notre vie *qui va recommencer*... De nouveau, je protègerai le sommeil de la femme que j'aime; de nouveau, j'entendrai les notes claires de son bonjour matinal... de nouveau, à chaque minute, je sentirai sa présence autour de moi...

Et j'étouffe, terrassé d'un bonheur trop fort, et je voudrais me lever, étendre le bras, crier :

— J'ai vaincu la mort. J'ai pris la Destinée corps à corps et j'ai contraint la Destinée à me rendre ce qu'elle m'avait pris...

Les larges palettes d'une gloire entourent le soleil qui décline. L'air est merveilleusement transparent. De très hauts nuages s'effilent, légers et doux. De tout cela se dégage une gamme de pureté vivifiante. Un désir sacré me vient d'être bon pour Lucette, de cultiver la petite âme de Charles. J'ai le sentiment soudain que je dois racheter ma victoire par un grand effort vers le perfectionnement intérieur...

Debout, sur la dune sablonneuse, en face de la mer et du soleil, les yeux fixés sur le mystérieux promontoire qui symbolise l'avenir, je me jure d'être bon.

QUATRIÈME CHAPITRE

I

Paris, janvier 1916.

Je quitte Lucette. Je me sens triste à pleurer. Il me semble que les tronçons épars d'une inquiétude naissante s'agitent en moi, cherchant à se rassembler...

J'ai poussé la porte du salon. Elle était là, seule. Je l'ai vue debout, la figure levée.

— J'agis peut-être mal, — dit-elle, — mais je vous aime tant, Marcel.

Elle s'est abattue contre ma poitrine. Elle était si différente de tout ce que j'avais pu supposer qu'un malaise m'a glacé. Je l'avais fait asseoir sur le divan près de moi, je tenais ses mains entre les miennes et je parlais. Je parlais sans me préoccuper des mots que je disais et je crois qu'elle ne les écoutait guère. A quoi pensait-elle, je l'ignore. Pour moi, j'étais uniquement préoccupé de l'expression que je lui voyais. La clarté d'une lampe l'éclairait en plein, soulignait ses yeux brillants, ses lèvres rouges... Ce n'était pas ce rayonnement confiant qui a illuminé ma vie pendant des années, ce n'était pas ce désir de me plaire qui baignait autrefois chacun des traits de son visage, lorsqu'elle le tournait vers moi. Non. J'ai cru lire de la détresse et du défi, de l'orgueil et de la passion... C'était bien la figure de Lucette, ce n'était pas ma Lucette...

Je l'ai mise au courant de mes projets. Elle a eu un mouvement de recul, son joli visage s'est durci.

— Alors, c'est décidé, vous vous êtes fait nommer là-bas sans me le dire! Vous voulez que nous allions vivre là-bas!

Le ton qu'elle avait pris était celui d'une sensibilité blessée; je la devinais choquée au plus profond d'elle-même...

— Ma chérie, je vous l'ai écrit, je ne prétends pas vous faire oublier Jacques. Il me sera doux de continuer une œuvre à laquelle j'ai autrefois coopéré avec lui, une œuvre qui l'intéressait. N'aimerez-vous pas que Charles grandissant ait sous les yeux les visions qu'aimait son père?

Elle tourmentait d'une main nerveuse sa chaîne de buis noir. Les ailes fines de son nez tremblaient.

— Je n'aurais pas cru, commença-t-elle... puis elle s'interrompit brusquement et secoua la tête avec impatience.

— Ecoutez, Marcel, — me demanda-t-elle à brûle-pourpoint, — vous ne m'aimez cependant pas uniquement parce que j'ai été la femme de Jacques?

Ah, que tout cela est obscur et inextricable!

II

Ville-sur-Sorgue, 20 mars 1916.

N'avais-je pas cru que le retour ici, dans la chère maison blanche, ce serait le but atteint, le bonheur reconquis? Ne m'étais-je pas imaginé que, ayant épousé Lucette,je me réinstallerais dans mon existence d'autrefois? Et voici que, de tous côtés, aux premiers pas que je fais dans cette demeure, d'invisibles bouches me crient : « Prends garde, rien n'est plus pareil, puisque Lucette ne sait pas que c'est à toi qu'elle a à faire... »

Hier, ç'a été le voyage. Longues heures en wagon. La nuit d'abord. A la lueur de la lampe voilée de bleu, je distinguais en face de moi la tache claire que faisait Charles, roulé dans une couverture de laine et appuyé aux genoux de sa mère. Une émotion vive et douce se répandait en moi. Je ne puis exprimer à quel point j'ai le désir de trouver le chemin du cœur de cet enfant. J'ai demandé qu'il m'appelle « papa » et j'ai eu gain de cause, bien qu'une certaine irritation se soit manifestée chez Lucette à cette occasion. En certaines circonstances,elle me considère presque comme un ennemi et se méfie de moi. Je sens qu'elle juge que je manque de tact, que je veux empiéter sur les domaines qui ne me regardent pas. Elle en est surprise et mécontente.

Peut-être ai-je été maladroit? Au grondement sourd du train sur les rails, j'ai cherché à comprendre l'état d'esprit de Lucette depuis notre *remariage*. Quinze jours. Il y a quinze jours seulement, je l'ai emmenée dans ce petit hôtel de Versailles si vieillot et si calme. Ces deux semaines me paraissent avoir duré des mois. N'y a-t-il pas des mois écoulés depuis le soir nuptial où elle a tant pleuré, comme accablée de remords et de regrets, pour se transfigurer ensuite et crier qu'elle m'aimait..... Je revois cet instant pendant lequel j'ai tant souffert, pendant lequel il me semblait que je l'aurais tuée pour la faire taire. Elle était vêtue d'un peignoir blanc bordé de violet sombre et elle s'était accroupie devant le feu, ses cheveux défaits inondant ses épaules. Elle parlait, sans avoir l'air de se rendre compte de ce qu'elle disait, et chacune de ses paroles entrait en moi comme une pointe de couteau.

Elle disait qu'elle aurait voulu rester fidèle à Jacques, mais

que son malheur avait été de me rencontrer, qu'elle m'avait aimé sans le vouloir, qu'elle me comprenait mal et que je lui faisais peur, mais qu'elle m'aimait, qu'elle n'y pouvait rien et qu'elle irait au bout du monde pour me suivre.

.... Et, à voir la flamme de ses yeux, l'éclat presque insoutenable de sa figure intense, je sentais d'une façon terrible combien les souvenirs qu'elle garde de notre vie d'amour, de notre première et vraie vie d'amour, de celle où j'étais Jacques, deviennent pour elle pâles et sans couleur. Et la plus bizarre des jalousies me ronge. Je veux qu'elle m'aime, mais je veux qu'elle m'aime de la façon dont elle m'aimait naguère, avec cette confiance touchante, cette tendresse soumise qu'elle avait et qui me plaisait tant. Au lieu de cela, ce sont des ferveurs câlines et passionnées au milieu desquelles me prennent des envies de l'empoigner, de la secouer, de lui crier :

— Quoi! Voici ce que tu peux dire à un homme, à un *autre* homme, puisque tu ne vois en moi que la figure et le corps de Marcel, alors que tu prétendais m'adorer, moi, Jacques!...

C'est alors que je la repousse, que je l'effraie, qu'elle lève sur moi un regard brillant de reproches et de larmes....Après quoi je me sens honteux, je sollicite mon pardon, je me débats dans l'inexplicable....

Oui, cette nuit, pendant que le train roulait au travers de la campagne noire, je me sentais enfermé dans une impasse. Puis l'aube est venue. Charles s'est éveillé; Lucette s'est penchée sur lui et m'a délicieusement souri, à moi. Aussitôt le reflet du ciel très bleu, doux entre les cimes de sapins verts m'a pénétré. J'ai cru de nouveau que tout serait facile. Et j'ai attiré Charles sur mes genoux.

Il riait, debout devant la vitre, battant des mains à chaque vol de corbeaux qu'il apercevait.

— Encore des oiseaux, papa, encore! Regarde!

Sa petite voix si merveilleusement limpide me remuait jusqu'aux entrailles. Je l'ai brusquement rapproché de moi, je l'ai cajolé. Alors la voix de Lucette a retenti :

— Cet enfant s'excite trop. Viens avec moi, Charlot, viens voir maman, viens mon bijou!

Et j'ai rencontré un regard dur, presque jaloux, un regard qui signifiait que son enfant était à elle, rien qu'à elle et que je

ne devais pas oublier que, dans bien des coins de son existence, je n'étais malgré tout qu'un intrus.

Hélas ! Si, à de certains moments, je trouve presque qu'elle m'aime trop, à d'autres j'éprouve certes qu'elle ne m'aime pas assez.

... Nous avons roulé en voiture par la route bordée de platanes, nous avons franchi le vieux pont de pierre et tourné vers les faubourgs. Charles babillait sur les genoux de sa bonne ; Lucette se taisait, un peu pâle, visiblement préoccupée, et moi je me sentais saturé d'émotion au point que je me demandais comment j'arriverais à me maîtriser suffisamment.

Oui, voici la porte verte dans le mur blanc, le jardin étroit qui sent le buis mouillé, la maison... Mais, dès le vestibule, je m'arrête. Tout est changé. Depuis la visite que j'ai faite en allant à Arcachon, les choses ont été bouleversées.

Je savais bien que Lucette était venue ici passer quinze jours, depuis nos fiançailles, « pour mettre en état », mais aurais-je pu croire qu'elle avait systématiquement renouvelé les tentures, déplacé les meubles, modifié la distribution des pièces?...

Elle monte devant moi. Elle ouvre la porte qui naguère... Cela a été notre chambre, cela, qui est devenu une nursery blanche et bleue, tout ornée de frises représentant des canards et des poules vers lesquels Charles tend déjà les bras. Je ne connais ni le lit de cuivre, ni l'armoire vernie qui meublent notre nouvelle chambre, installée sur la rue.

Lucette a passé devant moi. Elle ôte son chapeau, plie sa jaquette. Elle me fait l'effet d'être si loin de moi que j'étouffe. Je dis :

— Ainsi, tu as tout changé ! Sans rien me dire, sans me consulter !

Elle a un léger mouvement d'impatience et répond, tournée de profil vers la glace :

— Que t'importe? Tu n'avais vu tout cela qu'en passant. Tandis que moi... C'est mieux ainsi... Comment ne comprends-tu pas ?

Elle s'interrompt net, comme cela ne lui arrivait jamais autrefois, comme cela lui arrive très souvent maintenant. Elle reprend lentement :

— Tu t'es fait nommer ici sans me demander mon avis,

parce que tu ne voulais pas que je t'empêche d'agir à ta guise. Il est juste que tu me laisses m'adapter comme je le veux à cette situation singulière.

Elle m'a parlé nettement, franchement, et cependant, je crois deviner qu'il y a toute une série de pensées qu'elle ne me dit pas.

III

Ville-sur-Sorgue, 4 avril 1916.

Il y a un mois exactement que je suis *remarié*. Je n'avais pas prévu que, en rentrant dans le cadre de *ma première vie*, j'intensifierais à ce point l'atmosphère d'inconcevable qui m'enveloppe. Ma préoccupation dominante, depuis l'arrivée ici, n'est-elle pas : « Il faut à tout prix que Lucette ne sache jamais que je suis Jacques... » Oui. J'en suis venu à cet étrange renversement de mon point de vue. C'est qu'il me semble constamment que j'épie ce que je ne devrais pas épier, que je vois ce que je ne devrais pas voir. Quand je suis seul avec Lucette, je suis parfois aussi gêné que si je m'étais caché derrière une tenture pour la surprendre avec quelqu'un d'autre que moi... Bien souvent, dans mes moments d'intimité avec elle, je suis témoin plus qu'acteur, un témoin qui se souvient, qui compare, qui souffre... Dire que j'ai cru ressusciter le grand amour qu'elle avait pour moi ! Absurdité. Ce grand amour reste embaumé dans ses bandelettes. J'ai éveillé une passion toute nouvelle, entièrement différente du sentiment d'autrefois.

Il m'arrive de me demander avec fureur si le fait que je suis Jacques m'a aidé en quoi que ce soit à conquérir cette femme. Je me prends à croire que les choses se seraient passées de la même façon si j'avais réellement été Marcel, en dedans comme en dehors. Et alors je suis accablé de chagrin.

Dire que j'arrivais dans cette maison comme on rentre après un voyage. Ulysse revenant à Ithaque. Mais Ulysse fut reconnu par son serviteur et par son chien, et moi, personne ne m'a deviné. Je suis Marcel Lauret. Comment en douterait-on ?

Pour Justin, le vieux surveillant de l'usine, pour la grosse concierge qui aide au ménage, pour la petite Mme Leclerc, je

suis Marcel... Cette petite Mme Leclerc, que Marcel appelait « la veuve piquante », est devenue, depuis la guerre, intime amie de Lucette. J'ai été assez peu content de la trouver l'autre jour installée comme chez elle dans le petit salon. Elle s'est levée, elle a pris Lucette par la taille et me tendant la main :

— Je vous attendais, monsieur Lauret. J'espère que vous me reconnaissez, malgré que cinq années aient passé sur ma tête... Et voici que je raffole de cette jolie femme qui est la vôtre, et que nous nous entendons le mieux du monde, elle et moi...

Je l'avais vue bien souvent, cette petite Mme Leclerc. Elle m'avait toujours paru moqueuse et distraite à la fois, assez jolie, mais d'une beauté trop sensuelle. Et voilà qu'elle m'a semblé tout autre. Beaucoup plus aimable, d'abord. Je ne lui ai jamais vu cette préoccupation évidente de me plaire.

De même que les objets paraissent transformés lorsque la lampe qui les éclairait se déplace, de même tous les êtres vivants semblent changés à mes yeux, depuis qu'ils se comportent envers moi comme envers Marcel...

Plus que jamais j'ai l'impression que, au lieu d'être dans la pièce aimable et claire où je devais être, je suis dehors, de l'autre côté de la vitre, à guetter désespérément ce qui se passe et à chercher le moyen de rentrer... de rentrer chez moi.

Je me sens aussi pareil à ces prisonniers qui sont condamnés au silence, qui ne peuvent plus jamais adresser la parole à un être humain. Et, de même que ces malheureux parlent seuls à haute voix afin de ne devenir ni muets, ni fous, de même je m'entretiens avec moi-même dans la solitude.

Je vais sur la route des platanes : le panorama bleuté des collines m'entoure, le Rocher du Loup surplombe la vallée au-dessus des aimables petits carrés de vignes, des maisonnettes blanches et des champs labourés. Je marche à pas précipités et je me rappelle *mes* souvenirs, ceux qui sont indiscutablement à moi, Jacques Breton, tout seul, et dans lesquels Marcel Lauret ne peut avoir aucune part...

J'en retrouve qui sont nets, lumineux, précis : Bellagio, toujours, un coin de lac, un buisson de roses... et puis voici des trous noirs dans lesquels je m'enfonce... Mais toutes les chaînes de souvenirs n'ont-elles pas des mailles rompues? Et je m'efforce de retrouver de petits détails, de ces détails qu'on

ne raconte pas à un interlocuteur : la couleur et le dessin du papier dans telle chambre, les plats qu'on nous a servis... mais tout s'embrouille et j'en arrive à ne plus savoir si je me souviens ou bien si j'invente...

Hier, tandis que je parcourais l'usine avec le vieux Justin, je l'ai arrêté brusquement devant une petite porte et je lui ai dit :

— Est-ce que monsieur Breton ne voulait pas installer un troisième réservoir ici ?

Il m'a répondu :

— Mais oui, c'était après votre départ ; l'usine tenait donc bien au cœur de monsieur Jacques qu'il vous a raconté ça !

Et, un peu plus tard, devant l'amas incandescent de la houille renversée d'un wagonnet...

— Vous ne vous ressentez plus de votre brûlure, Justin ? Un petit manœuvre vous avait éclaboussé... et votre cheville...

Pour le coup, il s'est arrêté net :

— Ça, oh, ça ! Monsieur Breton vous disait tout alors, par le menu... C'est ici même que j'ai reçu la brûlure et monsieur Breton était derrière moi...

Je me détourne. Tout souvenir s'est éteint en moi par une de ces éclipses soudaines qui me deviennent coutumières. Je cherche, je tâtonne... C'est le vide. Et puis voici que surgit dans ma mémoire une histoire de palissade mitoyenne, vague, toute noyée de brouillard. Je dis timidement :

— Le voisin, de ce côté, avait fait quelques difficultés avant la guerre. Il prétendait que la palissade...

Justin, se recule, ses petits yeux gris sont inquiets...

— Oh, oh, c'est trop fort !

Si bien que je me crois obligé d'expliquer :

— Vous voyez que nous nous entretenions des plus petites choses, monsieur Breton et moi... nous avions tellement d'heures oisives...

Et une frayeur ridicule d'être deviné (comme si la chose était devinable pour qui que ce soit) se mêle en moi à la honte d'avoir tenté des expériences sur Justin. Il n'y a pas à le nier, j'ai éprouvé le besoin d'extérioriser mes souvenirs pour en contrôler l'authenticité. Et je sens que ce n'est pas fini. Je me suis pris ce matin en flagrant délit ; j'épluchais ma mémoire

pour y retrouver encore et encore des souvenirs, les plus ridicules et les plus petits...

Et une tentation nouvelle me vient, la plus dangereuse de toutes peut-être.

IV

6 avril, le lendemain.

J'y ai cédé. Je savais que je ne devais pas le faire, et je l'ai fait. Où allons-nous, qu'adviendra-t-il de nous, d'Elle, de moi?

Lucette, assise, se coiffait lentement. Le peigne passait et repassait dans ses cheveux. En face de moi, dans la glace, je voyais son regard qui brillait entre la toison enveloppante. De loin, de très loin, une image montait à la surface de ma mémoire, bulle qui vient des profondenrs de l'eau, affleure et crève... Je dis, presque malgré moi, et cependant mon cœur battait à coups de marteau :

— Tes cheveux sont une splendeur. Ne les as-tu pas déroulés pour Jacques, un soir, sur le lac de Côme, dans une barque...

Elle a posé le peigne. J'ai vu pâlir l'image de sa figure dans la glace, pâlir jusqu'à la blancheur du marbre. Ses lèvres tremblaient, comme si elle eût voulu parler et se fût trouvée trop submergée par l'émotion pour le faire. A la fin, elle dit simplement :

— Tais-toi, oh, tais-toi.....

Et elle se couvrit la face de ses deux mains. Son cri révélait tant de détresse que je me sentis presque criminel. Elle ajouta, toujours avec ce ton de blessée qui exhale une plainte :

— Je t'en supplie, laisse-moi seule!

Je sortis de la chambre. Je descendis. La douce clarté du matin inondait l'allée du jardin. Charles courait entre les buis. Il vint vers moi. Sa fraîche figure rose brillait, semblait le centre d'une irradiation lumineuse. Il tenait à la main quelques violettes arrachées.

— Mon bouquet, regarde!

Jamais je n'avais senti comme en cette minute la force de vie qu'il y a dans cet enfant. Il sautait, d'aplomb sur ses petites jambes fermes.

— Mon pauvre petit, — lui dis-je en le soulevant, — qu'est-ce que nous allons devenir ?

7 avril 1916.

Il faut que je m'accroche à quelque chose. Ce ne peut être qu'au travail.

V

15 avril 1916.

.... La nuit était tombée depuis longtemps quand je suis sorti de la remise transformée en laboratoire. C'est la première semaine où je travaille au perfectionnement des machines guerrières. Le modèle expédié par le Maître, dont j'ai terminé le remontage avant-hier, se dresse sous le plafond vitré. Cette présence de métal me fait l'effet d'un talisman... C'est le symbole de mon activité....

.... Je me suis jeté dans le travail avec une ardeur furieuse. Les jours qui viennent de s'écouler m'apparaissent pleins, réconfortants ; il me semble que je me suis retrempé à quelque mystérieuse source d'énergie. Voici l'ancienne remise : Justin alimente le foyer au-dessus duquel rougissent les barres d'acier ; voilà le tour qui ronflera tout à l'heure ; debout derrière ma table, je manipule la petite pièce que je suis en train de modifier, une paix immense descend dans mon âme ; je concentre toute mon attention sur l'objet que je tiens dans mes doigts....

Une main brusque frappe à la porte. Justin se dérange. C'est le journal... Nous nous interrompons tous les deux de notre besogne.

— Ils n'auront pas Verdun, n'est-ce pas, Monsieur ?

Justin, comme la plupart des habitants de la région, considère que, Verdun pris, les Allemands seraient victorieux définitivement et qu'il ne resterait plus rien à faire. Il m'apporte l'écho des sentiments de la petite ville. J'essaie de lui insuffler la volonté de résistance et de lutte qui grandit en moi chaque jour ; à travers cette intelligence fruste, j'essaie de toucher les esprits des ouvriers et des contre-maîtres qui se réunissent chaque soir chez Brichou limonadier et analysent les gazettes.

En même temps que je tente de contribuer à la défense par

un perfectionnement à l'œuvre du Maître, je prends conscience d'une autre tâche qui s'impose à moi : maintenir le moral des gens qui m'entourent. Tandis que je circule à travers l'usine, cette préoccupation m'accompagne : j'ai interrompu un petit chauffeur qui pérorait :

— Mon ami, ce que vous dites là, c'est ce que les Boches ont intérêt à faire dire...

J'ai développé. Un petit cercle s'était formé autour de moi ; je sentais les esprits attentifs et je m'appliquais à persuader. Il m'a paru que j'y réussissais et j'ai continué ma tournée le cœur inondé de joie... Est il possible que, pendant des mois, je me sois presque désintéressé de la guerre?

Je suis sorti du laboratoire. Il faisait nuit et il pleuvait ; là, dans la rue étroite, sous le bec de gaz tremblotant, la panique a fondu sur moi. Il me semblait que je n'allais pas pouvoir, une fois de plus, affronter Lucette... J'ai tourné le dos à la maison et j'ai marché sous l'averse.

Il n'y a eu aucune explication entre Lucette et moi après la scène de l'autre jour. Elle ne me dit rien de ce qu'elle pense et je ne puis rien lui dire non plus..... Je sais qu'elle est inquiète et qu'elle souffre.....

L'autre soir, elle s'est glissée à mes pieds ; assise sur le plancher, elle a enlacé mes genoux :

— Je t'en prie, Marcel, m'a-t-elle dit, aime-moi ; il y a des moments où il me semble que tu ne m'aimes pas, que tu n'as pas confiance en moi, que je te suis étrangère.

Elle pleurait :

— Je t'aime tellement, moi, et tu prétendais que je t'étais nécessaire !

Nécessaire, non, cette jeune femme ardente, qui implore et sanglote dans la fièvre de sa passion, je ne l'ai jamais voulue dans ma vie. Qui me rendra la douce compagne qui venait à mes côtés, me confiait ses plus petits scrupules, recueillait mes opinions et ne vivait que dans l'ombre que je lui faisais ?... C'est cette Lucette-là qui m'était nécessaire.....

Je croyais la retrouver comme on retrouve une source dans un vallon, un rocher sur une falaise. Hélas! cette Lucette-là n'existait que pour Jacques, et je ne suis plus Jacques....

A mesure que les jours se déroulent, je prends davantage conscience de mon aveuglement : j'ai cru que les êtres humains étaient toujours identiques à eux-mêmes et je m'aperçois qu'ils n'existent que par rapport aux autres êtres.... Le Maître cependant, et Justin..... ?

CAMILLE MARBO.

(A suivre.)

REVUE DE LA QUINZAINE

—

HISTOIRE

La Maison de Clio. — L'Histoire au Cinéma. — Maurice Muret : *L'Evolution belliqueuse de Guillaume II*, Payot et Cie, 3 fr. 50. — Memento.

La Maison de Clio. — Sur le pas de la porte, comme je m'en allais, Pierre Séveral, animé soudain — il arrive souvent que la conversation rebondit, ou même commence, au moment où l'on prend congé (d'ailleurs la position debout y prête, voyez les Péripatéticiens) — donc ce vieux Pierre Séveral me dit :

— Nous allons entrer dans une période d'idéalisme.

— Eh ! oui, fis-je un peu au hasard, mais m'animant aussi. J'ajoutai : Après la Guerre ?

— Après la Guerre, ou même dès maintenant. L'essentiel est que la situation de fait, condition de cet idéalisme, est acquise. Bien entendu, je ne m'en réjouis en aucune manière, de cette situation de fait, qui est la Guerre ; ce serait monstrueux. Ni guerre, ni idéalisme à l'issue, cela eût bien mieux valu. Mais enfin ce qui est, est. Nous allons entrer dans une période d'idéalisme.

Avec Séveral, je crois savoir un peu ce qu'il faut entendre par idéalisme. Toutefois, je feignis l'ignorance, pour le taquiner, pour le pousser, ou même pour l'amuser, comme je m'amusais moi-même. Je répondis donc, avec un air de conviction gourmée, par des clichés de loge maçonnique :

— Oui, le Flambeau du Progrès va jeter de nouvelles flammes. Voici que s'illuminent les Horizons de l'Avenir. Droit prime Force !

— Houzai ! (et Séveral riait) Houzai ! M. Aristide Prudhommat, Vénérable de la Loge « la Justice Immanente », ne dirait pas mieux en ordonnant une batterie d'allégresse. Si on fondait la Loge « l'Injustice Flagrante » et déflagrante (Vénérable : M. Péjorat) ? Ça serait beaucoup plus pratique.

— On y cultiverait, enfin dans des conditions adéquates, l'Idéalisme...

— Pas celui du cher Frère Prudhommat ; car il faut commencer, dans la situation de fait que je viens d'indiquer, par renoncer à une conception abstraite de la Justice. Cette Justice-là, c'est seulement une des manies subjectives d'Aristide Prudhommat, une des manies dont se compose son égoïsme, son plaisir, son agrément, sa conve-

nance. Oui, elle rentre dans la morale du Plaisir. C'est de l'Hédonisme. Et c'est du Moindre Effort. M. Prudhommat voudrait bien retrouver son train-train d'avant la Guerre. Je crains qu'il ne puisse : le nouvel Idéalisme va là contre.

— Eh ! oui, fis-je encore, — toujours un peu au hasard, mais toujours m'animant aussi ; l'esprit guettant le passage du fulgore habituel dans le crépuscule d'idées que commencent toujours par être les raisonnements de Séveral. A vrai dire, la fusée fait quelquefois long feu, mais même quand ça rate ou qu'il persiste une demi-fumée, l'espèce de lueur fantastique fugitivement émise ne manque pas de suggestion, semble-t-il.

Séveral, avec les gestes multiples qu'il avait dans ses « dadas », continuait, sur le pas de sa porte, et moi un pied déjà sur la marche de l'escalier.

— ... Les habitudes mentales d'avant la Guerre : cet Idéalisme-là ne sera plus possible, attendu qu'il y aura, je pense, à l'issue de tous les faits en cours, un Idéalisme tout différent. A quoi, je vous prie, dans son essence épicurienne, était lié le précédent Idéal ? A l'accumulation des richesses, des ressources. Quelle sera la condition du nouveau ? La disparition de ces richesses, de ces ressources, dépensées dans la Guerre.

Je remontai d'un pas :

— Vous dites richesses, ressources...

— Oui... c'est-à-dire tout ce qu'une énorme pléthore industrielle supposait de valeur en tous sens matériels. Matériel, matérialisme. Mais, par admiration béate, manque de réalisme intellectuel, on croyait à une direction idéologique du monde ainsi regorgeant, surabondamment outillé, et que cette direction idéologique était le progrès moral. L'absence, dans l'immense et lourde rumination industrialiste, de toute véritable grande secousse intellectuelle, de tout véritable événement moral, rendait facile, en effet, un rationalisme gratuit, aussi vide que les esprits qui le conçurent et s'y exercèrent. *Absence* de véritable fait moral : on ne faisait que profiter et abuser de cette *absence*, quand on prétendait raisonner à propos d'un fait moral. Je ne m'étonne pas que les abstractions, — vous les connaissez : Pacifisme, Droit inconditionnel, Inutilité et Indignité de la Force, Guerre réglementée à priori par Philanthropes, etc., — aient été si aisées à former. Le pis est, disait un homme de grand esprit, le pis est, quand on cherche la Vérité, c'est qu'on la trouve toujours.

— Et... ?

— Et... savez-vous quelle elle était, simplement, la direction, la tendance intime de cet énorme monde congestionné que nous avait fait l'Industrie, la Science, la Richesse ? Nullement quelque Salente socialiste, ou collectiviste, ou étatiste, quelque Paradis dont les Séra-

phins eussent transsubstantié en lumineuses et égales nourritures pour tous la noire et orgueilleuse opulence accumulée à l'infini par et pour les oligarchies industrielles! Nullement cela. La tendance intime et vivante de ce monde *divissimus opum,* gros à l'excès de richesses, était, tout uniment, de *se dépenser* lui même, d'affirmer ainsi sa force, comme la tendance de l'orage est d'éclater. Grand merci aux pacifistes d'avoir demandé l'azur à la noire nuée dont se préparait la décharge en éclairs et en cyclones!

Je remontai tout à fait (il me lançait ses arguments, l'un sur l'autre, comme des coups de pistolet, par-dessus la rampe) :

— Mais, cher Ami, ce que vous dites-là est peut-être valable pour l'Allemagne : cependant, les autres grandes civilisations économiques, la France, l'Angleterre, portaient-elles en elles aussi la « noire nuée »? On peut en douter.

(*Censuré*).

— ...

— Quoi qu'il en soit, elle est à présent accomplie, la *dépense*. Le fait est là. Elle s'est accomplie, non par les dispensations illusoires des idéologies sociales et pacifistes, mais bien, une fois de plus dans l'histoire du monde, par la Guerre. Et maintenant, voici où j'en veux venir : Croit-on que la reconstitution du patrimoine des Civilisés va pouvoir s'opérer sous l'égide des vieilles idoles renversées? Croit-on qu'on va pouvoir les relever, ces idoles? Ne sait-on pas assez, hélas! où conduisait leur culte? Cependant, déjà, parmi la ruine universelle, on entend des voix qui parlent de les rétablir, dans la place vidée d'elles et heureusement *rendue nette*. Les étiquettes sont à peine changées, où plutôt, ce n'étaient que des étiquettes, et ce sont maintenant d'immenses pancartes! On préconise une Société des Nations, une Juridiction œcuménique, un Vatican de Juristes, on ne sait quel immense Bazar central de lois et de règlements, confectionnable, là, tout de go et de toutes pièces, d'un jour à l'autre, comme quelque palais montable et démontable à volonté. Ready made! Le triomphe du manufacturage! Les religions, les catholicités, que ce rationalisme social contrefait, ont mis des siècles à se former? N'importe! Une opération contractuelle entre Nations ne demande pas tant de temps... Eternel manque du sens de la nature!

Je descendais, cependant, une marche, une autre, asquiesçant.

— Evidemment, évidemment... Et votre nouvel Idéalisme?

En haut de l'escalier, et tout au bord, tandis que je faisais une dernière pause, le nez levé, quelques degrés plus bas (ce qui était une posture tout à fait congruente pour gober la bonne parole!), mon vieux maître et ami me dit :

— Mais, cher Anastase, ne le voyez-vous pas, que les âmes retomberont sur elles-mêmes, sur leur authenticité telle quelle, et non sur tant d'idéologiques perchoirs renversés? Alors, celles qui ont des ailes sauront bien planer, celles qui ont un chant sauront bien chanter. Plus de perroquets, de libres oiseaux! Plus d'idées toutes faites, des idées à se faire! L'ingénuité retrouvée. Le monde, en se consumant, s'est vidé de toutes les formules qui y avaient pullulé, accompagnant symétriquement son développement matériel, non comme une lumière mais comme une ombre, et à la façon d'une erreur proportionnelle d'appréciation sur soi. C'est ainsi que, dans son désastre, la Civilisation aboutit à la connaissance d'elle-même. Il y a là de quoi exalter, porter jusqu'à la claire vue, jusqu'à l'*idée* de cela, les intelligences éprises de vie réelle. Ah! de l'idéalisme, il y en avait beaucoup, dans cette vaste et monstrueuse accumulation d'œuvres, à condition qu'elle *disparût*, comme le corps, pour laisser place à l'âme véritable.

Dans un article sur **l'Histoire au Cinéma** (1) j'écrivais il y a quelque temps ces lignes, qu'on me permettra de transcrire :

Après Napoléon, après Néron, on voulut me mener, sachant mon adoration pour Flaubert, à un film représentant « Salammbô ». Mais cette fois rien que la vue de l'affiche me mit en fuite! THE IRON MAN (Mâtho!), dans un bel effet de biceps, levait à bout de bras au-dessus de sa tête et précipitait par la fenêtre un autre drille, très frisé, on ne sait quel assyrien des Batignolles ou de Brooklyn. O Flaubert, ce n'était pas assez de M. du Locle : il te fallait Barnum!

Or, je lis, dans un journal du matin, que la nièce de Gustave Flaubert intente un procès aux auteurs de ce film ridicule, où l'on voit, par surcroît, *Salammbô*, déjà mariée à Narr'Havas dans l'œuvre de Flaubert, épouser Mâtho. C'était aller un peu loin dans le sans-gêne, et l'exécutrice testamentaire du grand homme a eu mille fois raison de saisir de la chose les tribunaux. Que, là-dessus, l'auteur de l'article où nous recueillons ce fait, M. Maurice de Waleffe, approuve ce « tripatouilage » et, pour de soi-disantes raisons sentimentales, se range résolument du côté du « grand public » contre le chef-d'œuvre, cela ne nous surprend pas. Il y a longtemps que nous savons combien l'Art est haï et bafoué. Souhaitons cependant que la jurisprudence à intervenir dans ce litige sache imposer au moins le respect de la propriété d'autrui, dans les cas illustres où elle est, comme ici, moralement inaliénable.

L'ouvrage de M. Maurice Muret sur **L'Evolution belliqueuse de Guillaume II** étudie d'abord, dans ses débuts, la « formation », la psychologie politique de celui-ci ; ensuite sa mentalité

(1) *Mercure de France* du 16 octobre 1916.

avant la « politique mondiale », en ces années où le nouveau souverain allemand manifesta, quoique d'une façon à l'occasion agressive, des idées pacifiques bien connues. Vient ensuite un exposé de la Weltpolitik en sa première phase, à partir de cette année 1895, « où l'empire allemand, brisant des cadres anciens devenus trop étroits, s'engagea triomphalement dans la politique mondiale » (Kiel, l'Effort naval, « Notre avenir est sur les eaux », extension du bismarckisme à la Politique coloniale, complexité commençante des rapports avec l'Angleterre, etc.) Puis c'est l'Affaire marocaine, Tanger, Algésiras, Casablanca, Agadir, enfin la question balkanique, et la catastrophe.

M. Maurice Muret résume ainsi ses considérations sur cette suite de faits, en ce qui concerne le point plus particulièrement indiqué par le titre de son ouvrage : « Pour moi, l'empereur allemand est, tout bien pesé, l'auteur responsable du malheur qui afflige le monde. Mais, à vrai dire, et c'est peut-être une particularité de ce livre, je tenterai d'établir que la responsabilité sanglante du *peuple allemand* est au moins aussi grande, peut-être même plus grande, que celle du souverain. Guillaume II a déchaîné la guerre, certes, mais par ordre, mais à la sommation de ses sujets ou d'une fausse élite parmi ses sujets. Guillaume II, pendant la première partie de son règne, a sincèrement voulu la paix. S'il a fini par vouloir la guerre, s'il n'a rien fait, en tout cas, depuis 1911, pour qu'elle pût être évitée, c'est parce que la contagion belliqueuse l'avait gagné et parce qu'il n'a pas eu le courage de tenir tête à un peuple devenu fou. »

Cette étude collective du Germanisme, préparant, et commentant d'avance, l'étude individuelle de Guillaume II, a naguère été faite par l'auteur. Ainsi M. Muret tient compte d'éléments larges qui semblent devoir l'écarter d'une attitude qu'on rencontre communément, qui se conçoit, mais qui ne va pas sans quelque stérilité (si ce n'est dans les tranchées, et grenade au poing) : l'invective passionnée. Les responsabilités historiques ne sont pas tout à fait les mêmes que les responsabilités purement individuelles. Il faut saluer, chez M. Maurice Muret, le bon sens qui lui suggère des appréciations plutôt historiques, et j'entends, par là, des évaluations positives, utiles. Quiconque a la connaissance et le sens de l'Histoire en général comprendra. L'Histoire nous durcit, c'est possible, mais en les durcissant, elle fortifie les sensibilités. La souffrance et la colère des contemporains — infiniment respectables ! — se résolvent trop souvent en une obsession d'ordre exclusivement moral, je veux dire abstrait ; mais par là, elles creusent inlassablement et un peu inutilement des questions qui ne tiendront pas dans l'Histoire, hélas ! une si grande place que l'on croit ; et, — de grâce, qu'on me comprenne ! — il vaut mieux donner aux énergies une direction plus *pratique*.

MEMENTO. — *Revue Historique* (Mars-Avril 1917). Lucien Romier. Les protestants français à la veille des guerres civiles (*suite et fin*). (Parmi les conclusions de cet important travail, on trouve cette opinion, que l'enseignement populaire des pasteurs, vers 1560, s'accordait « avec les principes essentiels de la monarchie française au XVIe siècle. » Ceci dit, M. Romier se demande : « Pourquoi, à cette époque, les rois de France ont-ils repoussé une religion « très-chrétienne » dont les thèses s'accordaient avec les principes de leur autorité ? » Réponse : « la Réforme fut mal servie par les circonstances. Henri II était un prince routinier. Ses successeurs furent rejetés, par le sentiment de leur propre faiblesse, vers les institutions anciennes. En outre, les conseillers les plus puissants de la couronne, Montmorency et les Guise, restèrent catholiques. » M. Romier s'explique moins le contraste qu'on observe entre l'esprit de La Réforme (esprit conservateur au point de vue politique, dit-il) et l'attitude violente d'un grand nombre de ses adeptes. Il consacre la dernière partie de son travail à étudier, pour tâcher de répondre à cette question, la formation sociale des communautés protestantes.) Emile Haumant. Un problème ethnographique. La slavisation de la Dalmatie. (« Publicistes italiens ou slaves », constate M. Haumant, « proclament ce pays, les uns slave, les autres latin. » Sans essayer de les accorder, M. Haumant suit dans l'histoire, et jusqu'à l'époque moderne, « le progrès ou le recul des deux éléments que l'histoire a juxtaposés en Dalmatie »). Bulletin historique : Histoire de Russie. Publications des années 1914 et 1915, par G. Gautier. Histoire de France. Le moyen-âge jusqu'aux Valois (*1re partie*), par Louis Halphen. Comptes rendus critiques. Bibliographie.

La Révolution Française. (Janvier-Février 1917). Maurice Tourneux, par A. Aulard). Eloge du regretté bibliographe.) James Guillaume, par Ferdinand Buisson et A. Aulard. (Eloge posthume de ce socialiste et érudit.) S. Caudrillier : Bordeaux sous le Directoire. (Monographie de la Ville sous le régime du blocus anglais, de la politique du Directoire, etc.. Relevons cette notation SUGGESTIVE d'un fait bien oublié, et pourtant...! « La loi du 22 nivôse an VI, sur la navigation des neutres, provoqua la guerre de course entre Américains et Français. » Quand je vous dis qu'un historien ne peut pas « s'épater » !) La France patrie parfaite, par A. Aulard. Une lettre de Pétion à Brissot à propos du veto suspensif, par Cl. Perroud. (Brissot préconisait le veto suspensif ; Pétion le veto suspensif avec referendum.) Documents : Les musiciens à l'armée d'Italie en l'an II. Profession de foi républicaine de l'Abbé Grégoire. Notes de lecture : Le « Chiffon de papier » et ses antécédents. Note bibliographique : Les Constitutions de la Suisse. Chronique et Bibliographie.

EDMOND BARTHÈLEMY.

PHILOSOPHIE

Harald Höffding : *La philosophie de Bergson* ; 1 vol. in-16, 2 fr. 50, Alcan, 1916. — Franck Grandjean : *Une revolution dans la philosophie* ; *La doctrine de M. Henri Bergson* (2e édition) ; 1 vol. in-16, 3 fr. 50 ; Genève, Atar ; Paris, Alcan, 1916. — L. Dugas : *Un philosophe breton* : *Théodule Ribot* ; 1 br. in-8, Rennes, 1917. — F. le Dantec : *Le problème de la Mort et la conscience universelle* ; 1

vol. in-16 ; 2 fr. ; Ernest Flammarion, 1917. — F. Le Dantec : *Savoir* : 1 vol. in-16, de la Bibliothèque de Philosophie Scientifique, 3 fr. 50, E. Flammarion 1917.

Voici d'abord deux ouvrages consacrés à la philosophie bergsonienne ; sympathiques tous deux à cette philosophie, mais mêlant à doses inégales la critique à la louange. M. H. Höffding est un des esprits les plus fins qui soient ; il repère avec une extrême précision les points faibles du bergsonisme. A propos de la théorie de l'Intuition, il reproche à M. Bergson de n'avoir pas distingué comme il l'eût fallu l'intuition avant la réflexion et l'intuition après la réflexion (p. 20). Ce serait d'ailleurs une question de savoir si l'on peut parler de données immédiates à l'état pur ; s'il n'y a pas toujours à quelque degré intrusion du travail réflexif dans la donnée immédiate (p. 41). Cette objection pourrait être regardée comme l'objection-type de M. Höffding contre le bergsonisme. En effet, le procédé critique de M. Höffding consiste à relever dans le développement du bergsonisme une série de fausses abstractions par lesquelles M. Bergson isolerait des éléments psychiques en réalité inséparés. Après la fausse abstraction par laquelle M. Bergson sépare du travail réflexif la prétendue donnée immédiate, c'est la fausse abstraction par laquelle il sépare la perception du souvenir et en fait deux espèces distinctes, alors qu'il y a toujours intrusion du souvenir dans la perception ; fausse abstraction par laquelle il sépare de l'action et des éléments moteurs la vie de la mémoire et celle du rêve (p. 82). « Il transforme trop la vie de la conscience en une vie de rêve. Et même dans le rêve, même dans les souhaits « pieux » qui peuvent prendre la place du besoin d'action primitivement sanguin, les impulsions qui poussent à l'action n'ont pas complètement disparu. L'âme est alors, pour me servir d'une expression d'Helen Keller, comme un oiseau qui vole contre le vent. » Observation psychologique d'une extrême finesse. — L'extrême finesse de pensée se traduit par l'esprit. Rien de plus spirituel que les critiques ou notations psychologiques de M. Höffding. Réfutant l'idée bergsonienne que nous ne pouvons compter que ce qui est localisé dans différents lieux de l'espace, M. Höffding remarque qu'on peut compter des différences de qualité. « Je puis compter mes pensées et mes diverses dispositions dans un temps assez court... » « L'inconstante » de Holberg « a quinze humeurs dans l'espace d'une heure... » (p. 38) ; à propos de l'opposition bergsonienne entre la science et l'art, « c'est la même opposition, dit M. Höffding, qui existe entre le dimanche et les jours de la semaine, entre la poésie et la prose. Mais telle est cependant la vie ; elle se meut entre des oppositions et une pensée courageuse, garde sous les yeux ces oppositions justement parce que toutes deux appartiennent à la vie. Il s'agit, dans la prose, de trouver le filon caché de la poésie et dans la poésie de ne pas oublier que nous retournerons à un moment donné à la

prose de la vie » (p. 149-150). Parlant de l'intuition synthétique qui suit le travail scientifique, M. Höffding dit : « Il va de soi qu'on ne peut l'atteindre qu'en passant par le purgatoire de la réflexion. Mais il y a toujours des gens qui essaient d'aller en paradis sans passer par le purgatoire » (p. 20).

En somme, M. Höffding conteste l'opposition bergsonienne entre l'intuition et l'intelligence, par contre il conteste l'assimilation bergsonienne entre la matière et la sensation (p. 73) : entre l'instinct et l'intuition (p. 457) ; entre l'art et la philosophie. Il estime que, dans la doctrine de M. Bergson, « la pensée n'a pas reçu tout ce qui lui revient » (p. 15). Toute cette critique est très serrée ; présentée d'un style uni, volontairement effacé, parsemé seulement d'étincelles d'esprit, elle est au fond très démolisseuse et l'on comprend que M. Bergson n'y réponde qu'avec embarras et insuffisance.

Le ton de M. Frank Grandjean dans son exposé intitulé : **Une Révolution dans la philosophie** est presque uniment laudatif, voire dithyrambique (p. 2). De plus l'intention propagandiste et prosélytique y est trop peu dissimulée. Au cours de sa réponse à M. Benda, M. Grandjean trouve fâcheux (p. 218) qu'un disciple de M. Bergson ait cru devoir prendre la défense du maître au sujet d'un reproche justifié de M. Benda (reproche d'avoir confondu les deux idées de *Force* et de *Continuité*). Par là ce maladroit disciple « a suscité de la part de l'adversaire une critique plus approfondie des notions de Force et de Continuité, critique qui met plus complètement à nu le point vulnérable du bergsonisme ». — L'exposé de M. Grandjean est méthodique et clair. Il y a des remarques fines ; celle-ci, par exemple, que « par sa théorie du moi fondamental, M. Bergson légitime et fonde en raison l'individualisme romantique ». On pourrait dire d'une façon plus générale l'individualisme psychologique et moral. Et ce côté du bergsonisme est bien pour plaire aux adeptes de cet individualisme. Malheureusement M. Bergson le dépasse bientôt pour se perdre dans une philosophie de la nature qui nous ramène aux vieilles métaphysiques. — Les réponses de M. Grandjean à M. Benda paraissent faibles. — Tandis que M. Hoffding admire surtout la psychologie bergsonienne et rejette la philosophie de la nature qui s'y superpose, M. Grandjean appelle l'*Evolution créatrice* le chef-d'œuvre du maître. Je crois avec M. Höffding que l'*Essai sur les données immédiates* reste le meilleur livre de M. Bergson. Et c'est aussi au fond l'avis de M. Benda dans le jugement suivant sur la philosophie bergsonienne : « admirable tant qu'elle *décrit*, tant qu'elle *analyse* les états inintellectuels de la conscience ; détestable dès qu'elle veut les ériger en instruments de méthode (1) ».

(1) Julien Benda : *Les sentiments de Critias*, p. 145.

On pourrait relever quelques traits un peu naïfs ou juvéniles chez nos néophytes du bergsonisme. L'un de ces traits est la prétention à la jeunesse et le mépris des vieillards. Pour nos jeunes bergsonisants, tout antibergsonien et un vieillard ; pour un peu, un « vieillard stupide », comme on dit dans *Hernani :*

Vieillard, va t'en donner mesure au fossoyeur.

« La philosophie, dit M. Grandjean, n'est plus l'antique abstraction desséchée, bonne pour les vieillards ». Par contre, la philosophie bergsonienne paraît une Jouvence qui promet à ses sectateurs une éternelle jeunesse. Un de mes amis, bergsonien fervent et presque non contemporain, car il approche de la cinquantaine, me traite régulièrement de vieillard quand il m'arrive de discuter avec lui du bergsonisme... Un autre trait un peu ridicule du bergsonisme et des bergsonisants, c'est la prétention à l'effort, à la tension de tout l'être, à l'énorme difficulté vaincue. — C'est l'attitude crispée, contractée du chercheur, du lutteur, la concentration de Yoguy Hindou s'efforçant vers le nirvanâ ; c'est l'affectation de la profondeur, le geste de de s'enfoncer intrépidement dans l'escalier ténébreux qui conduit à la cave où opérait déjà Maine de Biran (1)... Pourquoi ces expressions sportives et agonistiques de « bond violent », « d'effort violent » « retour violent contre soi-même », « rupture avec soi-même » ? Tout cela manque de naturel et fait songer au mot de Talleyrand : « Ce qui est exagéré est insignifiant ». La recherche du vrai est plus simple. Qu'on pense au style uni d'un Descartes, d'un Malebranche, d'un Cl. Bernard.

M. Dugas a publié tout récemment une très intéressante brochure intitulé : **Un philosophe breton : Théodule Ribot.** « Les philosophes bretons, dit M. Dugas, se divisent en deux groupes caractérisés, l'un par la tendance métaphysique et religieuse (Lamennais et Renan), l'autre par la tendance scientifique ou positive (La Mettrie, Maupertuis et Broussais). Ribot serait sans conteste le chef éminent de ce dernier groupe, le *représentative man* du positivisme breton ». M. Dugas rapporte sur le vieux maître plusieurs anecdotes inédites et amusantes : celle relative à la soutenance de sa thèse, aux réserves dont la Sorbonne accompagna le diplôme. « Lorsqu'il passa sa thèse en Sorbonne, on n'osa pas lui refuser le titre de docteur (le scandale eût été tout de même trop grand) mais on y apporta cette réserve que la Faculté, en le recevant, n'entendait pas donner son adhésion aux doctrines qu'il soutenait ; autrement dit, on rendait hommage à son talent, mais on en condamnait l'usage. Et il s'agissait de savoir si l'*hérédité psychologique* est un fait ! La Sorbonne là-dessus n'avait pas d'opinion, se défendait d'en avoir, ne prenait pas parti.

(1) Voir Taine : *Les Philosophes Classiques au XIXe siècle.*

Grâce à un distinguo, elle sacrait Ribot docteur, mais docteur pour le talent ou la forme, pas pour le fond, moitié de docteur ! Soulignons l'anecdote, elle a son prix dans l'histoire de la philosophie officielle en France ». M. Dugas étudie Ribot comme pédagogue et aussi et surtout, naturellement, comme psychologue. A propos de pédagogie, M. Dugas émet quelques réflexions aussi impartiales que sages au sujet de la conception de l'Université impériale qui réduisait l'enseignement philosophique à la logique. De même Ribot eût volontiers réduit l'enseignement de la philosophie à la psychologie. Mais à cela s'opposait la manie moralisante, l'amour du moralisme qui aux yeux de tant de gens, voire de professionnels, constitue le fond même et la substance de la philosophie. Ribot, lui, n'était pas féru de moralisme. Il aimait à dire qu'il était psychologue et non moraliste. Ce n'est pas du tout la même chose. M. Dugas, à propos d'un trait du caractère de Ribot, souligne finement l'antithèse : « Ribot, dit-il, avait son jugement sur chacun et l'énonçait nettement. Autrement dit, il avait une bouté clairvoyante, non à base d'illusion, une bonté de psychologue, non de moraliste. Les moralistes sont bénisseurs : les gens sont, pour eux, ou l'incarnation d'une vertu qu'ils honorent, ou l'occasion de déployer eux-mêmes à leur égard telle vertu : la tolérance, l'indulgence, la charité ; dans les deux cas, ils voient dans leurs semblables un thème à prédication ou démonstration oratoire. J'appelle psychologue celui qui a plus souci de l'être que du paraître, qui s'attache aux sentiments et dédaigne les attitudes, qui va au fait, le saisit et le juge. Ribot prenait les hommes tels qu'ils sont, n'était porté ni à les surfaire ni à les rabaisser ; il les appréciait librement, en toute indépendance, quels qu'ils fussent, amis ou ennemis... » J'ajouterai qu'à mon sens Ribot devait se faire une idée assez humble de la nature humaine, comme il convient à un psychologue physiologiste et c'est sans doute pour cela qu'il appréciait peu les philosophies bénisseuses, les philosophies πρὸς τὸ χαρίζεσθαι. Amiel parle quelque part du « mépris de la nature humaine qui caractérise l'école physiologique ». Ribot eut trouvé le mot « mépris » bien dur ; mais il voyait vraisemblablement dans l'être humain, avec la pluralité de ses logiques discordantes, un animal assez mal organisé et adapté...

Un autre philosophe breton vient de mourir : Félix Le Dantec, qui se rattache tout naturellement à celle des deux branches de la philosophie bretonne à laquelle appartenait Ribot : la branche positiviste et physiologique. Le Dantec était bien breton. Dans son œuvre il fait allusion à son pays natal bien plus souvent que Ribot. Il aime à parler de Lannion, de Kerenoch, des pêcheurs, de la mer et des choses de la mer... Et Le Dantec était aussi, comme Ribot, un ennemi de la sentimentalité et du *chiqué* philosophique. Il avait quelque chose de cette raideur bretonne qui devient, dans la

pensée, sincérité intraitable. — La pensée philosophique chez le Dantec avait plus de vigueur et de droiture que de finesse. Certains problèmes lui échappaient. Il professait un scientisme un peu simpliste. J'ai noté ailleurs (1) certaines variations dans cette pensée. Son dogmatisme scientifique, plus réservé, plus teinté de relativisme et de subjectivisme dans les *Lois Naturelles*, un de ses premiers et meilleurs livres, s'était, avec l'âge, accentué et s'exprime sous sa forme la plus absolue dans son dernier livre : **Savoir**, paru il y a quelques semaines. Il avait aussi publié récemment un autre livre, écrit d'ailleurs avant la guerre : **Le Problème de la Mort**. Ce livre, à solution négative, paraîtra dur et sec à trop de personnes dont le besoin de consolation se tourne vers l'au-delà. Mais Le Dantec, je l'ai dit, était la sincérité même et on ne peut l'en blâmer. Il ne faut pas chercher dans ce petit livre les effusions sentimentales ou les inquiètes promesses métaphysiques qui abondent en d'autres œuvres inspirées par le même thème : *Le sens de la Mort* de P. Bourget, *Les Saisons de la Mort* (Aurel) : *La Mort*, (Mæterlink). Le Dantec est resté l'antispiritualiste qu'il fut toujours. — Il se faisait d'ailleurs, lui aussi, une idée plutôt modeste de la nature humaine. Il s'est expliqué là-dessus dans un livre intitulé : *L'Egoisme seule base des sociétés*. Il s'étonnait un peu naïvement des attaques que ce livre lui avait valu de la part de primaires et de personnes qui se scandalisent de vérités simples. — Le Dantec qui attaquait tant de préjugés en avait gardé un : la foi dans la vertu moralisatrice de la science. Il croyait que la généralisation de la culture scientifique et de l'esprit scientifique devrait avoir pour effet, si elle était possible, de débarrasser les hommes des préjugés et des hypocrisies, surtout de l'ordre sexuel, qui les rendent si bêtes et si féroces les uns pour les autres. Quelle illusion ! J'ai connu pas mal de gens élevés dans la culture des sciences ou voués à l'enseignement des sciences et qui étaient bien les pharisiens les plus étroits du monde. Si Le Dantec a secoué si aisément les préjugés dont il parle, il ne le doit pas aux sciences, mais bien à ce fait que son hérédité l'avait doté sans doute d'une faible dose de sociabilité et de vanité ; car la sociabilité et la vanité vivent de la culture de ces préjugés. Muni d'une philosophie selon laquelle la Force, l'égoïsme et l'hypocrisie sont les grands moteurs de l'évolution humaine, ni la guerre ni les atrocités de la guerre ne pouvaient ni ne devaient surprendre Le Dantec. Et il ne croyait pas non plus que la guerre changeât quoi que ce soit à notre nature ni à nos façons d'être et de penser fondamentales. « La vieille société, dit-il, continuera cahin-caha, ni meilleure ni plus mauvaise que dans le passé. » C'est par cette phrase que se ter-

(1) Chronique philosophique du *Mercure* du 16 Mars 1912.

mine le *Problème de la Mort*. Certains trouveront ces vues peu consolantes. Elles le sont à leur manière. Elles sont d'un sage.

GEORGES PALANTE.

QUESTIONS MILITAIRES ET MARITIMES

Les mines sous-marines dans la guerre actuelle. — Les mines sous-marines sont à l'ordre du jour. Leur emploi va sans cesse en se multipliant. Il nous paraît donc intéressant de consacrer une chronique à étudier le mode d'emploi de ces engins, ainsi que la répercussion que celui-ci peut avoir sur l'évolution de la guerre maritime. Nos ennemis semblent fonder de grandes espérances sur les résultats qu'ils attendent d'un usage intensif des mines sous-marines. En effet, plus de la moitié de leurs sous-marins, actuellement en service, sont organisés pour mouiller des mines. La mine sous-marine est d'ailleurs une arme, qui est bien en rapport avec le caractère de cruauté sournoise que leur état-major a imprimé à cette guerre. Elle constitue avec son mode d'emploi actuel une embûche quasi-déloyale qui atteint indistinctement l'ennemi ou l'innocent, c'est-à-dire celui que les lois de la guerre autorisent à détruire aussi bien que celui que le Droit demande de respecter. Cette atteinte s'exerce d'ailleurs par surprise, sans entraîner aucun risque pour celui qui la détermine. A ses débuts, la mine sous-marine s'était fait accepter comme l'arme du faible contre les entreprises du plus fort, pour interdire à celui-ci l'accès de ses eaux territoriales. Aujourd'hui, son emploi généralisé, sans limitation aucune, est un signe de l'affaiblissement du sentiment chevaleresque, qui était la parure des gens de guerre et apportait une sorte d'atténuation au caractère de dureté que comporte la guerre, si on la veut efficace et rapide. Risques contre risques.

Quoi qu'il en soit, l'emploi des mines sous-marines va en s'intensifiant. Depuis le début de la guerre, annonçait un communiqué Wolff, il y a quelques jours, 2079 mines sont venues s'échouer sur les côtes néerlandaises. Sur ce nombre, on compterait, d'après Wolff, 1414 mines anglaises, 65 françaises, 265 allemandes et 335 d'origine inconnue. Sans accorder une valeur positive aux chiffres ainsi fournis par l'agence Wolff, dont les statistiques en apparence le plus précises sont presque toujours le plus tendancieuses, on peut en retenir une indication intéressante. Ainsi, voilà environ 2000 mines, qui se sont trouvées arrachées de leurs points de gisement par la force vive des vagues et ont été jetées à la côte, sans avoir causé aucun dommage. La nature, en pareille circonstance, a corrigé en partie, la malfaisance des hommes. Si ces 2000 mines avaient répondu à leur but, elles auraient provoqué la destruction d'autant de navires et

d'un bien plus grand nombre encore d'existences humaines. Ce nombre de mines, poussées sur la côte orientale de la mer du Nord, représente-t-il le total des mines mouillées dans cette mer depuis le début de la guerre par les belligérants ? Incontestablement non. Cependant nous avons de bonnes raisons de croire que le total des mines posées depuis le mois d'août 1914 ne dépasse guère ce nombre. Abandonnons celui-ci d'un tiers, nous arrivons au chiffre de 3000 mines, qui certainement dépasse la vérité, et nous adoptons, jusqu'à plus ample informé comme représentant le nombre total de ces engins, mouillés dans la mer du Nord par les belligérants, depuis l'ouverture des hostilités. Il serait intéressant de rapprocher de ce chiffre celui des navires, de toutes nationalités, ayant sauté sur des mines dans les mêmes parages, depuis le début de la guerre. Nous n'avons pas, en ce moment les moyens d'établir cette statistique d'une manière satisfaisante ; mais nous sommes fondés à penser que ce nombre est relativement faible, si on la compare à ce chiffre total de 3000 mines mouillées par l'ensemble des belligérants. Fait qui tend à établir, à côté de tant d'autres du même ordre, que le développement et la mise en œuvre d'un matériel meurtrier avec l'exagération que l'on couvait dans cette guerre, ne conduisent cependant qu'à d'infimes résultats. C'est que la guerre se vivifie par d'autres adjuvants.

La mine sous-marine est donc, en valeur absolue, un engin redoutable, puisque sa puissance explosive suffit à détruire le plus souvent le navire qu'elle frappe sournoisement. Mais la mer est grande, et la tenue de cet engin sur le fond de la mer est incertaine. Donc, sa valeur relative est faible. Il serait à nos yeux peu justifié de faire de cet arme une sorte d'épouvantail, capable de paralyser les opérations de transit maritime d'autant que les bâtiments peuvent se préserver contre elle et que le moyen existe d'assurer la sécurité des bras de mer principaux que doivent suivre les navires. Nous reviendrons tout à l'heure sur ce point.

Au début de la guerre, seuls des bâtiments en surface étaient aménagés pour mouiller des mines. L'opération comportait pour le bâtiment-mouilleur une certaine proportion de risques. On se souvient que le 7 août 1914, un vapeur de la Hambourg-America, le Konign-Luise, transformé en mouilleur de mines, fut détruit par des destroyers devant l'estuaire de la Tamise. Malheureusement son opération était terminé et le croiseur anglais Amphion heurtait quelques instants après successivement contre 2 mines. D'autre part, l'opérateur avait plus de facilités pour immerger ses mines dans une zone déterminée. Il avait en effet les moyens de repérer sa position d'une manière rigoureuse. Cette faculté permettait d'opérer à bon escient, et de placer exactement les mines à l'endroit estimé le plus dangereux pour l'adversaire. Tous les modèles de mines que l'on

mouillait à cette époque étaient munis de mécanismes,qui ne permettaient pas l'immersion par des fonds dépassant une centaine de mètres. D'où la règle prescrite aux navires de suivre le plus possible des fonds dépassant 100 mètres pour éviter de mauvaises rencontre. Mais cette règle n'est pas toujours possible, et elle ne l'est jamais dans la mer du Nord par exemple ou la moyenne des fonds, entre la côte anglaise et le littoral néerlandais, varie entre 40 et 60 mètres. Après quelques mois de guerre, les Allemands avaient perfectionné la mine sous-marime et étendu son mode d'emploi. Ils augmentaient sa puissance de destruction en doublant le poids de la charge d'explosifs et en adaptant pour celui-ci un composé d'une vivacité plus grande. De plus le mécanisme d'immersion perfectionné permettait de les immerger jusque par des fonds atteignant 200 mètres. Il en résulta des surprises cruelles pour les bâtiments alliés, qui rencontrèrent des mines là où ils ne s'attendaient pas à en trouver. Si l'on y réfléchit avec sang-froid, le perfectionnement ainsi réalisé en ce qui concerne les fonds d'immersion, ne constitue pas un progrès très marqué. En Méditerranée par exemple, le plus souvent la marge d'eau à parcourir pour passer des petits fonds avoisinant les côtes, à ceux de 200 mètres n'est guère plus longue à parcourir que celle qui va jusqu'aux fonds de 100 mètres. Le profil des fonds est en général à pente rapide, dès qu on s'éloigne du littoral pour atteindre la profondeur moyenne qui est considérable dans tout le bassin méditerranéen. L'invocation la plus sérieuse de nos ennemis, dans cet ordre de faits, fut de construire des sous-marins d'abord de faible tonnage aménagés uniquement pour mouiller des mines, puis d'autres de grands tonnage, équipés à deux fins, pour torpiller et pour immerger des mines. Les sous-marins allemands sont donc depuis longtemps organisés pour mouiller des mines, soit en navigant à la surface de la mer, comme des navires ordinaires, soit en se dissimulant en plongée. Il est évident que sur une zone de mer non surveillée leur opération, si elle a lieu en surface, présente toutes les conditions d'exactitude rigoureuse qu'avaient les anciens mouilleurs de mines. Mais s'ils ont à opérer sur une zône surveillée, ils se trouvent dans l'obligation d'effectuer leur opération en naviguant en plongée. Dès lors, ils n'ont plus pour se guider que le champ visuel de leur périscope, qui ne peut leur donner que des indications très vagues : ils agissent ainsi un peu à l'aveuglette. On comprend aisément dans ses conditions, que plus, ils auront à opérer dans le voisinage d'une côte par des fonds décroissant rapidement, plus l'opération qu'ils auront à conduire sera délicate et même périlleuse pour eux. On admettra d'autre part, sans plus de contestation, que la surveillance à l'approche d'un littoral sera toujours plus facile à organiser et à intensifier qu'au large de ce littoral.

§

De ces quelques observations rapides ressort la conclusion que les navires, s'ils veulent avoir le plus de certitude d'échapper aux dangers des mines, ont tout intérêt à profiter de la protection que leur offre la bande d'eau latérale, le long des côtes, chaque fois que les circonstances de la navigation le leur permettent. Contrairement à ce que l'on croyait autrefois, le danger est faible en navigant par des fonds de 20 à 40 mètres, pourvu que cette zone de fonds soit voisine de la côte. Cela non pas parce qu'il est impossible d'immerger des mines par des fonds de 20 à 40 mètres, mais parce que leur immersion, à proximité même de la côte par de tels fonds nous paraît, nous le répétons, une opération extrêmement périlleuse pour le sous-marin. A moins que la côte soit privée de toute surveillance, auquel cas le sous-marin se trouve libre d'effectuer son opération en surface c'est-à-dire dans les conditions les plus simples. A notre connaissance, de toutes les mines mouillées par les sous-marins depuis deux ans dans le voisinage des côtes alliées il n'est qu'un exemple de mines, qui aient été posées à l'entrée même d'un port. Ces mines ont dû être placées par un sous-marin en surface, mettant à profit un défaut de surveillance. Toutes les autres, quoique mouillées sur un point de passage des navires se trouvaient assez loin du littoral. A l'appui de notre thèse, nous apporterons toutes les précisions nécessaires le jour où cessera l'obligation de gardez sous cloche les secrets de Polichinelle.

Par navigation le long de la côte, nous voulons parler de l'opération qui consiste à aller d'un point vers un autre en profitant de la zone de protection du littoral, zone qui peut varier d'un demi-mille à deux milles (de 1.000 à 3.000 m. pour les grands navires), et en modifiant sa route au besoin pour rester collé au littoral. Mais, il se présente à tout instant des circonstances de navigation toutes différentes : les navires venant de la haute mer atterrissent sur un point de la côte pour gagner ensuite leur port de destination ; ou bien ils quittent celui-ci pour se diriger vers le large, le plus directement possible, et faire route ensuite sur un port de la côte opposée. Dans ces deux cas, il est nécessaire de ménager aux navires des chenaux surveillés d'une manière particulière, que l'on appelle chenaux de sécurité, pour leur permettre de gagner l'accès des ports, sans avoir à redouter d'aventure. Il est certain que si l'on était assuré de maintenir ces chenaux, d'une manière constante, à l'état sain, c'est-à-dire débarrassés de tout engin explosif, le problème de la sécurité des navires entrant dans un port ou s'en éloignant serait résolu. Mais la nature des fonds, la configuration de la côte, l'orientation particulière des passes d'accès des ports ou des rades contribuent à fixer la direction générale des chenaux de sécurité. Les commandants de

sous-marins, qui sont du métier, arrivent aisément à deviner cette direction générale, quand ils n'en possèdent pas la certitude.

Ici, encore, il faut résolument briser avec les errements du passé. Il est devenu nécessaire, si on veut éviter de trop nombreuses pertes de navires, de faire jouer ces chenaux d'accès, de les dévier franchement de la direction générale que peut faire présumer l'ensemble des éléments dont nous parlions plus haut. A cette fin, il y a tout intérêt à ménager par petits fonds des chenaux suivant la côte d'aussi près que possible, dès la sortie des ports ou des rades, puis de relier ces chenaux côtiers à la haute mer par des points de passage, convenablement choisis et essentiellement variables pour dépister l'ennemi. On ne peut pas songer à purger de mines toutes les zones de fonds, compris entre 0 et 200 m. ; il y a un choix à faire et des changements continuels à apporter dans ce choix.

Il est à remarquer que là où un sous-marin a posé des mines, ni lui ni ses congénères ne viendront plus de longtemps.

Il peut donc y avoir intérêt à ne pas supprimer aveuglément les obstacles créés par l'ennemi lui-même. Le danger existe pour lui aussi : c'est la contre-partie de sa manœuvre.

Des mesures rationnelles, dictées par un esprit nouveau, libéré, affranchi des habitudes prises, des vues communément adoptées une fois pour toutes, nous préserveront des conséquences de cette guerre sauvage que poursuit l'ennemi. Mais si l'indolence, la satisfaction de soi-même et l'attachement incoercible à des méthodes surannées continuent à nous conduire, il est à craindre que nous ne soyons amenés par degrés insensibles, à une situation exceptionnellement difficile. Il sera trop tard alors pour appliquer le remède.

MEMENTO. — Je prie mes lecteurs de m'excuser si je n'ai pas commenté pour eux les événements qui ont accompagné l'offensive franco-anglaise, sur les fronts de l'Artois, de l'Aisne et de Champagne, dans le courant du mois d'avril. C'est avec intention que je me suis abstenu de toute exposition comme de tout commentaire au sujet de ces événements.

JEAN NOREL.

LES JOURNAUX

Une esthétique nouvelle. (Le Pays, 24 juin) — *M. Hudelo, préfet de police, et la « Courte-Echelle »* (Le Radical, 24 juin) — *Pour être électeur* (Paris-Midi, 24 juin). — *L'athéisme de Felix Le Dantec : « C'est effroyable ! c'est épouvantable ! »* Semaine religieuse du diocèse de Rennes.

Le Dimanche 24 joué 1917, en un petit théâtre de la rue d'Orient à Montmartre, on a joué devant la phalange sacrée des critiques et des femmes de lettre, qui constitue l'opinion parisienne, la première pièce cubiste : *les Mamelles de Tirésias* de M. Guillaume Apollinaire. C'est une date littéraire, peut-être. La nouveauté de cette

pièce, au dessin violent, est moins dans le sujet qui ne veut être qu'une amusante fantaisie que dans le décor synthétique qui l'enveloppe et dans la formule qui rejette tout le vieux réalisme, usé et perfectionné jusqu'à la photographie,du théâtre actuel ; qui rejette aussi les vieux accessoires factices du pessimisme et de la fausse psychologie amoureuse.

Mais je ne veux ici que donner, d'après M. Gaston Picard, qui a interrogé M. Guillaume Apollinaire sur son esthétique, cette interview que publie **Le Pays** :

A toute personnalité son cadre. Du moment que je n'interviewais pas le sous-lieutenant dans une parallèle de combat, je ne pouvais faire mieux qu'interroger le poète au café de F..., et un mardi, jour où il retrouve ses amis... Le mardi, les amis d'Apollinaire mènent avec eux au café leur femme et leurs enfants ; les vieux habitués ont peine à croire que ces clients du jour martial soient des poètes. Des poètes ! ils se figurent ceux-ci encore célibataires, fort débraillés, très chevelus et surtout grands buveurs alors qu'ils trempent seulement leurs lèvres dans une coupe de champagne lorsqu'ils ne s'arrêtent point aux douceurs de l'eau minérale. Ils parlent d'art — sans épithète : toutefois, il s'agit, bien entendu, de cubisme, d'orphisme, de futurisme, d'impressionnisme, et de toute la séquelle des mots en isme. Peut-être même y parle-t-on parfois — sans le nommer — du nunisme, et de son adjectif unique — en son genre ajouterait Willy — car nous sommes au foyer même de cet esprit nouveau qui anime Guillaume Apollinaire et ses amis.

Je lui parle, moi aussi, de ces étranges vocables.

— Au fait, dis-je, laquelle des épithètes en isme convient-il de prononcer à votre propos ?

— Peu importe ces épithètes, nous répond le poète. Le temps en décidera. Nous porterons dans l'Histoire des lettres l'appellation que l'usage aura consacrée. Mais, pour ce qui me concerne, j'ai des préférences.

— Et lesquelles ?

— Orphisme ou surnaturalisme, c'est-à-dire un art qui n'est pas le naturalisme photographique uniquement, et qui, cependant, soit la nature, même ce qu'on en voit et ce qu'elle contient, cette nature intérieure aux merveilles insoupçonnées, impondérables, impitoyables et joyeuses. Il faut réagir contre le pessimisme qui depuis le début du XIXe siècle n'a pas cessé de hanter les écrivains. Il faut exalter l'homme et non pas le diminuer, le déprimer, le démoraliser. Il faut qu'il jouisse de tout, même de ses souffrances. A cet égard, je suis anti-baudelairien.

— Feu Faguet, non plus, n'aimait pas Baudelaire.

— Il a sa place comme Jérémie. Mais l'esprit de Baudelaire a fait son temps et le grand Pan, dont Plutarque nous avait dit la mort, nous le montre ressuscité, sa poitrine couverte d'étoffes, et nous entendons partout sa voix faite de tous les cris.

— Le livre disparaîtrait ?

— Il est à son déclin. Avant un ou deux siècles, il mourra. Il aura son successeur, son seul successeur possible dans le disque de phonographe et le

film cinématographique. On n'aura plus besoin d'apprendre à lire et à écrire.

— Quelle révolution dans la librairie !

M. Guillaume Apollinaire veut bien en convenir.

— Enfin ! reprenons-nous, un ou deux siècles ne passent pas si vite... En attendant que les petits-fils de nos petits-fils aient tous leur bibliothèque de disques, consentirez-vous à publier des livres qui soient typographiés ?

— Quelques-uns. Les *Calligrammes,* avec deux portraits de Picasso ; deux romans, les *Clowns d'Elvire ou les Caprices de Bellone,* avec illustrations d'Irène Lagut, et *le Marchand d'oiseaux ;* un volume de poèmes sur les peintres ; la correspondance, en vers, que nous avons échangée, mes amis et moi, lorsque j'étais au front, correspondance qui se présentera avec les lithographies de Rouveyre ; enfin, *les Mamelles de Tirésias,* deux actes en vers et un prologue...

— Voulez-vous entendre le prologue ? fit aimablement l'auteur des *Mamelles de de Tirésias.*

Et il lit. Nous le considérons en silence. Voici donc le poète autour duquel des auteurs se groupent comme d'autres naguère, affirment-ils, autour de Verlaine. Il est le maître de toutes les questions de poésie et de peinture moderne. Il a l'un des premiers lancé ce cubisme dont le nom, même malgré lui, a fait, et plus fortement encore fera fortune. Les gazettes comme les revues sont pleines de ses propos et de ses inventions. Mais quelle silhouette à la fois sympathique et bizarre ! M. Guillaume Apollinaire est gros comme furent tels empereurs romains, comme fut Balzac. Il rappelle par sa corpulence ces puissants capitaines de la Renaissance dont le poids écrasait un cheval ordinaire, et qui aimaient se battre, faire ripaille, écrire de beaux poèmes.

Apollinaire est aussi profondément lui-même. *Il faut exalter l'homme,* dit-il. Celui-ci exalte la vie, et il exalte ! C'est d'une voix de prophète, toute pénétrée des mystères de la poésie nouvelle, qu'il nous lit son prologue...

— N'est-ce pas un simple amusement ?

— C'est une chose très sérieuse, au contraire. Mme Lara, de la Comédie-Française, a admirablement compris ce poème qu'elle a récemment déclamé devant le public, qu'elle a empoigné. Tout le monde, même les hommes d'Etat et de guerre, peuvent faire leur profit des enseignements contenus dans ce poème-là.

Les privilégiés qui assisteront à la première représentation des *Mamelles de Tirésias* seront initiés à l'art... dirons-nous cubiste ou futuriste, selon telles ou telles gens, ou surnaturaliste avec M. Guillame Apollinaire ?

Nous dirons « apollinairien ».

Nous voilà initiés à l'art cubiste. N'est-il pas beaucoup plus simple, en effet, de réunir sous cette même appellation, les essais nouveaux de l'art, de la poésie, de la peinture et du théâtre. Cela permettra aussi aux bourgeois de se moquer sans effort.

§

A propos de M. Hudelo, notre nouveau préfet de police, M. Armand Charpentier nous évoque ses souvenirs littéraires de *la Courte-Echelle* où nous retrouvons des noms qui nous sont chers :

Dans la courte notice biographique qu'ils consacrèrent à M. Hudelo, notre nouveau préfet de police, quelques journaux et revues rappelèrent ses débuts dans la presse et son passage à la *Courte-Echelle*, société littéraire de l'époque. Le fait est exact ; et puisque la *Courte-Echelle* se trouve appuyée sur le mur de l'actualité — si j'ose écrire — qu'il soit permis à son fondateur et à son président de lui accorder le souvenir d'une chronique.

A l'âge des belles illusions, alors que la vie ouvrait devant moi des horizons multiples et égalements séduisants, j'avais fondé, avec l'aide de quelques amis, une petite société littéraire et artistique que nous baptisâmes : *La Courte-Echelle*. Cela ce passait vers 1886. Nous n'avions d'autres ambitions que de relier, par les liens de l'estime et de l'amitié, nos divers efforts vers la vie.

Les réunions hebdomadaires avaient lieu chaque lundi, entre 9 heures et minuit, au café Voltaire, place de l'Odéon. Les séances étaient consacrées soit à la lecture de poésies et proses diverses, soit à une causerie suivie de controverse. Toutes les écoles littéraires et artistiques, toutes les opinions politiques et religieuses étaient également representées. J'ai toujours eu un grand culte pour la liberté.

Combien fûmes-nous ?... Je ne saurai plus le dire. Parfois une cinquantaine, quelquefois une trentaine. Puis, la vie nous dispersa aux quatre coins de la France et la *Courte-Echelle* disparut un jour, faute d'échelons ou de combattants, comme tant de sociétés analogues.

Puisque l'ami Hudelo — dont rien ne faisait prévoir alors qu'il serait un jour notre préfet de police — vient de lui redonner une actualité aussi éphémère que posthume ; je voudrais consacrer quelques lignes à ceux qui furent ces camarades. Et si jamais ses agents les ramassent dans des bagarres, je lui demande pour eux quelque indulgence.

Et M. Armand Charpentier nous cite Alfred des Rieux, Fabre des Essarts, Georges Vanor.

Guy de Passillé, le subtil et puissant romancier de l'*Histoire d'un gentilhomme de province* et des *Jeux de l'Amour*, nous lut ses contes d'une notation cruelle et d'une ironie hautaine.

A ses côtés, jeune poète dont le front se courbait sous un destin implacable, René Quinton, que la science, l'aviation et mille autres choses devaient ravir par la suite aux belles-lettres, drapait l'orgueil de sa gloire future dans le dernier manteau de Flaubert, un manteau qu'il conserva toute sa vie et sur les manches duquel la présente guerre a cousu quatre galons d'or — le transformant ainsi en capote du Petit Caporal.

Qui de nous se rappelle de quelle voix impérieuse et conquérante, il lançait aux échos des rues désertes, lors du retour, ces vers consacrés à l'amie de son enfance :

> Ah ! tu ne savais pas quelle âme était la mienne.
> Tu la croyais sans doute une bohémienne
> Coureuse d'aventure, éprise d'inconnu.
> Couchant sous tous les toits et le matin venu,
> Reprenant son essort, oublieuse et légère...

Sur les rives de l'Yser, où il pointe ses canons, peut-être entend-il parfois résonner en sa mémoire, ces vers de sa lointaine jeunesse.

Mais il n'a plus à ses côtés l'esthète Felix Fénéon, prince des ironies, dont la voix, tour à tour caressante ou tonitruante, martelait le sonnet des *Voyelles* d'Arthur Rimbaud, à moins qu'elle ne scandât, en lui donnant la longueur d'un poème, le seul vers dont il consentit à doter les anthologies modernes :

Un laquais en laque est sur le quai Malaquais...

Et cela au plus grand effroi de ces sergots bénévoles dout les descendants devaient avoir pour chef l'ami Hudelo.

Je m'en voudrais d'oublier Louis Bouvet, qui débuta si brillamment dans le roman par *l'Aspirant Marvel*, publié par *la Seine* — revue littéraire du temps — mais que le café-concert guettait et sollicitait, car il y triompha par vingt revues, dont les couplets chantonnent encore en nos mémoires.

Et je revois, dans la pénombre des souvenirs, les fines silhouettes des frères Béjot, dont l'aîné modelait, d'une voix que la mort voilait déjà, des vers d'une douceur prenante,et dont le plus jeune Eugène Béjot, commençait à buriner ces eaux-fortes devenues célèbres, qui fixent en leur cadre la vie banale et superbe, troublante et placide de nos squares, nos jardins, nos rues, nos fortifs et notre fleuve.

Ce fut aussi à la *Courte-Echelle* que Jules de la Gaionie nous lut ses premières pages sur le Bovarysme et la philosophie allemande, qu'il devait publier par la suite dans le *Mercure de France*, sous le pseudonyme de Jules de Gautier.

D'autres noms oubliés qui ressuscitent un passé disparu. Mais M. Hudelo? Il se sentait alors, nous dit M. Charpentier, attiré vers le théâtre. Le théâtre, conclut-il, « il l'a réalisé dans sa vie toute d'action et il se trouve à un poste où drames et comédies abondent ». Aussi je crains que notre préfet de police ne réalise jamais la pièce qu'il avait ébauchée dans sa jeunesse, au temps légendaire de « la Courte-Echelle. »

§

Mme Louise Faure-Favier, dans **Paris-Midi**, à propos du vote des femmes, nous expose, que la femme n'est pas prête à exercer le droit de vote, parce qu'elle n'est pas capable encore d'être un *honnête homme* :

« En effet, m'a dit une féministe anglaise, la femme française a prouvé qu'elle était apte à exercer tous les métiers des hommes, elle n'a cependant pas montré que sa moralité avait évolué comme son activité. Elle n'a pas encore révélé au monde qu'elle était capable d'être un *honnête homme*. Il y a toujours en France deux morales : la masculine et la féminine, comme il y a deux conceptions de l'honneur : l'honneur masculin et l'honneur féminin. Tout est là. La femme anglaise est plus près de l'honnêteté virile que ne l'est la femme française. Et c'est pourquoi elle a conquis son droit de vote

« Tenez, par exemple, il y a tel acte, le chantage qui dégrade l'homme qui s'y livre dans tous les pays du monde. La femme, en France, le prati-

que couramment sans s'attirer d'autre châtiment que l'indulgence méprisante de l'homme. La Française veut tout, elle veut les prérogatives des hommes et conserver, par surcroît ses armes de faible femme qui sont la ruse, le mensonge et toutes les vilenies qu'elle oppose à la force masculine. Observez, durant un jour la conscience des femmes, et vous comprendrez pourquoi les gouvernants français retardent leur avènement à la politique ».

C'étaient là des vérités bien cruelles. Hélas, j'ai vérifié quatre fois, en quatre heures, qu'elles n'avaient rien d'exagéré. J'ai déjeuné au restaurant dans le voisinage de deux dames : l'une contait, avec candeur qu'elle avait renvoyé la veille à un grand magasin un chapeau qu'elle avait porté durant trois jours avant de le restituer. « Bah, toutes les femmes en font autant ! » ajouta-t-elle.

La seconde renchérit. Elle avoua sans vergogne avoir fait la même fructueuse opération avec un corset qu'elle avait porté durant un mois. « Il était même quelque peu défraîchi, conclut-elle avec un sourire malicieux ; tant pis, on en fera un solde ! »

A cinq heures je prenais le métro. Dans le compartiment de 1re classe, une bourgeoise monta, d'allure cossue et respectable. Elle expliqua à mi-voix à son compagnon qu'elle avait un ticket de 2e classe. Mais aux heures d'affluence, la vérification se faisant difficilement, sa petite fraude réussissait presque toujours.

Enfin à six heures, je faisais ma quatrième preuve. Et c'est encore un cas presque classique, tant il se reproduit souvent dans une certaine classe de la société. Voici une jeune employée. Vingt-cinq ans. Plusieurs amants. L'un d'eux, son camarade de bureau, l'a plaquée après une courte liaison. Le temps cependant d'échanger quelques lettres. Elle réclame ses lettres à elle. Et, tranquille, ne songe plus qu'à venger sa vanité blessée en entreprenant le chantage avec ses quatorze lettres à lui où des tiers malheureusement sont en cause. « Les innocents paieront ! » dit-elle dans son inconsciente abjection...

Le scandale éclate dans la maison. Le patron est informé. Or, que croyez-vous qu'il fit devant cet acte qui eût disqualifié un homme et l'eût fait renvoyer ? Le patron hausse les épaules, avertit seulement la fille qu'elle ait à se tenir tranquille et la garde. Et cela parce qu'elle est femme et que l'on est accoutumé à pousser du pied les manquements à l'honneur lorsqu'ils émanent de la femme.

« Sous la crainte du châtiment, écrit Mme Faure-Favier, bien peu de femmes seraient hommes. Bien peu d'hommes aussi.

§

Félix Le Dantec est mort. C'était un des cerveaux les plus solides de notre temps, celui qui savait le mieux mettre au point les dernières découvertes de la science. En attendant qu'on écrive l'étude qui synthétisera son œuvre, voici par quels mots la **Semaine religieuse** de Rennes salue son cercueil :

Les *Semaines religieuses* sont faites pour dire la vérité intégrale et rétablir les principes sur leurs bases exactes et véritables. Or, nous le disons en

toute franchise, il nous est impossible de songer, sans frémir, au sort de cette âme qui était créée pour des destinées meilleures, pour laquelle les qualités naturelles sont des circonstances non *atténuantes* mais *aggravantes*, qui a paru devant le tribunal de ce Dieu dont elle niait l'existence et qui a entendu de la bouche du « *juste juge* » le verdict *éternel*. Nous ne pouvons résumer notre pensée que par ces deux mots : « *C'est effrayant et c'est épouvantable.* »

Quel beau livre on ferait avec des phrases de cette qualité !

R. DE BURY.

MUSIQUE

OPÉRA NATIONAL : *Prométhée*, tragédie lyrique de Jean Lorrain et A.-F. Hérold, musique de Gabriel Fauré ; *Adélaïde ou le Langage des Fleurs*, ballet de Maurice Ravel.

D'une façon générale, l'antiquité ne convient guère au drame musical. Les anciens avaient une autre âme que la nôtre qui, elle, prend sa source aux invasions de ceux qu'on a dénommés les Barbares. La psychologie antique est simpliste ; elle manque de clair-obscur et de mystère ; elle est dénuée de romanesque. L'inquiétude est étrangère à ces êtres. Ils sont sûrs de tout : de leurs dieux, avec lesquels ils s'entretiennent, de leurs traditions ou coutumes. Les oracles les plus nébuleux de Loxias Apollon les contentent. Leurs sentiments ou affections semblent n'être basés que sur des lois sociales comme leurs actes soumis à des arrêts divins. Ils sont pour nous presque de purs symboles : la gloire d'une maison, la descendance d'une race, la sauvegarde ou le vengeur d'une famille, le protecteur d'une cité. Ailleurs ils apparaissent rhéteurs ou sophistes, ou de grands enfants qui s'engueulent, ou bien, comme Daphnis et Chloé, de gracieux spécimens d'inconsciente animalité pubère. Car ils ignorent la pudeur, parure et condiment de l'amour qui n'est pour eux qu'hymen bourgeois ou instinct brut : Pénélope, Philémon et Baucis ou Sappho, Pasiphaë et Phèdre, à moins que ce ne soit Patrocle ou Ganymède. Ils sont prudents, rusés, cruels, et leur dévouement même se mêle d'égoïsme. Ils ne sont pas troublés par la beauté des choses. Leur violence a la crudité de leur âme sans nuances et sans rêves. Ils n'évoqueront pas, comme Macbeth qui va tuer, le nid du martinet dans les lierres. Et quel abîme entre Oreste et Hamlet ! Aussi travestissons-nous ces créatures en leur prêtant nos doutes, nos passions compliquées et nos scrupules. L'*Iphigénie* de Gœthe n'est pas moins artificielle à cet égard que les tragédies de Racine ou les opéras de Quinault, et ce sont les cœurs véhéments de Gluck et de Monteverdi qui palpitent dans les deux miraculeux *Orphée*. Et le pittoresque, en l'espèce, n'est pas moins borné que le reste. En cette ambiance lumineuse, limitée d'horizons diaphanes sous le plafond

bleu d'Ouranos, rien de troublant ni de vague. La nature n'y a point d'énigmes. Nuls envoûtants « murmures de la forêt » ne sauraient sourdre de boqueteaux de maigres oliviers tordus sur des côteaux pierreux ; le bois sacré repose muet dans la sérénité des cyprès et des asphodèles, et chacun sait que les chênes ombreux sont l'habitat d'albes Hamadryades, tandis que la clameur de la mer se résoud en chants mélodieux et suaves de Sirènes. Le jour flambe aux rayons de l'œil d'or d'Hèlios, et la nuit, sous ses constellations d'étoiles où le disque blanc de Phœbé demeure limpide et transparent. L'Olympe est un fastueux palais d'éclatantes nuées, dont les hôtes festoient autour de tables d'or. Tout resplendit, brille, étincelle, comme tout, par ailleurs, est certain, péremptoire et fruste. Il n'est pas douteux que le pouvoir expressif de la musique ne pâtisse nécessairement de cette incomplexité psychologique et décorative. Je me faisais ces réflexions naguère en écoutant *Pénélope* ; elles me sont revenues en mémoire à l'audition de **Prométhée**, et le cas ici est plus gênant encore. L'humanité qu'on y contemple grouille rudimentaire et fantômale au milieu ou aux pieds de dieux ou demi-dieux, personnages aisément fastidieux ; — rime par aventure opulente autant qu'éloquente. Et on saisit là sur le vif ce qui distingue le mythe et la légende. Outre qu'elle se meut en des sortes de limbes de crépuscules et d'aurores, la légende moyenâgeuse est humaine ; les tragiques figures qui s'y dressent, à travers une brume de siècles où gît notre passé, sont constituées de notre chair; la fatalité qui les mène ou les brise est en elles, et leur destinée ne dépend pas tout uniment d'un *deus ex machinâ* qui surgit arbitraire. Le mythe nous confine en des théogonies dont les conflits à priori nous indiffèrent parce que nous n'y pouvons point participer ni compâtir, et on conçoit que, pour nous émouvoir, Wagner ait divinisé Brunhilde et doté Wotan d'un cœur d'homme ondoyant et divers, susceptible d'erreur, d'anxiété et de désespérance, et que vainc finalement une fatalité ourdie par lui-même en aveugle. Les démêlés du Titan Prométhée avec un Zeus rageur secondé d'un Hermès roublard ne sauraient désormais, en soi, nous captiver et s'adresser qu'à tout au plus notre curiosité intellectuelle, sinon même archéologique. Le mythe est peut-être profond, mais combien lointain le symbole ! Il nous touche moins aujourd'hui que la crise du charbon ne nous affecte. Pour nous joindre par quelque endroit, il y faudrait les vers d'Eschyle ou leur équivalent, lequel fait à l'excès défaut en l'occurrence. On n'est donc pas surpris que la musique de *Prométhée* en revête un caractère de plasticité extérieure, où la beauté purement apollinienne est contrainte de suppléer à une éventuelle émotion immédiatement humaine de quoi tout prétexte est absent. Mais il faut bien reconnaître aussi que rien ne semble plus

adéquat à l'art de M. Gabriel Fauré, qui de tout temps, d'ailleurs, témoigna d'un goût spontané pour les sujets antiques. C'est que, jusque dans le tréfonds de son essence, cet art est purement lyrique, d'un lyrisme exclusif, entier, sans alliage, non pas seulement immaculé du moindre émoi pathologique, gardé de tout effet de brusque inattendu, mais duquel la sérénité apollinienne écarte tout éréthisme dionysiaque au point de ne paraître s'arrêter que juste au seuil d'une impassibilité parnassienne. Au rebours de ce qu'il advient d'ordinaire, et surtout au théâtre, au lieu d'être obligé d'atteindre la beauté que recèle en la submergeant le pathétique, c'est l'émotion qu'on doit chercher sous la beauté toujours imperturbée, et cette émotion est purement esthétique. La partition de *Prométhée* en acquiert un aspect quasiment sculptural et marmoréen, où l'inspiration apparaît comme abstraite en sa force ou dans sa grandeur et parthénienne en sa grâce. C'est au plus haut degré de la musique pure, « absolue », comme disait Wagner, qui s'applique harmonieusement ici aux contours du bas-relief antique ou de son simulacre, mais dont le lyrisme polyvalent en épouserait indistinctement d'autres sans effort ou inconvénient plausible. On l'entendrait tout aussi volontiers au concert, sans aucun titre, réduite pour l'orchestre, voire simplement pour les cordes, et, transposés sur le piano, les chœurs des Océanides formeraient un délicieux « *Onzième Nocturne* » ou une « *Dixième Barcarolle* » exquise. Sa beauté n'en serait point entamée et même y gagnerait sans doute, car on entendrait mieux qu'à l'Opéra. La musique de M. Gabriel Fauré est tout particulièrement de celle qu'on apprécie de plus en plus à mesure qu'on la connaît davantage et qu'on s'en pénètre. Son originalité native était si franche et si robuste que, seul des musiciens français de sa génération, comme au surplus des deux premiers tiers de son siècle, il échappa aux influences beethovénienne et wagnérienne, autant qu'à la debussyste depuis. Elle est devenue peu à peu, on peut dire, intégrale, ainsi qu'on la découvre dans *Prométhée*. A l'analyse, on croit en dépister certains facteurs : une exploitation instinctive des anciens tons ecclésiastiques, l'absence fréquente de « sensible » entraînée par une prédilection pour un mineur hypodorien, une enharmonie impalpable, l'abondance des mouvements ascendants ou descendants de seconde ou de tierce et les modulations qui s'ensuivent. Mais ce n'en sont que des moyens asservis à la sensibilité la plus délicate et la plus incisivement personnelle, et d'où découle un art aussi solidement enraciné dans le passé que moderne jusqu'au néologisme et d'une homogénéité suprême. *Prométhée* est certes l'un des plus accomplis et des plus vigoureux spécimens de cet art impeccable et fluide, logique et ingénu, objectif entre tous. Une indéfectible pureté de lignes vous en-

veloppe comme d'un réseau de beauté souveraine, et nulle maîtrise ne fut plus savoureuse. La séduction est irrésistible. Malgré le tort que lui fait l'acoustique, on ne saurait assez remercier notre Opéra de nous avoir offert la musique de *Prométhée*. Depuis longtemps, on n'en entendit guère en l'endroit d'aussi précieuse qualité. La direction, d'ailleurs, semble avoir entouré l'ouvrage de tous les soins que permettaient les circonstances, et on en pouvait présumer ce que M. Rouché réalisera plus tard. Des décors visiblement usagés s'avéraient heureusement adaptés et parés par M. Maxime Dethomas. Un voile de gaze peut-être métallique, que coupait toutefois fâcheusement une raie noire à mi-hauteur, empénombrait d'une imprécision fantastique, sous des lueurs diaprées ou glauques, les rocs où s'agitaient les humains misérables et flottait le cortège ondulant des Océanides, cependant que les cimes s'escarpaient en pleines clartés. Les machinistes et électriciens de l'Opéra ont évidemment mérité des compliments sincères. Les choristes s'attestaient enfin méconnaissables, dûment hirsutes et sauvages, et leurs évolutions modelaient la mouvante eurythmie d'une frise animée. En dépit des quelques imperfections imputables surtout aux difficultés présentes, ce fut, en somme un beau spectacle. Cette représentation de *Prométhée*, néanmoins, démontra cruellement combien le mélange de la déclamation parlée avec le chant et la musique est factice et choquant; et peut-être tout spécialement lorsque ce sont des sociétaires ou pensionnaires de notre Comédie-Française qui déclament. Dumas fils aimait à raconter cette anecdote. Il avait fait nommer Meilhac, qui ne s'en souciait guère, membre du jury pour le concours de tragédie au Conservatoire. Meilhac y vint donc un matin, et resta tout le temps silencieux sur sa chaise avec un air interloqué : « Eh! bien ? » lui dit Dumas en sortant. Et l'autre encore tout ahuri : « Mais pourquoi, diable! leur apprend-on à parler comme ça ? » En effet, on se le demande. Il est vrai que M. Lambert a un défaut de prononciation, mais j'avoue n'avoir pas non plus compris le quart de ce que débitèrent Mlles Colonna Romano et Ducos. Et ce que, chez les trois, je parvins à saisir, parmi des miaulements, abois, mugissements ou borborygmes, était élocuté tout à l'envers, sur le ton le plus faux, avec exactement le contraire de ce qu'on appelle en français de l'intelligence. Toute cette partie de *Prométhée* fut vraiment du plus lamentable grotesque et du plus pénible. La vivacité de mon impression provint sans doute du manque d'habitude. La musique dicte à l'interprète une justesse d'expression qui correspond à tout le moins au sentiment général énoncé. Il est difficile de dire faux en chantant, si le compositeur n'y met du sien, et on sent le bienfait qu'en peut récolter un poème aux mains d'un musicien de génie. *Pelléas* en est un exemple. L'intervention du discours, par ailleurs,

rompt brusquement le charme propre à la magie sonore, en étouffe soudain l'atmosphère de vibrations ambiantes. On tombe subitement dans la conversation tout bonnement déclamatoire. Et cela n'a rien de commun avec la tragédie des vieux Hellènes. Ainsi que je l'ai montré dans *les Fondements naturels de la Musique Grecque antique*, la *parakatalogè* des protagonistes y était chantée, et consistait en une sorte de récitatif parsemé d'ariosos lyriques, usant en toute liberté des éléments plus systématisés de la mélopée chorale. Et on songe mélancoliquement à ce qu'un Gabriel Fauré eût pu accomplir dans ce sens avec quelque chef-d'œuvre d'Eschyle ou de Sophocle traduit littéralement en belle prose cadencée. Il serait du plus vif attrait qu'un de nos musiciens fût tenté de ressusciter ainsi le véritable *Œdipe Roi*.

Notre Opéra a aussi depuis peu enrichi son répertoire du ballet de M. Maurice Ravel, intitulé : **Adélaïde ou le Langage des Fleurs**. Cet ouvrage est un arrangement pour la scène des *Valses nobles et sentimentales*, que je me souviens d'avoir assez fraîchement accueillies à leur apparition ; et cela, peut-être surtout incité par quelque agacement de voir les meilleurs de nos musiciens français disperser leurs talents en de menues compositions, tandis qu'un Richard Strauss accouchait alors tous les deux ans au moins d'une œuvre considérable et de génialité manifeste. Il y a bien longtemps que, mieux éclairé par la lecture au piano réitérée, j'avais l'intention de revenir ici sur cet avis hâtif et d'un subjectivisme à côté. La disproportion que j'avais cru devoir relever, entre la complexité harmonique de ces pièces et leurs modestes dimensions, s'était évanouie à l'épreuve d'une accoutumance qu'émerveillaient de plus en plus l'audacieuse nouveauté de cette harmonie même et les conséquences qu'elle semblait impliquer. Et, de fait, au point de vue purement musical, on peut penser que ces *Valses* si brèves ont été une étape significative de l'évolution qui, de *Daphnis et Chloé*, conduisit le musicien au chef-d'œuvre de son *Trio*. Elles gagnent d'ailleurs infiniment à la transposition orchestrale, qui leur confère plus d'ampleur et d'envolée en soulignant la cohérence de l'ensemble. La musique d'*Adélaïde* est d'une beauté verveuse exquise et raffinée, mais non moins émue, à laquelle il est bien regrettable que le maître de ballet et ses subordonnés des deux sexes paraissent n'avoir absolument rien compris. On dirait trop souvent, ici, que la chorégraphie et la musique s'en aillent côte à côte sans se douter chacune de l'existence de sa voisine ; la danse finissant quelquefois avant que l'autre ait terminé, ou ratant froidement les occasions les plus favorables à ses ébats rythmés. C'était assurément beaucoup mieux au Châtelet, il y a cinq ans, chez Mlle Trouhanowa qui conservait à l'affabulation Louis-Philippe une naïveté spirituelle dont Mlle Aïda Boni exagéra

le comique jusqu'à parfois quelque bouffonnerie déconcertante. Le radieux « Epilogue », d'une musicalité si neuve et d'une poésie si intense, où, comme des revenants dans la nuit, tous les thèmes précédents s'enchevêtrent, en souffrit déplorablement. Mais, en fermant les yeux, quel délice! *Prométhée* et *Adélaïde* : on joue décidément « de la musique » à l'Opéra.

La seconde fois que je l'ouïs, le 2 juin, pour préciser, *Adélaïde* était accompagnée de *Rigoletto* où M. Noté, qui sans doute avait bien dîné, se signala avec une particulière impudence. M. Noté joue comme un pied, et jouera toujours comme un pied, c'est entendu; on n'y peut rien changer, puisque l'infirmité initiale est de naissance. Mais on pourrait lui imposer le respect de l'œuvre d'art qu'il interprète et quelque révérence envers le public. Ce public, M. Noté s'en moque, s'en fout, s'en contrefout, le berne et le bafoue avec la plus lourde et la plus cynique insolence. D'un bout à l'autre, et préférablement aux instants pathétiques, il lui fait des grimaces, rigole, il se gratte le nez ou le cuir chevelu, frise son bouc ou sa moustache. Il insiste avec complaisance sur les nigauderies ou insanités du livret, les outre et les détaille jusqu'à la charge par une déclamation intentionnellement ridicule. Ses gestes, ses manières, sa tenue sur la scène sont une goujaterie permanente à l'égard de ceux qui le regardent et l'écoutent. Le scandale est inqualifiable. L'heure actuelle dissuade d'autre protestation que verbale, mais, si après la guerre quelqu'un des spectateurs dont M. Noté se paie ainsi grossièrement la tête envoyait sur la sienne une douzaine de pommes cuites parce que son derrière est trop loin, il ne les aurait pas volées.

JEAN MARNOLD.

LETTRES AMÉRICAINES

Amy L well : *A Dome of Many-Colored Glass ; Sword Blades and Poppy Seed Men, Women, and Ghosts* ; New-York, Macmillan, 1 dollar 25 chaque volume; *Some Imagists*, pour 1915 et 1916; Boston, Hougton Mifflin, 1 dollar 50 chaque volume. — Memento.

Miss Amy Lewell a été appelée « the storm center », le centre de la tempête qui fait rage en Amérique actuellement autour de la question du vers libre. Mais elle est plus encore. Elle peut, et elle l'a prouvé, écrire des vers excellents d'un genre plus classique, et est très recherchée comme conférencière; sous ce rapport elle a fait beaucoup pour la cause des belles-lettres aux Etats-Unis. Son importance est telle, qu'on aime souvent à rappeler que le président Lowell est le frère de Miss Lowell. C'est un des principaux « imagistes », groupe de jeunes poètes américains d'un talent remarquable. Elle

avoue devoir beaucoup à la nouvelle école de poésie en France, et elle ne laisse jamais passer une occasion de l'honorer. La préface de son second volume, *Sword Blades and Poppy Seed*, rend hommage à la poésie et aux poètes français d'aujourd'hui. « Ouvriers d'un esprit élevé et infatigable, écrit-elle, ils n'ont pas marchandé leurs efforts pour produire une poésie plus belle que toute autre à notre époque ; une poésie remplie d'une si grande beauté et d'un si profond sentiment qui désespèrent l'artiste en même temps qu'ils l'inspire. Elle cite à ce propos les noms de Régnier, Albert Samain, Francis Jammes, Remy de Gourmont et Paul Fort. Pour la première fois je crois, dans les lettres anglaises, Miss Lowell publie trois poésies à la façon de Paul Fort. Des allusions à la France et à la guerre actuelle se trouvent dans diverses pages de son plus récent livre, *Men Women and Ghosts*, le troisième du groupe, dont le premier est *A Dome of Many-Colored Glass*. Dans l'avant-propos de son deuxième volume, elle nous dit : « Je crois que ce sont les pièces pour piano de Debussy rappelant tant les brèves poésies en vers libre, qui m'ont révélé l'étroite liaison existant entre la poésie et la musique. » Les effets de la Grande Guerre se font sentir dans ce recueil; et on y trouve aussi des vers concernant l'époque napoléonienne, « qui attend encore un grand poète épique ». On ne peut mettre en doute l'originalité de ce volume si divers quant à la versification et si profond.

Miss Lowell est l'un des rédacteurs de deux annuaires : *Some Imagists*, pour 1915 et 1916. Ici encore, dans l'avertissement placé en tête de la première de ces anthologies, hommage est rendu à la France et à ceux de ses poètes qui ont défendu le vers libre : Gourmont, Gustave Kahn, Georges Duhamel, Charles Vildrac, Henri Ghéon, Robert de Souza, André Spire, etc.

Memento. — 1916 : Principaux Poèmes : *Wild Hawk*, mai, « The Bells of France » (« après que les Allemands furent repoussés de Verdun »), par Allan Updegraff; une belle apostrophe en vers libre à la France. — *Yale Review*, juillet, « Mary, » par Irène M. Leod, un jeune et notable poète anglais. — *Bookman*, juillet, « Hafiz at Forty, » par Cole Young Rice. — *Wild Hawk*, août, « Five Reimes of Five Nations in Time of War », par Allan Updegraff. (« Vendu au bénéfice de la Belgique. ») — *Nation*, 28 septembre, « The Victroy », par Marion Couthouy Smith. Ce poème s'adresse à « The flaming soul of France. » — *North American Review*, octobre, « I have a rendez-vous with Death, » par Alan Seeger de la légion étrangère, dont ces vers furent écrits cinq mois avant sa mort au front, dans la Somme.

Principaux Articles 1916 : *Mid-West-Quarterly*, avril, « New-World Analogues of the English and Scottish Popular Ballads », par Louise Pound, de l'Université de Nebraska. « La poésie folkloriste n'est pas une chose fixe qui s'élève et qui meurt, c'est un sable mouvant. Les ballades du type enfantin peuvent être mortes, mais la poésie folkloriste ne l'est

pas. » — « A Plea for the Poet of Lyric Music », par Professeur Allen W. Porter, de l'université de Columbia. » Ecouter la musique qui soutient un chant sans prêter attention au chant lui-même serait semblable à un homme qui irait au théâtre et qui étudirait avec soin la mise en scène et le jeu des acteurs mais dont l'oreille serait sourde aux paroles qu'ils prononcent. » — « Bjornson as a Playwright », par Robert W. Buck, du collège Hendrix. « Comme dramaturge il occupe un premier rang, non pas comme technicien, mais comme maître d'une puissante analyse psychologique. » — « Bayard Taylor », par Laura Stedam. « Sa vraie vocation était la vocation poétique. Après vingt années de courage, les poètes lui souhaitaient la bienvenue. » — Mai : *North American Review*, « The Winter's Tale », par Sir Arthur Quiller-Couch, une étude sur la dernière de Shakespeare. — Christopher Marlowe, « la dernière composition en prose de Swinburne, imprimée ici pour la première fois; un essai sur Marlowe et quelques-uns de ses contemporains d'ordre secondaire. Swinburne le déclare « le père de la tragédie anglaise et le créateur du vers blanc anglais et par là le maître et le guide de Shakespeare. » — *Poetry*, article de fond par Miss Monroe, directrice de périodique, dans lequel elle fait sentir l'extraordinaire renaissance poétique aux Etats-Unis durant ces derniers quatre ou cinq ans. — *Indépendent*, 22 mai, « Robert Frost, a Poet of Speech », par George H. Browne. » M. Frost n'est pas non plus un profond moraliste, mais il est sain, simple et moral. » — *Nation*, 18 mai, « Hofmannsthal as a Lyric Poet », par Charles W. Stork. « Il est sous tous les rapports un phénomène très spécial en littérature; pour la plupart il sera sans grand intérêt, mais il donnera de grandes satisfactions aux connaisseurs. » — Juin : *North American Review* essai sur « As you like it », par Sir Arthur Quiller-Couch. « La pièce la plus charmante de l'enfance. » — *Bookman*,«John Godfrey Saxe », un article à propos du centenaire de la naissance du plus spirituel des poètes américains. — *Nation* : 1er juin, « Gerhart Hauptmann ad Tragedy, » par Philo M. Buck, directeur du *Mid-West Quartely*, à propos de la traduction du Professeur Ludwig Lewisohn des œuvres de Hauptmann (New York : Huebsch, 6 volumes, 1 dollar 50 chaque). « Les créations de Hauptmann sont irrationnelles et enfantines; il a réussi à marquer la véritable signification de la véritable tragédie. » — 15, « Flemish Folksongs, » traduits par Professeur John W. Cunliffe de l'université de Columbia. Ces chansons ont été chantées récemment à New-York par M. Antoine de Valley, ex-premier ténor de l'opéra d'Anvers et directeur en chef de la croix rouge belge en Angleterre. — 22, » Amy Lowell and Others,» par professeur O. W. Firkins; une critique de *Six French Poets* d'un caractère en somme approbateur et une critique aussi de quelques volumes récents de poèmes, par Walter C. Arensberg et Louis Untermeyer. — Dans le même numéro de la *Nation*, B. O. Morgan, de l'université de Wisconsin, annonce qu'il pense produire une traduction complète en hexamètre de l'*Iliade* et de l'*Odyssée*, mais avant de s'engager dans ce travail il aimerait savoir si quelqu'autre érudit a entrepris ce même ouvrage. — Juillet *Bookman*, « Diversions of the Re-Echo Club », par Carolyn Wells; quelques bonnes parodies de *Tipperary*. — « The Uncollected Poems of H. C. Bunner », par Professeur Brander Matthews. — J. L. Perez, the Father of Yiddish

Literature », par Henry T. Schnittkind, un des directeurs du *Stratford Journal*, la nouvelle revue de Boston. « Ces premiers efforts littéraires furent dans l'arène poétique ; ses poèmes ont une ressemblance avec la musique de Debussy, pleine de mélodies nouvelles ». — Dial, « The Spirit of Japanese Poetry », par Arthur L. Salmon. « Le tempérament national n'a pas atteint les profondeurs les plus grandes du sentiment poétique ». — « Recent Poetry », par Professeur Raymond M. Alden, de l'université de Stanford ; une série de critiques brèves d'une quinzaine de volumes de vers, tous à l'exception d'un ou deux dus à des plumes américaines. — *Poetry*, « Ruben Dario », par Salomon de la Selva, le jeune poète et critique du Nicaragua. Cet article est un éloge, une biographie et une critique. « C'est le Keats espagnol, un virtuose de mots égalant pleinement Swinburne ou d'Annunzio, et possédant un plus grand nombre d'idées qu'aucun de ces deux. » — August Stramm », par Edward O'Brien, qui esquisse la vie de ce jeune capitaine allemand, tué sur le front russe. « Il aurait pu dans l'avenir être pour l'Allemand ce que Synge fut pour l'Irlande ». — Dans le même numéro de *Poetry*, on nous annonce l'heureux gagnant du prix de cent dollars pour la meilleure pièce en un acte. Près de cent concurrents y prirent part ; cinq d'entre eux reçurent des mentions honorables et le gagnant, avec « Three Travellers Watch a sunrise », fut un jeune avocat de New-York, Wallace Stevens. — *South Atlantic Quarterly*, « The Gothic Spirit in Shakespears », par Professeur F. M. Padelford, de l'université de Washington. « Shakespeare fut en effet un véritable enfant du nord ; en lui se réincarna l'esprit des architectes gothiques ». — *North American Review*, « Giovanni Pascoli », par Ruth Shepard Phelps, professeur à l'université de Minnesota. « Pascoli fut un des poètes le plus purement personnel qui ait jamais écrit. C'est le poète des choses infiniment petites ; il trouva l'emploi le plus heureux des talents de son *fanciullino* ». Miss Phelps donne en vers anglais des Traductions très heureuses du *fancillino*. — « A Note on Rossetti », par Arthur Symons. « Depuis Léonard de Vinci et Blake fut-il jamais un peintre doué aussi magnifiquement que Rossetti, et dans des branches si diverses ? » — Août : *Dial*, « Poetry and Other Things », par H. E. Warner, un auteur américain bien connu de chansons ; un long examen critique sur le vers libre, dont voici la conclusion : « Je ne puis croire que le vers libre, soit une forme littéraire permanente ; à mon avis, c'est une forme hybride dont nous pouvons, avec assez d'assurance, prédire la stérilité ». — *North American Review*, « Manifold Nature », par John Burrouggs, le célèbre naturaliste américain qui rend un profond hommage dans trois pages à Walt Whitman « dont l'attitude envers la nature se distingue de toutes celles des autres poètes, anciens ou modernes ». — « Samuel Butler » (1835-1902), par Clara G. Stillman, du Collège Barand, qui ne doit pas être confondu avec cet autre poète du même nom qui vécut au XVIIe siècle. « Un des esprits créateur le plus original de son temps. » — « Tchekhov and the Spirit of the East », par Hélène McAfee, professeur au Collège de Constantinople. « La figure la plus sympathique parmi les dramaturges russes modernes. — *Bookman*, « James Elroy Flecker English Parnassian », par Milton Bronner. « Il a été appelé le dernier des parnassiens et il aurait pu être appelé avec une égale véracité le premier des parnassiens anglais. » — *Independent*, 28 août

« Amy Lowell, Sterm-Center », par Louis Untermeyer, le poète new-yorkais distingué. « Miss Lowell est certainement de beaucoup la poètesse la plus versatile et la plus puissante en Amérique aujourd'hui ».— Septembre: *National Magazine*, « The New Poetry », par Richard Hunt; le meilleur article que j'ai vu à ce sujet et la part que Miss Lowell a prise dans le mouvement pour le vers libre en Amérique. « Personne n'a fait davantage que Miss Lowell pour remettre la poésie dans sa place véritable parmi les arts. » — *North American Review*, « Modern Tendencies in Poetry », par Arthur D. Ficke, l'auteur de plusieurs volumes de poésie. « Il n'y a pas de sens commun dans le préjugé très répandu qui s'oppose aux vers libres du poète moderne. Il ne se trompe pas en faisant usage du vers libre. Son unique erreur consiste à s'y attacher exclusivement. Il a fait comprendre au monde qu'après tout il y a de la dynamite et un volcan au cœur de la poésie. Pour ceci rendons-lui grâce. » — *Nation*, 7 septembre, « Shakespearean Scholarship », par Professeur Ashley H. Thorndike, l'Université de Columbia ; une critique des études sur Shakespeare durant les dernières 25 années. « La part toujours grandissante de la France dans ces travaux est un des signes très sûrs de son intelligence toujours en éveil. » — « Giuseppe Pitre and Sicilian Folk-Lore », par Professeur T.-F. Crome; une analyse approfondie des travaux de ce grand folkloriste italien par un des folklorites américains des plus éminents. — *Independent*, 4 septembre, « Sappho's Songs of Exile », par Dr. Marion Mills Miller, avec une traduction rythmique de deux nouveaux poèmes découverts récemment ; Dr. Miller présente une nouvelle théorie à propos de la métrique saphique. — *Dial*, 21 septembre, « Henri de Régnier », par Richard Aldington ». Je ne connais pas un autre écrivain vivant dont l'emploi de la langue me donne un si grand plaisir. » — Octobre : *Stratford Journal*, « The Poetry of Luis G. Urbina », par Alice Stone Blachwell, qui donne la traduction d'une douzaine de poèmes de celui qu'elle nomme « le poète lauréat du Mexique. » — *Yale Review*, « Bacon against Shakespeare », par Professeur Frederick E. Pierce, qui a fait une investigation approfondie de la controverse Bacon-Shakespeare. « Quand un athée sera proclamé comme auteur de *Paradis perdu ;* quand les chansons à boire de Burns seront attribué à un buveur d'eau, et quand le nom de Bernhardi sera accepté comme pseudonyme pour celui de M. Bryan, alors, et alors seulement, des hommes ayant du jugement littéraire croiront que ce fut Bacon qui écrivit une seule ligne des pièces de Shakespeare ». — *South Atlantic Quarterly*, « John Charles Mc-Neill », par Henry-E. Harman. « Ses plus beaux vers se rapportaient à la vie rurale de la Caroline du Nord ». — « American Drama and the European War », par Professeur Archibald Henderson. « L'Amérique peut répondre aux besoins de l'Angleterre et de l'Europe et peut prendre place parmi les nations produisant les grandes œuvres dramatiques. » — *Poetry*, « A Soldier Poet », une critique favorable de *Le Prisonnier des Mondes*, par Jean Le Roy, qui est lui-même un poilu. « Son ouvrage montre quelles belles fleuraisons sont menacées par la faux de la guerre. » — *Evening Post*, 7 octobre, « A South American Poet », par Alice Stone Blackwell; il s'agit de Jose Santos Chocano, du Pérou », un des poètes les plus connus de l'Amérique du Sud », qui a visité récemment les Etats-Unis. — *Independent*, 16 octobre, « Vers Libre », par Professeur Cunliffe. « Les Disciples

du vers libre en Amérique se déclarent être les descendants des symbolistes français, et leur devise, prise de Remy de Gourmont est, « Individualité en littérature, liberté en art, et l'abandon des manières existantes ». — Novembre : *Poetry*, « chaque année ce numéro a une responsabilité spéciale et délicate, — la remise des prix de poésie. Les trois lauréats de cette année sont Edgar Lee Masters, John Gould Fletcher et Miss Muba Lee, d'Oklahoma ». — *Nation*, « Rabindronath Tagore », par le critique littéraire Paul E. More. « Si quelqu'un s'intéresse à mon opinion à ce moment où le diable est déchaîné, j'essaye de trouver de la consolation et de l'espoir dans les philosophes qui ont au moins de la virilité ». — « Vener von Heidenstam », le poète suédois ayant reçu le prix Nobel de littérature pour 1916, par Charles W. Stork. « Aussi introspectif que Poe, ses thèmes sont pour la plupart mélancoliques et s'occupent du sujet de la mort, — fréquemment de la pensée de sa propre mort. » — *Independent*, 20 novembre, « The Poet Chesterton », par Dr. Edwin, E. Slosson. « Nul ne peut comprendre entièrement Gilbert Keith Chesterton s'il ignore ses vers ». — « The Most American et Poets, « par Joyce Kilmer. « Les vers d'Arthur Guiterman sont distinctement américain comme sujet, comme caractère et comme style ». — Décembre : *North American Review*, « Gustaf Froding », par Charles-W. Stork, auteur de *Selections from Froding*. « Ce poète suédois est un des maîtres de la poésie lyrique. » — *Evening Post*, 9 décembre, « Emile Verhaeren, Poet of Humany », par Mary L. Becker. « Par la forme les vers de Verhaeren se rapprochent beaucoup plus d'Emerson que de Witman ». — *Nation*, 14 décembre, « Percy Mackaye », par Professeur O.-W. Firskins. « Ses vers portent l'empreinte d'une nature et d'une expression qui laissent sur l'esprit un souvenir durable. » — *Dial*, 14 décembre, « A New Field for Free Verse », par Henry-B. Fuller, un des plus ardents promoteurs à Chicago du vers libre, « qui est le trait d'union entre la poésie et la presse ». — « Four American Poets » (Masters, Sandburg, Lowell et Frost) par William A. Bradley, poète lui-même ; critique de *Rhymes of a Red Cross*, par Robert W. Service, poète écossais. « Nous avons demandé des vers guerriers ; autant que je puis en juger, les voici. » — l*Evening Post*, 30 décembre, « Percy Mac Kaye's Work », par Professeur O.-W. Firkins. « Ce mélange d'esprit et de fantaisie nous rappelle les siècles passés aux temps d'Elisabeth ou au pays au-delà des mers pour trouver l'équivalent dans le « poudre d'ostres » avec lequel Rostand fait étinceler ses charmantes pages ».

THÉODORE STANTON.

OUVRAGES SUR LA GUERRE ACTUELLE

Georges Duhamel : *Vie des Martyrs*, Mercure de France, 3.50. — Capitaine Langevin : *Cavaliers de France*, L'Edition française, 30 rue de Provence, 3,50. — Lieutenant Péricard : *Ceux de Verdun*, Payot, 3,50. — Arnould Galopin : *Sur la ligne de feu*, E. de Boccard, 3,50. — Georges Docquois : *Nos émotions pendant la guerre*, Albin Michel, 3,50. — S. Grumbach : *L'Erreur de Zimmerwald-Kienthal*. Edition de l'Humanité, 2 fr. 50. — Edgard Milhaud : *La Société des Nations*. Bernard Grasset, 3 fr. 50.

M. Edgard Milhaud a réuni en volume sous le titre : **la Société des Nations**, une série d'articles parus dans *l'Humanité*, en y

ajoutant quelques chapitres nouveaux. L'ensemble, toutefois, forme bien un ouvrage où l'on ne sent pas trop le décousu habituel des recueils d'articles. Cela tient sans doute à la sérénité de pensée de l'auteur qui se laisse peu affecter par les incidents de la vie politique. Il poursuit imperturbablement son chemin, attentif seulement, au passage, à ce qui peut lui fournir un argument nouveau pour sa thèse. Il cite volontiers des documents mais ils se placent toujours dans un ordre logique, non dans un ordre historique.

Cependant il a été très ému par la lecture des notes et discours du président Wilson. Ses idées, certes, étaient déjà formées avant que le professeur-président invitât les belligérants à formuler leurs buts de guerre, mais c'est évidemment l'attitude de M. Wilson qui l'a confirmé dans son espoir d'une réalisation prochaine de cette Société des Nations qui semblait encore, tout récemment, une utopie lointaine, sinon même dangereuse.

M. Edgard Milhaud est membre du parti socialiste, orateur écouté des Congrès. C'est dans le journal du parti qu'il a publié d'abord la plus grande partie de son livre. Ce travail est donc un acte, encore plus qu'une étude. Il a exercé une réelle influence. Il répond à une préoccupation de Jaurès, qui affirmait la nécessité, pour susciter toute l'énergie qu'exige la défense nationale, de passionner la nation par un grand dessein ou de puissance, ou de justice. Le grand dessein de puissance existe en Allemagne. Le grand dessein de justice existait en France. M. Edgard Milhaud a voulu le préciser en parlant de la Société des nations. Il est certain que, par lui, l'idée a fait du progrès dans les milieux socialistes, et qu'il a ainsi contribué à y « maintenir le moral ».

Je trouve cependant à son livre un défaut assez grave. Que la société des nations soit le but suprême, en ce qui concerne la question des relations internationales, qui a été posée par la guerre, tous les gouvernements sont aujourd'hui en voie de le reconnaître. C'est bien le moment de montrer combien cette idée est réellement pratique, et son application nécessaire. Mais, précisément, il me semble que M. Edgard Milhaud donne trop l'impression d'un rêveur et d'un utopiste.

Peut-être cela tient-il à une lacune du livre. C'est à peine s'il y est parlé du droit des peuples. Il en est parlé, naturellement. Quelques chapitres y sont même spécialement consacrés. A propos de la déclaration du premier gouvernement provisoire russe sur l'indépendance de la Pologne, l'union militaire qui y était prévue est discutée. Mais l'importance du droit des peuples n'est pas suffisamment mise en valeur. et n'est pas rappelée dans les chapitres de conclusion. Il en résulte que la Société des Nations apparaît comme une construction un peu en l'air, sans base solide. Car la condition pour

que cette Société soit viable, c'est que les nations soient d'abord constituées.

Et puis, même, et surtout peut-être, dans un ouvrage où s'affirme le programme d'un avenir si pacifique, il conviendrait de dire que la réalisation n'est pas possible sans la victoire.

L'erreur de Zimmerwald-Kienthal a été le sujet d'une conférence faite à Berne le 3 juin 1916, deux mois après la conférence de Kienthal, par S. Grumbach. Il analyse les différences notables, d'une part, entre les idées affirmées à Zimmerwald, et celles qui furent proposées à Kienthal, et, d'autre part, entre les idées personnelles des hommes qui ont adhéré au mouvement kienthalien. La formule extrême et la plus précise qui est sortie de leurs discussions est celle-ci : « La défense nationale n'est pas socialiste ». Il n'est pas difficile de montrer qu'elle est directement contraire à toutes les déclarations de l'Internationale et de ses diverses sections, avant, comme pendant la guerre. Et il est intéressant de relever, comme le fait M. S. Grumbach, les nombreuses déclarations personnelles de tous les socialistes kienthaliens notoires, qui passent pour être les partisans de cette formule, alors qu'en réalité ils ont eux-mêmes admis la nécessité de la défense nationale.

On éprouve un véritable malaise en face de semblables contradictions. On est fatalement tenté de mettre en doute la sincérité des gens qui se démènent tant, et dont l'agitation a pour effet de suggérer des idées qu'eux-mêmes ne peuvent approuver. Il est singulier de se réunir pour manifester publiquement une telle incohérence. On se demande quels sont leurs mobiles. Il est pourtant certain que la plupart de ces hommes agissent loyalement, selon la tendance de leur esprit, en sorte que si l'on découvre parmi eux des meneurs louches, dont l'action est déterminée par des motifs inavouables, l'œuvre de Zimmerwald et de Kienthal n'est pas pour cela plus aisée à comprendre, c'est, au contraire, une complication de plus.

M. S. Grumbach a trouvé le moyen d'être clair dans son exposé de l'erreur et des contradictions des Kienthaliens. Vu la confusion de leurs idées et de leurs menées, ce n'est pas un mince mérite. Mais son volume est surtout une critique doctrinale, et ce n'est pas là ce qui nous intéresse le plus dans cette histoire. Comme il habite en Suisse pendant la guerre, en sorte qu'il a connu tout ce qui était public, comme il était, avant la guerre un habitué des congrès allemands et des congrès internationaux, en sorte qu'il connaissait personnellement presque tous ceux qui ont pris part au mouvement Kienthalien, il aurait pu essayer d'en raconter le développement historique, et la révélation décisive, encore qu'incomplète, du rôle joué par Robert Grimm, montre à la fois combien cette histoire serait difficile à écrire dès maintenant, mais aussi combien elle serait intéressante.

La connaissance précise que possède M. S. Grumbach, socialiste alsacien, de la social-démocratie allemande, lui permet d'apprécier la tactique de celle-ci. A cet égard je signale les pages suggestives 50-58. Je citerai seulement le passage suivant, où il est question de la résolution commune que les partis socialistes anglais et français, au temps lointain où la guerre n'était encore qu'une menace, s'efforçaient de faire adopter à l'Internationale, et par conséquent à la section allemande, pour la lutte contre la guerre :

... Dans les quatre années qui suivirent le Congrès de Copenhague (1910), la social-démocratie allemande ne tint pas la promesse qu'y avaient faite des représentants de mettre cette question à l'ordre du jour de la prochaine réunion plénière du parti national ; au contraire, les chefs du parti allemand empêchèrent systématiquement que l'on en vînt à une discussion publique générale sur ce sujet.

On voit qu'il reste des découvertes à faire dans la préhistoire de la guerre.

P.-G. LA CHESNAIS.

§

Georges Duhamel est aide-major sur le front. Sa **Vie des Martyrs** est le fruit d'une longue station dans ces formations sanitaires où les blessés affluent.

Une langue nette et simple, des observations précises rendues avec cette vérité imagée qui est un des plus attrayants parmi les acquêts modernes de la littérature et par-dessus tout, on sent que malgré le détachement apparent et le souci d'observer impartialement, une pitié profonde domine cet ouvrage dont l'importance est capitale au point de vue de la psychologie de cette longue guerre.

Je n'ai pas eu l'occasion de lire *le Feu* d'Henri Barbusse. Mais, j'ai vu beaucoup de bons esprits qui, se plaisant à faire la comparaison du livre d'Henri Barbusse avec celui de Duhamel, ne cachaient qu'ils mettaient la *Vie des Martyrs* beaucoup plus haut que *le Feu*.

Duhamel qui a sondé ici les abîmes de souffrance humaines que la guerre a creusés, n'y a pas été par quatre chemins. Il est profondément descendu dans les régions qu'il voulait explorer. Mais il a su garder un ton qui n'est pas le moins du monde sentimental et presque toujours cette sorte de bonne humeur qui est le propre de tous ceux qui ont fait la guerre.

Les bons morceaux abondent dans la *Vie des Martyrs*. Il y en a de rapides comme la balle qui atteint à vol d'abeille l'isolé qui marche à côté du boyau, il y en a de longs où sont étudié ces types merveilleux de blessés que sont les « bonhommes ».

Le vocabulaire est excellent. Il n'exagère point le pittoresque lan-

gage de nos poilus, tout en faisant état chaque fois qu'il y a lieu. Duhamel n'a pas reculé devant l'argot des formations sanitaires du front et il parle du « pistolet » avec cette simplicité qui est l'apanage des bons écrivains. La qualité particulière à cet ouvrage, c'est qu'on y trouve à chaque page cette sorte de sang-froid que les médecins acquièrent au contact de la souffrance. On sent que l'auteur considère les blessés comme des enfants qui ont besoin qu'on soit affectueux pour eux, mais aussi qu'on les gourmande sans méchanceté et qu'on ne les prenne pas trop au sérieux, car leur avenir en dépend.

Soignant leur corps, le médecin se distingue à l'égard des blessés, du prêtre qui leur enseigne la résignation et l'oubli des injures. Duhamel n'a rien non plus du pédagogue qui réprime de mauvais penchants. C'est plutôt une sorte de frère aîné, vigoureux et qui amuse tout en pansant le bobo. C'est un médecin, il soigne des blessures, elles sont souvent affreuses. Et les sentiments fraternels si compliquent parfois d'une grande tristesse, mais d'une tristesse que se montre le moins possible et ne risque pas de donner le cafard.

C'est pourquoi la lecture de ce livre a quelque chose de réconfortant. Outre le plaisir littéraire, elle donne une confiance dans la vie qui se répare si près de la mort. A un plus haut degré que les prêtres, le corps médical a été le grand consolateur de cette guerre.

Voyant les yeux des grands blessés qui imploraient son aide, Duhamel, vous n'avez nullement songé à écrire le martyre des victimes, mais destiné à les guérir et déterminé à tout faire pour atteindre ce but rédempteur, c'est de vie que vous avez écrit, de la vie des Martyrs.

GUILLAUME APOLLINAIRE.

§

Le récit donné par le capitaine Langevin : **Cavaliers de France**, avec une excellente préface de Théodore Chège, est un des plus curieux et prenants de ceux qui ont été donnés jusqu'ici sur les premiers mois de la guerre. Il est tout en mouvement, en actes, en images rapides, si bien qu'on assiste vraiment aux choses de la lutte ; qu'on retrouve le décousu, l'incertitude, le caractère fragmentaire et presque toujours épisodique des opérations qui se développent dès lors sur de vastes espaces, mais dont les acteurs ne peuvent jamais saisir qu'un côté, -- et le plus souvent en somme, ce qu'ils ont directement sous les yeux. L'auteur raconte les débuts de la guerre du côté de Laix, de Ville-en-Monthois, de Guercy ; une première rencontre avec des cavaliers allemands venus de Thionville ; l'entrée en Belgique et bientôt un combat donné du côté de Neufchâteau. Presque de suite, d'ailleurs, c'est la retraite, par une chaleur atroce, sur les routes poudreuses, avec la cohue et le désarroi

des plus mauvais jours. Le capitaine Langevin la raconte depuis Rocroy, avec ses incidents, ses circonstances diverses. Un moment, un village se trouve défendu par trois hommes, — qui doivent tendre des fils de fer pour retarder l'ennemi et faire du tapage pour lui donner l'idée qu'ils sont beaucoup. Ailleurs la cavalerie se trouve sous le feu des Allemands et nombre d'hommes sont atteints. Les troupes en retraite croient se refaire, stationner au camp de Sisonnes ; mais l'ordre arrive de repartir. Il faut gagner Craonne, Soissons, — une étape de 120 kilomètres, « dans un pays dénudé, roussi, poudreux, par une chaleur insupportable ». Les hommes s'affalent à l'arrivée, s'endorment sur le sol ; rien à manger où des choses vagues ; tous sont harassés par cette course de 3 à 400 kilomètres depuis Charleville. La retraite doit continuer pourtant, par Soissons, les rives de l'Ourcq. Le capitaine Langevin est devenu agent de liaison et se trouve continuellement en route. A l'arrivée sur la Marne qu'il faut passer au pont de Mont-Saint-Père, les hommes sont fourbus. La retraite, dont il est donné un tableau lamentable dans ce récit et qui fut bien un des épisodes les plus tristes de la guerre, continue en deçà cependant, dans le même désarroi, les mêmes bousculades. La division passe à Montmirail, arrive enfin à Bellot, — pour repartir de suite, retourner sur les emplacements quittés. Sur le petit Morin, le mouvement se poursuit ; mais le 5 au matin, l'ordre arrive de défendre à Meilleray la voie ferrée de Paris à Châlons. Il y a d'autres événements secondaires ; puis brusquement on s'aperçoit que la poursuite de l'ennemi s'est arrêtée, qu'il bat même en retraite. La décision est venue d'autre part sans doute, mais l'avantage est quand même de notre côté. Les troupes se portent en avant ; le général Maunoury arrive sur l'Ourcq ; les Anglais sont à Coulommiers. C'est l'offensive, mais qui surprend encore, — tant qu'un général répète continuellement : « C'est un traquenard ! C'est un traquenard ! Messieurs, ils nous attirent dans un traquenard ! » La cavalerie d'ailleurs est fourbue, après un mois de chevauchées épuisantes, cependant qu'elle doive donner quand même ; et partout où l'on arrive, cela « sent le Boche », — c'est-à-dire que cela pue étrangement. Des nôtres sont à la poursuite de l'ennemi depuis la Ferté-Gaucher ; le sol est partout jonché de débris divers, de choses volées, d'ustensiles jetés pêle-mêle, bouteilles, chaises, pendules, matelas, armoires, — les restes du pillage parmi des voitures aux roues brisées, des casques, des lances, des chevaux morts, des milliers de cadavres qui jonchent la plaine ; et sur celà, toujours l'odeur de pourriture, l'odeur de l'Allemand qui se retrouve partout. Il y a du reste des à-coups, des arrêts, des reprises du combat. Au loin on entend la canonnade de Montmirail, dont le combat s'achève. Tandis que se terminait la bataille de l'Ourcq, la poursuite continua, et la cavalerie faillit faire un trou,

passer à travers les lignes adverses, entre deux armées qui parent se retirer néanmoins, se retrancher bientôt sur des points d'avance prévus. Les troupes en somme se trouvaient sur la marge de deux batailles, Craonne et Reims, et le 19 septembre, le capitaine Langevin put assister au bombardement de la ville des sacres, dont la cathédrale atteinte flamba enfin vers 5 h. du soir. — C'était le dernier épisode de ce côté. On envoya la cavalerie dans le Nord et elle débarqua le 3 octobre à Arras. Il fallut bientôt éloigner les chevaux et commencer la guerre d'embuscades, de tranchées qui devait se poursuivre si longuement. Les cavaliers même eurent leur part dans la défense de ce qui restait de la Belgique et se battirent *à la lance* dans les fossés de l'Yser. — Relevés enfin le 28 octobre, leur Colonel pouvait déclarer : « Maintenant je vais pouvoir changer de linge. Cela ne m'est pas arrivé depuis trente jours ! » — Le récit du capitaine Langevin est en somme un témoignage. Il méritera d'être consulté par ceux qui écriront l'histoire des premiers mois à la guerre dont il a raconté des à-côté souvent curieux, — et l'incertitude des heures terribles qui précédèrent la grande bataille livrée de la Marne aux Vosges et qui arrêta net la ruée allemande sur la capitale.

Le lieutenant Péricard dont nous avons eu le plaisir de parler déjà, apporte un nouveau volume : **Ceux de Verdun**, où il raconte principalement les combats et la défense du village de Douaumont. Mais ce qu'il a voulu donner, nous dit-il lui-même, ce n'est pas tant le récit d'engagements qui sont déjà connus par ailleurs, c'est l'âme même des combattants : Le « poilu » est un être simple ; il lance une grenade et allume une pipe. Il arrive, noir de crasse, rongé par la vermine, la capote et les jambes pleines de boue pour avoir dormi sur son sac, le dos à une paroi humide ; souvent les pieds dans l'eau jusqú'à la cheville, il a fait des déjeuners de hasard, car le ravitaillement n'arrive pas ou mal. On l'appelle pour son tour de garde et on l'installe près d'un créneau, une petite ouverture entre deux sacs, — et tandis que la pluie dégringole sans fin, il rit silencieusement : il songe au *Fritz* d'en face et aux lourdes marmites dont il est gratifié par notre artillerie. — Arrive le moment de la ruée allemande sur Verdun, et qui sacrifiera tout pour enlever la place. Le régiment du lieutenant Péricard est envoyé de l'arrière pour tenir le village de Douaumont. Les choses vont assez mal dans le moment. Les troupes qui passent à Rosnes, à Lavallée, à Pierrefitte, Recourt, Villers, Sommedienne croisent des convois interminables d'évacués, qui traînent leurs mioches, enlèvent leurs meubles et leurs nippes ; et c'est ainsi le spectacle de la route qui marche, « où passent et cheminent les forces de la France ». Le lieutenant Péricard arrive sur le terrain alors que c'est déjà la retraite ; les hommes récriminent et vitupèrent ; c'est « la grogne » comme sous le Premier Empire, mais dès

qu'il s'agit de se battre, la mauvaise humeur tombe, et chacun ne songe plus qu'à cogner sur l'Allemand. Sur un ordre, les « poilus » se jettent par dessus la route de Fleury, puis à travers la plaine qui monte vers le bois de la Caillette. Il n'y a plus de traînards dès ce moment. Les troupes atteignent bientôt Douaumont et s'établissent dans le village, — « en corne », en avant du fort que guette l'ennemi prêt à donner l'assaut. Certains sont postés dans un élément de tranchée contournant le village au Nord-Est. Il fait froid ; les pieds enfoncent dans la boue ; le bombardement, furieux, est ininterrompu. Et ce sont des combats, des assauts ; le premier bataillon, submergé, doit se retirer sur Douaumont. Les Allemands, déguisés en zouaves, parviennent même à s'introduire dans le fort ; mais s'ils ont pris notre uniforme, ils ont conservé leur accent : « Posse fussil ! » cria l'un d'eux à un adjudant qui s'approche en reconnaissance. Le sous-officier est fixé et fait recommencer le tir. — Le fort avait été occupé, mais le village tenait toujours. Le régiment du lieutenant Péricard finit par être relevé et put gagner Fleury, à l'arrière, puis Verdun. Après un court repas, il dut aller batailler encore en Woëvre et se trouva aux Eparges, un des coins les plus atroces de la ligne de front, — et cette relation s'achève en un cri de haine, — la haine qui doit nous survivre contre le peuple de proie et de sang qui a déchaîné cette guerre, la plus odieuse et atroce qui mérite de rester dans la mémoire des hommes.

Avec M. Arnould Galopin, feuilletoniste et correspondant de guerre au « Journal », nous avons un *Carnet de Campagne* : **Sur la ligne de feu**, dont les croquis, les notations de bon reportage concernent les faits de la guerre entre septembre 1914 et les mois d'avril et même d'août 1916, — de la bataille de la Marne à peu près jusqu'à l'entrée en ligne des armées anglaises et aux combats de la frontière du Nord. Ce qu'il a noté sur son carnet c'est ainsi un engagement du côté de Vic-sur-Aisne ; plus loin la rencontre d'un convoi de blessés qui ne demandent qu'à guérir vivement pour retourner se battre. Il traverse le pays où se sont déroulés en partie les combats qui ont pris le nom de bataille de la Marne, et se trouve du côté de Villers-Cotterets, de Saint-Crépin-au-Bois ; d'autre localités ne sont désignées que par des initiales ; c'est V ; B. sur Aisne, le bois de X ; les combats de T. ou de R. Mais il a noté spécialement le tragique aspect du terrain le 22 septembre, du côté de Tracy-le-Val : « Derrière un haut monticule, des caissons d'artillerie allemande gisent, crevés par la mitraille. Des chevaux étendus sanglants dans des postures étranges achèvent de mourir. Deux pièces prussiennes, à demi enlisées dans le terrain gras, menacent toujours l'horizon. Des servants, qui n'ont plus figure humaine sont étendus dans la boue... Le long d'un talus couronné de noisetiers, c'est un

lamentable amoncellement de cadavres, des artilleurs saxons, de l'infanterie de réserve bavaroise, des chasseurs wurtembergeois... Plus loin sont des tranchées remplies de morts, fosses creusées à l'avance pour les victimes des shrapnells. Nos tirailleurs ont fait là une terrible besogne. Surpris par l'avalanche noire, les Allemands ont été cloués dans leurs terriers. Les cadavres s'entassent les uns sur les autres ; c'est un hérissement de baïonnettes, de sabres, de crosses brisées, de casques à pointe et d'ossements rouges. L'odeur âcre et nauséeuse de la mélinite flotte encore dans l'air et se mêle à celle qui monte déjà de ces cadavres éventrés. » — Le récit a noté plus loin un épisode dramatique de l'occupation de Couloummiers, mais qui avait été donné déjà par P. Ginisty et Arsène Alexandre dans leur *Livre du Souvenir* (1). Une seconde partie du volume nous mène chez nos amis les Anglais et donne d'intéressants détails sur leurs troupes indigènes, l'organisation et l'installation des camps. Un moment, les corps en marche traversent des paysages dévastés, où s'étale la misère prenante de nos départements du Nord. « Partout des terres meurtries, de vieux beffrois décapités, des citadelles en ruines, des moulins à vent aux ailes déchiquetées, des pont-levis effondrés, — qui apparaissent confusément dans le brouillard et au tournant des chemins jonchés de chevaux morts... » Puis c'est l'assaut des terribles Gourkhas, ces hindous qui se battent surtout au couteau et « saignent » les Allemands. — Dans la dernière partie il est parlé enfin des choses de la mer, le bombardement de Zeebrugge, la capture au Havre d'un chalutier ennemi qui se couvrait du pavillon anglais et dont le lieutenant-pilote qui se fait siffler au passage, au débarquement, était comme toujours, un familier du port, le commandant du *Fürst von Bismarck*, que nos matelots ont un jour sauvé du naufrage. Toutefois, peut-être M. Arnould Galopin a-t-il un peu trop abusé, dans ces derniers récits, des termes de marine, — comme s'il tenait à nous faire savoir qu'il les connaît abondamment.

A la librairie Albin Michel, M. Georges Docquois publie encore un bizarre volume : **Nos Emotions pendant la guerre**, qui est une sorte d'enquête recherchant l'influence du présent conflit sur la mentalité, les projets et les œuvres des écrivains actuels. Mais ce travail nous a semblé d'une certaine ironie. Parmi les personnalités qui défilent sur l'écran, voici Octave Mirbeau un des premiers : « Il recopie *Dingo* sur de nobles carrés de whatman », mange une tartine de confitures, déblatère sur le bourgeois et l'impudicité des femmes. Après quoi il s'emporte : « Pourquoi, ai-je écrit », etc... — et enfin se sentant mourir, au milieu du bouleversement actuel, il envoie

(1) *Le livre du Souvenir, Guide du voyageur dans la France envahie*, tome I, 1916. Cf. *Mercure de France*, 16 fév. 1917.

les lettres si curieuses qui ont été données par les journaux. — C'est ensuite Paul Adam, qui rêve de l'Académie, parle du roman de demain ; Courteline assagi, confessant qu'il est attaché au Ministre de l'Instruction Publique, et qui finit par se débarrasser assez prestement de son interlocuteur ; Pierre Wolf, dont la conversation est coupée vingt fois par le téléphone et qui en prend prétexte pour ne pas dire grand chose ; Paul Bourget qui se réserve de même et peut-être se méfie ; Charles le Goffic, avec un air dubitatif et qui prévoit « des changements d'importance » : J.-H. Rosny « descendu autrefois d'un relief de Khorsabad » qui aligne quelques idées intéressantes et dont on finit par savoir qu'il reçoit le 4e mercredi du mois. Ce n'est pas tout d'ailleurs. Nous voyons encore passer Abel Hermant, sur lequel M. Docquois note des choses curieuses, mais qu'il confesse n'avoir interrogé qu'en rêve ; M. René Boylesve, M. Arnould Galopin, et M. Camille Saint-Saëns et M. Aug. Dorchain. Ensuite viennent de très jeunes hommes, des potaches, qui seront ou ne seront pas, mais se montrent contents d'être interrogés puisqu'ils répondent. Enfin, il y a une enquête sur « celui qu'on attend », le grand lyrique, souhaité avec impatience, paraît-il ; qui écrira sur la guerre et à propos duquel chacun donne son avis. — Mais était-ce véritablement indispensable ? Les gens qui s'inquiètent ou proposent de dire ce qui arrivera demain m'amuseront toujours. M. G. Docquois en choisissant pour titre de ce livre spéctal : *Nos Emotions pendant la guerre* me paraît avoir quelque peu exagéré. — Au moins déplace-t-il sensiblement la question, qui n'est point tant de savoir ce qu'on dira de la guerre actuelle, que de connaître la façon et quand il nous sera enfin possible d'en sortir.

CHARLES MERKI.

A L'ÉTRANGER

Balkans.

Plus on s'éloigne du jour où Constantin fut invité à quitter le sol hellénique et plus on incline à croire que la forme actuelle du régime n'est que transitoire. Sur ce point l'accord est déjà fait entre presque tous les Hellènes, ce qui ne veut aucunement dire d'ailleurs que tous envisagent exactement de la même manière la question du régime à adopter après la conclusion de la paix. Parmi les vénizelistes, les uns soutiennent que la dynastie constantinienne ayant causé un tort beaucoup trop grand au pays, il faudrait la remplacer par une autre aussitôt que les circonstances le permettront. Une autre fraction des vénizelistes affiche déjà ses tendances républicaines. Et si vous voulez savoir la pensée des constantinistes les plus fanatiques, rapportez-vous-en à M. Charles Frégier, correspondant du *Journal*

des Débats en Grèce, qui nous donne les intéressantes appréciations que voici :

Le petit parti des « fanatiques » n'a rien abandonné de ses aspirations et de sa foi. Pour lui, l'abdication de Constantin est le suprême sacrifice fait par ce grand roi à la patrie. En cédant sans résistance pour éviter au pays une catastrophe, il a mis le sceau à sa gloire, il est devenu, dans toute la plénitude du terme, le roi martyr. Mais il a beau être loin de ses sujets, il a beau avoir transmis sa couronne à un autre, c'est toujours lui qui règne sur la Grèce ; en Alexandre, c'est uniquement la volonté de Constantin que l'on respecte en attendant le retour triomphal de Constantin lui-même. Car Constantin reviendra, les puissances l'ont promis. En effet, M. Jonnart ayant dit que, s'il le voulait, le peuple pourrait plus tard le rappeler sur le trône, cette phrase de circonstance est exploitée sans répit par les royalistes, à commencer par M. Zaïmis et par le principal intéressé. Le président du Conseil a déclaré que l'abdication serait provisoire et, pendant la journée du mercredi où il a reçu à Tatoï les derniers hommages de ses fidèles, l'ex-roi a conseillé à tous d'attendre avec confiance sont retour. Ainsi s'est créé, dès le jour de l'abdication de Constantin, un parti légitimiste irréductible.

Ce parti ne semble pas, toutefois, promis à une brillante destinée. Né de l'exaltation de ces jours de crise, il est douteux, à moins d'événements imprévus, qu'il rallie jamais beaucoup d'adhérents.

Vénizelistes à principes royalistes, vénizelistes républicains et les très peu nombreux *constantinistes fanatiques* s'accordent donc pour considérer le régime actuel comme provisoire. Seuls les *constantinistes modérés* sont disposés à se contenter définitivement du changement survenu. Mais eux aussi ne constituent qu'un groupement très faible qui ne semble appelé à jouer aucun rôle au cours des événements politiques qui vont se dérouler en Grèce. D'ailleurs tous les constantinistes réunis, fanatiques et modérés, ne forment qu'une infime minorité. Et je crois que j'exagérerais si j'avançais que Constantin a encore avec lui un trentième de la population du royaume grec. La partie donc se jouera entre vénizelistes à principes royalistes qui sont contre le maintien de la dynastie actuelle et vénizelistes républicains qui ne font que gagner du terrain. Plus que de se limiter à proclamer leurs tendances républicaines, ils organisent déjà leur nouveau parti qui influera peut-être d'une manière décisive sur les débats de la future assemblée constituante.

Mais tout cela n'est pas l'œuvre de demain. Pour que ces questions soient ouvertement posées devant le peuple, il est entendu que la guerre devra être d'abord terminée. Ce qui importait avant tout, c'était de situer nettement le pays dans le conflit mondial. Dès son arrivée, Venizelos s'est empressé de le faire. Les relations diplomatiques avec les Empires centraux et leurs alliés sont rompues. La Grèce intervient enfin dans la grande guerre avec ce qu'elle peut

avoir de forces présentement. A l'armée nationale de Salonique de nouvelles troupes organisées en Vieille Grèce vont se joindre progressivement, au fur et à mesure que les cadres s'épurent. D'anciennes unités seront refondues. Sous l'impulsion du nouveau gouvernement, il sera procédé à l'assainissement moral de l'armée. Le pays sera mobilisé graduellement. Il semble qu'il entre dans les projets de Vénizelos de décréter la mobilisation générale seulement quand il aura parcouru les provinces de la vieille Hellade.

Par une série de conférences, il expliquera au peuple pourquoi la Grèce doit combattre de toutes ses forces aux côtés des Alliés. Que la réponse du peuple sera telle que la souhaite le grand homme d'Etat, il ne peut y avoir de doute. L'accueil fait au nouveau gouvernement par la population en témoigne magistralement. Sous peu une armée de plus de deux cent mille hommes ira renforcer le front macédonien. Et que cette prévision ne soit pas considérée comme déraisonnablement optimiste. Après une longue période de stagnation la situation politique n'a-t-elle pas évoluée avec une rapidité vertigineuse en Grèce ? Depuis le premier geste de M. Jonnart jusqu'à la rupture des relations diplomatiques avec la Pangermanie, il ne s'est écoulé que quelques jours. Depuis la rupture jusqu'à la réorganisation de l'armée, il ne se passera que quelques semaines.

ALEXANDRE MAVROUDIS.

§

Danemark.

M. Andréas Winding, auteur d'un livre dont j'ai rendu compte ici, a cru devoir adresser au *Mercure* une lettre peu aimable. Je me garderai bien de regretter cette lettre, puisqu'elle lui a donné l'occasion de s'affirmer « ami de la France » et d'insister sur le noble côté du caractère français qu'il avait caractérisé par le titre même de son ouvrage : *Le pays de l'honneur*. Je n'avais pas manqué, d'ailleurs, d'expliquer le sens que M. A. Winding donnait à cette expression, et j'avais résumé précisément, la page de son livre qu'il cite. Seulement, afin de rehausser la valeur de cet hommage, afin d'en montrer, en quelque sorte, « l'objectivité », j'ai cité une phrase où le journaliste danois déclare lui-même qu'il n'a pas, pour le caractère de l'individu français moyen, une sympathie naturelle et instinctive. Il est d'autant plus intéressant de voir son jugement, sur certains points, coïncider avec celui du professeur Nyrop, dont l'admiration pour la France est enthousiaste. Je ne comprends pas très bien de quoi se plaint M. A. Winding. Il ne rectifie rien de mon compte rendu. Il aurait voulu, semble-t-il, que ce qu'il avait écrit à l'éloge de la France fût seul retenu. Mais c'est alors que j'aurais donné de ses sentiments une impression inexacte à mes lecteurs. Mon analyse

a été plus complète. Elle ne comportait toutefois aucune pensée de reproche, car les sympathies ne se commandent pas.

On sait combien la position du Danemark est difficile. L'Allemagne est un voisin très exigeant. Que peut faire le petit Danemark ? Heureusement pour lui, l'Allemagne a intérêt à ce qu'il reste neutre, parce que sa neutralité protège la côte allemande de la Baltique. Sans cela, et sans la richesse agricole du pays, le Jutland serait menacé d'une invasion à laquelle il ne pourrait évidemment pas résister, — et d'autant moins que les efforts faits pour organiser la défense nationale ont été très modestes, et n'ont guère été appliqués qu'à la protection de Copenhague.

Mais ceci, d'après *Ugens Tilskuer* du 1er juin, n'est pas le seul danger. Ce n'est même pas le pire danger.

... Un petit peuple, qui demeure porte à porte avec un grand peuple, peut perdre son indépendance autrement que par la guerre. Il peut insensiblement glisser jusqu'à une situation de vassal de son grand voisin. Il peut progressivement perdre son indépendance économique, et se trouver transformé en gérant et journalier pour le compte de la grande Société. Et il peut être moralement englouti, par le grand peuple, au point de perdre tout ce qui fait qu'un peuple est une nation indépendante et possède sa civilisation propre. C'est là le danger qui nous menace, et il est de beaucoup plus terrible que celui d'être soumis par la force des armes, car le peuple qui perd sa liberté par contrainte brutale a toujours l'espoir de regagner ce qu'il a perdu, et s'élève souvent, dans son malheur, à l'unité d'action et à la défense indomptable ; mais le peuple qui se laisse tranquillement absorber, n'a aucun espoir et aucun avenir.

C'est le pur sentiment national qui s'exprime dans ce leading article de la revue danoise, — un sentiment national peut-être un peu étroit, puisque le fait de la guerre n'y est considéré que strictement dans la mesure où il affecte le Danemark, — mais un sentiment national sain, c'est-à-dire qui n'est agressif contre personne. Cependant l'influence allemande, au Danemark, a été depuis longtemps si considérable, la pénétration du germanisme a été si profonde, que la nationalité danoise ne peut guère s'affirmer autrement qu'en montrant par où elle diffère de l'allemande. L'article rappelle le travail de défense qui a été fait au cours du XIXe siècle pour purifier la langue danoise de ses germanismes et pour libérer la masse de l'autorité allemande dans le domaine religieux (mouvement de Grundtvig et et de Vilhelm Bech). Il rappelle le caractère très particulier des écoles populaires danoises, et surtout du mouvement coopératif, « qui est typiquement danois en ceci, qu'il unit le souci de la liberté personnelle au souci de l'ensemble, par opposition à la forme d'organisation prussienne, qui a seulement égard à la société ». Une véritable renaissance de la nationalité danoise, en effet, s'est préparée au cours

du dix-huitième siècle, et manifestée pendant le dix-neuvième. C'était là, comme on sait, un mouvement général, mais que l'on a l'habitude de ne constater avec quelque précision que pour les nationalités qui étaient opprimées, parce que leur réveil sert à expliquer des actes politiques plus importants. Il serait bon d'être plus attentif à ce phénomène universel, dont le développement n'est pas terminé, et de l'étudier aussi dans les pays où la nation était déjà constituée en Etat indépendant. Bien des faits de l'histoire seraient mieux compris.

Il est vrai qu'aujourd'hui des forces ou des idées nouvelles agissent en sens contraire. Un certain néo-socialisme, vers lequel a évolué la social-démocratie allemande, tend à négliger les questions nationales. Or, le parti socialiste danois, habitué à prendre le mot d'ordre à Berlin, représente une force d'opinion considérable, directement opposée à la thèse de *Ugens Tilskuer*. Il y a là un danger, qui rend d'autant plus nécessaire d'exiger une politique extérieure plus ferme :

Cela est d'autant plus nécessaire à l'avenir, que la possibilité de l'arrivée au pouvoir de la social démocratie dans ce pays, pour un temps, n'est pas exclue. Mais la direction du parti socialiste en Danemark n'est, tout bien examiné, à la fois en ce qui concerne les sentiments et les actes, qu'une section provinciale de la social-démocratie impériale de Scheidemann. Cette direction l'a suffisamment prouvé pendant toute la guerre. Toujours elle s'est tenue du côté de l'Allemagne. Stauning et Borgbjerg sont allés à Berlin. Des représentants importants des syndicats danois se sont laissés mener en Belgique et ont par là donné un assentiment indirect à la violence faite par les Allemands à ce pays, et aujourd'hui, quand l'Allemagne paraît près de faiblir, la direction de la social-démocratie danoise se démène plus qu'une souris en couches pour procurer une paix qui puisse sauver l'Allemagne. En même temps, la presse social démocratique n'a cessé de diriger des attaques contre l'Angleterre, et, en dernier lieu, contre l'Amérique, attaques qui peuvent nous nuire grandement. Si cette direction prend le pouvoir en Danemark, il faudra que le peuple danois veille à ce que le Danemark ne devienne pas un apprentis de la maison allemande.

Il convient d'observer que la revue ou l'on s'exprime ainsi n'est-ni conservatrice, ni particulièrement favorable aux alliés. Dans le même numéro, elle a inséré une longue lettre où sont habilement résumées toutes les interprétations de l'histoire jusqu'à 1914, d'après lesquelles la guerre serait, pour l'Allemagne, une guerre défensive.

J'ai déjà parlé ici de ce dévouement de la direction du parti socialiste danois à la cause allemande. On se rappelle le discours de Bethmann Hollweg du 14 juin, au moment où il aurait eu le plus pressant intérêt à dire aux socialistes russes qu'il ne voulait pas d'annexions. Il a déclaré qu'il ne pouvait parler de ses buts de

guerre, mais qu'il était à cet égard en plein accord avec le haut commandement militaire : c'était assez clair. Le journal du parti socialiste danois, *Social-Demokraten* (17 mai), profitant de ce qu'il y a des pangermanistes qui voudraient toujours plus qu'on ne semble leur promettre, écrit :

La grande séance du Reichstag, avant-hier, a montré que la droite, qui veut des annexions, est isolée. Les partis intermédiaires se sont rangés autour du chancelier et l'ont protégé contre les impérialistes junkers et grands industriels. A gauche était la social-démocratie — les deux groupes, en somme, d'accord — et demandait un programme de paix tout à fait anti-annexionniste.

Le journal ajoute qu'il y avait dans le discours du chancelier « des paroles et des tournures qui lui rendront plus facile d'aller vers la gauche que dans le sens opposé ». Voilà donc la social-démocratie toute entière, pure de toutes tendances annexionnistes, le chancelier inclinant vers elle, appuyé par « les partis intermédiaires », et il n'y a que la droite qui, vraiment, « veut des annexions ».

Naturellement ; « pas d'annexions », c'est le mot d'ordre, c'est la paix parfaite, et la formule est interprétée dans son sens le plus naturel : pas de déplacements de frontières. Car la direction du parti socialiste danois néglige les questions nationales. Le sentiment national semble lui être étranger, si l'on en juge par l'attitude qu'il prend toutes les fois que la presse danoise s'avise de parler des Danois du Slesvig septentrional. Et elle ne comprend même pas ce que c'est que la nationalité. Un éditorial du 20 mai vaut la peine d'être cité. On y critique les Français, qui ne veulent pas de referendum en Alsace-Lorraine :

Ils se placent sur le pur terrain du *droit* : l'Alsace-Lorraine a été enlevée par conquête à la France en 1871 et doit être maintenant restituée. Mais par là l'Entente se trouve en conflit avec son propre principe solennellement proclamé : le principe des *nationalités*.

Et voilà les Français convaincus de choisir le principe qui leur convient le mieux, selon les cas, pour arriver à la conclusion qui leur plait. Les socialistes danois ne peuvent comprendre que, dans le cas de l'Alsace-Lorraine, le principe des nationalités trouve une application juridique, parce que la volonté des habitants a été dûment constatée, notamment par les élections de 1871 et de 1874, qui ont abouti à la protestation unanime des annexés.

Plus loin, cette question est posée :

Faudra-t-il séparer deux communes, qui de temps immémorial ont marché ensemble et désirent vivre en commun, parce que, par exemple, l'une est habitée par 51 o/o d'Allemands et 49 o/o de Polonais, tandis qu'inversement dans l'autre il y a 51 o/o de Polonais et 49 o/o d'Allemands ?

Le rédacteur ne paraît pas se douter que l'application parfaite du principe des nationalités, si elle était possible, consisterait précisément à laisser ces communes ensemble, si elles désirent vivre en commun.

Enfin voici, à propos de la Belgique, un passage qui montre bien le défaut de la conception des milieux dirigeants du parti socialiste danois :

D'après un principe des nationalités rigoureusement appliqué, la Wallonie devrait être incorporée à la France, et la Flandre être ajoutée à la Hollande.

On voit que c'est la conception allemande. Les populations appartiennent à une nationalité déterminée, qu'elles le veuillent ou non. La langue sera le signe principal auquel on reconnaîtra la nationalité de chacun. Il y en aura d'autres, sans doute, plus difficiles à établir. Mais la volonté des gens ne comptera pas. Une nationalité belge ? C'est une fiction. Il n'y a que des Français et des Hollandais. Qui en a décidé ainsi ? Gœthe, pourtant, reconnaissait une nationalité belge, et disait combien elle est rebelle à l'oppression. Les pangermanistes, aujourd'hui, plus nombreux que ne le croit le *Social-Demokraten*, ont oublié cela. Et volontiers, considérant les langues germaniques comme des dialectes de l'Allemand, ils engloberaient les pays flamands et le Danemark, sans demander leur avis à ces Germains du second degré, conformément au principe des nationalités, tel qu'il est compris par eux, — et par la direction de la social-démocratie danoise.

P.-G. LA CHESNAIS.

§

Russie.

LA MISSION DE M. BORGBJERG. — On se rappelle sans doute la curieuse aventure arrivée à M. Borgbjerg, directeur de *Social-Demokraten*, le journal officiel du parti socialiste danois. Il se rendait en Russie, non pas, à la façon de R. Grimm, comme agent du gouvernement allemand, mais comme porteur de propositions qui émanaient de la social-démocratie allemande. Il dut rester plusieurs jours à Haparanda, ville frontière de la Suède, parce que l'entrée de la Russie lui fut d'abord interdite, et c'est ce petit fait qui éveilla sur son voyage l'attention des lecteurs des journaux. M. Borgbjerg en donne une explication bien étrange ;

Comme il apparut plus tard, tous les officiers de la frontière possèdent une liste, dressée par les Anglais, de tous les journalistes de tous les pays qui n'ont pas pris une position absolument favorable à l'Entente.

On n'imagine pas très bien comment la liste anglaise pourrait faire autorité en Russie.

Mais ce petit accident de voyage est sans importance, et c'est la mission de M. Borgbjerg qui est intéressante. Quelles sont les propositions dont il s'était chargé ? Le 10 mai, son journal recevait de lui le télégramme suivant, publié le lendemain :

Je suis arrivé à Petrograd le 27 avril, et j'ai été reçu le lendemain par le Conseil des ouvriers et soldats, qui m'a souhaité la bienvenue.

Les jours suivants, j'ai eu des conversations approfondies avec Tchkeidze, Skobelev et d'autres camarades du parti sur la situation internationale. Le 1er mai, j'eus une longue conversation avec Kerenski.

Après que la crise des 3 et 4 mai fut passée, mon exhortation aux Russes de prendre part à la conférence socialiste internationale pour la paix vint en discussion au Conseil des ouvriers et soldats le 6 mai.

Avant de quitter le Danemark j'avais été informé du programme pour lequel la majorité de la social démocratie allemande et les syndicats allemands viendraient à la conférence. Mes éclaircissements sur la situation européenne ont effacé beaucoup d'informations tendancieuses de la presse bourgeoise.

Le Conseil me remercia. Un compte rendu détaillé de la séance paraît dans *Izvestia* (1). Le résumé envoyé de Petrograd n'est pas tout à fait exact.

Le 8 mai, le Conseil continua la discussion, et, à l'unanimité, décida d'approuver l'idée d'une conférence de la paix. Pour s'assurer l'adhésion de tous les pays et de toutes les fractions du mouvement ouvrier, le Conseil, qui comprend toutes les fractions, prend l'affaire en mains, et enverra les invitations. On compte qu'alors sûrement les Français et les Anglais viendront aussi.

Le Conseil envoie une mission en Scandinavie pour tout organiser.

Le Conseil a obtenu des relations postales et télégraphiques non censurées avec les pays neutres et je me suis entendu pour un échange de nouvelles hebdomadaires.

On espère que la conférence de la paix pourra être tenue le 1er juin, et l'on s'attend à ce qu'elle amène la paix générale au cours de l'été.

BORGBJERG.

On voit que le journaliste danois a soin de préciser, et de distinguer entre les communications qu'il faisait au nom de la majorité allemande, et « l'exhortation aux Russes de prendre part à *la* conférence internationale pour la paix », qu'il présente comme venant de lui. Il ne dit pas s'il existait un lien entre ces deux missions, ni s'il avait parlé de ses intentions personnelles avec les socialistes allemands qui l'avaient pris comme intermédiaire. Encore moins, nous dit-il si ceux-ci l'avaient encouragé. Il ne les nomme même pas, mais il a dû les nommer dans ses conversations avec les Russes.

Et de quelle conférence veut-il parler? A ce moment, *la* conférence internationale pour la paix, c'est celle de Stockholm. Or, le Soviet aboutit à une convocation pour une conférence nouvelle, distincte

(1) *Journal du Conseil des délégués ouvriers et soldats.*

de celle de Stockholm. Est-ce là une initiative du Soviet, ou est-ce conforme à la suggestion de Borgbjerg? Sur ce point, son télégramme n'est pas clair.

Enfin qu'apportait-il de la part de la social démocratie allemande? Il l'a dit plusieurs fois : il apportait les conditions de paix proposées par elle, la paix sans annexions. Le *Social-Demokraten* du 9 mai résume ainsi la conception du parti allemand au sujet de la paix :

[Le parti] reconnaît le droit des nations à leur libre développement et propose l'arbitrage international obligatoire, la restitution par l'Allemagne de tous les territoires conquis, un plébiscite en Pologne russe, avec liberté de choisir si le pays veut être indépendant ou relié soit à la Russie, soit à l'Allemagne, le rétablissement de l'indépendance de la Belgique, de la Serbie et de la Roumanie, la cession à la Bulgarie des régions bulgares de Macédoine, et le libre accès de la Serbie à l'Adriatique.

Quant à l'Alsace-Lorraine, une rectification de la frontière de Lorraine pourra être obtenue par voie d'entente amiable.

Le programme de la minorité socialiste allemande, déclara Borgbjerg, va plus loin.

Le journal fait obserber que ces conditions de paix « sont seulement celles qui, dans les milieux du parti, ont été considérées comme possibles ». Il ne s'agit donc pas d'un texte qui engage le parti. Il serait d'ailleurs curieux de relever les formules variées qu'ont employées soit Borgbjerg, soit son journal, d'où il semble résulter tantôt qu'il apporte le résultat d'une délibération du parti allemand, tantôt qu'il n'indique guère plus que son appréciation personnelle de la conception des socialistes allemands. Il déclare cependant (15 mai) que ses informations lui ont été fournies dans une entrevue qu'il a eue, avant son départ de Copenhague, avec trois des chefs de la social-démocratie allemande.

Il veut surtout donner aux Russes l'impression que les Allemands sont d'accord avec eux sur ce que doit être la paix. C'est ce que l'éditorial du 10 mai met en évidence :

Paix sans annexions, droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, c'est la devise de la Russie — comme ce fut la devise des social-démocrates allemands dès le jour où la guerre éclata.

Nous entrons dans la guerre pour notre *défense*, non pour des *conquêtes*, telles furent les paroles prononcées dans le Reischtag allemand dès les premières séances d'août 1914. Et elles furent constamment répétées par la suite.

Les propositions communiquées par Borgbjerg à nos camarades russes sont donc la conséquence naturelle et directe de la politique menée par la social démocratie d'Allemagne.

Ces propositions, d'ailleurs, Borgbjerg les approuve pour son compte, et il prétend que « la *social-démocratie allemande, y compris sa majorité*, a toujours, et pendant toute la guerre, *combattu*

l'impérialisme ». Il ne faut pas tenir compte du Dr Suedekum et de quelques autres isolés, qui, au surplus, « sont certainement revenus depuis longtemps à des vues plus sages » (article du 21 mai). On peut juger combien Borgbjerg, dans le discours qu'il prononça le 6 mai devant le Comité exécutif du Conseil des délégués ouvriers et soldats, fut bon avocat de la cause allemande, — non pas de la cause du parti socialiste allemand, mais de la cause allemande tout court, puisque l'effort du gouvernement impérial, à l'heure actuelle, est d'entrer en négociations, et de maintenir le plus possible la carte politique d'où est sortie la guerre.

L'idée pouvait donc venir très naturellement que les trois délégués de la majorité socialiste allemande qui s'étaient rencontrés avec Borgbjerg étaient peut-être, en réalité, les délégués du chancelier. Cette idée fut exprimée dans la presse danoise, et Borgbjerg, particulièrement chatouilleux sur ce point, répondit (26 mai) :

> Non, ce qui met les gens en colère, c'est que j'ai *détruit un mensonge chauvin,* dont on s'est servi depuis bientôt trois ans dans les pays de l'Entente et dans beaucoup de pays neutres, et qui consistait à dire que la majorité de la social-démocratie allemande est le parti de l'empereur et du chancelier, et recherche des annexions. Or, la vérité est que précisément la social-démocratie *allemande* s'est tenue pendant toute la guerre bien plus autonome et indépendante du gouvernement que, par exemple, la française et l'anglaise, qui sont même représentées dans le gouvernement. La social-démocratie allemande veut précisément une paix *sans* annexions, et même elle admet une rectification de frontière en Lorraine au profit de la France.

Il explique ailleurs qu'il s'agirait de rendre à la France des communes « purement françaises », c'est-à-dire, évidemment, de langue française. Sauf cela, pas d'annexions est le mot d'ordre. Toutefois, la Pologne russe pourra être consultée, et comme la Pologne prussienne resterait prussienne, les Polonais n'auraient d'autre moyen d'être réunis que de demander leur incorporation à l'Allemagne, qui serait acceptée. Il n'y aurait pas là d'annexion. Voilà les conceptions qu'approuve M. Borgbjerg, et il estime que son attitude est d'une « exacte neutralité ».

Mais les conditions de paix de la social-démocratie allemande n'étaient apportées par M. Borgbjerg qu'à titre d'argument en faveur de la suggestion qu'il voulait faire au Soviet. Obtenir la convocation d'une conférence internationale pour la paix par les socialistes russes était son but.

Le moment était bien choisi. L'agitation contre l'accent belliqueux des notes et proclamations du premier gouvernement provisoire était à son comble. On affectait de voir des restes d'impérialisme dissimulés dans quelques mots. On craignait des troubles, et il y eut des

coups de feu dans la rue. On criait : « A bas Milioukov ! Vive la paix ! » Madame Kollontay, l'amie de Lenine, disait : « C'est la seconde révolution ». La situation, si tendue entre le gouvernement provisoire et le Soviet, aboutit à un accord le 4 mai. Ensuite commencèrent les pourparlers pour la formation d'un gouvernement provisoire mixte. La proposition de Borgbjerg fut présentée pendant la période de crise aiguë, et la réponse lui fut donnée après l'accord, le 8 mai.

Au même moment, l'Allemagne se donnait l'apparence de céder à un courant démocratique. La commission pour les réformes constitutionnelles, qui depuis s'est laissé si piteusement ajourner *sine die*, se réunissait, et semblait montrer une hardiesse inattendue. On est porté à se demander s'il n'y a pas eu là une comédie destinée à influencer l'esprit des socialistes russes, au moment où ils allaient discuter la proposition de M. Borgbjerg.

Voici comment celui-ci apprit la décision du Soviet (*Social-Demokraten* du 15 mai) :

Mardi soir eut lieu la dernière séance. Elle dura trois heures, de 8 à 11. Je n'y ai pas pris part, j'ai attendu le résultat à mon hotel. A 11 heures, arriva Suritz, membre du Comité exécutif, et le premier mot qu'il prononça fut : *Votre mission a réussi !*

Il me montra une résolution écrite, d'après laquelle le Conseil des ouvriers et soldats soutiendrait le projet d'une conférence internationale. De plus, le Conseil prendrait l'affaire en ses mains et enverrait des invitations

Les raisons du Conseil étaient au nombre de deux :

D'abord, le Conseil considérerait comme manquée toute conférence à laquelle ne prendraient pas part *tous* les partis et *toutes* les fonctions.

En suite, on pensait que les Français et Anglais seraient plus disposés à venir, si le Conseil convoquait la conférence.

On comprend la place qu'a prise la mission de M. Borgbjerg dans l'enchaînement des faits. La conférence de Stockholm était sur le point d'échouer. Incomplète, elle ne pouvait avoir son plein effet. Il fallait obtenir l'adhésion des Anglais et des Français, Seuls, les socialistes russes avaient, grâce à leur révolution, un prestige suffisant pour vaincre la résistance des Anglais et des Français. Et pour faire agir les Russes, il fallait les persuader à la fois que la social démocratie allemande n'était pas impérialiste, et qu'elle avait une réelle autorité dans l'empire. Seul un neutre, grâce à un concours de circonstances favorables à la fois en Russie et en Allemagne, pouvait surprendre la confiance des socialistes russes, et M. Borgjerg était particulièrement apte à remplir ce rôle avec conviction et habileté.

Je ne l'incrimine pas. Il importe peu qu'il ait été conscient du rôle qu'il jouait, ou ne l'ait pas été. Sa personnalité ne compte pas, et il n'est aucunement nécessaire de supposer, pour comprendre les

faits, qu'il y a eu de sa part connivence avec le gouvernement impérial, comme dans le cas de Robert Grimm. Il est seulement très probable que son entente avec les trois mystérieux émissaires de la social démocratie allemande a été beaucoup plus précise que les indications assez vagues de son récit ne tendraient à le faire supposer.

Quant à préciser les relations des trois émissaires avec la chancellerie, cela est naturellement impossible.

Tels sont les renseignements que l'on peut trouver dans le journal socialiste danois sur la genèse du fameux document qui a été apporté, le 27 mai, au Conseil national du parti socialiste français, et qui l'a décidé à accepter l'invitation des socialistes russes à une conférence internationale. On voit que Suritz avait raison de dire à M. Borgjerg : « Votre mission a réussi ». Elle n'a pas seulement réussi à Petrograd, elle a réussi également, par une conséquence indirecte, mais que l'on escomptait, à Paris. Et elle réussira peut-être par l'intermédiaire des Français, jusqu'en Angleterre. Ce serait alors le succès complet.

Or, ce n'est pas de Petrograd que vient l'invitation. C'est, par Petrograd, de Copenhague, et, par Copenhague, de Berlin, où l'indépendance de Philipp Scheidemann à l'égard de Bethmann-Hollweg n'apparaît pas aux socialistes français aussi évidente qu'à M. Borgbjerg.

Mais laissons celui-ci de côté. Il y a un autre aspect de la question, qui est assez pénible. M. Borgbjerg a présenté comme un argument en faveur de la convocation le fait que la social démocratie allemande acceptait la paix sans annexions, cette formule étant interprétée comme on l'a vu. Or le Soviet a trouvé sans doute l'argument valable, puisqu'il en a tiré la conclusion suggérée. Ceci parait indiquer la tendance, au Soviet, à interprèter la formule équivoque dans son mauvais sens. Ceci serait d'autant plus grave que ce serait l'abandon, par les socialistes russes, de l'idée de l'indépendance de la Pologne unie, comme le voulait le premier gouvernement provisoire. Les socialistes russes seraient-ils donc moins démocrates que les révolutionnaires bourgeois ?

Le Soviet, pour qui les partis socialistes alliés ne sont jamais assez purs, devrait bien examiner mieux ses propres actes. On peut craindre que trop d'éléments, qui se sont glissés dans cette assemblée, en font une très imparfaite image du socialisme russe.

P.-G. LA CHESNAIS

§

A travers la presse.

LA PRESSE ALLIÉE. — *L'information d'Extrême-Orient*, de Tokio, nous donne l'opinion de la presse japonaise au sujet de la restriction des importations en France :

La restriction des importations étrangères en France fait l'objet de nombreux commentaires dans les journaux. Le « Jiji » dit que c'est un coup terrible pour le commerce. « Mais nous devons le supporter car c'est une mesure que les Alliés ont prise dans leur intérêt et pour approcher du but ; la destruction du militarisme ennemi. »

Le « Jiji » rapporte l'opinion du Ministère du Commerce sur cette question.

« Cette prohibition des importations en France, c'est, sans doute, la mise à exécution d'une partie du programme du nouveau cabinet. Elle n'est pas cependant déterminée, nous semble-t-il, par la situation des transports maritimes mais par la nécessité d'améliorer l'état de chose économique du pays. On veut empêcher qu'il y ait un excédent de l'importation sur l'exportation. Quant aux effets que produira cette mesure sur les rapports commerciaux du Japon avec la France, on ne saurait les prévoir exactement sans avoir étudié à fond la question. Mais puisque le cuivre, l'antimoine, les jouets, etc., ont fait déjà l'objet des cinq prohibitions partielles auxquelles la France a successivement procédé depuis mai 1916, les marchandises que le Japon exporte encore en France ne sont pas nombreuses.

« D'après la statistique de 1916, le montant total de nos exportations en France s'élevait au chiffre de 42 millions 1/2 de yen : 20 millions 1/2 pour la soie grège, 6 millions 1/2 pour les éponges, 2 millions 1/2 pour les bourres de soie, 2 millions 1/2 pour les haricots, 1 million 1/2 pour les tresses de paille, de chanvre, etc. Si ces marchandises étaient frappées par la nouvelle prohibition, ce serait un grand coup pour notre commerce, mais il y a lieu de penser que ces catégories sont classées parmi les matières nécessaires à l'industrie française. Les haricots (ingemmame) pourront avoir la même faveur parce qu'il est à supposer qu'il tiendront une grande place dans les articles alimentaires en France. Si la France ne procédait pas à un traitement de faveur pour ces articles, on pourrait espérer que des négociations aboutiront.

Le « Hochi » écrit que la raison apparente de l'interdiction des importations en France serait la même donnée par l'Angleterre : empêcher les espèces métalliques de passer la frontière, apporter un remède à l'insuffisance des moyens de transport maritime, améliorer la situation générale ; mais pourquoi alors la France n'a-t-elle pas pris ces mesures en même temps que l'Angleterre ou, tout au moins, immédiatement après elle. Souffrant des mesures prises par l'Angleterre, la France a demandé à celle-ci de réfléchir sur les conséquences de ces mesures, mais ce fut en vain. Il est donc permis de supposer que le gouvernement français a eu recours à ces mesures rigoureuses dans un certain sens de représailles.

« S'il y a quelque chose de vrai dans cette assertion, on pourra s'imaginer l'importance attachée par les Puissances aux questions d'ordre économique. Il ne faut pas oublier que la considération de ces intérêts économiques occupera dorénavant une place prépondérante dans toutes les unions politiques... »

Sur le même sujet, « Chugai-Shogio » (Journal commercial), dit :

« ... Si la raison de l'interdiction de l'importation par la France consiste au moins pour une partie à empêcher les espèces métalliques de sortir, il y aurait une proposition à faire de notre part conformément à la décision rendue par le Comité économique des Alliés.

« Il s'agit d'apporter une aide financière conformément à la politique des Alliés consistant dans l'entr'aide économique. Dernièrement notre encaisse métallique s'élevait à une grosse somme de sept-cent-vingt millions de yen et le montant des Bons du Trésor Français dont l'émission vient d'être engagée par la Caisse des Epargnes et de la Consignation était seulement de vingt-six millions de yen. D'autre part, le capital sans placement continue à augmenter et notre marché monétaire se trouve fort desserré. D'ailleurs on n'a pas donné suite à l'émission des Bons du Trésor Russe (cent millions de yen), à laquelle on s'attendait beaucoup. Il y a donc une possibilité pour nous de venir en aide à la France au point de vue financier. Les industriels qui souffriraient en premier lieu de l'interdiction de l'importation par la France devraient s'adresser à notre autorité compétente en vue de réaliser ce que nous venons d'avancer ».

« L'Osaka-Asahi » se montre très pessimiste au sujet du commerce extérieur, en dépit de la prospérité des trois premiers mois de l'année. Il est possible, dit-il, que les autres pays, comme l'Australie et les Indes, prennent la même mesure que la France et l'Angleterre.

LA PRESSE ENNEMIE. — On sait qu'il s'est formé un parti de républicains allemands, où nous rencontrons le nom de Hermann Fernau, l'auteur de *Parce que je suis Allemand*. Ce parti a son organe, qui est la *Freie Zeitung*, que la censure impériale oblige de paraître à Berne. Un discours de Scheidemann, prononcé à une réunion du parti social-démocratique sur la question de la paix, donne à M. Kurt Erdmann, de Berlin, motif de nous dire tout l'intérêt que l'Europe trouverait à la démocratisation de l'Allemagne.

Nous nous occuperons aujourd'hui du passage où Scheidemann se tourne contre Wilson.

Il est notoire que le Président de la grande république américaine, dans son message touchant la guerre, a établi une différence bien nette entre le gouvernement allemand et le peuple allemand. Il est inutile de rappeler qu'avant la guerre M. Scheinemann était très familiarisé avec cette différence. On peut même prétendre que toute son action comme chef du parti social-démocrate reposait sur cette différence, toute opposition, serait-ce la plus inoffensive opposition bourgeoise, partant de ce principe que gouvernement et peuple ne sont pas identiques. Mais dans le cas concret qui nous occupe, cette différenciation ne convient pas à M. Scheidemann. Le leader social-démocrate polémique contre le Président démocratique suivant la manière habituelle, mêlant adroitement le vrai au faux et y ajoutant une forte dose de démagogie. Il va de soi que l'allusion n'y manque pas — sentimentale mais naturellement très puissante — aux centaines de milliers de compagnons tués par les obus américains.

Mais le véritable fond de la polémique de Scheidemann contre Wilson est fait de deux assertions :

1° L'Amérique a suffisamment de vilains côtés (brutalités capitalistes, corruption communale, etc.), et par conséquent ferait bien de nettoyer devant sa propre maison avant de s'occuper de l'habitation des autres.

2° C'est affaire au peuple allemand d'organiser sa propre demeure. Son affranchissement, autant qu'il soit nécessaire, sera son ouvrage. Il refuse toute aide étrangère.

Voici où en est M. Scheidemann.

Examinons ces deux assertions en elles-mêmes ; alors il a pleinement raison. Il est tout à fait certain qu'il y a en Amérique nombre d'abus à abolir : corruption à la Tammany Hall, les agissements des « Pinkertons » et d'autres stipendiés capitalistes, la justice se mettant illégalement au service de certaines entreprises, puis, pour toucher le parti Wilson à son point faible, le lynch des nègres et cette plus condamnable encore spoliation des droits dont souffrent généralement les gens de couleurs dans les Etats du sud prétendus démocratiques.

M. Scheidemann a également raison en principe lorsqu'il considère les institutions allemandes comme une affaire interne du peuple allemand. Lorsque le peuple allemand accepte tranquillement les provocations de ses Junker, lorsqu'il permet aux Westarp et aux Reventlow de le mener, surtout par le nez, lorsqu'il supporte avec une humilité chrétienne les impertinences de certains lieutenants, de Brusewitz à Forstner : eh bien, c'est là une chose qui le regarde uniquement. Nous ignorons d'où la Russie prendrait le droit d'élever des objections au cas où l'Allemagne voudrait se transformer en un immense Saverne, à supposer que cette transformation n'ait aucune conséquence au dehors.

Là est justement le point où Scheidemann est en défaut dans son exposé de preuves apparemment si logique.

Ce n'est pas sans intention que nous avons parlé de Saverne. Saverne a montré qu'une oppression militaire à l'intérieur marche de pair avec la provocation à l'extérieur. Il y avait de bonnes raisons pour qu'après Saverne arrivât la guerre mondiale.

C'est affaire au peuple allemand, s'il se laisse opprimer par ses militaires. Toutefois ce n'est pas une affaire interne de l'Allemagne, pas même de l'Europe, mais une affaire de l'humanité, que des armées allemande soient en Artois et en Flandre, en Courlande, en Macédoine et en Mésopotamie.

La corruption communale de New-York et le lynch des nègres du New-Orléans sont des manifestation peu édifiantes. Mais elles ne menacent aucun voisin de l'Union, encore moins les communautés européenne et asiatique.

Le militarisme, marinisme, et aérisme allemand menace non seulement les parties limitrophes de cette agréable communauté allemande, mais la population entière de notre planète.

C'est là, cher monsieur Scheidemann, l'énorme différence entre le mauvais état de choses américain et le militarisme allemand.

La situation étant telle, le Monde, c'est à dire l'humanité, a le plus pressant intérêt de savoir si le peuple allemand est toujours déterminé à suivre son militarisme. C'est de la réponse à cette question que le reste de l'humanité déterminera l'attitude qu'il lui faudra prendre devant le peuple allemand.

C'est dans ce sens que le président Wilson a naguère tracé la ligne distinctive entre le peuple et le gouvernement allemand. En l'année 1814, les Alliés d'alors établirent une semblable différence entre le peuple français

et Napoléon. C'est exactement dans ce même esprit que Guillaume Ier roi de Prusse, devenu empereur depuis, lança en 1870, à l'entrée de l'armée allemande en France, la proclamation où il était nettement fait une différence entre le gouvernement français, auquel on attribuait la responsabilité de la guerre, et le peuple français.

Wilson a invité le peuple allemand à prendre soin que le militarisme allemand disparaisse enfin. . .

Ce serait sûrement la meilleure solution en soi. Malheureusement les chances pour qu'il en soit ainsi sont minimes. Et le fait que Scheidemann, le chef du parti soi-disant le plus démocratique et antimilitariste de l'Allemagne, prolétaire et leader des prolétaires, se soit efforcé de révéler sa solidarité avec le gouvernement de M. de Bethmann-Hollweg, n'est pas pour les renforcer.

LA PRESSE NEUTRE. — Dans la revue suisse *Wissen und Leben*, une Allemande, Mme Elsbeth Friedrichs, lève le drapeau des revendications féminines, non dans l'intérêt seul de ses sœurs, mais aussi de toute sa patrie. Elle aussi, comme les rédacteurs de la « Freie Zeitung », est républicaine :

... Sous le mot de réforme, je ne comprends pas ces actes endormeurs, ne disant rien et ne changeant rien, comme les modifications ci et là au droit de vote, la concession de certaines libertés bourgeoises ne pouvant nuire aucunement aux intérêts des forces gouvernementales, etc., mais je parle d'une transformation fondamentale et radicale de la forme de gouvernement actuelle en son contraire, c'est-à-dire de cet édifice bâti artificiellement et arbitrairement — et il n'en existe à vrai dire nul autre au monde — au profit d'une institution de communauté humaine, de grand style, se réglant, s'organisant d'après des lois immanentes et qui s'appelle l'Etat...

Nous sommes des révolutionnaires, mais nous donnons à l'idée de Révolution une signification nouvelle. Nous ne voulons rien savoir de destructions matérielles et encore moins de celles qui atteindraient les valeurs intellectuelles, rien de vengeance sanglante et d'expiation par le sang. Nous voulons la Liberté pour nous et pour nos frères du peuple, liberté de développement pour l'individu, liberté d'expression de la pensée et liberté de s'affirmer, ce dans les limites de l'ordre et d'une loi morale. Nous sommes celles qui jamais ne furent écoutées, même au cours de cette guerre, celles dont les opinions ne sont d'aucun poids lorsqu'il s'agit des affaires de l'Etat, de questions et de discussions politiques, et il y a à cela deux raisons. Primo, on n'a aucune confiance en notre jugement et l'on nous accorde aucune opinion personnelle sur de tels sujets, sujets qui, bien qu'en soi d'un ordre inférieur, sont aujourd'hui presque les seuls qui intéressent vraiment. Secundo, l'on sait que, au cas même où nous penserions, dirions et voudrions quelque chose de raisonnable, le pouvoir nous manque quasi entièrement de nous faire entendre nous et notre volonté.....

... « Dans l'état des choses jusqu'à maintenant », dit-on volontiers « il y a une femme intelligente pour mille nullités » ou même, en exagérant « sur mille furies ! » Je n'ai certes jamais pu établir une aussi défavorable proportion ; mais en acceptant de telles sentences cum grano salis, on peut

être convaincu que, pendant cette guerre, dans les frontières de notre pays, un nombre de femmes assez important s'est mis à la tête d'un mouvement de femmes révolutionnaires, disons plutôt anarchistes. Oui, anarchistes, car elles considèrent le vieil état de choses comme du désordre et le voudraient renverser radicalement.

Les Social-démocrates ont fait beaucoup de bruit autour de la puissance mondiale permanente des ouvriers ; mais qu'est devenue l'« Internationale ? » La première note de la trompette guerrière fit de quelques compagnons des ennemis remplis de haine. Certes l'Art et la Science sont essentiellement internationaux, mais n'avez-vous pas vu leurs représentants s'insulter et s'outrager les uns les autres, de nation à nation, hypnotisés qu'ils furent en un instant par la folie guerrière. Les négociants, les industriels des divers Etats, tous les hommes devinrent hostiles de nation à nation et ne connurent pas de tâche plus haute que celle de se nuire et de se refuser à tout travail commun, même pour l'avenir. Seules les femmes sont demeurées au-dessus des partis en querelle (je parle des représentantes de la « gauche radicale »). Surmontant des obstacles et des dangers fabuleux, elles se sont rassemblées, venues de toutes les contrées, à La Haye, dans cette mémorable salle du Congrès, qui maintes fois a réuni les peuples civilisés de cette terre. Elles y ont travaillé dans le calme, la paix et l'union, et elles ont réussi jusqu'au jour d'aujourd'hui, par un souvenir amical demeuré égal, en répandant par le canal de leur presse consolations, conseils et appels, à maintenir intactes entre elles les relations internationales, amicales et pacifiques. Le même esprit se retrouve dans les livres, articles et lettres qui ne cessent d'être actuellement comme avant sur le marché littéraire. Dans ces écrits l'on voit le vieux temple s'effondrer, fumer les ruines de palais royaux, un monde nouveau surgir. Et qui a des oreilles entend s'élever de ces feuilles le cri de « Vive la République ! »

Et l'on peut répéter, en la reportant sur les femmes allemandes cette phrase : « Profond comme l'est l'Allemand, ce sera dans ses plus petits qu'il établira l'arrêté de compte ! » Cette qualité qui est, à un haut degré, celle de la femme allemande, présente pour sa collaboration une garantie de durée et de capacité. Un homme profond et capable peut se multiplier, il est comme « le sel de son peuple. »

Aussi pouvons-nous espérer qu'à l'humiliation profonde dont a été peu à peu touché le peuple allemand, succèdera une ascension vers cette grandeur que le monde a reconnue et admirée jadis. Les assises n'en peuvent être que morales, et il me paraît qu'il appartient aux femmes de les créer pour la plus grande partie. Deux mortes ont précédé celles-ci sur la route : Bertha von Suttner et Elisabeth, reine de Roumanie.

PAUL MORISSE.

VARIÉTÉS

L'Ukraine et son poète nationel Chevtchenko. — La Russie est emplie de meetings, de comités, de congrès dans lesquels s'élabore l'avenir bien confus encore et bien indistinct du pays. Dans une seule journée j'ai pu assister à trois meetings, l'un en plein air,

l'autre dans une usine, le troisième dans une cour. Et chaque fois j'ai été frappé de la facilité avec laquelle la foule des auditeurs se grisait de formules simplistes, de raisonnements contradictoires, de paroles abondantes mais souvent vides. Il semble que les Russes se rattrapent du silence et du mutisme que leur imposait le régime tsariste. Il est fort difficile de démêler las tendances de la masse qui applaudit les « bolcheviki », les outranciers, partisans de Lénine et d'une paix à tout prix que la France et l'Angleterre capitalistes veulent empêcher, disent-ils, en versant le sang du peuple russe, — aussi bien que les modérés, leur montrant la nécessité d'abattre le militarisme prussien, menace pour la paix et pour la jeune liberté russe. Le bon sens inné du peuple russe parait aussi accessible aux idées sages, qu'aux diverses doctrines anarchistes dont les formules sont acceptées comme un évangile. Les Russes se livrent à une logomachie communiste ou internationaliste qui peut leur faire oublier la terrible réalité de la guerre et compromettre l'avenir de leur patrie.

Aussi dangereuse que la lutte des partis, me parait être la lutte des nationalités. Les uns après les autres, les Finlandais, les Polonais, les Lettons, les Géorgiens les Arméniens demandent leur indépendance. Les Petits-Russiens, réunis dans le congrès général de l'Ukraine, à Kiew, viennent de proclamer leur droit à un état autonome. Et la résolution qu'ils ont prise est d'une extrême importance. Elle a donné lieu à des débats forts violents entre une minorité désireuse de briser immédiatement les liens unissant l'Ukraine à la patrie russe, et une majorité plus modérée, attendant de l'Assemblée Constituante la proclamation de l'autonomie des Petit-Russiens. Cette résolution demande la création d'une Ukraine autonome, unie à la Russie par un lien fédératif, dont les frontières seront délimitées par un comité chargé de proposer au congrès un plan de l'organisation de l'état futur. Et ce plan devra être ratifié par l'Assemblée Constituante.

Il n'y a rien que de très naturel dans ce désir de l'Ukraine. Cette tendance fédéraliste existait bien avant la Révolution, du Bug au Dniéper. La Révolution ne pourrait que l'aviver et la transformer en un programme d'autonomie. Le danger pour la Russie n'est pas dans son évolution logique en une République fédérale, en Etats-Unis de l'Europe.

Le danger est bien plutôt dans les querelles qui peuvent naître entre les différents membres de la famille slave, et transformer le fédéralisme en séparatisme. Ces querelles se laissent déjà deviner dans la protestation du congrès ukrainien, contre les prétentions des Polonais sur des terres petites-russiennes. La tâche de l'Assemblée Constituante sera dure pour satisfaire des nationalités que des frontières naturelles et précises ne délimitent pas, — des nationalités que les

remous de l'Histoire depuis les Tartares et les Khans de Crimée ont brassées et mélangées, et qui de plus se sont asservies les unes les autres ou données les unes aux autres. Le sentiment d'une origine commune, de l'identité des intérêts, de la nécessité de constituer un bloc puissant par son unité, sera-t-il assez fort pour éviter un émiettement de la grande Russie, une réédition de la péninsule balkanique ? Je l'espère et je le crois. On ne peut cependant pas ne pas avoir quelques appréhensions, surtout lorsqu'on songe que les duretés du régime tsariste ont, sinon développé en Ukraine comme en Pologne ou en Lithuanie plus d'aversion que d'amour pour la patrie russe, du moins obscurci chez ces nationalités l'idée de patrie commune. Mais elles sauront distinguer entre l'ancienne Russie du tsar et des nobles, et la jeune Russie démocratique.

Le mouvement ukrainien date du début du XIXe siècle, au moment où le romantisme lutte contre le pseudo-classicisme occidental, et cherche sa matière dans le folk-lore populaire, dans les légendes qui courent d'isbas en isbas sur les bords du Dniéper, dans les souvenirs embellis par l'imagination des Cosaques de la Sietch. Gogol, dans son *Taras Boulba* et ses *Récits de la Ferme*, fit naître la curiosité de ses compatriotes pour leur passé, leur histoire et leur terre. Il donne le branle à toute une élite qui dota l'Ukraine de ses annales et remit en honneur sa langue, et, peu à peu, se forma un parti dont le programme fut non seulement littéraire, mais politique et nationaliste. En 1846 fut fondée par Kostomarof, Goulak-Artemowski et Koulich, la société politico-littéraire Cyrille et Méthode. Parmi ses membres elle compte le poète populaire Chevtchenko. Parmi tous ces ardents patriotes c'est Taras Chevtchenko qui a eu la plus belle fortune. C'est autour de son nom que se sont cristallisées les aspirations ukrainiennes. C'est à lui qu'a été consacrée la première réunion des Petits-Russiens à Pétrograd au lendemain de la chute de l'ancien régime. C'est pourquoi il est bon qu'on le connaisse au moins vaguement en France.

Il naquit dans une famille paysanne et servit en 1814. Sa misérable vie enfantine fut rendue encore plus malheureuse par une violente marâtre. Il courait les champs et les bois, écoutait la vie de la steppe en gardant le troupeau de son seigneur, Engelhardt. Il fréquentait l'école parfois, et il y montrait d'excellentes dispositions. Elles ne servirent pas à autre chose qu'à le faire choisir comme valet de chambre par Engelhardt. Comme il dessinait bien et était fort mauvais domestique, Engelhardt le mit à Petrograd en apprentissage chez un maître barbouilleur du temps, Chiraïef. Un soir qu'il dessinait une statue au Jardin d'Eté, il fut rencontré par un peintre de ses compatriotes, Sochenko, qui lui trouva du talent, le prit avec lui, l'instruisit, lui prêta des livres et le présenta à des écrivain

comme Joukovski, à des artistes comme Vonctsianof et Brullof. Ces amis le rachetèrent du servage à son maître avec bien des difficultés, grâce au produit de la vente en loterie du portrait de Joukowski, le 22 avril 1838. Le jeune Taras s'adonna alors plus à la littérature qu'à la peinture, et en 1840 il publie un recueil de vers petits-russiens qui lui acquiert la sympathie de toute l'Ukraine. Il revient dans son village vivre près de sa terre pour mieux s'inspirer d'elle, et entre dans la Société Cyrille et Méthode. Ce fut l'origine de ses malheurs. Accusé par le chef de la gendarmerie d'écrire en petit-russien des vers dangereux paur la sûreté de l'Etat, il est arrêté et envoyé comme simple soldat dans un régiment d'Orenbourg. Alors commence pour lui un long martyre de dix années. Les lettres sont d'un bout à l'autre le cri d'angoisse d'une âme qui meurt du chagrin de l'exil et de la solitude. On lui mène rude vie, on le mit dans le corps expéditionnaire qui en 1848 marcha vers la mer d'Azof. Pris en affection par le chef de l'expédition, Boulakof, il est assez bien traité au retour à Orenbourg. Mais le gouverneur a peur de ce condamné politique et le 8 octobre 1850 il l'envoie au-delà de la Caspienne au fort de Novopétrovsk, avec défense de lire et d'écrire. Chevtchenko s'y sent abandonné même de Dieu. A la fin de 1857 seulement il reçoit sa grâce. Il revient à Pétrograd, puis à Kief et, dans son village où il écrit des vers, songe à composer en langue ukrainienne une série de manuels pour instruire ses jeunes compatriotes. Il est toujours en butte à une surveillance politique rigoureuse et à des vexations de chaque jour. Epuisé par son exil, par ses souffrances morales, il mourut le 26 février 1861 sans avoir eu la consolation de connaître le manifeste impérial, délivrant les serfs ses frères.

Son œuvre se compose d'un recueil de pièces diverses intitulé *Kovsar* et d'une sorte d'épopée, *Haïdamaki*, les brigands de l'Ukraine, poème de la lutte des Cosaques contre leurs oppresseurs. Je lis mal le petit-russien quoique mon séjour dans les Balkans m'ait rendu plus familier avec les langues slaves du sud, avec le serbo-croate auquel il ressemble. J'ai pu cependant, en feuilletant les vers de Chevtchenko, sentir leur émouvante simplicité, l'amour qu'ils inspirent de la terre d'Ukraine. Les *Haïdamaki* sont faits de la douleur d'un fier peuple libre au travers des steppes, forcé de devenir sédentaire et esclave. En eux bat le cœur de toute la Petite-Russie.

Aussi Chevtchenko est-il devenu le poète national. Et sa vie apparaît à ses compatriotes comme le symbole de la leur au cours du siècle passé. C'est à lui qu'au lendemain de la libération de la Russie sont allés leurs souvenirs émus, comme à un martyr de l'ancien régime. Dans la cathédrale de Kazan, ils ont célébré avec ferveur un service divin à sa mémoire. Il a fait dire quelque part à un de ses héros : « J'ai une soif violente d'aider ma patrie à guérir ses lourdes

blessures. » Ces paroles devront être une leçon pour les Petits-Russiens qui ont souffert de la guerre : une paix prématurée, hâtée par l'oubli de l'ennemi du dehors pour les luttes intérieures de partis ou de nationalités, laisserait sous le joug des Habsbourg leurs frères souffrants de Galicie.

RAOUL LABRY.

PUBLICATIONS RÉCENTES

[Les ouvrages doivent être adressés *impersonnellement* à la revue. Les envois portant le nom d'un rédacteur, considérés comme des hommages *personnels* et remis intacts à leurs destinataires, sont ignorés de la rédaction et par suite ne peuvent être ni annoncés, ni distribués en vue de comptes rendus.]

Histoire

Auguste Gauvain : *L'Europe au jour le jour. Tome I : La Crise bosniaque, 1908-1909* ; Bossard. 7 50

Littérature

Jean Ajalbert : *L'heure de l'Italie* ; Bossard. 3 »
Henry Cochin : *Les Deux guerres, 1870-1871, 1914 1917* ; Plon. 3 50
G. d'Herbemont : *Fleurs des Alyscamps* ; Emile Paul. 1 50
Léon Tolstoï : *Journal intime, 1895-1910*. Trad. du russe par M[mes] Rastowa et Jean-Debret. Préface, commentaires et table analytique par Paul Birukoff. Portrait par Fr. Masereel ; Flammarion. 4 »

Ouvrages sur la guerre actuelle

Harold Begbie : *L'Angleterre justifiée* ; Bossard. 6 »
Florian Delhorbe : *Essai sur le neutre* ; Bossard. 1 50
Olivier Guihéneuc : *La Bataille navale du Jutland* ; Perrin. 3 50
René Lote ; *Le Sens des réalités. Sagesse des Etats* ; Berger-Levrault. 3 50
K. G. Ossiannilson : *Où est le droit dans la grande guerre*. Trad. du Suédois par S. Harel ; Lundberg, Stockholm. 1 50
Léon Van der Essen : *L'invasion allemande en Belgique* ; Payot. 7 50

Poésie

Paul Brach : *Le Salut aux morts* ; Emile-Paul. 3 50
Lucien Christophe ; *La Rose à la lance nouée* ; Vivre. 1 »
A. P. Garnier : *La Gloire de la terre* ; Garnier. » »
Fernand Gregh : *La Couronne douloureuse* ; Fasquelle. 3 50
Marc Leclerc : *Les Souvenirs de tranchées d'un Poilu* ; Crès. 1 50
J. M. Renaitour : *L'horizon des échos* ; Vivre. 0 60

Roman

Guillaume Gaulène : *Des Soldats* ; Perrin. 3 50
Gustave Guiches : *Les deux soldats* ; Fasquelle. 3 50
Louis Lefebvre : *Le grand jour* ; Calmann-Lévy. 3 50
Pierre de Valrose : *Le droit à la vie* ; Perrin. 3 50

Sociologie

Jean Buffet : *Du Régionalisme au Nationalisme financier* : Berger-Levrault. 3 50
Arthur Chervin : *L'Allemagne de demain* ; Berger-Levrault. 6 »

Théâtre

Henri Bataille : *Ecrits sur le théâtre* ; Crès. 3 50

Varia

Gabriel Arbouin : *Les Nations d'après leurs journaux*; Bossard. 2 »

André Godard : *Les Oiseaux nécessaires à l'agriculture, la Sylviculture, la Viticulture, etc.* ; Perrin. 1 50

Nomenclature des Journaux, Revues. Périodiques français paraissant en France et en langue française à l'étranger ; Argus de la Presse. » »

MERCVRE.

ÉCHOS

Les Ecrivains tués à l'ennemi. — Le Musée Denicourt. — Mort d'Antonio de La Gandara. — Renoir en Espagne. — Légendes funèbres. — Les Femmes et la politique. — Erudition de « nouveau riche ». — M. Capus et la Veine. — Le Système métrique et la Guerre. — Angelo Musco. — D'un petit journal catholique allemand. — Victor Hugo en Corse. — Le Théâtre et la Vie. — Trésors artistiques aux enchères. — Une Université à Nice. — Anecdote persane. — L'entrée de l'Espagne. — Benjamin Constant revenant. — La Race teutonique. — Le prix de poésie latine.

Les écrivains tués à l'ennemi. — Leur liste s'allonge encore des noms qui suivent: Théodore Mercadier, né à Mascara (Oran) en 1884, auteur d'un livre inédit dont le manuscrit avait été couronné en 1915 par la Société des gens de lettres (Prix Jacques Normand).

Paul A. Arnold, aspirant, tué près de Craonne. Il laisse des poèmes. Il était un des fondateurs de la revue *Les Marches de Flandre.*

Paul Vial, né à Draguignan en 1890, auteur des *Premiers propos de Jean du Malmont.*

M. Serge Basset, envoyé spécial du *Petit Parisien* sur le front britannique, est tombé au champ d'honneur, le 30 juin, victime du devoir professionnel. Né à Grenoble en 1865, M. Serge Basset avait collaboré au *National,* à *Gil Blas,* au *Matin,* au *Figaro,* à *l'Information,* au *Petit Parisien.*

Ce brillant journaliste avait dirigé le théâtre Femina et laisse un certain nombre de romans et de pièces de théâtre.

§

Le Musée Denicourt. — On n'a rien trouvé au musée municipal de Péronne où le vieux poète péronnais Hector Brinon et le maire, Alfred Denicourt, avaient réuni des souvenirs précieux de Béranger, des croquis de Raffet, de Charlet, des tableaux d'Alphonse de Neuville.

Dans la salle du premier étage était conservée la bannière que Catherine de Paix dite Marie Fourré planta en 1536 sur le rempart, tandis que le Comte de Nassau levait le siège. On y voyait encore la bannière de la corporation de Saint-Pierre, qui était celle des Poissonniers, des tapisseries du XIIe siècle, une collection lapidaire égyptienne et de nombreux documents iconographiques sur la ville et les environs.

Les Allemands ont emporté ce qui était précieux, le reste a été la proie des flammes.

On voudrait que la collection des gaufriers picards aux légendes gauloises, aux illustrations naïves et non moins lestes ait été sauvée. Elle justifiait à elle seule l'attention que les Picards témoignaient au musée Denicourt.

§

Mort d'Antonio de la Gandara. — On annonce la mort du peintre estimé et à la mode Antonio de la Gandara, décédé subitement le 1er juillet dans son atelier au 22 de la rue Monsieur-le-Prince.

Né à Paris en 1862, d'un père Espagnol et d'une mère Anglaise, il avait obtenu, au Salon de 1885, une mention honorable et presque aussitôt le succès lui était venu, comme portraitiste, et c'est en cette qualité qu'il se vit décerner une médaille d'argent à l'Exposition universelle de 1900.

Antonio de La Gandara était en outre une des figures les plus fines du Quartier Latin.

C'était encore un des peintres mondains qui avait le plus d'accent.

Ses portraits de Leconte de Lisle, de Paul Verlaine qu'il avait beaucoup connu, du comte Robert de Montesquiou *à la Canne*, de la comtesse de Montebello, de la comtesse de Noailles, de la princesse de Chimay, de Jean Lorrain, de *la Dame à la rose* (Mme Salvator), d'Ida Rubinstein sont célèbres.

Il avait aussi fait le portrait de Jean Moréas, dont la reproduction est en tête de l'édition définitive des *Stances*, et le portrait d'André Rouveyre. Intime de Jean Moréas, Antonio de la Gandara avait été appelé pour assister comme témoin le notaire qui devait rédiger le testament du poète déjà paralysé par la mort proche. Il y avait là d'autres amis de Moréas : André Rouveyre et Adolphe Willette ; mais il manquait un quatrième témoin. On fit venir un petit bossu : « Vous êtes bossu, dit Moréas dont la langue s'embarrassait déjà, mais dont l'accent restait autoritaire. Asseyez-vous ! »

Dans les derniers temps de sa vie, Antonio de la Gandara, qui n'avait jamais quitté le Quartier Latin de sa jeunesse et était resté fidèle à son atelier de la rue Monsieur-le-Prince comme à son cher Luxembourg, était devenu très croyant.

Son livre de chevet a été jusqu'à sa dernière heure *Don Quichotte* auquel cet homme svelte, épris d'idéal féminin, aimait à se comparer.

Avec lui disparaît un important témoin, de cette époque charmante, féconde, un peu dévergondée et singulière où Jean Lorrain donnait le ton.

Les portraits de femme d'Antonio de la Gandara serviront à caractériser son temps et ce caractère ne sera ni déplaisant, ni dépourvu d'élégance.

Ce qui distingue les portraits d'Antonio de la Gandara, c'est un certain souci de l'atmosphère, le charme alangui de la palette et l'allure distinguée qu'il savait donner à ses modèles.

Il a laissé aussi des paysages, mais ce sont ses portraits qui sauveront de l'oubli le nom de ce peintre mondain qui fut l'ami des littérateurs de son temps et leur dut sa rapide notoriété.

Il ne fut mêlé à aucune des luttes artistiques de son temps et l'on peut dire que l'important domaine de l'art moderne lui demeura entièrement fermé.

§

Renoir en Espagne.— On sait que les Espagnols goûtent la peinture française moderne.

Ils professent pour Renoir notamment un véritable culte.

M. Ambroise Vollard, qui fut dernièrement à Barcelone et à Madrid don-

ner une conférence sur Renoir organisée par la *Publicitad* de Barcelone, les *Ateneo* de Barcelone et de Madrid et les jeunes peintres barcelonais, fournit ainsi aux fervents ibériques du maître l'occasion de communier avec ceux qui ici tiennent Renoir pour le plus grand peintre actuel.

Ils ont manifesté leur satisfaction en adressant à Auguste Renoir le télégramme suivant :

Les jeunes artistes barcelonais, *l'Ateneo* barcelonais, le quotidien *la Publicitad*, fervents admirateurs de Renoir et très heureux d'avoir pu, grâce à la conférence Vollard, passer quelques instants dans l'intimité du maître, lui envoient leurs salutations enthousiastes.

§

Légendes funèbres. — Les journaux suisses ont parlé d'un vol de corbeaux qui plana sur la Hofburg à Vienne, il y a peu de temps.

On sait que c'est le signe qu'un nouveau deuil menace la maison tragique des Habsbourg.

Pendant les trois jours qui précédèrent la mort de l'empereur François-Joseph, les croassements des corbeaux annonciateurs empêchèrent de dormir le personnel du palais impérial.

Ils s'étaient montrés également la veille du départ de Maximilien pour le Mexique, à l'aube du jour où l'on découvrit le drame mystérieux de Meyerling et le soir où le poignard de Luccheni trancha les jours de l'impératrice Elisabeth.

Dans un même ordre d'idées on sait que la maison des Hohenzollern a aussi un signal de mauvais augure : l'apparition de cette « Dame Blanche » qui annonce un péril mortel aux membres de la famille impériale.

En France, la mort de Henri III fut annoncée par un être vêtu de rouge qui vint prévenir le roi.

Louis XI avait eu aussi avant de mourir une vision sinistre.

On sait que Robespierre avait un esprit familier, sorte de moine à longue barbe, qui l'avertissait du péril.

Faut-il rappeler encore le guerrier bardé de fer, de la maison de Lorraine, la jeune fille aux cheveux verts de Pic de la Mirandole, le jeune paysan de Toricelli ?

Combien, de nos jours, ont senti qu'ils allaient mourir et sans qu'un esprit leur apparût ! Il suffisait d'entendre « les éclatements » comme on dit, d'ouïr le tac-tac-tac de la mitrailleuse, moins ennuyeux et plus terrible que celui de la machine à écrire, et pour savoir qu'ils allaient mourir il ne leur fallait point de revenants, mais seulement un peu de bon sens.

§

Les femmes et la politique. — On sait qu'en Russie la future Constituante sera élue par le suffrage universel des citoyens des deux sexes.

C'est l'État américain de Washington qui le premier, en 1869, reconnut tous les droits politiques des femmes. Il fut suivi dans cette voie par l'État de Wyoming, qui n'eut qu'à se féliciter de son libéralisme.

Après le Wyoming, vint le Colorado que suivit l'Idaho.

Depuis 1887, dans le Kansas, les femmes participent aux administrations municipales.

En Océanie, la Nouvelle-Irlande accorda le suffrage aux femmes en

1893. L'exemple fut suivi par l'Australie du Sud en 1894, par l'Australie Occidentale en 1900. La Nouvelle-Galles proclama l'égalité des droits politiques pour les deux sexes en 1892, la Tasmanie en 1894, le Queensland en 1905, l'Etat de Victoria en 1908.

En Europe, ce sont les pays scandinaves qui marchent à l'avant-garde du progrès démocratique.

La Norvège donna aux femmes des droits municipaux en 1904.

En Finlande, tous les citoyens des deux sexes jouissent des mêmes droits politiques.

Ce siècle ne se terminera pas sans que les droits de la femme aient été mis partout sur le même pied que les droits de l'homme, et ce seront tout simplement là les droits de l'Humanité.

§

Erudition de « nouveau riche ». — M. Jourdain, édition 1914-1917, s'est fait une collection d'objets et d'ouvrages touchant la guerre dont il est très fier. Sa bibliothèque s'est enrichie naguère du volume d'art récemment publié par le corps allemand d'occupation de Bapaume sur Quentin de Latour.

— Eh! mais, dit M. Jourdain à l'un de ses secrétaires, Quentin de Latour? Je croyais que c'était Fantin-Latour.

§

M. Capus et la Veine. — Un confrère de Capus qui assistait à sa réception sous la coupole disait : « Que voulez-vous, quand on a écrit *la Veine,* il est juste qu'on en bénéficie. Alfred Capus a senti qu'il avait la Veine quand sa pièce fut traduite en allemand par l'expression correspondante *der Schwein,* qui signifie « le Cochon ». Patriote en ce temps-là comme aujourd'hui, il fut, dit-on, séduit par ce mot porte-bonheur et laissa représenter la pièce pour l'ébaudissement des Allemands qui ne pensaient certes pas lui donner une mascotte.

La Veine ou *le Cochon*, comme on voudra, la vérité est que la chance a souri à M. Capus et que l'habit vert lui va, ma foi, aussi bien qu'à M. Donnay, autre favori de la veine.

§

Le système métrique et la guerre. — La guerre remet sur le tapis la question du système métrique.

Il y a en effet quelque saveur à constater que l'Angleterre, la Russie et les États-Unis sont les seules puissances qui n'ont pas encore adopté le système métrique dont la supériorité dérive de considérations théoriques, mais surtout de cette considération pratique que la majeure partie des pays civilisés l'ont adopté.

En Italie, il fut rendu obligatoire en 1874. Le Japon l'adopta en 1891 et la Nouvelle Zélande en 1906.

§

Angelo Musco. — Musco est considéré en ce moment comme le plus grand acteur comique de l'Italie. Il ne tardera pas à partager avec Charlot la gloire de faire rire le monde entier. C'est un sicilien de Catane. Tour à tour chapelier, pâtissier, gantier, maçon et tailleur, cet homme aux che-

veux crépus a d'abord fait partie de la troupe de Giovanni Grasso. La réputation grandissante d'Angelo Musco gênait la gloire autoritaire de Grasso, et Musco forma une troupe. Puis en avril 1914, Milan s'engoua de Musco et le voilà célèbre. Il vient d'être nommé *commendatore*...

§

D'un petit journal catholique allemand. — « La longue durée de la guerre a fait que le besoin de distractions a pris des voies de plus en plus douteuses. La foule se presse à l'entrée des théâtres, des music-halls et des kinés. Les libraires annoncent qu'ils n'ont jamais fait d'aussi brillantes affaires qu'aujourd'hui.

« D'ailleurs, que pourrait-on faire de l'argent superflu ? Il n'est pas commode de voyager ; les vivres, les friandises sont rares, on ne fait plus de cadeaux. Alors, on emplit les théâtres, les kinés, les beuglants (selon son goût et son éducation), on lit et on donne des livres en cadeau... Les soldes de tous les siècles sont jetés aujourd'hui sur le marché de la librairie, vernis à neuf et recommandés pour la lecture au foyer et à l'armée. Et une réclame gigantesque, vertigineuse fait en sorte que le public ayant perdu son sens esthétique et moral est devenu fou, accepte ce qu'on lui offre.

« Et dans les beuglants et les kinos ? N'en parlons pas. Que n'y offre-t-on pas, en Allemagne, pour la perversion de l'esprit ? On l'a déjà dit souvent. Mais on ne saurait trop regretter que nos feuilles catholiques se chargent de faire de la réclame pour ces soldes de librairie ; y puissent même être contraintes par une partie de leurs lecteurs... »

§

Victor Hugo en Corse. — On sait que le major Hugo ayant été, de mai 1802 à septembre 1840, commandant de place à Bastia et à Porto-Ferrajo, c'est dans ces deux villes alternativement que le futur chantre de l'Empereur a passé sa première enfance.

A Porto-Ferrajo, une inscription gravée sur l'hôtel-de-ville commémore ce souvenir.

§

Le théâtre et la vie. — Au moment même où l'on représentait la pièce aristophanesque des *Mamelles de Tirésias*, par laquelle l'auteur voulait appeler l'attention du public sur le grave problème de la dépopulation et où se trouve un personnage qui, tout comme le Tirésias de la fable, est tantôt mâle et tantôt femelle, les journaux ont publié le curieux fait divers suivant, digne d'être rapproché du « drame surnaturaliste » en question :

Rennes, 24 juin. — En 1901, la nommée Elisa D... de Monterfil, avait épousé un cultivateur de Plétan, à peu près idiot.

La seule particularité de ce ménage était, outre la débilité mentale de l'époux, l'aspect quasi viril de la femme.

Or, voici qu'Elisa D... qui a maintenant 43 ans, vient demander une rectification de son état civil. Elle prétend être du sexe masculin.

Elle désire vivement recouvrer officiellement son véritable sexe, car ce changement d'état rendrait nul son mariage avec son époux.

Nul doute qu'un jugement en bonne forme ne rende bientôt à la France ce territorial en jupon de la classe 1894. (*Ag. Radio*).

§

Trésors artistiques aux enchères. — Non loin de la petite ville de Wilton, chef-lieu du Wiltshire, se trouve une résidence fameuse, Wilton House, qui appartient au Comte de Pembroke. Autour du château, s'étendent de vastes parcs et jardins, dont un jardin italien où s'élève un pavillon dessiné par Holbein. Le mercredi, en payant un shilling, le public était admis à visiter les collections artistiques que renferme le château, et, en particulier, le salon dont le plafond voûté est orné de peintures représentant des scènes de l'*Arcadia*, que Sir Philip Sidney écrivit jadis en ce lieu. Sa sœur, Lady Mary Pembroke, immortalisée par l'épigraphe de Ben Jonson, fut la mère du Comte à qui le premier Folio de Shakespeare fut dédié en 1623. Le fils de celui-ci fut un des protecteurs de Van Dyck qui peignit les portraits de la famille Pembroke qu'on trouve encore à Wilton.

A la veille de la guerre, une partie de la bibliothèque, contenant surtout des impressions anciennes, fut mises aux enchères et la vente atteignit près de £40.000, soit un million de francs. Dans la première quinzaine de juillet, un choix de gravures, dessins, tableaux et armures, provenant de Wilton House sera offert aux collectionneurs assez heureux pour se payer, en ces temps tragiques, des trésors d'art qui, pour la plupart, sont enfermés depuis plusieurs siècles dans la même collection. Les deux armures qui figurent au catalogue sont de véritables œuvres d'art, et sans nul doute elles atteindront un prix élevé. La première est l'œuvre du Milanais Lucino Picinio qui la fit pour le Connétable Anne de Montmorency, le « premier Baron chrétien de l'Europe » dont un ancêtre avait été converti, dit-on, par saint Denis lui-même. Le Connétable était présent au camp du Drap d'Or et à la bataille de Pavie ; il prit part aux guerres de Lorraine, autour des Trois Evêchés, et, en 1557, il fut fait prisonnier à Saint-Quentin par le Comte de Pembroke qui commandait les Anglais réunis aux Impériaux du Duc de Savoie. Le « vieux lion » se battait encore à 75 ans, lorsqu'il fut blessé mortellement, à la bataille de Saint-Denis, par l'Ecossais Robert Stuart, a qui il réussit encore à briser trois dents, blessure grave pour l'époque.

D'après les pauldrons et les cuisses, ce Montmorency devait être de fort haute taille. Le Duc d'Aumale désirait fort ramener en France ce trophée, et il en offrit maintes fois des sommes considérables au Comte de Pembroke. Nous ne pouvons guère espérer que le Duc d'Orléans, par exemple fasse le beau geste d'acquérir cette pièce pour l'offrir à Chantilly. Il donnerait là au duc de Montpensier un exemple à suivre, car la seconde armure en vente est celle de Louis de Bourbon, Duc de Montpensier qui fut fait prisonnier aux côtés du Connétable, quinze ans avant la Saint-Barthélemy où ce sanguinaire seigneur massacra si férocement tant de huguenots.

Les dessins de maîtres sont au nombre de 322 ; ils sont connus grâce aux *Facsimiles* publiés par S. A. Strong, en 1900. L'un d'eux a une histoire : il fut trouvé collé à une vieille gravure représentant « la mort d'Ananias » par Raphaël. Après examen, on y reconnut un dessin de Durer, avec son monogramme, la date 1521, et une inscription de sa main. La feuille, avec le filigrane de Durer, porte un paysage avec un pont, un château sur la gauche, et à droite des animaux, dont un lion aux aguets et une lionne en-

dormie sont d'un dessin particulièrement achevé. Parmi les autres pièces, on en trouve une soixantaine de fort remarquables qui proviennent de la collection de Sir Peter Lely. Les critiques et experts ne sont pas d'accord sur toutes les attributions, mais la plupart sont identifiés et indiscutablement attribués à Titien, au Corrège, aux Carrache, à Giulio Romano, à Van Dyck, à Véronèse et à Léonard de Vinci.

Les tableaux comprennent un panneau, « Judith et Holopherne », catalogué jadis comme étant de Raphaël, dans la collection de Charles Ier. Le roi l'échangea avec le Comte contre un portrait de jeune femme par Bellini et un« Enfant Jesus et saint Jean-Baptiste » par Parmigiano, mais récemment le tableau a été définitivement reconnu comme étant de Mantegna. Il n'y a aucun doute sur l'authenticité du Rembrandt qui était à Wilton House avant 1730. Il est signé et fut peint vers 1629 ; il représente une vieille femme à lunettes d'or penchée sur un livre ouvert ; une large pèlerine de velours pourpre couvre ses épaules, la robe est brune sur un corsage gris sombre, et c'est un portrait de la mère du peintre.

Le Comte de Pembroke garde le fameux diptyque représentant Richard II agenouillé devant l'autel de Notre-Dame de Pewe et qui est le plus ancien tableau peint en Angleterre. Mais la guerre impose de telles charges aux grands propriétaires fonciers, ils ont à acquitter de tels impôts qu'ils sont contraints de dépouiller leurs antiques résidences des trésors qu'elles contiennent et qui passeront aux mains des millionnaires américains qui les guettent. — H.-D. D.

§

Une Université à Nice.— Il est question de créer après la guerre une Université à Nice. Cette grande ville, qui a pris un développement rapide depuis vingt ans, est sensiblement éloignée des centres universitaires de Marseille et d'Aix ; elle compte une clientèle d'hôtes d'hiver et de printemps qui s'accroît sans cesse, et qui désirerait avoir à proximité, pour les jeunes gens, des établissements d'enseignement supérieur.

On pourrait donner à cette Université un caractère original et d'utilité générale en en faisant un centre d'études franco-italien,si l'on songe que les relations intellectuelles entre les deux pays latins deviendront plus étroites après la guerre. On pourrait aussi y faire place à des enseignements pratiques,comme l'utilisation de la houille blanche et l'économie politique appliquée au tourisme.

A défaut d'Université, il pourrait être créé, comme jadis à Alger, une Ecole Supérieure relevant de l'Université d'Aix-Marseille, — ce qui nécessiterait des crédits moins élevés et soulèverait moins d'objections de la part des villes concurrentes.

Le général Goiran, maire de Nice, et la municipalité, qui s'est déjà imposé de gros sacrifices pour les lycées de la ville, sont très favorables au projet. De la part de l'Etat il ne saurait y avoir que des objetions d'ordre financier. Sans doute ne sont-elles pas insolubles, surtout si de généreux donateurs, comme il s'en trouve tant sur le littoral, se proposaient pour fonder quelques chaires.

§

Anecdote persane. — En l'an 996, la famine sévissait en Perse. Il y avait alors en ce pays des marchands assez peu scrupuleux pour augmen-

ter déraisonnablement le prix des vivres. La population pauvre mourait, mais les marchands faisaient des affaires énormes.

Le shah de Perse, qui était alors Abdul-Arad-el-Daoulah, prit en pitié la détresse de son malheureux peuple. Et il fit partager entre les plus pauvres tout l'argent du Trésor. Or, cette mesure ne produisit pas l'effet attendu.

Lorsque les marchands virent que le peuple avait de l'argent, ils se mirent à augmenter plus que jamais le prix des denrées. Et le pauvre peuple recommença à mourir de faim, tandis que les marchands, avec l'argent ainsi tiré du peuple, s'achetaient de riches vêtements, des choses précieuses et coûteuses, et se faisaient construire des palais, où ils vivaient comme des princes.

Alors, le shah s'étant rendu compte que les mesures qu'il avait prises n'avaient eu aucun résultat, il publia l'ordonnance suivante :

« Comme le nombre des affamés, dans mon royaume, est plus grand que le nombre des marchands, nous avons décidé de faire disparaître cette inégalité de la manière suivante :

« Pour chaque personne trouvée morte de faim, un marchand sera cloué par l'oreille à la porte de sa maison. »

Cette ordonnance eut un effet immédiat.

Le prix des céréales baissa comme par enchantement et, dans tout le royaume de Perse, personne ne souffrait plus de la faim...

La feuille allemande à laquelle nous empruntons cet apologue oriental (*si non e vero*) ajoute mélancoliquement :

« Aujourd'hui, ce remède est inapplicable, hélas ! — car nos usines métallurgiques sont tellement surmenées, qu'elles n'arriveraient qu'à grand peine à fournir des clous nécessaires à semblable opération. »

§

« **L'entrée de l'Espagne** ». — On pourrait croire qu'il s'agit de cette guerre. C'est tout simplement un interminable poème d'une importance capitale d'ailleurs, en franco-vénitien, et que l'on place au premier rang de l'histoire poétique de Charlemagne et de la littérature chevaleresque de l'Italie.

Ce vénérable monument de l'esprit franco-italien, conservé dans l'unique manuscrit de la *Mariana*, fut publié par Antoine Thomas, par les soins de la *Société des Auriens-textes français*.

Le professeur Framesco Torraca de l'Université de Naples vient de publier un mémoire d'une remarquable érudition sur ce poème qui est un argument important en faveur de l'idée d'une fédération des nations latines.

§

Benjamin Constant, revenant. — L'auteur d'*Adolphe* mourut au 28 de la rue d'Anjou, occupé maintenant par une dame qui fait profession d'être ce qu'on appelle aujourd'hui une « couturière d'art ». Sœur du plus fameux de nos « couturiers d'art », elle est l'épouse de ce que l'on appelle aujourd'hui un « ensemblier », terme qui désigne les artistes qui s'occupent de la décoration des appartements. Cette aimable femme qui n'est point sotte assure que toutes les nuits l'ancien habitant de cet hôtel, Benjamin

Constant, ou du moins son esprit, vient frapper à une fenêtre du deuxième étage, celle où justement se trouve aujourd'hui la bibliothèque où voisinent Jarry, Albert, Samain et les productions les plus modernes.

« Mais avez-vous lu *Adolphe ?* » lui disait quelqu'un à qui elle racontait son histoire de revenant.

« Jamais ! »

« Achetez donc ce roman célèbre, lisez-le et sans doute l'esprit de Benjamin Constant sera-t-il satisfait. »

Ainsi fut fait et Benjamin Constant ni vient plus frapper la nuit à une fenêtre, au deuxième étage du 26 de la rue d'Anjou.

§

La race teutonique. — Il arrive que l'on rencontre des ennemis du mot péjoratif : *Boche*. Ils voudraient qu'on cessât de l'employer. Autant s'insurger contre le terme de *fransquillons* qui était belge, contre celui de *rastaquouère* qui tend à disparaître, contre celui de *Pantruchards* qui désigne les Parisiens et persiste tandis que *Pantruche* cède la place à *Paname*. Les ennemis du mot *Boche* ont raison sans doute, mais l'usage est là devant lequel se courbe l'Académie, et pas mal d'académiciens ont écrit *Boche* plus que de raison. « Si vous voulez employer un péjoratif, disent les précieux, prononcez donc — teuton — sur un ton méprisant, cela suffira à montrer que vous êtes germanophile comme il convient qu'on le soit. »

Sait-on que Houston-Stewart Chamberlain appelle teutonique cette race européenne slavo-celto-germanique où il souhaite que prédomine l'élément germain, à laquelle race teutonique il voit comme ennemis les juifs et l'Eglise romaine ?

Les Allemands ou du moins les pangermanistes considèrent donc les Français aussi bien que les Anglais comme des Teutons. Les précieux se doivent donc de trouver autre chose.

§

Le Prix de poésie latine. — Dans une assemblée récente, l'Académie Royale d'Amsterdam a décerné le prix international de poésie latine qui fut tant de fois remporté par Giovanni Pascoli.

Cette année encore le lauréat du premier prix, qui fut disputé entre vingt-neuf concurrents, est un Italien : Francesco-Sofia Alessio, de Radicena (Calabre).

On pourrait croire que ce latiniste éminent est professeur dans une université, un lycée.

Nullement, il enseigne à lire et à écrire comme maître d'école dans un village.

Il n'y a pas qu'en France que l'on sache utiliser les compétences.

MERCVRE.

Le Gérant : A. VALLETTE.

Poitiers. — Imp. du MERCVRE DE FRANCE (G. ROY), 7, rue Victor-Hugo.

BULLETIN FINANCIER

Les séances se succèdent sans apporter de grandes modifications dans l'allure énérale qui reste néanmoins soutenue. Nos Rentes sont convenablement tenues, 3 o/o à 60 fr. 25, le 5 o/o à 88 fr. 30.

Les Rentes russes n'ont pas été affectées par la chute du change russe et se résentent même avec quelque plus-value : Russe 4 o/o 1901 56 fr. ; Consolidé o/o 3e série 63 fr. 80 ; 4 1/2 o/o 1909 66 fr. ; 5 o/o 1906 74 fr. 25 ; 3 o/o 891 52 francs.

Il n'y a toujours rien à signaler dans le groupe balkanique en dehors du Turc Jnifié qui reste à 61 fr., avec une nuance de lourdeur.

Les difficultés politiques de l'Espagne ont précipité le recul de l'Extérieure ainsi que nous l'avions fait pressentir ; un fléchissement du cours de la peseta toujours possible provoquerait une baisse qui pourrait devenir sérieuse.

Les actions de nos grandes compagnies de chemins de fer ont un marché très erme. Il semble de plus en plus que le projet de relèvement des tarifs aboutira dans des conditions satisfaisantes : Orléans 1100 fr.; Est 765 fr. ; Nord 1315 r. ; Midi 919 fr. ; P.-L.-M. 995 francs.

Il n'y a pas de sensibles modifications dans le groupe de nos grandes banques : l'action de la Banque de France n'a donné lieu qu'à de rares transactions, le dividende du premier semestre de l'exercice 1917 a été fixé à 120 fr. net par action, égal à celui de la même période durant l'année précédente. L'action du Crédit Foncier non estampillée s'est traitée à 646 fr. Les actionnaires ont mis le plus grand empressement à user du droit de préférence qui leur était accordé pour souscrire aux actions nouvelles ; l'accroissement des bénéfices de l'exercice en cours et les conditions très avantageuses de l'opération assuraient le succès de cette émission.

Les Banques russes accusent un nouveau recul : Union de Moscou 565 ; Banque de l'Azow-Don 1010 ; Russo-Asiatique 675 fr. Quant aux valeurs industrielles russes, de nouvelles réalisations leur infligent un recul important. C'est ainsi que Toula rétrograde de 955 à 925 fr. et que Maltzoff passe de 485 à 468 fr. La tendance reste également lourde dans le groupe des valeurs pétrolifères. On retrouve Bakou à 1310 et Lianosoff à 320.

Les prix du cuivre se maintenant invariables, les valeurs cuprifères reproduisent leurs cours précédents et ont été un peu négligés.

LE MASQUE D'OR.

MERCVRE DE FRANCE

26, rue de Condé, Paris

Paraît le 1er et le 16 de chaque mois
et forme dans l'année six volumes

Littérature, Poésie, Théâtre, Beaux-Arts
Philosophie, Histoire, Sociologie, Sciences, Voyages
Bibliophilie, Sciences occultes
Critique, Littératures étrangères Revue de la Quinzaine

La **Revue de la Quinzaine** s'alimente à l'étranger autant qu'en France. Elle offre un nombre considérable de documents et constitue une sorte « d'encyclopédie au jour le jour » du mouvement universel des idées.

Les Poèmes : Georges Duhamel.
Les Romans : Rachilde.
Littérature : Jean de Gourmont.
Histoire : Edmond Barthélemy.
Philosophie : Georges Palante.
Le Mouvement scientifique : Georges Bohn.
Sciences médicales : Docteur Paul Voivenel.
Science sociale : Henri Mazel.
Ethnographie, Folklore : A. van Gennep.
Archéologie, Voyages : Charles Merki.
Questions juridiques : José Théry.
Questions militaires et maritimes : Jean Norel.
Questions coloniales : Carl Siger.
Géographie politique : Fernand Caussy
Ésotérisme et Sciences psychiques : Jacques Brieu.
Les Revues : Charles-Henry Hirsch.
Les Journaux : R. de Bury.
Théâtre : Maurice Boissard.
Musique : Jean Marnold.
Art : Gustave Kahn.
Musées et Collections : Auguste Marguillier.
Chronique belge : G. Eekhoud.
Chronique suisse : René de Weck.
Lettres allemandes : Henri Albert.
Lettres anglaises : Henry-D. Davray
Lettres italiennes : Giovanni Papini
Lettres espagnoles : Marcel Robin.
Lettres portugaises : Philéas Lebesgue.
Lettres américaines : Théodore Stanton.
Lettres hispano-américaines : Francisco Contreras.
Lettres brésiliennes : Tristao da Cunha
Lettres néo-grecques : Démétrius Astériotis.
Lettres roumaines : Marcel Montandon.
Lettres russes : Jean Chuzewille.
Lettres polonaises : Michel Mutermilch.
Lettres néerlandaises : J.-L. Walch.
Lettres scandinaves : P.-G. La Chesnais.
Lettres tchèques : Janko Cadra.
La France jugée à l'Étranger : Lucile Dubois.
Variétés : X...
La Vie anecdotique : Guillaume Apollinaire.
La Curiosité : Jacques Daurelle.
Publications récentes : Mercure.
Echos : Mercure.

VENTE ET ABONNEMENT

Les abonnements partent du premier des mois de janvier, avril, juillet et octobre. Les nouveaux abonnés d'un an reçoivent à titre gracieux le commencement des matières en cours de publication.

FRANCE		ÉTRANGER	
Le numéro..... *net*	1.50	Le numéro........	1.75
Un an............	25 fr.	Un an............	30 fr.
Six mois..........	14 »	Six mois..........	17 »
Trois mois........	8 »	Trois mois........	10 »

ABONNEMENT DE TROIS ANS

France : 65 fr. | **Étranger : 80 fr.**

Envoi franco, sur demande, d'un numéro spécimen et du catalogue complet des Editions du *Mercure de France*.

Poitiers. — Imprimerie du Mercure de France G. ROY, 7, rue Victor-Hugo.